

Banque
européenne
d'investissement



rapport annuel 1986



La Banque européenne d'investissement en 1986 et 1985

Chiffres clés

	1986	1985	
		(millions d'Écus)	
Montant total des financements accordés dans l'année	7 544,8	7 184,6	
dont — prêts sur ressources propres	7 059,9	6 225,0	
— financements sur d'autres ressources (comptabilisés dans la section spéciale)	484,9	959,6	
Financements dans la Communauté		EUR 12 ⁽¹⁾	EUR 10 ⁽¹⁾
Montant total	7 071,1	6 784,4	6 524,4
dont — prêts sur ressources propres	6 678,1	5 900,7	5 640,7
— prêts sur ressources du nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts	393,0	883,7	883,7
Financements à l'extérieur de la Communauté			
Montant total	473,7	400,2	660,2
dont — sur ressources propres	381,8	324,3	584,3
— sur ressources budgétaires de la Communauté	91,9	75,9	75,9
<i>Répartition entre:</i>			
Pays du bassin méditerranéen	264,0	165,2	425,2
États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et pays et territoires d'outre-mer (PTOM)	209,7	235,0	235,0
Encours des prêts sur ressources propres et garanties au 31 décembre	36 959,8	33 290,9	
Encours des financements comptabilisés dans la section spéciale au 31 décembre	8 866,4	8 198,2	
Capital souscrit au 31 décembre	28 800,0	14 400,0	
dont versé et à verser	2 595,9	1 465,7	
Réserves, provisions et résultats de gestion	3 804,4	2 971,1	
Ressources collectées dans l'année	6 785,5	5 709,2	
Encours des emprunts à long et moyen terme au 31 décembre	30 271,1	26 735,8	
Total du bilan au 31 décembre	40 720,9	35 092,1	

⁽¹⁾ EUR 12: pour permettre une comparaison, les montants accordés en 1985 en Espagne et au Portugal au titre de l'aide pré-adhésion sont comptés avec les financements dans la Communauté.

EUR 10: les montants des prêts accordés en 1985 en Espagne et au Portugal sont comptés avec les financements à l'extérieur de la Communauté (cf. rapport annuel 1985).

Banque
européenne
d'investissement



rapport annuel 1986

Ce rapport est également disponible
dans les langues suivantes:

DA ISBN 92-861-0121-X
DE ISBN 92-861-0122-8
EN ISBN 92-861-0124-4
ES ISBN 92-861-0120-1
GR ISBN 92-861-0123-6
IT ISBN 92-861-0126-0
NL ISBN 92-861-0127-9
PT ISBN 92-861-0128-7

Table des matières		
	Conseil des gouverneurs — Comité de vérification	4
	Conseil d'administration	5
	Comité de direction — Structure des services	6
	Note au lecteur	8
	Le contexte économique de l'activité de la Banque	9
	Les politiques communautaires	18
	Financements accordés en 1986	23
	Prêts dans la Communauté	27
	Vue d'ensemble	27
	Financements de la BEI au service des politiques communautaires	27
	Analyse sectorielle	34
	Présentation des financements par pays	36
	Liste des contrats de prêts	45
	Financements à l'extérieur de la Communauté	67
	Financements dans les pays du bassin méditerranéen	67
	Financements dans les États ACP et les PTOM	69
	Liste des contrats de financement	73
	Ressources	77
	Évolution des marchés des capitaux	77
	Activité de la Banque sur les différents marchés des capitaux	80
	Résultats de gestion	87
	Administration de la Banque	88
	États financiers	92
	Bilan	92
	Section spéciale	94
	Compte de profits et pertes	96
	Notes explicatives	97
	Déclaration du Comité de vérification	105
	Évolution des financements accordés	107
	Dans la Communauté	108
	À l'extérieur de la Communauté	110

Conseil des gouverneurs

situation au 1^{er} juin 1987

Président	Mark EYSKENS (Belgique) <i>jusqu'en juin 1986</i> Palle SIMONSEN (Danemark)
BELGIQUE	Mark EYSKENS, Ministre des Finances
DANEMARK	Palle SIMONSEN, Ministre des Finances
ALLEMAGNE	Gerhard STOLTENBERG, Ministre Fédéral des Finances
GRÈCE	Konstantinos SIMITIS, Ministre de l'Économie Nationale
ESPAGNE	Carlos SOLCHAGA CATALAN, Ministre de l'Économie et des Finances
FRANCE	Pierre BEREGOVOY, Ministre de l'Économie, des Finances et du Budget <i>jusqu'en mars 1986</i> Edouard BALLADUR, Ministre d'État, Ministre de l'Économie, des Finances et de la Privatisation
IRLANDE	John BRUTON, Ministre des Finances <i>jusqu'en mars 1987</i> Ray MacSHARRY, Ministre des Finances
ITALIE	Giovanni Giuseppe GORIA, Ministre du Trésor et du Budget
LUXEMBOURG	Jacques POOS, Vice-Président du Gouvernement, Ministre du Trésor
PAYS-BAS	H. Onno RUDING, Ministre des Finances
PORTUGAL	Miguel José RIBEIRO CADILHE, Ministre des Finances
ROYAUME-UNI	Nigel LAWSON, Chancelier de l'Échiquier

Comité de vérification

situation au 1^{er} juin 1987

Président

Albert HANSEN, Secrétaire Général du Conseil du Gouvernement, Luxembourg
jusqu'en juin 1986

Constantinos THANOPOULOS, Directeur à la Banque de Grèce, Athènes

Membres

Constantinos THANOPOULOS

Jørgen BREDSDORFF, fhv. rigsrevisor, Bureau Général de Contrôle des Comptes, Copenhague

Albert HANSEN

Conseil d'administration

situation au 1^{er} juin 1987

Président: Ernst-Günther BRÖDER

Vice-Présidents:

C. Richard ROSS

Arie PAIS

Lucio IZZO

Noel WHELAN

Alain PRATE

Miguel A. ARNEDO ORBAÑANOS

Administrateurs

Luigi ARCUTI

Paul ARLMAN

Richard BRANTNER

Karl BREDAHL

Cornelle BRÜCK

David DELL

Jos de VRIES

José María GARCÍA ALONSO

Julián GARCÍA VARGAS

José António GIRÃO

Paolo GNES

Erling JØRGENSEN

Roger LAVELLE

Elizabeth LLEWELLYN-SMITH

Pedro MARTÍNEZ MÉNDEZ

David McCUTCHEON

Ludovicus MEULEMANS

Rudolf MORAWITZ

Luis MORENO

Waldemar MÜLLER-ENDERS

Miguel MUÑIZ DE LAS CUEVAS

Alexander J. O. RITCHIE

Yves ROLAND-BILLECART

Massimo RUSSO

Jean SAINT-GEOURS

.....

Denis SAMUEL-LAJEUNESSE

Gerassimos SAPOUNZOGLU

Mario SARCINELLI

Jean-Claude TRICHET

Dimitrios ZACHARIADIS-SOURAS

Kaj BARLEBO-LARSEN

T. Alastair CLARK

Jacques DELMAS-MARSALET

Andrew EDWARDS

Flemming FARUP-MADSEN

Winfried HECK

Pierre MATHIJSEN

Horst MOLTRECHT

Miguel MORA HIDALGO

Ariane OBOLENSKY

Ian PLENDERLEITH

Paolo RANUZZI DE BIANCHI

Denis SAMUEL-LAJEUNESSE

Savino SPINOSI

Jan VANORMELINGEN

Presidente dell'Istituto Mobiliare Italiano, Rome

Directeur, plaatsvervangend hoofd van de Directie Buitenlandse Financiële Betrekkingen, Ministère des Finances, La Haye, *jusqu'en octobre 1986*

Sprecher des Vorstands der Kreditanstalt für Wiederaufbau, Frankfurt

Fhv. afdelingschef, Ministère des Finances, Copenhague, *jusqu'en octobre 1986*

Président-Directeur de la Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg

Deputy Secretary, Ministère du Commerce et de l'Industrie, Londres, *jusqu'en mai 1987*

Plaatsvervangend Directeur, Directie Buitenlandse Financiële Betrekkingen, Ministère des Finances, La Haye, *à partir de novembre 1986*

Director General del Tesoro y Política Financiera, Ministère de l'Économie et des Finances, Madrid, *jusqu'en octobre 1986*

Presidente del Instituto de Crédito Oficial, Madrid, *jusqu'en octobre 1986*

Director-Geral do Tesouro, Ministère des Finances, Lisbonne, *jusqu'en avril 1987*

Condirettore Centrale, Banca d'Italia, Rome

Departementschef, Ministry of Finance, Copenhague, *à partir de novembre 1986*

Deputy Secretary (Overseas Finance), Trésorerie, Londres

Deputy Secretary, Ministère du Commerce et de l'Industrie, Londres, *à partir de juin 1987*

Director General del Tesoro y Política Financiera, Ministère de l'Économie et des Finances, Madrid, *à partir de novembre 1986*

Former Second Secretary, Ministère des Finances, Dublin

Directeur-général van de administratie der Thesaurie, Ministère des Finances, Bruxelles

Ministerialdirigent, Ministère Fédéral de l'Économie, Bonn

Director-Geral do Tesouro, Ministère des Finances, Lisbonne, *à partir de mai 1987*

Ministerialdirektor, Ministère Fédéral des Finances, Bonn

Presidente del Instituto de Crédito Oficial, Madrid, *à partir de novembre 1986*

Chairman Grindlays Bank plc. and Union Discount Co., Londres, *à partir de novembre 1986*

Directeur Général de la Caisse Centrale de Coopération Économique, Paris

Directeur Général des Affaires Économiques et Financières, Commission des Communautés européennes, Bruxelles

Président-Directeur Général du Crédit National, Paris, *jusqu'en mai 1987*

Chef du Service des Affaires Internationales, Direction du Trésor, Ministère de l'Économie, des Finances et de la Privatisation, Paris, *à partir de juin 1986*

Conseiller du Ministre de l'Économie Nationale, Ministère de l'Économie Nationale, Athènes, *jusqu'en mai 1986*

Direttore Generale del Tesoro, Ministère du Trésor, Rome

Chef du Service des Affaires Internationales, Direction du Trésor, Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget, Paris, *jusqu'en mai 1986*

Conseiller du Ministre de l'Économie Nationale, Ministère de l'Économie Nationale, Athènes, *à partir de juin 1986*

Suppléants

Directeur Général de la Coordination des Instruments Structurels, Commission des Communautés européennes, Bruxelles, *à partir d'octobre 1986*

Senior-Manager, Gilt Edged Division, Banque d'Angleterre, Londres, *à partir de juin 1986*

Directeur Général-adjoint de la Caisse des Dépôts et Consignations, Paris

Under Secretary (Overseas Finance), Trésorerie, Londres

Kontorchef, Banque Nationale du Danemark, Copenhague

Ministerialdirigent, Ministère Fédéral des Finances, Bonn

Directeur Général de la Politique Régionale, Commission des Communautés européennes, Bruxelles, *jusqu'en juillet 1986*

Ministerialdirektor i. e. R., Ministère Fédéral de la Coopération Économique, Bonn

Consejero Técnico de la Dirección General del Tesoro y Política Financiera, Ministère de l'Économie et des Finances, Madrid

Sous-Directeur des Affaires Multilatérales, Direction du Trésor, Ministère de l'Économie, des Finances et de la Privatisation, Paris, *à partir de juin 1986*

Assistant Director, Head of Gilt-Edged Division, Banque d'Angleterre, Londres, *jusqu'en mai 1986*

Direttore Generale, Ministère du Trésor, Rome

Sous-Directeur des Affaires Multilatérales, Direction du Trésor, Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget, Paris, *jusqu'en mai 1986*

Direttore Generale a. r., Ministère du Trésor, Rome

Eerste adviseur bij de administratie der Thesaurie, Ministère des Finances, Bruxelles

Comité de direction

situation au 1^{er} juin 1987

Ernst-Günther BRÖDER, Président
C. Richard ROSS, Vice-Président
Arie PAIS, Vice-Président
Lucio IZZO, Vice-Président
Noel WHELAN, Vice-Président
Alain PRATE, Vice-Président
Miguel A. ARNEDO ORBAÑANOS, Vice-Président

Structure des services (1)

situation au 1^{er} juin 1987

Secrétaire Général
Dieter HARTWICH, Directeur,
Direction de l'Administration Générale

Directeurs de département

Chefs de division

Personnel Ronald STURGES, Conseiller, Chef du Personnel	Audit interne	Jan VOORDECKERS, Conseiller principal
	Coordination	Andrew ALLEN
Secrétariat et Affaires Générales Bruno EYNARD, Directeur adjoint	Information, Relations publiques	Karl Georg SCHMIDT, Conseiller principal
	Recrutement, Formation	Thomas CRANFIELD, Conseiller adjoint
Services de Management Roger ADAMS, Conseiller	Administration du Personnel	Jean-Claude CARREAU, Conseiller adjoint
	Réglementation	Arnout BRANDT CORSTIUS
Opérations en Italie, Rome Giorgio RATTI, Directeur Central Ernest LAMERS, Conseiller, Directeur de département adjoint	Secrétariat	Gerlando GENUARDI
	Traduction	Klaus WOSZCZYNA, Conseiller
Opérations en Danemark, en Allemagne et en Espagne José OLIVA MARÍN	Bureau de Représentation à Bruxelles	Manfred TEICHERT, Conseiller principal
	Services Intérieurs	Michel HATTERER
Opérations en Belgique, France, Grèce, au Luxembourg et aux Pays-Bas Gérard d'ERM, Directeur adjoint	Organisation et Méthodes	Penrhyn TURNER, Conseiller
	Informatique	Ernest ERPELDING, Conseiller
Opérations en Irlande, au Portugal, au Royaume-Uni et en Mer du Nord Christopher LETHBRIDGE, Directeur adjoint	Budget	Rémy JACOB
	Bureau de Représentation à Athènes	
Unités organisationnelles référant aux Directions 1 et 2	Bureau de liaison à Lisbonne	
	Bureau de liaison à Londres	
Administration des financements Thomas HALBE, Directeur adjoint	Coordination	Francis CARPENTER, Conseiller
		André DUNAND, Conseiller

Financements dans la Communauté Direction 1

Eugenio GREPPI, Directeur (2)

Direction 2

Pit TREUMANN, Directeur

Unités organisationnelles
référant aux Directions 1 et 2

(1) Voir aussi chapitre «Administration» pp. 88-91.

(2) Préside également le groupe de coordination pour l'ensemble des opérations dans la Communauté.

Structure des services *(suite)*

	Directeurs de département	Chefs de division
Direction des Financements à l'extérieur de la Communauté Jacques SILVAIN, Directeur		
	Coordination Division d'appui au contrôle des financements	Martin CURWEN Alfred KAWAN, Conseiller principal
	ACP 1 Thomas OURSIN, Directeur adjoint	Jacqueline NOEL Guy BERMAN
	ACP 2 Rex SPELLER, Conseiller	John AINSWORTH, Conseiller Nicolas URMES, Conseiller Patrick THOMAS
	Pays Méditerranéens Pietro PETTOVICH, Conseiller	Terence BROWN, Conseiller adjoint
<hr/>		
Direction des Finances et de la Trésorerie Philippe MARCHAT, Directeur		
	Coordination	Henri-Pierre SAUNIER
	Émissions Ulrich DAMM, Directeur adjoint	Jean-Claude BRESSON, Conseiller principal Ulrich MEIER, Conseiller Thomas HACKETT, Conseiller adjoint Joseph VOGTEN, Conseiller adjoint
	Trésorerie John VAN SCHIL, Directeur adjoint	Lucio RAGUSIN, Conseiller Eberhard UHLMANN, Conseiller adjoint
	Comptabilité Générale François ROUSSEL, Directeur adjoint	
<hr/>		
Direction des Études Herbert CHRISTIE, Directeur	Études économiques dans la Communauté Michel DELEAU, Directeur adjoint	Joachim MÜLLER-BORLE, Conseiller principal Carlo BOLATTI, Conseiller adjoint Horst FEUERSTEIN Patrice GERAUD
	Études économiques à l'extérieur de la Communauté Luigi GENAZZINI, Conseiller	Klaus ACKERMANN, Conseiller Stephen MCCARTHY
	Études financières Desmond G. McCLELAND, Directeur associé Alfred STEINHERR	Pier Luigi GILIBERT
	Documentation et bibliothèque	Marie-Odile KLEIBER
<hr/>		
Direction des Affaires juridiques Jörg KÄSER, Directeur	Xavier HERLIN, Directeur adjoint	Konstantin ANDREOPOULOS ⁽¹⁾ , Conseiller Giannangelo MARCHEGANI, Conseiller adjoint Roderick DUNNETT Marc DUFRESNE

Corps des Conseillers Techniques

Hellmuth BERGMANN,
Chef du Corps

Agriculture, Environnement, Marketing	Jean-Jacques SCHUL, Conseiller Technique Jean-Paul JACQUOT, Conseiller spécial
Industrie chimique et électronique Filippo BARILLI, Chef de Corps adjoint	Jean-Jacques MERTENS, Conseiller Technique adjoint
Industrie manufacturière J. Garry HAYTER, Chef du Groupe	Richard M. DEELEY, Conseiller Technique adjoint
Mines et Énergie Robert VERMEERSCH, Chef de Groupe	Gerhart GERECHT, Conseiller Technique adjoint Günter WESTERMANN, Conseiller Technique adjoint
Infrastructures Peter BOND, Chef de groupe	Zdenek HAVELKA, Conseiller Technique Jean-Pierre DAUBET, Conseiller Technique

⁽¹⁾ Également responsable du bureau de représentation à Athènes.

Note au lecteur

ÉCU — Tous les montants cités dans le rapport sont, sauf indications contraires, exprimés en Écus.

Unité de compte: Conformément à l'article 4 (1) des statuts, l'unité de compte de la Banque est définie comme étant l'Écu utilisé par les Communautés européennes; pour sa composition, cf. page 101.

Taux de conversion statistique: Pour l'établissement des statistiques relatives à ses opérations de financement et de collecte des ressources, la Banque utilise durant chaque trimestre les taux de conversion constatés le dernier jour ouvrable du trimestre précédent, à savoir en 1986:

	durant le 1 ^{er} trimestre	durant le 2 ^{ème} trimestre	durant le 3 ^{ème} trimestre	durant le 4 ^{ème} trimestre
1 Écu =				
DM	2,18386	2,17136	2,14788	2,09059
FF	6,70474	6,68034	6,85490	6,84577
£	0,615334	0,632076	0,637486	0,712521
Lit	1 489,94	1 477,47	1 475,89	1 445,29
Plas	136,519	136,389	137,245	137,554
FB	44,6450	44,4739	43,9198	43,3485
Hfl	2,46133	2,44816	2,41963	2,36189
Dkr	7,95672	8,02081	7,96958	7,89441
Dr	131,200	134,590	137,479	139,098
Esc	140,736	140,979	146,342	151,350
£Irl	0,714055	0,718357	0,710660	0,762944
Flux	44,6450	44,4739	43,9198	43,3485
US\$	0,887927	0,936737	0,978223	1,02959
FS	1,84023	1,81699	1,75493	1,69698
Yen	178,207	168,051	160,184	159,072

Taux de conversion comptable: Le bilan et les états financiers sont établis sur la base des taux de conversion au 31 décembre de l'exercice concerné.

Arrondis: Les différences qui pourraient être relevées en comparant les totaux indiqués et ceux qui s'obtiennent par addition des montants individuels sont dues au jeu de l'arrondissement.

Cumuls et ajustements: Du fait d'ajustements statistiques, les montants des exercices passés peuvent comporter de légères différences avec ceux publiés récemment.

Les montants sont donnés aux prix et aux taux de change courants. Une récapitulation sur une longue période, par exemple 1959—1986, doit être interprétée avec prudence; en effet, la signification des données relatives aux différentes années est affectée par le mouvement des prix et les variations des taux de change intervenues au cours des années.

Objectifs économiques: Certains prêts dans la Communauté répondent simultanément à plusieurs objectifs économiques (cf. p. 27 à 34 et liste des contrats), les sous-totaux de certains tableaux correspondant à des différents objectifs ne sont pas cumulables.

Déflateur: Le déflateur applicable à l'activité de la Banque est estimé à 0 % pour l'année 1986. Les pourcentages d'évolution aux prix courants et en volume sont donc comparables. Ce résultat vient de ce que la hausse des prix implicites à la FBCF (3,6 % selon les estimations des services de la Commission) s'est trouvée globalement compensée, compte tenu de la répartition par pays des prêts, par les variations du taux de change des monnaies nationales par rapport à l'Écu.

Projets localisés en dehors du territoire européen des États membres: Le financement de tels projets peut être effectué en vertu de l'article 18, paragraphe 1, alinéa 2 des statuts de la Banque, aux termes duquel le Conseil des gouverneurs peut autoriser de telles opérations.

Abréviations et sigles:

FBCF = Formation brute de capital fixe
JO = Journal officiel des Communautés européennes
NIC = Nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts
OCDE = Organisation de coopération et de développement économiques

Voir aussi page 64 pour les noms de certains promoteurs.

OSCE = Office statistique des Communautés européennes
PIB = Produit intérieur brut; PNB = Produit national brut
PME = Petites et moyennes entreprises
tep = tonnes d'équivalent pétrole
URE = Utilisation rationnelle de l'énergie

Le contexte économique de l'activité de la Banque

En 1986, les activités de la Banque se sont inscrites de nouveau dans un contexte économique international de croissance modérée. Pour l'ensemble des pays industrialisés de l'OCDE, la production a progressé en volume de 2,5 %, contre 3 % en 1985: croissance relativement faible pour la deuxième année consécutive aux États-Unis, net ralentissement au Japon, et pratiquement le même taux de croissance (2,5 %) que l'année précédente dans la Communauté européenne (voir tableau page 10). Les deux principaux facteurs de cette évolution sont la chute du prix du pétrole et la baisse accélérée du taux de change du Dollar.

Les prix, exprimés en Dollars, du pétrole importé par les pays industrialisés ont diminué en moyenne de 43 % par rapport à 1985. Compte tenu également d'une baisse moins prononcée, mais appréciable, des cours d'autres matières premières, ces pays ont bénéficié d'une amélioration des termes de l'échange équivalant à un supplément de revenu d'environ 1 % de leur produit intérieur brut. Pour les pays européens et le Japon, cet effet a été accentué par la baisse du Dollar, de 18 % en moyenne en 1986 sur base d'une pondération par les échanges commerciaux. Les deux effets cumulés ont ainsi représenté, en pourcentage du PIB, quelque 2,5 % pour le Japon, et de 2 à 3 % pour la plupart des pays européens, à l'exception du Royaume-Uni où une détérioration des termes de l'échange, équivalente à 0,5-1 % du PIB, a été enregistrée. Le bilan est presque neutre pour les États-Unis, compte tenu de la réduction de marge opérée par les exportateurs sur le marché américain face à la dépréciation du Dollar. Néanmoins, les déficits de la balance commerciale et de la balance courante de ce pays se sont encore aggravés en 1986.

La répartition, entre les agents économiques, des transferts liés aux modifications des termes de l'échange, comme leur réponse à l'évolution des prix relatifs, ont conditionné l'impact sur l'activité économique des pays. Dans de nombreux pays industrialisés, la baisse des prix à l'importation des produits énergétiques a été répercutée partiellement au niveau des prix à la consommation. Les politiques en matière de fiscalité énergétique se sont révélées assez contrastées. Certains États ont relevé les taxes afférentes pour limiter la relance de la consommation pétrolière et réduire les déficits publics ; d'autres ont tiré profit de la baisse du pétrole pour accompagner le processus de désinflation.

La croissance de la demande intérieure s'est accélérée plus fortement dans la Communauté qu'au

Japon, mais s'est stabilisée aux États-Unis. Cette croissance recouvre à la fois une vive progression de la consommation des ménages, un raffermissement de leurs investissements en logements, une croissance soutenue, mais sans accélération, des investissements productifs. Le ralentissement de la croissance de la production des pays industrialisés a traduit ainsi la moindre progression de leurs exportations nettes aux pays en voie de développement. Face à la baisse de leurs revenus, les pays exportateurs de pétrole ont réduit leurs importations parfois de façon drastique pour freiner l'ascension du déficit cumulé de leurs paiements courants (51 milliards de Dollars en 1986 contre 5 milliards en 1985). Pour les autres pays en voie de développement, la forte réduction de leur facture énergétique a été de pair avec celle, moins sensible, de leurs recettes d'exportation liée à la faiblesse persistante des cours des matières premières. La mise en œuvre par ces pays de politiques plus rigoureuses a également contribué à la réduction de leur déficit global des paiements courants (7 milliards en 1986 contre 20 milliards de Dollars en 1985). Cette stabilisation a eu, par contre, un impact défavorable sur les exportations des pays développés.

La baisse des prix du pétrole et des matières premières a favorisé la poursuite du processus de désinflation dans les pays industrialisés. La baisse du Dollar des États-Unis y a également contribué dans les autres pays. Au total, les prix à la consommation se sont accrus de 2,2 % aux États-Unis, 0,7 % au Japon et 3,7 % dans la Communauté, contre respectivement 3,5 %, 2,2 % et 5,8 % en 1985.

Dans la **Communauté européenne**, la croissance du produit intérieur brut en 1986 est restée du même ordre qu'en 1985. La consommation des ménages s'est accrue rapidement, grâce aux gains de pouvoir d'achat, et leur investissement en logements s'est affermi. L'investissement productif a également sensiblement progressé. La stabilisation de la croissance a résulté du net ralentissement de la progression des exportations en volume (1,7 % contre 5,6 % en 1985), alors que le rythme des importations s'est accéléré (6,5 % contre 5,5 % en 1985). Cette dégradation de la capacité exportatrice de la Communauté est un facteur préoccupant pour le futur, compte tenu notamment de l'évolution du Dollar. L'amélioration des termes de l'échange a cependant conduit à un excédent accru de la balance des paiements courants, qui a plus que doublé par rapport à 1985.

La formation brute de capital fixe dans la Communauté a augmenté de 3,4 % en 1986, contre 2,3 % en 1985. La croissance des investissements en biens

d'équipement est restée vive dans la plupart des pays membres (4,3 % en 1986 contre 8 % en 1985 dans l'ensemble). Dans le secteur de la construction, la récession enregistrée en 1985 a été pratiquement résorbée par la croissance des investissements (2,4 %), plus particulièrement prononcée au Danemark (9,8 %), en Espagne (6,3 %), au Portugal (6 %) et aux Pays-Bas (5,8 %).

La reprise des investissements productifs dans la plupart des pays de la Communauté a confirmé l'arrêt, observé en 1985, de la tendance qui avait

conduit, depuis les années 1970, à une forte réduction de leur part dans le PIB. Jusqu'en 1985, l'augmentation de la production s'était ainsi traduite par une utilisation croissante des capacités. En outre, le déclin de la rentabilité conjugué à la hausse des taux d'intérêt réels avait conduit à privilégier l'investissement financier ou le désendettement par rapport à l'investissement productif. La restauration des comptes des entreprises et de leur capacité d'autofinancement depuis 1985 a favorisé la reprise de leurs investissements, l'amélioration des ratios de rentabilité et d'endettement s'opérant à un rythme plus ralenti.

Données de base 1982—1986: CEE — États-Unis — Japon

	CEE					États-Unis					Japon				
	1982	1983	1984	1985	1986*	1982	1983	1984	1985	1986*	1982	1983	1984	1985	1986*
Taux annuels de croissance en volume (%)															
PIB (1)	0,5	1,2	2,0	2,4	2,5	-3,0	3,0	7,2	2,8	2,8	4,3	3,1	2,7	4,5	2,0
FBCF	-1,5	-0,3	1,3	2,4	4,2	-6,7	8,2	17,9	7,7	2,1	0,9	-0,2	5,7	5,2	5,6
PIB/hab. en volume (Indices CEE 1980 = 100)(2)	100	101	103	105	108	153	157	166	169	169	108	110	115	119	119
en parités de pouvoir d'achat	9 433	10 340	11 242	12 166	13 229	14 495	16 082	18 107	19 562	20 723	10 210	11 301	12 611	13 881	14 649
en Écus	8 220	8 731	9 379	10 047	10 672	13 701	16 042	19 844	21 611	17 173	9 349	11 122	13 279	14 530	15 978
FBCF en % du PIB	19,5	18,9	18,7	18,5	18,4	16,5	16,7	17,9	16,6	16,5	29,7	28,3	27,8	28,0	29,0
Prix (déflateur de la consommation privée) (%)	10,4	8,4	7,0	5,8	3,7	5,9	3,8	3,2	3,5	1,9	2,6	1,8	2,1	2,2	0,7
Productivité (3)	1,5	2,1	2,5	1,9	1,8	-1,3	2,2	2,2	0,7	0,3	2,3	1,6	4,4	3,8	1,8
Balance commerciale (fob/fob) en milliards d'Écus	-15,6	-4,3	-1,3	12,1	48,5	-37,6	-75,7	-143,3	-162,9	-146,7	18,6	35,5	56,5	73,1	87,6
Capacité ou besoin de financement du secteur public (en % du PIB)	-5,6	-5,5	-5,4	-5,2	-4,7	-3,8	-4,1	-3,4	-3,5	-3,4	-3,6	-3,5	-2,7	-1,2	-1,0
Emploi (taux de variation)	-0,9	-0,8	0,1	0,5	0,8	-1,1	0,7	4,4	2,0	2,2	0,8	1,7	1,0	0,7	0,5
Taux de chômage	9,4	11,0	11,7	12,0	12,0	9,7	9,6	7,5	7,2	6,9	2,4	2,7	2,7	2,6	2,9

(1) PIB pour la CEE et PNB pour les États-Unis et le Japon.

(2) Pour les États-Unis et le Japon, les indices sont également rapportés à la valeur CEE = 100 pour 1980.

(3) Taux annuels de croissance du PIB par personne occupée.

* estimations

Sources: Commission des Communautés européennes; OCDE.

La lente amélioration de l'emploi total, amorcée depuis deux ans, s'est prolongée en 1986 (+ 0,8 % contre + 0,5 % en 1985 et + 0,1 % en 1984). Bien qu'une légère diminution du taux moyen de chômage dans la Communauté soit intervenue pour la première fois depuis 1973 et que certains pays (Belgique, Danemark, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal) aient même enregistré une réduction pour la deuxième année consécutive, la situation de l'emploi reste extrêmement difficile dans la plupart des pays membres; c'est ainsi qu'en Irlande et surtout en Espagne, le taux de chômage a presque atteint le double de la moyenne communautaire. La réapparition d'une relation positive entre la croissance économique et l'emploi est cependant un phénomène encourageant. Les tensions observées dans certaines régions ou pour certaines qualifications témoignent de l'importance de la mobilité professionnelle et géographique, de l'adaptation du système de formation aux besoins évolutifs de l'économie et, plus généralement, d'une flexibilité suffisante du marché du travail.

Le taux d'inflation dans la Communauté s'est réduit à nouveau en 1986 grâce, notamment, aux effets liés à l'évolution des cours du pétrole et du Dollar. La plupart des pays ont enregistré une diminution sensible de leur taux d'inflation et les écarts se sont resserrés. La modération de la hausse des salaires réels, inférieure à la croissance de la productivité du travail, a contribué à cette évolution en accentuant la décélération des coûts salariaux unitaires, et a également renforcé le transfert de revenus au profit des entreprises.

Une convergence accrue des politiques économiques et monétaires a contribué, au même titre que les facteurs externes déjà cités, à la poursuite de la désinflation et au maintien d'une croissance économique, encore modeste. La réduction recherchée du besoin de financement des administrations publiques a été de pair, dans la plupart des pays, avec un allègement des prélèvements obligatoires, ce qui a contribué à soutenir la demande intérieure. Cette inflexion des politiques budgétaires a été particulièrement nécessaire dans certains pays (Belgique, Irlande, Portugal) où le poids croissant de la dette publique et des charges d'intérêt était un facteur important de risque. Les politiques monétaires nationales, soumises à des contraintes externes accrues limitant leur autonomie, ont manifesté une cohérence plus étroite, qui s'est notamment traduite par une nette réduction de la dispersion de la croissance des masses monétaires, spécialement pour les pays participant au Système monétaire européen.

Les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) ont, pour la plupart, été de nouveau confrontés, en 1986, à un environnement économique extérieur difficile. Les prix des produits, dont ils tirent généralement le plus clair de leurs recettes d'exportation, sont restés faibles comme cela a été le cas pour le sucre et le cuivre ou ont même, comme l'huile de palme, diminué sensiblement. En revanche, un certain nombre de pays ont bénéficié de la flambée temporaire des prix du café et tous, sauf les quelques producteurs de pétrole, ont vu baisser considérablement le coût de leurs importations pétrolières. En outre, nombre de pays d'Afrique qui avaient été frappés par la sécheresse ont heureusement à nouveau bénéficié de conditions météorologiques plus clémentes et la production alimentaire a, dans l'ensemble, augmenté. Dans ces conditions, la qualité de la vie d'une grande partie des populations rurales s'est incontestablement améliorée mais, étant donné la rapidité de la croissance démographique, le revenu par habitant dans les pays ACP a vraisemblablement de nouveau reculé en 1986.

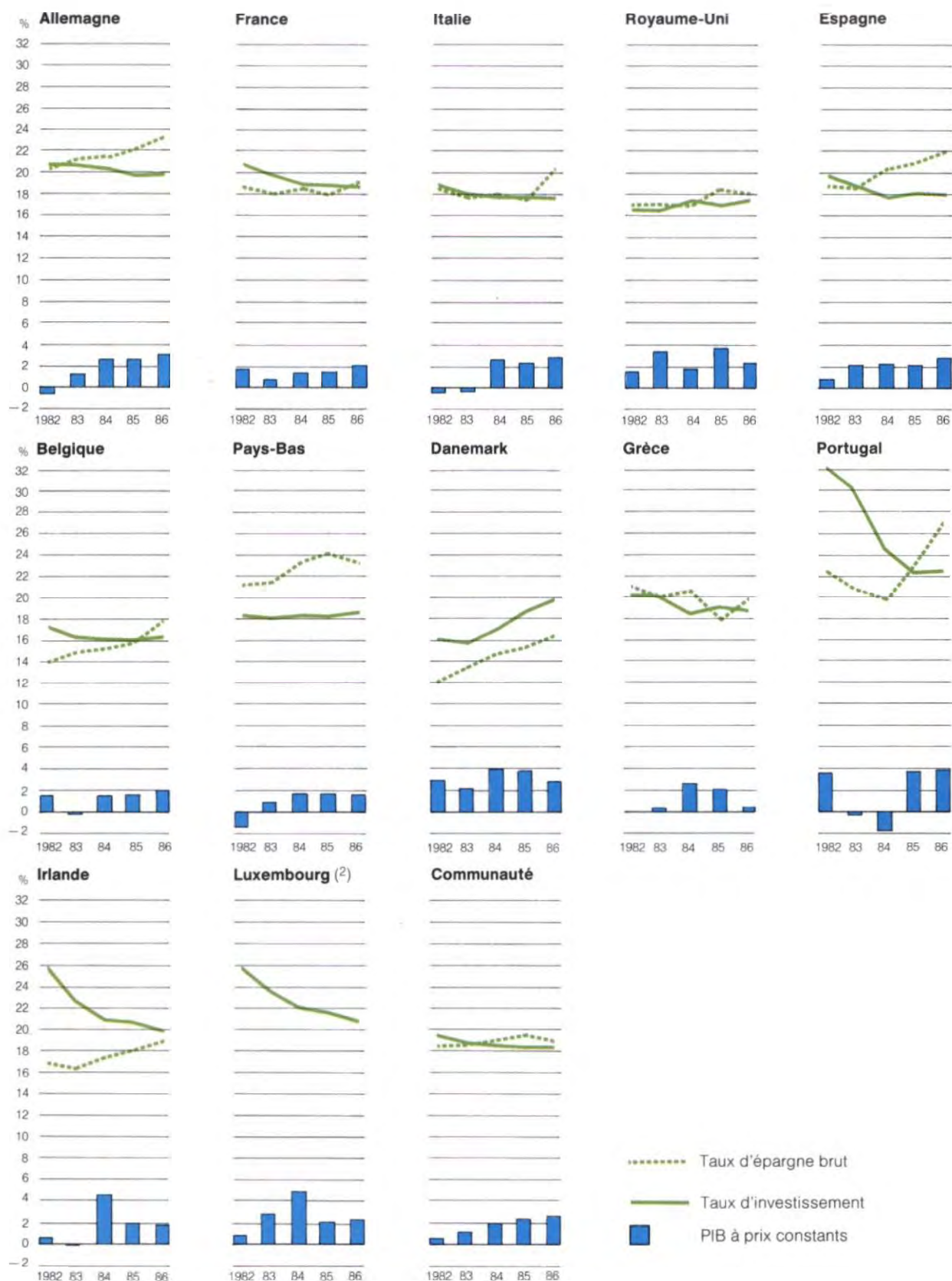
De nombreux pays ont entrepris une série de réformes et d'ajustements structurels, comportant le plus souvent le relèvement des prix agricoles à la production, l'assouplissement du contrôle des importations et des prix et la recherche de taux de change plus réalistes soit par la dévaluation, soit par la vente aux enchères de monnaies étrangères. Dans bien des cas, ces mesures de réforme rendues nécessaires par la situation économique ont exigé des choix politiques difficiles et les gouvernements auront peut-être du mal à tenir le cap aussi longtemps qu'il le faudrait pour que les réformes produisent pleinement leurs effets.

La crise de l'endettement en Afrique, du fait qu'elle n'atteint pas des proportions aussi énormes qu'en Amérique latine, a moins retenu l'attention des milieux financiers internationaux. Il n'en demeure pas moins que pour beaucoup de pays ACP, le remboursement de la dette qui absorbe plus du tiers, voire la moitié des recettes d'exportation, est devenu un important obstacle à la reprise de la croissance, même après l'adoption de réformes économiques. En outre, malgré l'intensification des mesures d'encouragement à l'investissement privé, par suite de l'attitude plus positive de nombreux gouvernements, les entrées de capitaux privés sont devenues négligeables. De ce fait, l'aide à des conditions favorables, bien que stationnaire en termes réels, contribue maintenant dans beaucoup de pays africains à la moitié du total de la formation de capital sinon à davantage, ce qui confère une responsabilité considérable aux institutions chargées de l'administrer.

Produits intérieur brut dans la Communauté

variation en % par rapport à l'année précédente (1)

Taux d'investissement et taux d'épargne brut



(1) Dérivés d'agrégats en monnaies nationales pour les pays membres et en Écus pour la Communauté.

(2) Taux d'épargne brut non représentatif pour le Luxembourg.

Les **pays du bassin méditerranéen** sont caractérisés par un certain nombre de contraintes d'ordre structurel qui les ont empêchés de réagir rapidement à la transformation du contexte économique international intervenue ces dernières années. Le poids de la dette extérieure est devenu le problème majeur des pays de cette région et la balance des paiements accuse souvent des déficits croissants. Bien que dotés d'un potentiel agricole non négligeable, ces pays sont presque tous fortement déficitaires sur le plan alimentaire. Nombre de leurs organismes publics enregistrent des pertes importantes et ne sont pas compétitifs sur le plan international. Enfin, les dépenses militaires absorbent souvent une part croissante des ressources nationales.

Les effets de la transformation subie par l'environnement économique mondial ne se sont pas manifestés avec la même vigueur dans tous les pays de la région. Les pays importateurs de pétrole ont généralement tiré profit de la baisse des prix pétroliers mais ont connu une baisse des envois de fonds des travailleurs émigrés et une détérioration de leurs perspectives d'exportation. Les pays exportateurs d'hydrocarbures, comme l'Algérie, ont vu leurs recettes diminuer fortement.

La plupart des petits pays de la région, tels que la Jordanie, Malte, Chypre et Israël, ont pu mieux s'adapter au nouvel environnement mais le chômage s'est aggravé dans bien des cas et l'inflation est restée une source de préoccupation. Au Liban, la guerre et les divisions du pays ont continué à détruire l'économie. La Turquie, où la reprise est encore fragile, a poursuivi ses efforts d'ajustement indispensables ; la Yougoslavie a éprouvé des difficultés à maîtriser l'inflation et le déséquilibre de sa balance des paiements. La Tunisie déploie des efforts vigoureux pour s'ouvrir davantage au libre jeu du marché et pour réorienter largement son économie. Le Maroc — qui s'est engagé dans un programme d'ajustement, adopté en accord avec le FMI — l'Algérie et surtout l'Égypte devront entreprendre d'importantes réformes pour créer les conditions d'une croissance soutenue.

* * *

Comme il a été indiqué précédemment, des évolutions macroéconomiques positives sont en cours dans la Communauté, dont les possibilités de développement à plus long terme dépendront de ses capacités structurelles face à la compétition internationale. Au-delà d'un bilan conjoncturel de courte période, il paraît donc opportun d'évoquer dans une vision à plus long terme et compte tenu du contexte

international, la situation de la Communauté et les perspectives qui s'ouvrent à elle en matière régionale, énergétique et industrielle. Ces domaines — où des politiques communautaires, décrites ci-après, ont été confirmées ou engagées — correspondent à des axes privilégiés d'intervention de la Banque.

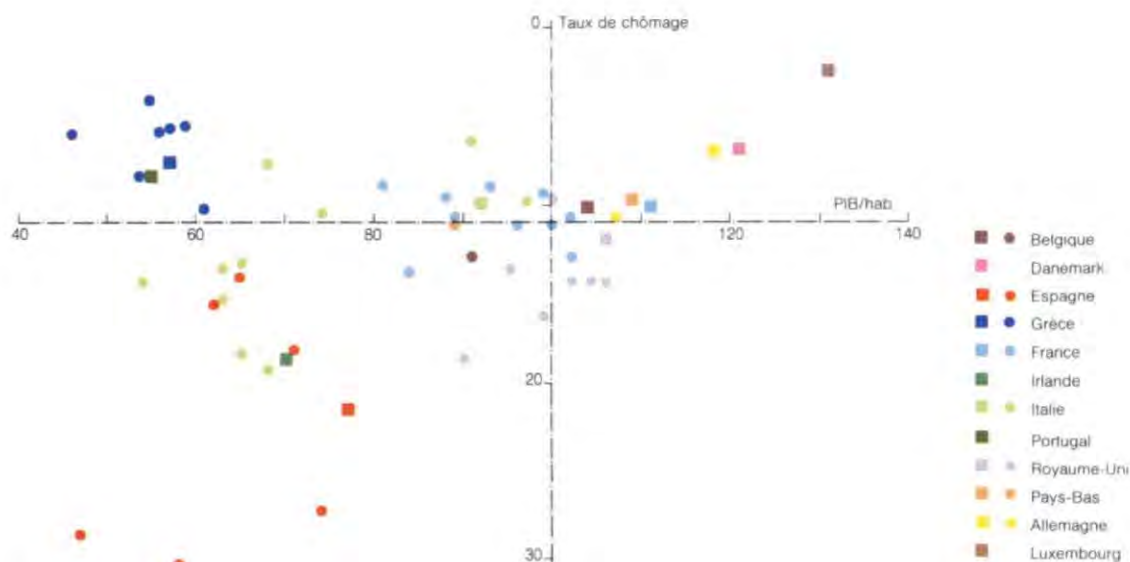
Les disparités régionales demeurent incontestablement importantes au sein de la Communauté, et ce indépendamment du fait que leur étude se heurte encore à certaines difficultés d'ordre statistique et méthodologique. Il est en tout cas révélateur de constater qu'elles sont nettement supérieures dans la Communauté à celles observées aux États-Unis.

Compte tenu du ralentissement de la croissance économique depuis le premier choc pétrolier, les disparités qui existaient au début des années 1970 au sein de la Communauté à Neuf ne se sont guère réduites depuis lors. Au cours des années, suivant une évolution générale en Europe, aux régions défavorisées à dominante surtout agricole sont venues s'ajouter des régions de tradition industrielle, souvent fortement urbanisées, confrontées à de difficiles problèmes de déclin et de reconversion de leur appareil productif et connaissant de ce fait des taux élevés de chômage. L'appréciation des disparités régionales est donc encore devenue plus complexe. Certains résultats positifs ont toutefois déjà été obtenus : ainsi dans le Mezzogiorno, la dotation en infrastructures et en services essentiels s'est améliorée et une modernisation de l'appareil productif tant industriel qu'agricole a été réalisée ; de même, l'Irlande, tout en restant l'un des pays membres les moins favorisés, a connu depuis son adhésion une certaine amélioration de sa position relative par rapport au PIB moyen de la Communauté.

Toutefois, les élargissements successifs à la Grèce, puis à l'Espagne et au Portugal, ont accentué les écarts, par exemple de revenu par habitant, entre les régions de la Communauté. La moyenne communautaire du PIB par habitant (en parités de pouvoir d'achat, 1985) s'est abaissée de quelque 5 % par suite de l'élargissement de 10 à 12 membres, et le rapport entre le pays membre le moins favorisé et le plus prospère est passé de 1/2,2 (EUR-10) à 1/2,5 (EUR-12) ; la même relation entre les groupes des dix régions les moins développées et les dix régions les plus avancées a augmenté de 1/2,8 (EUR-10) à 1/3,1 (EUR-12). Dans la Communauté élargie, près d'un cinquième de la population totale (le double qu'auparavant) vit dans des régions connaissant un PIB par habitant inférieur d'au moins 25 % à la moyenne communautaire ; pour le chômage, les écarts sont encore plus forts.

Classement des régions dans lesquelles la Banque est intervenue en 1986 au titre du développement régional ●

avec indication des moyennes nationales ■



Moyenne communautaire (EUR12): chômage: 10,9 — PIB/hab: 100

Source: OSCE Taux de chômage: enquête communautaire sur les forces de travail — avril 1986
Indices de disparité du PIB/hab — 1985

La réduction des disparités régionales demeure pour l'avenir et la cohésion de la Communauté une obligation soulignée par l'Acte Unique (cf. page 20); elle justifie le maintien de la priorité accordée par la Banque à ses interventions en faveur de la mise en valeur du potentiel latent des régions et des pays les moins favorisés (cf. le graphique ci-dessus).

Préalablement au premier choc pétrolier, la consommation **énergétique** de la Communauté croissait entre 1963 et 1973 à un taux annuel moyen légèrement supérieur au taux de croissance macroéconomique. L'augmentation des prix de l'énergie a suscité une adaptation du comportement des

agents économiques et la mise en œuvre de politiques, tant au niveau communautaire que national, dont les résultats sur moyenne période sont particulièrement tangibles. Ainsi, le niveau de la consommation énergétique finale dans la Communauté à Douze était, en 1985, de 4 % inférieur à celui de 1973, alors que le PIB communautaire en volume a augmenté d'un quart. Par ailleurs, il y a eu une réduction considérable de la dépendance pétrolière communautaire (— 30 % sur cette même période), avec une substitution correspondante d'énergies à plus faible contenu en importations (nucléaire, gaz naturel) et un développement de la production intérieure de pétrole notamment au Royaume-Uni.

Cette évolution structurelle, à laquelle la Banque a apporté son concours, constitue un acquis important pour la Communauté qui doit être consolidé conformément aux orientations communautaires évoquées ci-après.

Si, en matière énergétique, les résultats des efforts passés fournissent un point d'appui solide pour la Communauté par rapport à ses concurrents, la situation de son **potentiel industriel** appelle une attention particulière.

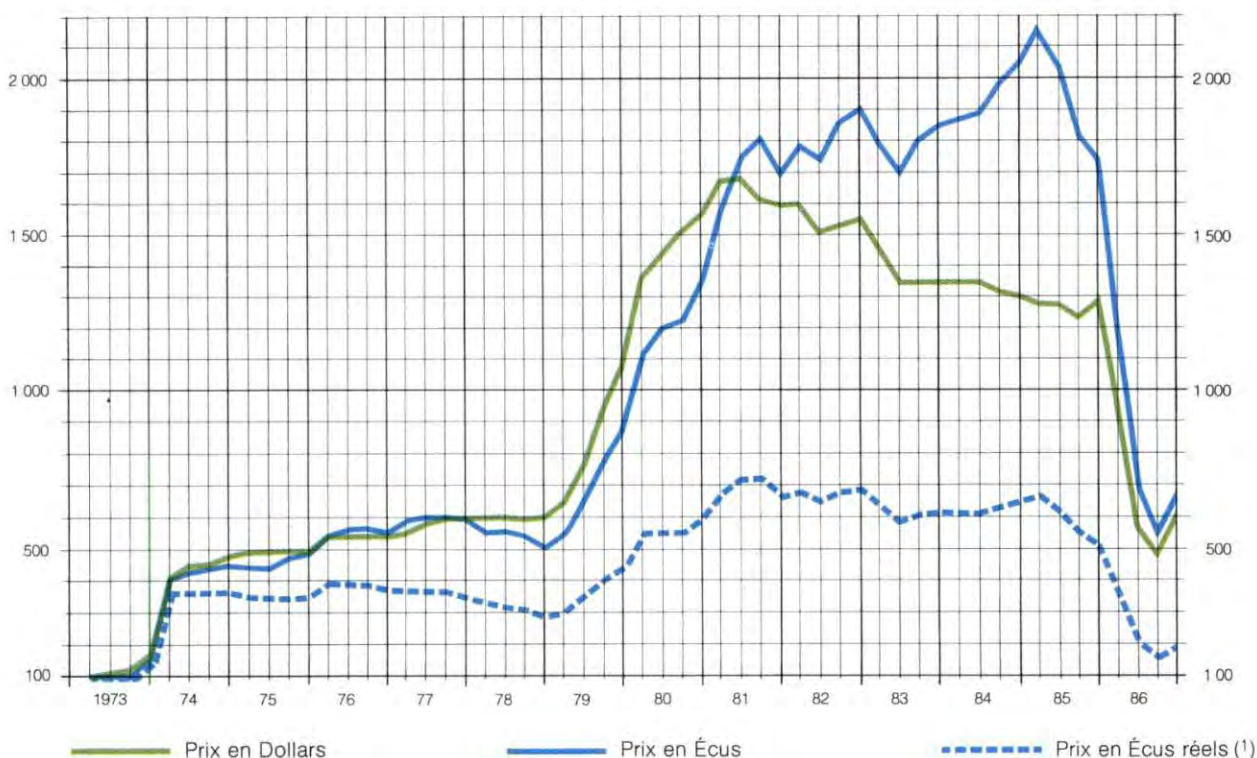
Consommation énergétique de la Communauté à Dix

(y compris stocks)

	1973		1980		1983		1985	
	Millions tep	%	Millions tep	%	Millions tep	%	Millions tep	%
Combustibles solides	222,0	(23)	222,7	(23)	212,2	(23)	218,0	(23)
Pétrole	601,3	(62)	520,0	(54)	438,3	(48)	438,8	(45)
Gaz naturel	115,8	(12)	169,3	(17)	165,2	(18)	181,2	(19)
Énergie nucléaire	17,7	(2)	42,7	(4)	76,1	(9)	116,4	(12)
Hydro-électricité, géothermie, autres	11,0	(1)	15,4	(2)	15,5	(2)	11,8	(1)
Total	967,8	(100)	970,1	(100)	907,3	(100)	966,2	(100)

Prix du pétrole brut: moyennes trimestrielles à l'importation dans la Communauté (EUR12)

(indice 1973 = 100)



(1) Corrigé par l'indice implicite des prix à la consommation privée
Source: OSCE et services de la Commission des Communautés européennes.

Globalement, pour l'ensemble des pays développés, la croissance industrielle a fortement chuté après 1979 passant de 6 % par an sur la période 1973-1979 à seulement 1 % par an de 1979 à 1985. En dépit de ce ralentissement de la croissance industrielle, qui correspond en partie à une tertiarisation des économies (voir graphique ci-dessous), on ne constate pas de recul très net des échanges de produits manufacturés. Contrairement à ceux d'énergie et de matières premières, ils ont continué de croître plus rapidement (5,1 % par an) que la production et la demande mondiale, marquant ainsi un renforcement de l'interdépendance des économies.

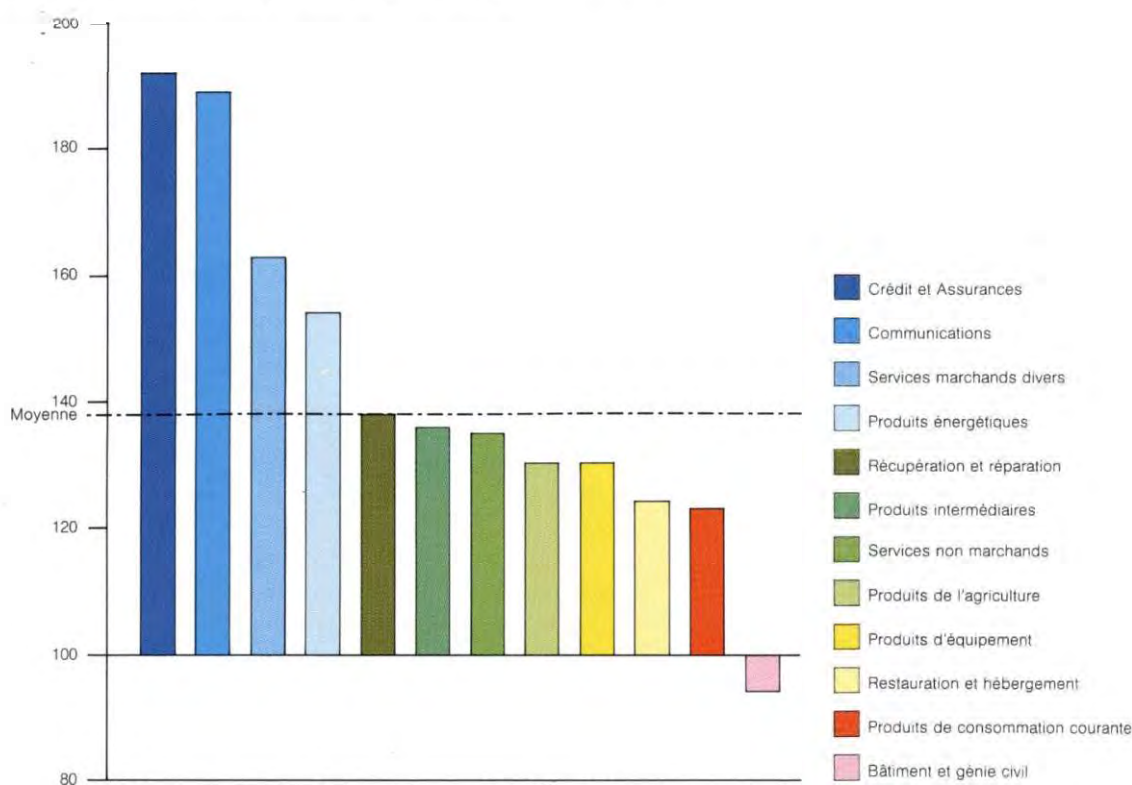
L'économie de la Communauté est traditionnellement très ouverte aux échanges internationaux. Ceci se traduit par un taux de pénétration de son marché supérieur à celui de ses principaux partenaires: les importations de biens en provenance de pays tiers rapportées au PIB global ont représenté en moyenne sur les trois dernières années, 11,4 % pour les Douze et 8,8 % pour les États-Unis et le

Japon. De même, les exportations représentent un pourcentage de leur PIB global double de celui des États-Unis, respectivement 11,2 % et 5,5 %, mais 12,4 % pour le Japon.

Durant la période 1967-1985, la CEE et le Japon ont maintenu ou accru leurs excédents dans les secteurs manufacturiers, relativement à leur demande intérieure, contrairement aux États-Unis qui deviennent déficitaires. La Communauté réalise ses principaux excédents vis-à-vis des pays européens hors Communauté (pays scandinaves et pays alpins), et des pays en développement d'Afrique et du Moyen-Orient.

Au-delà de ces résultats apparemment favorables, une analyse sectorielle suscite des questions sur les structures de l'appareil industriel communautaire. Ainsi la Communauté progresse-t-elle principalement dans des secteurs en déclin relatif au plan mondial comme les produits métalliques, la sidérurgie, les matériaux de construction et les produits alimentaires. Sur ces secteurs, les États-Unis sont

Variation 1970—1984 de la valeur ajoutée par branche d'activité dans la Communauté
(1970 = 100 sur base des données exprimées aux prix de 1980)



Source: OSCE

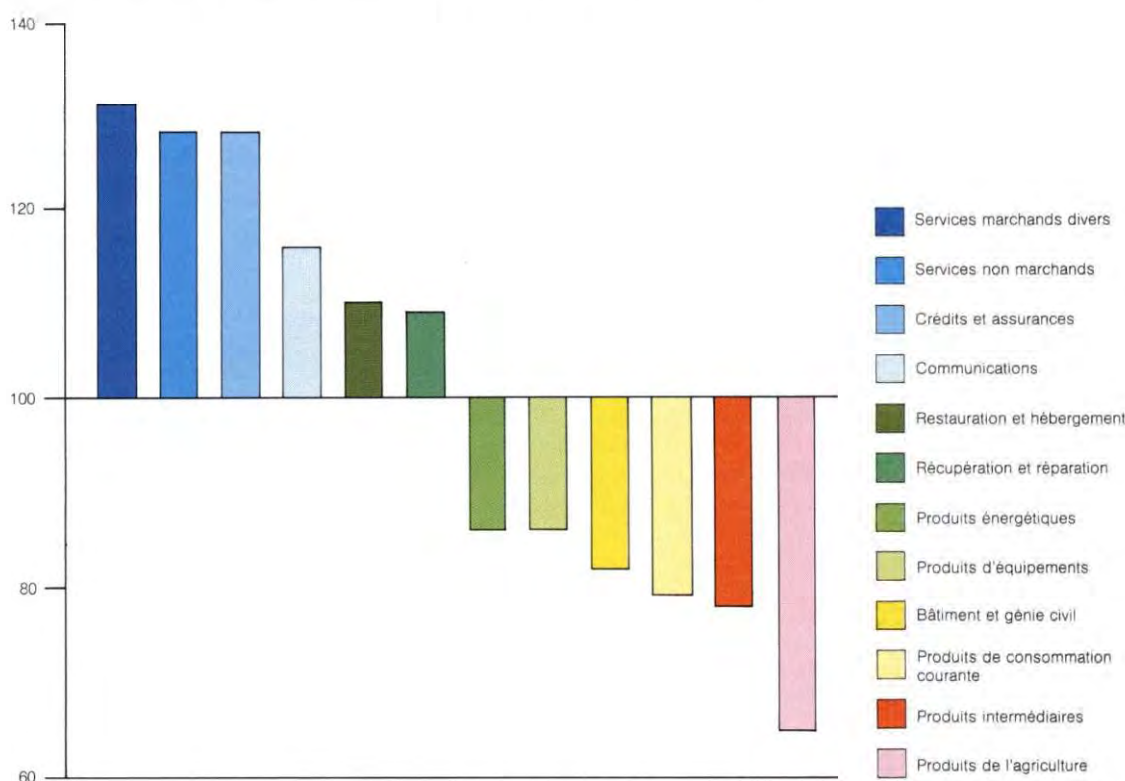
en recul et importateurs nets. Toutefois, la dépréciation récente du Dollar est susceptible de renverser cet avantage. La Communauté est également spécialisée à l'exportation dans les machines, le matériel de transport et la chimie, mais ces excédents fléchissent depuis 1975, surtout pour les deux premiers secteurs. Enfin, dans les secteurs à haute technologie, à l'exception de la chimie, la Communauté recule. Elle voit ses importations progresser de manière importante, en particulier dans l'informatique (20 points de pénétration de 1967 à 1983).

Ce constat suggère l'existence de certaines faiblesses aux multiples causes. L'une des principales, outre le cloisonnement des marchés et des efforts de recherche, est l'insuffisance de l'investissement : dès 1973, mais plus encore depuis 1979, le stock de capital de l'industrie européenne a augmenté sensiblement moins vite que celui de l'industrie américaine ou japonaise. A cela s'ajoutent, au moins sur la période 1973-1982, des lacunes dans son allocation sectorielle. Pour les secteurs à forte demande et à haut contenu technologique,

l'écart entre les taux de croissance annuels moyens de l'investissement est, en volume, de 4,9 % par an en faveur de l'industrie japonaise et de 6,8 % par an en faveur de l'industrie américaine. Pour l'ensemble de l'industrie, l'écart des taux de croissance avec le Japon et les États-Unis est respectivement de 3,5 % et de 3,9 %. Enfin, et malgré certains progrès, les comparaisons relatives à l'investissement «immatériel» (recherche-développement, réseaux de commercialisation . . .) ne sont pas non plus toujours favorables à l'Europe (cf. la revue «Économie Européenne» — numéro 25 de septembre 1985 consacré à la compétitivité de l'industrie communautaire).

Au total, en dépit des adaptations engagées, de certaines réussites indéniables, parfois favorisées par la parité élevée du Dollar, l'industrie communautaire reste fortement exposée à la concurrence internationale. Le renforcement de sa compétitivité demeure clairement une priorité essentielle, à laquelle se doit de contribuer l'action de la Banque en même temps qu'au développement des régions moins favorisées.

Variation 1970—1984 des effectifs par branche d'activité dans la Communauté (1970 = 100)



Source: OSCE

Les politiques communautaires

Orientations générales

L'année 1986 a été marquée par l'**adhésion de l'Espagne et du Portugal** qui a porté le nombre des États membres à douze (*), la population de la Communauté à environ 320 millions — un tiers de plus que celle des États-Unis — son produit intérieur brut à près de deux fois celui du Japon, et ses exportations — commerce intracommunautaire exclu — à un sixième des échanges mondiaux.

Toutefois, cet ensemble de première importance sur le plan économique et culturel ne saurait se développer et tenir sa véritable place sur la scène mondiale que grâce à un renforcement de la capacité de décision de la Communauté ainsi que de sa cohésion interne et de sa compétitivité internationale.

Ces objectifs ont été au centre des négociations menées par les gouvernements et qui ont abouti, en début d'année, à la signature de l'**Acte Unique**.

Complétant et modifiant les Traités, donnant ainsi un nouvel élan à l'unification des États démocratiques de l'Europe, la ratification de cet Acte par les parlements nationaux devait intervenir avant l'été, permettant ainsi la révision des Traités de devenir effective.

Les points sur lesquels porte la révision du Traité CEE et qui sont liés aux activités de la Banque sont, aux termes de l'Acte Unique, les suivants :

— «La Communauté arrête les mesures destinées à établir progressivement le marché intérieur au cours d'une période expirant le 31 décembre 1992... Le marché intérieur comporte un espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux est assurée selon les dispositions du présent traité.» (Art. 8 A)

— «En vue d'assurer la convergence des politiques économiques et monétaires nécessaires pour le développement ultérieur de la Communauté, les États membres coopèrent conformément aux objectifs de l'article 104. Ils tiennent compte, ce faisant, des expériences acquises grâce à la coopération dans le cadre du système monétaire européen (SME) et grâce au développement de l'Écu, dans le respect des compétences existantes.

Dans la mesure où le développement ultérieur sur le plan de la politique économique et monétaire exige

des modifications institutionnelles, les dispositions de l'article 236 seront appliquées. En cas de modifications institutionnelles dans le domaine monétaire, le comité monétaire et le comité des gouverneurs des banques centrales seront également consultés.» (Art. 102 A)

— «Afin de promouvoir un développement harmonieux de l'ensemble de la Communauté, celle-ci développe et poursuit son action tendant au renforcement de sa cohésion économique et sociale.

En particulier, la Communauté vise à réduire l'écart entre les diverses régions et le retard des régions les moins favorisées.» (Art. 130 A)

— «La Communauté se donne pour objectif de renforcer les bases scientifiques et technologiques de l'industrie européenne et de favoriser le développement de sa compétitivité internationale.» (Art. 130 F)

— «L'action de la Communauté en matière d'environnement a pour objet :

- de préserver, de protéger et d'améliorer la qualité de l'environnement ;
- de contribuer à la protection de la santé des personnes ;
- d'assurer une utilisation prudente et rationnelle des ressources naturelles.» (Art. 130 R)

Lors des réunions du Conseil Européen de La Haye et de Londres, les chefs d'États et de gouverne-

Financements communautaires à des fins structurelles dans les douze pays membres de la Communauté en 1986

(Millions d'Écus)

Prêts

BEI — Ressources propres	6 678,1
— NIC	393,0
Communauté européenne du charbon et de l'acier	1 069,0
Communauté européenne de l'énergie atomique	587,0

Total **8 727,1**

Subventions

Fonds européen de développement régional	3 206,0
Fonds social européen	2 493,0
Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (section orientation)	844,0

Total **6 543,0**

TOTAL **15 270,1**

(*) Rappelons que les six États fondateurs sont la Belgique, l'Allemagne fédérale, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas, que le premier élargissement (1973) faisait adhérer le Danemark, l'Irlande et le Royaume-Uni et que la Grèce a rejoint la Communauté en 1981.

ment ont réaffirmé la nécessité de poursuivre des politiques macro- et micro-économiques d'adaptation structurelle des économies européennes, en soulignant l'importance des activités de services et des petites et moyennes entreprises comme source d'emplois, et celle de la création d'un véritable marché européen des capitaux et des services financiers, y compris de l'assurance.

En ce qui concerne les moyens financiers communautaires susceptibles de soutenir l'adaptation structurelle du système productif des pays membres, l'année écoulée a vu l'adoption par le Conseil des Ministres d'une orientation en faveur de la reconduction du **nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts (NIC IV)**, avec une dotation de 750 millions pour le financement essentiellement de petites et moyennes entreprises innovatrices; le Conseil a en même temps invité la Banque à mettre à la disposition de cet objectif un montant identique sur ses ressources propres et à gérer, sur mandat de la Communauté, les ressources du NIC.

La décision formelle à cet égard est intervenue le 9 mars 1987 après concertation entre le Parlement et le Conseil. Le Conseil des gouverneurs de la Banque a, pour sa part, autorisé la Banque, par décision du 25 février 1987, à accepter le mandat de gestion du NIC IV et à accorder des prêts en faveur de projets réalisés par des PME en dehors des zones d'aides.

La Commission des Communautés européennes, en liaison avec la Banque, a poursuivi ses réflexions sur le développement des instruments et mécanismes de financement. Dans ce contexte, les dirigeants de onze institutions spécialisées de crédit à long terme ont décidé en juin 1986 de créer, avec l'appui de la Banque, la «Société Européenne d'Ingénierie Financière» (SEFI), dont la vocation est de soutenir les initiatives, de préférence transnationales, des PME des pays de la Communauté. Les statuts de cette société, qui aura son siège à Luxembourg, ont été signés le 20 mars 1987.

Certains progrès ont été accomplis vers la constitution d'un **espace financier unique**, notamment par

Taux de change de l'Écu (pour 1 \$, 100 Yen, 1 DM, 10 FF, 1 £, 1 000 Lit)

Moyenne trimestrielle
Écus



une extension de la libération des mouvements des capitaux ⁽¹⁾ ainsi que par une harmonisation en matière de comptes annuels des banques et autres établissements financiers ⁽²⁾ et de la surveillance des grands risques des établissements de crédit ⁽³⁾.

En ce qui concerne le **système monétaire européen** (SME), en dépit d'une convergence accrue des politiques économiques, les déséquilibres subsistants et les tensions apparues sur les marchés internationaux des changes, par suite notamment de la forte baisse du Dollar, ont conduit à un réalignement des cours-pivots le 6 avril, à un réajustement plus limité le 2 août 1986, puis à un nouveau réalignement le 12 janvier 1987.

Politique régionale

Les dispositions des articles 130 A et 130 D introduites par l'Acte unique dans le Traité CEE confèrent aux fonds structurels un rôle particulier et confirment la mission de la Banque pour promouvoir le développement des régions moins favorisées. La contribution de la Banque au développement régional est décrite page 27. Quant au soutien communautaire au développement régional, l'année 1986 a été marquée par le développement du financement de programmes par le Fonds européen de développement régional (FEDER), en complément du financement de projets déterminés. Le Conseil a ainsi adopté les programmes STAR (meilleur accès aux services avancés de télécommunications) et VALOREN (valorisation du potentiel énergétique des régions) dotés d'un budget prévisionnel de 1 180 millions.

Afin d'aider les régions méditerranéennes, généralement moins développées, à faire face aux mutations résultant de l'élargissement, la Communauté a mis en œuvre des programmes intégrés méditerranéens. Après de nombreux travaux de préparation et de concertation aux niveaux régional, national et communautaire, un premier contrat de programme a été conclu par la Commission et la République hellénique, (cf. aussi page 43). Toujours en Grèce, à la suite du séisme ayant frappé la région de Kalamata dans le Péloponnèse, la Communauté a décidé l'octroi d'une aide d'urgence et d'une contribution financière à la reconstruction.

Objectifs énergétiques

La situation énergétique de la Communauté a été marquée par la baisse sensible du prix du pétrole

importé (cf. graphique p. 15). En outre, l'accident de Tchernobyl a relancé le débat sur le recours à l'énergie nucléaire comme une des alternatives à la dépendance des importations massives d'énergies primaires en provenance de pays présentant des risques politiques majeurs pour l'Europe occidentale.

Par une résolution du Conseil du 16 septembre 1986 ⁽⁴⁾, la Communauté et les États membres s'engagent à poursuivre la restructuration du système énergétique; les principaux objectifs à atteindre d'ici 1995, qui confirment des orientations antérieures, sont:

- limitation de la dépendance pétrolière à environ 40 % de la consommation énergétique totale, les importations nettes de pétrole devant se situer à moins d'un tiers de cette dernière;
- limitation à moins de 15 % de la part des hydrocarbures dans la production d'électricité;
- augmentation de la part des combustibles solides et maintien de celle du gaz naturel dans le bilan énergétique;
- amélioration de l'efficacité énergétique d'au moins 20 %;
- accroissement substantiel de la contribution des énergies nouvelles et renouvelables au remplacement des combustibles traditionnels.

Une résolution du Conseil du 26 novembre 1986 ⁽⁵⁾ se réfère spécifiquement au développement de ces sources d'énergie; compte tenu des incertitudes quant à l'évolution des prix de l'approvisionnement, le Conseil a confirmé la nécessité de nouveaux progrès en matière d'économie d'énergie, notamment dans le secteur des transports, grand consommateur de pétrole.

La Banque a continué en 1986 à financer de nombreux investissements contribuant à atteindre ces objectifs communautaires et à consolider les résultats acquis (cf. page 28).

Compétitivité industrielle

La compétitivité de l'industrie communautaire sur les marchés mondiaux est une condition essentielle d'une croissance soutenue et équilibrée. L'achèvement du marché intérieur, la levée des obstacles aux échanges internationaux et l'adaptation des structures productives constituent des choix stratégiques afin d'éliminer certaines faiblesses préoccupantes. Dans ce contexte, la promotion des entre-

⁽¹⁾ JO L 332 du 26. 11. 1986.

⁽²⁾ JO L 372 du 31. 12. 1986.

⁽³⁾ JO L 33 du 4. 2. 1987.

⁽⁴⁾ JO C 241 du 25. 9. 1986.

⁽⁵⁾ JO C 316 du 9. 12. 1986.

prises innovatrices et performantes, notamment de petite ou moyenne dimension (PME) et le développement de la coopération industrielle constituent des mesures prioritaires que les mécanismes de financement communautaires existants, par prêts et par subventions, ont vocation à soutenir dans le cadre de leurs attributions respectives. Grâce à ceux-ci, aux différents programmes communautaires de soutien à la recherche et à l'initiative multinationale Eurêka, la Communauté peut intervenir aux stades de la recherche fondamentale et précompétitive, du développement et de l'investissement de production.

L'ouverture des marchés publics de fournitures et de travaux — au sujet de laquelle la Commission a transmis en 1986 au Conseil des propositions de directives élargissant le champ d'application des dispositions existantes — devrait également contribuer à renforcer l'économie communautaire.

La création progressive d'un marché unifié pour les équipements de télécommunications a été marquée par l'adoption de directives concernant la reconnaissance mutuelle des agréments d'équipements terminaux et des normes pour la diffusion directe de télévision par satellite. Le Conseil a en outre adopté une recommandation sur l'introduction coordonnée du réseau numérique à intégration de services — base du système futur d'échanges d'informations à distance, qu'il s'agisse de sons, d'écrits ou d'images — en appelant une intervention des instruments financiers de la Communauté pour ce type d'infrastructures.

En ce qui concerne plus particulièrement les PME, le Conseil a adopté le 20 octobre 1986 ⁽¹⁾ une résolution entérinant un programme d'action visant à favoriser leur développement par des mesures non seulement financières, mais aussi d'ordre juridique, fiscal et administratif.

Environnement

Les propositions de la Commission pour un quatrième programme (1987-1992) d'action communautaire en matière d'environnement ⁽²⁾, ont été approuvées par le Conseil du 19 mars 1987 quant à leurs orientations générales. Elles confirment le principe suivant lequel l'objectif de la protection de l'environnement doit désormais faire partie intégrante des diverses politiques menées au niveau communautaire et national. Des mesures concernant la

préservation des eaux, de l'air, des sols et des êtres vivants, y compris par la mise en œuvre d'accords internationaux, ont par ailleurs été adoptées.

Infrastructures communautaires de transport

Dans la perspective de l'achèvement du marché intérieur et d'une cohésion économique et sociale renforcée de la Communauté, le Conseil a adopté des conclusions concernant la réalisation d'un programme à moyen terme d'infrastructures de transport d'intérêt communautaire. La création d'ici 1992 d'un marché unique des transports routiers et la définition progressive de politiques communautaires de l'aviation civile et des transports maritimes sont susceptibles de contribuer à une intensification des échanges intracommunautaires, appelant une adaptation des réseaux existants. Cette orientation concerne non seulement l'exécution de très grands travaux de liaison aux frontières des pays membres comme le tunnel sous la Manche, ou de transit à travers des pays tiers, mais également des améliorations sur de nombreux itinéraires, parfois au cœur même des pays. Les projets que la Banque a financés en 1986 (cf. page 33) comme durant les exercices précédents témoignent de ce que l'élimination des obstacles dus à l'insuffisance des infrastructures de transport, comme de télécommunication, est une priorité constante de son action.

Coopération en faveur du développement

La **troisième Convention ACP—CEE de Lomé** est entrée en vigueur le 1^{er} mai 1986, après ratification par les États membres et par le nombre nécessaire des 66 États ACP.

La première étape de la mise en œuvre de la Convention, la programmation de l'aide communautaire, par laquelle la Communauté s'engage vis-à-vis de chaque État ACP en termes de montants financiers et de secteurs à développer pendant la durée de celle-ci, a été pratiquement achevée à fin 1986. Les programmes indicatifs signés par l'État ACP, d'une part, la Commission et la Banque, de l'autre, traduisent le principe de la concentration de l'aide sur des secteurs choisis, le plus souvent le développement rural et l'autosuffisance alimentaire.

La Convention reconnaît par ailleurs l'importance des investissements privés dans le développement des pays ACP et souligne la nécessité d'assurer leur promotion et leur protection.

(1) JO C 287 du 14. 11. 1986.

(2) JO C 70 du 18. 3. 1987.

L'association des vingt-cinq pays et territoires d'outre-mer (PTOM) liés à la France, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, ainsi que du Groenland, lié au Danemark, est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1986. Largement parallèle au régime applicable aux États ACP, cette association porte principalement sur le libre accès des produits des PTOM au marché communautaire ainsi que, sauf pour le Groenland, sur la coopération financière.

En ce qui concerne la **coopération avec les pays méditerranéens**, la mise en œuvre des protocoles financiers, en vigueur jusqu'au 31 octobre, s'est poursuivie. Au cours des premiers mois de 1987, le renouvellement de ceux-ci a été préparé au sein des instances communautaires et les négociations avec

les partenaires de la Communauté ont été entamées ; la négociation d'un nouveau protocole financier avec la Yougoslavie a repris.

La coopération financière avec la Turquie a repris de façon limitée, avec l'engagement par la Banque du montant disponible au titre du protocole complémentaire conclu à la suite du premier élargissement mais entré en vigueur le 1^{er} mars 1986 seulement.

Le deuxième protocole financier CEE—Malte est entré en vigueur le 1^{er} octobre 1986 ; il prévoit une coopération financière portant sur 29,5 millions d'ici le 31 octobre 1988 (16 millions de prêts de la Banque, 3 millions de prêts à des conditions spéciales et 10,5 millions d'aides non remboursables).

Le renforcement de la compétitivité de l'industrie communautaire, objectif vital pour l'avenir de la Communauté, passe par le développement des technologies avancées dans de multiples secteurs. Les prêts octroyés dans ce domaine ont atteint 574 millions d'Écus en 1986.



Financements accordés en 1986

La Banque européenne d'investissement consent principalement des prêts sur ses ressources propres (essentiellement le produit de ses emprunts sur les marchés de capitaux) et des garanties. Elle intervient, en outre, sur mandat et sur ressources de la Communauté, en accordant des financements dans des pays tiers, en application de la politique de coopération économique et financière de la Communauté et, depuis 1979, dans les pays membres sur les ressources du nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts (NIC) ; ces financements, comptabilisés hors bilan dans la section spéciale, figurent dans les statistiques et comptes rendus d'activité de la Banque lorsque la décision d'octroi des concours est du ressort de son Conseil d'administration.

Les financements consentis par la Banque en 1986 atteignent un montant total de 7 544,8 millions d'Écus (contre 7 184,6 millions en 1985 et 6 897,1 millions en 1984), soit une augmentation de 5 % tant aux prix courants qu'en termes réels (voir note au lecteur page 8).

Les prêts sur ressources propres atteignent 7 059,9 millions, en augmentation de 13,4 % par rapport à 1985 (6 225 millions). En revanche, les concours comptabilisés dans la section spéciale (cf. p. 94) enregistrent une nouvelle et forte baisse, 484,9 millions contre 959,6 millions, par suite, principalement, de l'épuisement progressif des montants disponibles au titre du NIC.

L'exercice 1986 a été marqué par l'adhésion à la Communauté de l'Espagne et du Portugal. Comme le montre le tableau 1, les financements dans la Communauté à Douze atteignent, en 1986, 6 678,1 millions sur ressources propres de la Banque et 393 millions sur les ressources du NIC, soit au total 7 071,1 millions ou 93,7 % de l'ensemble des montants nouvellement accordés.

Les concours à l'extérieur de la Communauté s'élèvent à 381,8 millions sur les ressources propres de la Banque et 91,9 millions sur ressources budgétaires de la Communauté, soit au total 473,7 millions.

Tableau 1 : **Financements en 1986, de 1982 à 1986 et de 1959 à 1986**

Répartition globale selon l'origine des ressources et la localisation du projet d'investissement

	1986		1982—1986		1959—1986	
	Millions d'Écus	%	Millions d'Écus	%	Millions d'Écus	%
Prêts sur ressources propres et garanties ⁽¹⁾	7 059,9	93,6	27 439,4	85,1	46 490,5	87,3
à l'intérieur de la Communauté	6 678,1	88,5	25 015,3	77,6	42 142,8	79,1
à l'extérieur de la Communauté	381,8	5,1	2 424,1	7,5	4 347,7	8,2
Financements sur d'autres ressources ⁽²⁾ (comptabilisés dans la section spéciale)	484,9	6,4	4 798,7	14,9	6 746,9	12,7
à l'intérieur de la Communauté, sur ressources du nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts	393,0	5,2	4 449,1	13,8	5 463,6	10,3
à l'extérieur de la Communauté, sur ressources budgétaires des États membres ou de la Communauté	91,9	1,2	349,6	1,1	1 283,3	2,4
Total général	7 544,8	100,0	32 238,1	100,0	53 237,4	100,0
à l'intérieur de la Communauté	7 071,1	93,7	29 464,4	91,4	47 606,4	89,4
dont garanties			97,6	0,3	622,1	1,2
à l'extérieur de la Communauté	473,7	6,3	2 773,7	8,6	5 631,0	10,6

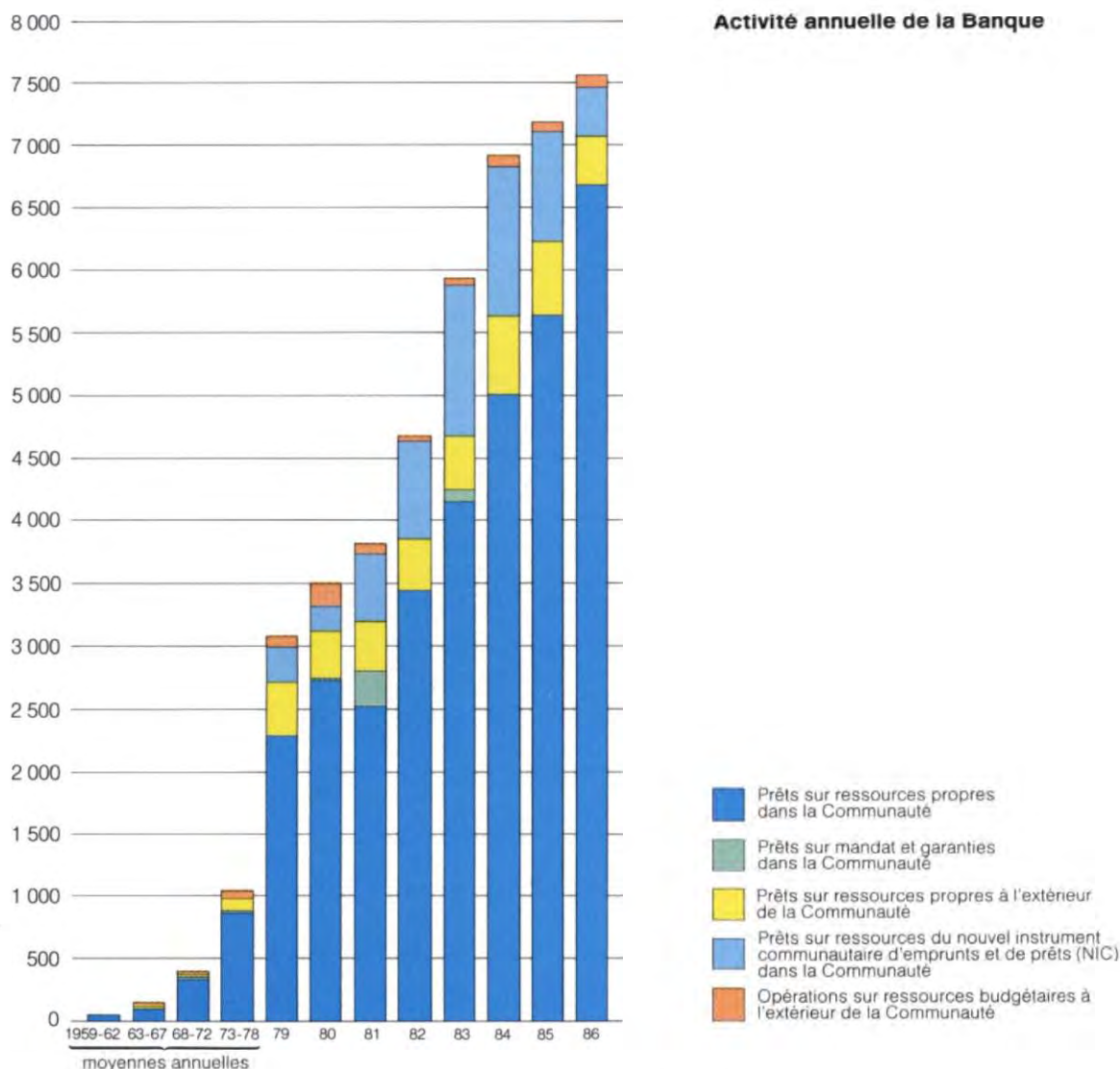
(1) Les prêts en Espagne et au Portugal sont comptabilisés à l'extérieur de la Communauté jusqu'à fin 1985.

(2) À l'exclusion des prêts EURATOM et des prêts spéciaux accordés dans le cadre des Conventions de Lomé pour lesquels les décisions d'octroi sont prises par la Commission.

La Banque a fait appel aux marchés de capitaux pour un montant de 6 785,5 millions (5 709,2 millions en 1985). Les moyens nécessaires à son activité de prêts sur ressources propres proviennent pour 6 153,1 millions d'émissions publiques et d'emprunts privés à taux fixe dont 249,2 millions ont été convertis, par swaps de monnaies et d'intérêts, en opérations à taux variable et de 291,4 millions

empruntés directement à taux variable. Le montant disponible pour des opérations à taux variable s'est ainsi établi à 540,6 millions, soit 8 % du total collecté. Les opérations interbancaires se sont élevées à 321 millions et l'attribution à des tiers de participations au financement des prêts de la Banque assorties de la garantie de celle-ci a représenté un montant de 20 millions.

millions d'Écus



Formules de prêts et taux d'intérêt

Les formules de prêts

La BEI propose à ses emprunteurs :

- des prêts à taux fixe
 - décaissés en plusieurs monnaies, dans des assortiments modulés selon ses disponibilités et les préférences de l'emprunteur ;
 - décaissés en une seule monnaie, communautaire ou non ;
 - décaissés en plusieurs monnaies, dans des assortiments-types dont la durée, la composition et le taux sont préétablis ;
- des prêts à taux variable, dans certaines limites.

L'Écu fait partie des monnaies de versement, seul ou en tant que composante d'un assortiment de monnaies.

Les taux d'intérêt

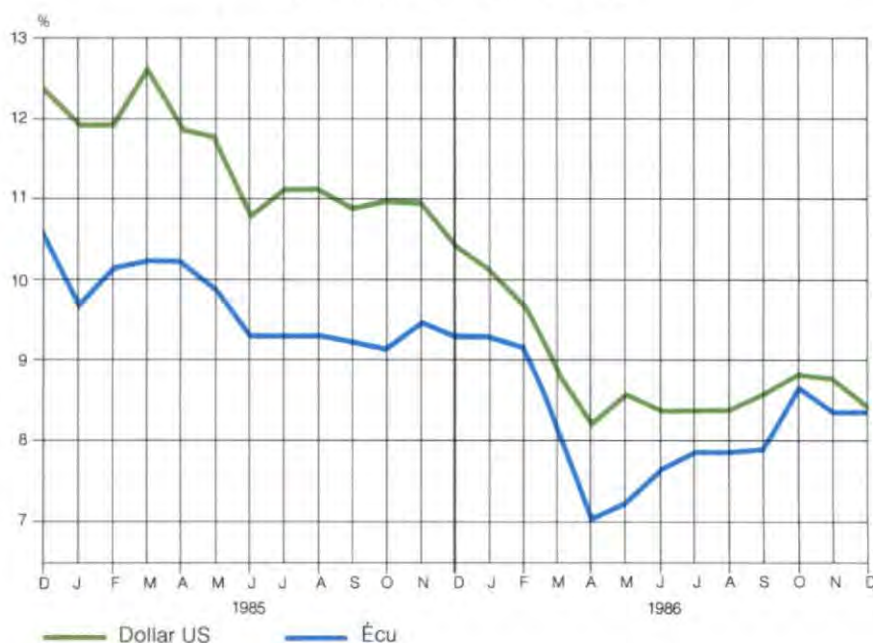
Le Conseil d'administration fixe les taux d'intérêt applicables aux prêts de la BEI. Un taux spécifique est déterminé pour chaque monnaie que la BEI utilise, principalement les monnaies des États membres et l'Écu, ainsi que le Dollar US, le Yen et le Franc suisse. Lorsqu'un prêt est versé en plusieurs monnaies, le taux en vigueur pour chacune d'elles est appliqué.

La BEI ne poursuivant pas de but lucratif, les taux d'intérêt de ses prêts reflètent étroitement les conditions des marchés des capitaux où elle se procure l'essentiel de ses ressources. Le ou les taux applicables à chaque prêt à taux fixe sont en général ceux en vigueur à la date de la signature du contrat ou, dans certains cas, aux dates des versements ; ils ne sont plus ensuite sujets à révision. Les taux applicables aux prêts à taux variable sont déterminés trimestriellement ou semestriellement. Les prêts sont décaissés au pair ; les remboursements et paiements d'intérêts s'effectuent dans la ou les monnaies reçues, généralement en semestrialités constantes.

Le graphique ci-après illustre l'évolution en 1985 et 1986 des taux appliqués par la Banque sur ses prêts en Écus et en Dollars des États-Unis.

L'année 1986 a été marquée par une baisse prononcée des taux d'intérêt qui a prolongé la tendance amorcée au début de 1985. Cette baisse a surtout été sensible au cours des tout premiers mois, puis s'est inversée vers le milieu de l'année avant de reprendre progressivement au cours des derniers mois. La comparaison avec les graphiques page 78 permet de constater le parallélisme existant entre les conditions prévalant sur les marchés et les taux de la Banque.

Taux d'intérêt sur les prêts de la BEI à 10 ans libellés en Écu et en Dollar US (remboursements semestriels)



Les versements effectués en 1986 au titre des prêts sur ressources propres atteignent 6 942,3 millions dont 6 657,7 millions dans la Communauté et 284,6 millions hors Communauté.

L'encours ⁽¹⁾ des prêts sur ressources propres et des garanties est passé de 33 291 millions au 31 décembre 1985 à 36 960 millions au 31 décembre 1986, augmentant de 11 %. Les garanties principales dont sont assortis les prêts en cours figurent à l'annexe B (note 2) des états financiers.

(1) Montant original des financements et garanties, diminué ou augmenté des remboursements du principal, des résiliations, annulations, ajustements de change et, pour les opérations sur ressources propres, des participations sur prêts attribués à des tiers, cf. annexe B (note 3) des états financiers.

Le total du bilan au 31 décembre 1986 atteint 40 720,9 millions contre 35 092 millions fin 1985 (cf. aussi annexe E, note A point 3 des états financiers).

Les versements effectués en 1986 au titre des financements sur les ressources de la Communauté s'élèvent à 634,9 millions, dont 543,5 millions pour les prêts sur ressources du NIC et 91,4 millions pour les opérations sur ressources de la Communauté dans les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ainsi que dans certains pays du bassin méditerranéen.

L'encours des opérations de la section spéciale est passé de 8 198,2 millions au 31 décembre 1985 à 8 865,4 millions au 31 décembre 1986, soit une augmentation de 8 %.

En 1986, les prêts pour des investissements productifs, essentiellement industriels, ont atteint 1,9 milliard d'Écus; la moitié de ce montant (955 millions, dont 261 millions sur les ressources du NIC) a été octroyée sous la forme de prêts globaux; 3 472 investissements de petites et moyennes entreprises (dont 1 365 sur les ressources NIC) ont été financés par le biais de prêts globaux en cours.



Prêts dans la Communauté

Vue d'ensemble

Au cours de ce premier exercice concernant la Communauté à Douze, la Banque a accordé 6 678,1 millions de prêts sur ses ressources propres pour des investissements intéressant chacun des pays membres. Pour évaluer la progression de l'activité, l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal doit être pris en compte: si l'on ne considère que les dix anciens pays membres, les concours passent d'une année sur l'autre de 5 640,7 millions à 6 177,7 millions (+ 9,5 %) mais si l'on prend la Communauté à Douze en incluant les concours accordés en Espagne et au Portugal au titre de l'aide financière pré-adhésion, soit au total 5 900,7 millions en 1985, le taux de progression atteint 13,2 %. Quel que soit le mode de calcul, l'accroissement de l'activité sur ressources propres a été sensible.

En revanche, les prêts sur ressources du NIC ont connu une nouvelle et forte diminution par suite de l'épuisement progressif des montants disponibles; ils ont concerné sept pays, dont l'Espagne et le Portugal, et ont atteint 393 millions contre 883,7 millions en 1985.

Le montant total des prêts dans la Communauté s'élève ainsi en 1986 à 7 071,1 millions contre 6 784,4 millions en 1985 (y compris les prêts en Espagne et au Portugal) soit une progression de 4,2 %.

Des prêts sur ressources propres assortis de bonifications d'intérêt de 3 % à charge du budget général des Communautés, d'un montant de 24,4 millions, ont été accordés pour la reconstruction de zones sinistrées en Campanie et en Basilicate.

Compte tenu des exercices antérieurs, le montant total des prêts bonifiés, pour lesquels une enve-

loppe globale d'un milliard avait été prévue⁽¹⁾, atteint 927,3 millions, dont 611,5 millions sur ressources du NIC.

(1) Décision du Conseil 81/19/CEE du 20. 1. 1981.

Financements de la BEI au service des politiques communautaires

La recherche d'un meilleur équilibre régional figure au premier rang des objectifs retenus par l'Acte Unique pour faire progresser la cohésion économique et sociale de la Communauté (cf. page 20). Ce texte, qui vise l'ajustement structurel des régions moins développées et des zones en déclin industriel, rejoint celui de l'Article 130 du Traité qui assigne pour mission à la Banque de «contribuer au développement équilibré et sans heurt du marché commun dans l'intérêt de la Communauté» et lui fixe ses objectifs de politique économique, objectifs précisés et adaptés par les directives et décisions du Conseil des gouverneurs; parmi ceux-ci figure en tout premier lieu la contribution au développement régional par le financement de projets dans tous les secteurs de l'économie (cf. 3^{ème} page de couverture).

Dans la période de mutation que traverse l'Europe, confrontant de larges zones à de difficiles reconversions, les interventions en faveur des régions en retard ou en déclin revêtent une priorité particulière. Avec l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, les zones ayant un PIB/hab. inférieur d'au moins 20 % à la moyenne communautaire sont désormais peuplées par plus de 110 millions de personnes; en même temps, les disparités se sont accrues en

termes de produit par habitant, de taux de chômage ou de dotation en certains équipements et services.

L'action de la Banque s'est déroulée, comme en 1985, dans un contexte économique encore peu favorable à un accroissement des investissements productifs ou des infrastructures dans les régions les moins avancées.

Néanmoins, les prêts pour des projets contribuant au développement régional ont continué d'augmenter en chiffres absolus et de mobiliser la majeure partie des financements de la Banque (54 % des prêts sur ressources propres dans les pays membres). D'un montant total de 3 685,1 millions, dont 88,3 millions sur les ressources du NIC, ils sont à raison de 70 % concentrés dans les régions les plus prioritaires du point de vue de la politique régionale communautaire: Portugal, Grèce, Irlande, Mezzogiorno italien, certaines régions d'Espagne, Irlande du Nord. La Banque a continué d'apporter son concours à l'investissement dans les zones frappées par le déclin d'industries traditionnelles et dans d'autres régions moins favorisées, notamment en France et au Royaume-Uni. L'ensemble de ces financements intéresse, à raison de plus des trois quarts, des régions où le chômage est supérieur d'au moins 20 % à la moyenne communautaire.

Au niveau de l'ensemble de la Communauté, les financements de la Banque correspondent à environ 1 % de l'investissement global ; étant donné que les prêts représentent en moyenne environ un tiers du coût des projets, on peut estimer que les investissements au financement desquels la Banque a contribué représentent plus de 3 % du total des investissements de la Communauté.

Pour les pays ou régions moins prospères, l'apport constitué par les prêts de la Banque est, par rapport à l'investissement global, nettement plus élevé : 3 % au Portugal, 3,3 % en Grèce et en Italie dont 6,1 % pour le Mezzogiorno et 5,4 % en Irlande.

Ces prêts ont soutenu d'une part les investissements dans l'industrie et dans une moindre mesure les services, l'agriculture et la pêche qui ont bénéficié du tiers des concours (1 211,1 millions dont 636,6 millions de prêts globaux pour le financement de petites et moyennes entreprises) et d'autre part la réalisation d'infrastructures de base avec 1 871,1

millions dont les trois quarts dans le domaine des transports et des télécommunications.

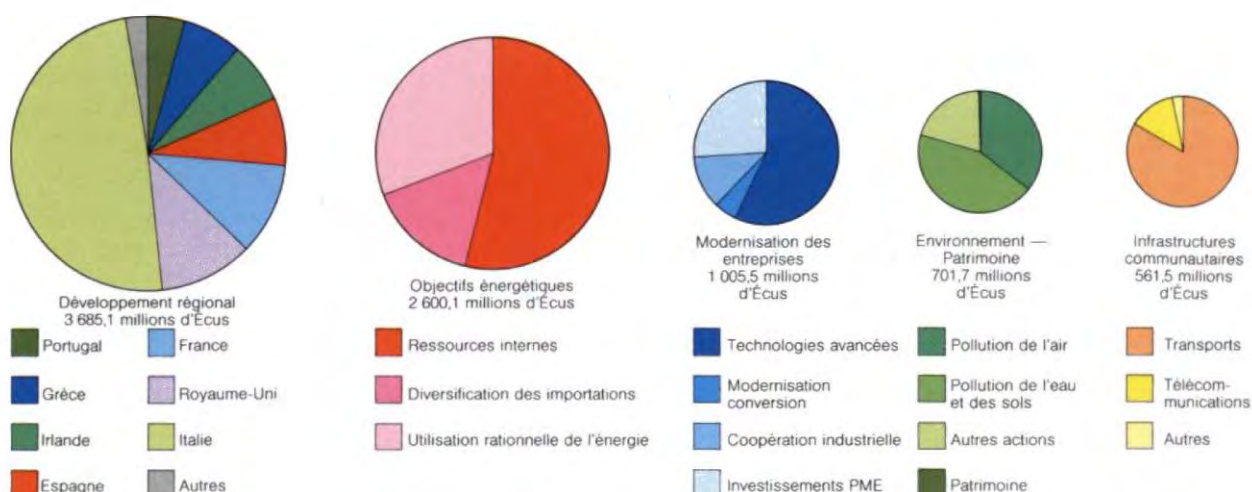
* * *

Les nouveaux **objectifs énergétiques** communautaires pour 1995 adoptés fin 1986 (cf. page 20) et les perspectives d'évolution à moyen terme du prix du pétrole confirment le nécessaire maintien des priorités antérieures : maîtrise accrue de la consommation d'énergie et réduction de la dépendance à l'égard du pétrole, par un accroissement de la production à partir de sources intérieures et la poursuite d'une politique équilibrée de diversification et d'une plus grande flexibilité des approvisionnements.

En 1986, les prêts de la Banque répondant à ces objectifs se sont élevés à 2 600,1 millions. Ils tendent principalement à la poursuite de grands programmes engagés depuis plusieurs années,

Prêts dans la Communauté en 1986

Répartition selon les principaux objectifs de politique économique ⁽¹⁾



⁽¹⁾ Certains prêts répondant simultanément à plusieurs objectifs, le total des différentes rubriques n'est pas cumulable.

notamment dans le secteur nucléaire, et portent aussi sur des équipements de sécurité et de protection de l'environnement, en tenant compte de l'évolution rapide des réglementations en la matière.

En qualité d'agent de l'Euratom, la Banque a, d'autre part, signé conjointement avec la Commission sept contrats de prêts d'un montant total de 586,6 millions pour des centrales nucléaires au Royaume-Uni, en France, en Italie et en Allemagne. Comptabilisées hors bilan dans la section spéciale (page 94), ces opérations, instruites et administrées par la Banque, ne sont pas retenues dans ses statistiques d'activités, la décision de financement étant prise par la Commission.

Les concours en faveur d'une **utilisation rationnelle** de l'énergie (797,1 millions) portent surtout sur des réseaux de chauffage urbain, l'exploitation des ressources géothermiques, l'interconnexion de réseaux électriques à haute tension et l'électrification de lignes de chemins de fer. Les prêts concourant à la **diversification des importations**, gazoducs et centrales au charbon, s'élèvent à 402 millions. Enfin, le développement de l'**autonomie énergétique** de la Communauté (secteur nucléaire,

centrales hydro-électriques et gisements de pétrole ou de gaz) représente une nouvelle fois l'essentiel des concours avec 1 400,9 millions.

On peut estimer qu'une fois achevés, les nouveaux investissements financés par la Banque permettront de réduire la dépendance pétrolière de la Communauté de 6,2 millions de tep/an dont 1,3 million pour les projets d'utilisation rationnelle de l'énergie (URE). Au total, les projets financés depuis 1982 contribueront à une réduction de la dépendance pétrolière de 56 millions de tep/an (dont 15,6 millions au titre de l'URE) soit environ 15 % du niveau des importations de la Communauté prévues en 1995.

* * *

Le renforcement de la compétitivité de la Communauté sur les marchés mondiaux impose un effort intense et coordonné d'adaptation structurelle de l'industrie européenne et de diffusion des technologies avancées. Poursuivant les mêmes objectifs que les programmes européens de coopération (Esprit, Euréka, Race, Brite), la Banque a intensifié ses

Tableau 2: **Prêts sur ressources propres dans la Communauté de la Banque en 1986**

Répartition par pays, secteurs et objectifs

	Secteurs				Objectifs (1)				
	Total	Industrie, agriculture, services	Énergie	Infra-structures	Développement régional	Objectifs énergétiques	Technologies avancées et modernisation des entreprises	Environnement	Infrastructures communautaires
Belgique	46,1	46,1	—	—	46,1	—	46,1	—	—
Danemark	198,3	5,0	193,3	—	5,0	193,3	—	—	—
Allemagne	441,8	—	302,1	139,7	25,7	311,6	—	266,4	62,7
Grèce	253,0	178,3	24,4	50,2	253,0	125,0	—	113,2	21,2
Espagne	340,0	92,0	27,3	220,8	294,6	27,3	62,7	—	87,3
France	565,0	121,6	22,3	421,1	389,6	22,3	105,8	16,0	65,8
Irlande	214,3	19,2	69,2	125,9	214,3	47,2	—	—	—
Italie	2 912,5	951,5	908,3	1 052,8	1 802,2	814,0	304,0	143,3	232,8
Luxembourg	18,2	—	—	18,2	—	—	—	—	18,2
Pays-Bas	98,2	94,9	—	3,3	18,1	—	94,9	—	—
Portugal	160,4	34,9	29,1	96,4	160,4	64,0	—	34,9	—
Royaume-Uni	1 355,3	110,7	866,4	378,1	387,7	874,3	55,5	128,0	61,2
Autres (2)	75,0	—	—	75,0	—	—	75,0	—	75,0
Total	6 678,1	1 654,3	2 442,4	2 581,4	3 596,8	2 479,1	744,0	701,7	561,5

(1) Certains prêts répondant simultanément à plusieurs objectifs, le total des différentes rubriques n'est pas cumulable.

(2) Par dérogation du Conseil des gouverneurs, cf. page 8.

Électronique de pointe

Le renforcement de la compétitivité de l'industrie communautaire par le développement des technologies avancées s'impose désormais comme un objectif vital pour l'avenir de la Communauté. La Banque y consacre une part accrue de ses financements dans le cadre des recommandations entérinées par son Conseil des gouverneurs en juin 1984 (rapport annuel 1985 page 19).

Au titre de l'année 1986, les prêts alloués à des projets de technologie avancée se sont élevés à 574 millions, contre 325,6 millions en 1985, dont 530,4 millions de prêts individuels et 43,6 millions de prêts globaux. Plus de la moitié (53 %) du montant des prêts individuels a concerné, en 1986, les secteurs informatiques et électroniques et même les trois quarts si l'on ajoute les télécommunications. Le reste se répartit entre la chimie, la pharmacie, l'automobile et la métallurgie.

Si l'on considère les deux dernières années, 781,3 millions ont été consentis pour 32 investissements de technologies avancées⁽¹⁾. En quasi totalité, ils ont permis l'élaboration de produits nouveaux (19 cas), mais aussi parfois, simultanément, le développement de technologies spécifiques (14 cas). Cinq projets ont porté sur l'informatisation et l'automatisation du cycle de fabrication, pour 6 autres les investissements concernaient des centres de recherche. De nombreux projets soutenus par la Banque (13 cas) sont implantés dans des zones moins développées ou en déclin, l'action en faveur d'un développement équilibré de la Communauté rejoint ainsi la recherche d'une plus grande compétitivité.

* * *

En 1986, le seul secteur des composants électroniques examiné ci-après a bénéficié de 149,1 millions pour des initiatives qui visent à mettre les entreprises concernées au niveau de leurs concurrents japonais et américains. Celles-ci font parfois l'objet de coopération entre firmes de pays différents ou sont menées en liaison avec des programmes de recherche européen comme Esprit, Race ou Eurêka.

Aux Pays-Bas, la Banque a financé la construction et l'équipement de bâtiments destinés à la recherche, la préindustrialisation et la CAO (conception assistée par ordinateur) dans le domaine des mémoires MOS à haute intégration (mémoire de 1 Mégabit SRAM). Ce projet fait partie d'un programme plus vaste entrepris conjointement avec une firme allemande, pour arriver dans le domaine de la haute intégration au niveau des compétiteurs japonais et américains.

En France, un prêt a été accordé pour la conception et la fabrication de circuits intégrés du type CMOS destinés à des applications spécifiques et produits en petites

séries. En vue de réduire la durée du cycle de fabrication, il est fait appel à des technologies de pointe au plan mondial pour la conception des circuits (compilateurs de silicium) et pour leur fabrication (gravure directe par faisceau d'électrons).

Le projet italien porte sur le développement, l'industrialisation et la production de deux familles de circuits, les circuits linéaires bipolaires principalement destinés à des applications professionnelles et les circuits MOS, en particulier des mémoires ROM, EPROM, EEPROM et des microprocesseurs. Il permettra un saut technologique pour les produits et les procédés de production.

D'autres projets dans l'informatique et l'électronique ont pour objectif de consolider ou d'acquérir une position de pointe au plan mondial.

C'est en particulier le cas en Belgique pour l'extension et l'automatisation d'une usine produisant des lecteurs de disques compacts. Les investissements portent également sur la recherche, le développement et la préindustrialisation de nouvelles générations de produits (par exemple d'appareils d'enregistrement et de lecture de disques compacts effaçables ou permettant une utilisation interactive de disques ROM).

En France, la Banque a accordé un prêt pour l'agrandissement d'installations de production, de recherche et de démonstration de matériels de CFAO (conception et fabrication assistées par ordinateur) et de système de découpe automatique destinés à l'industrie de la confection et de la chaussure.

Enfin, en Italie a été entreprise l'automatisation très poussée d'une usine d'ordinateurs personnels à usage professionnel qui a permis une croissance rapide des volumes produits et le développement de flux d'exportations importants vers l'extérieur de la CEE, en particulier vers les États-Unis.

Ces investissements relèvent tous des secteurs de pointe, où la pénétration des marchés européens par les producteurs étrangers est importante. Ils sont souvent à l'avant-garde des recherches menées au plan mondial et constituent un signe encourageant du dynamisme d'entreprises européennes dans ce domaine.

La consolidation de la capacité concurrentielle de l'industrie communautaire suppose un prolongement de cet effort et son extension significative en faveur de secteurs considérés comme traditionnels, où l'introduction de technologies avancées est également une nécessité si l'on veut maintenir en activité dans la Communauté un tissu industriel diversifié.

(1) A cela s'ajoutent les financements sur prêts globaux pour 59,4 millions dont ont bénéficié 18 initiatives de moindres dimensions.

concours dans ces domaines et s'est notamment efforcée de favoriser l'application de technologies encore trop peu répandues, en particulier au sein de petites et moyennes entreprises.

La Banque a ainsi accordé 1 005,5 millions pour de tels investissements dont 744 millions sur ses ressources propres.

L'essentiel des prêts sur ressources propres porte sur des projets de **technologies avancées** (573,9 millions) localisés en Italie, en France, en Espagne, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et en Belgique. Ils relèvent surtout de la micro-électronique, de l'informatique et des télécommunications (cf. encadré); toutefois, de nombreux investissements dans la chimie-pharmacie (produits anti-cancéreux, laboratoires de recherche, etc.) ont été également financés. Plusieurs de ces projets ont été menés en coopération au niveau communautaire.

Dans le secteur automobile, en Italie et en Espagne, et dans celui des communications en France et au Royaume-Uni, la Banque a financé des projets en

raison de l'intensité de la **coopération industrielle** entre firmes de différents pays membres à laquelle ils donnent lieu (117,3 millions).

En Espagne, trois prêts d'un montant global de 52,7 millions ont été consentis pour faciliter l'**adaptation d'entreprises**, toutes liées au secteur automobile, aux nouvelles conditions de marché créées par l'adhésion à la Communauté.

Enfin, 261,5 millions sur **ressources du NIC** ont été accordés pour des investissements productifs de petites et moyennes entreprises, montant en net recul par suite de l'épuisement progressif des ressources correspondantes.

*
* *

Comme le souligne l'Acte unique européen, la protection de l'**environnement** est une composante des autres politiques de la Communauté. Elle appelle de plus en plus une action concertée des pays membres en raison du caractère transfrontalier

Tableau 3: **Localisation des financements dans la Communauté en 1986, 1985 et de 1982 à 1986**

	1986				1985				1982—1986			
	Total		Ressources		Total		Ressources		Total		Ressources	
	Millions d'Écus	%	propres Millions d'Écus	NIC Millions d'Écus	Millions d'Écus	%	propres Millions d'Écus	NIC Millions d'Écus	Millions d'Écus	%	propres Millions d'Écus	NIC Millions d'Écus
Belgique	46,1	0,7	46,1	—	77,8	1,2	77,8	—	217,0	0,7	217,0	—
Danemark	258,2	3,7	198,3	59,9	332,5	5,1	264,0	68,5	1 555,1	5,3	1 102,9	452,2
Allemagne	441,8	6,2	441,8	—	91,4	1,4	91,4	—	840,5	2,9	840,5	—
Grèce	253,0	3,6	253,0	—	423,7	6,5	401,7	22,0	1 929,7	6,5	1 628,1	301,6
Espagne (1)	409,3	5,8	340,0	69,2	—	—	—	—	409,3	1,4	340,0	69,2
France	623,4	8,8	565,0	58,4	1 247,4	19,1	889,6	357,8	4 427,0	15,0	3 400,7	1 026,3
Irlande	262,1	3,7	214,3	47,8	174,5	2,7	146,6	27,9	1 323,1	4,5	1 044,9	278,2
Italie	3 024,0	42,8	2 912,5	111,4	2 978,0	45,6	2 603,9	374,1	13 686,7	46,5	11 589,0	2 097,7
Luxembourg	18,2	0,3	18,2	—	—	—	—	—	34,7	0,1	34,7	—
Pays-Bas	98,2	1,4	98,2	—	69,1	1,1	69,1	—	167,3	0,6	167,3	—
Portugal (1)	190,3	2,7	160,4	29,9	—	—	—	—	190,3	0,6	160,4	29,9
Royaume-Uni	1 371,5	19,4	1 355,3	16,3	1 130,1	17,3	1 096,7	33,4	4 608,8	15,6	4 414,8	194,0
Autres	75,0	1,1	75,0	—	—	—	—	—	75,0	0,3	75,0	—
Total	7 071,1	100,0	6 678,1	393,0	6 524,4	100,0	5 640,7	883,7	29 464,4	100,0	25 015,3	4 449,1

(1) **Financements accordés en Espagne et au Portugal de 1982 à 1986, y compris au titre de l'aide pré-adhésion**

(Millions d'Écus)

	1986	1985	1982—1986
Espagne	409,3	160,0	919,3
Portugal	190,3	100,0	535,3

(Cf. également le rapport annuel 1985, tableau 16, page 111)

Cinq années de financement pour la protection de l'environnement

Le quatrième programme d'action communautaire en matière d'environnement adopté à la veille de l'Année Européenne de l'Environnement marque une nouvelle étape importante: la protection de l'environnement, sur base de normes strictes, devra désormais faire partie intégrante des autres politiques de la Communauté.

Au cours des cinq dernières années, la Banque est intervenue de façon croissante en faveur de la protection de l'environnement suivant en cela les directives communautaires et les recommandations entérinées par son Conseil des gouverneurs en juin 1984. La Banque qui s'assure de l'absence de tout impact préjudiciable à l'environnement dans les projets qu'elle finance, s'efforce de soutenir la réalisation d'investissements contribuant de façon importante à la protection de l'environnement, par exemple par l'épuration de l'air ou des eaux, y compris les eaux intérieures et les mers entourant la Communauté, conformément aux Conventions internationales en vigueur comme la Convention de Barcelone pour la Méditerranée. Elle intervient également lorsqu'il s'agit d'installations anti-pollution, dans des usines existantes ou

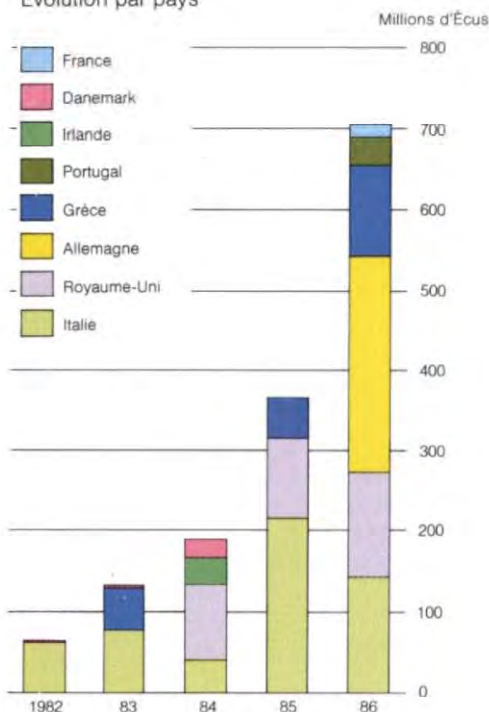
nouvelles, quelle qu'en soit la localisation. La Banque s'efforce d'adapter ses interventions aux besoins qui apparaissent; ainsi prend-elle désormais en compte des projets visant l'accroissement des disponibilités en eau potable, sous réserve qu'ils s'insèrent dans des plans d'aménagement coordonnés et contribuent de façon significative à la gestion rationnelle des ressources en eau dans les zones affectées de sérieuses insuffisances en ce domaine.

La sauvegarde du patrimoine, notamment architectural, procède d'une démarche analogue, en visant à protéger un cadre de vie et des atouts touristiques souvent en péril. Sur une échelle, il est vrai relativement modeste, la Banque a accordé des prêts pour la protection du palais des Doges à Venise et de sites archéologiques en Campanie.

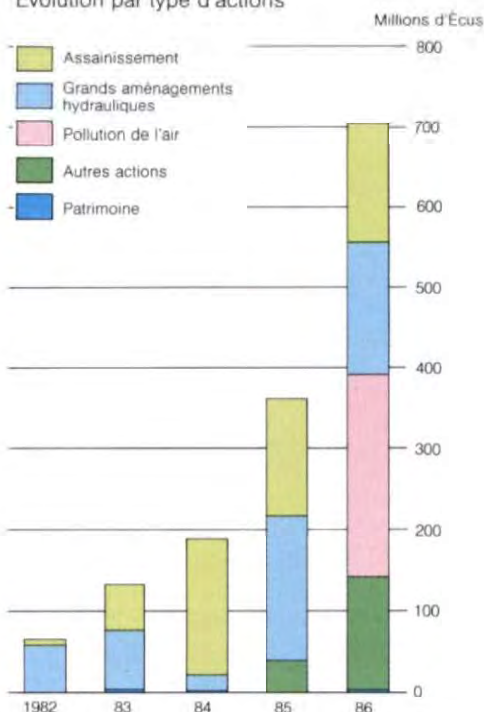
Les graphiques ci-dessous permettent d'apprécier non seulement l'accroissement des montants consacrés à la protection de l'environnement mais aussi la diversification du type d'interventions et leur généralisation à un nombre croissant de pays.

Prêts en faveur de la protection de l'environnement

Évolution par pays



Évolution par type d'actions



des pollutions par air ou par eau, mais aussi afin d'éviter des distorsions de concurrence.

Le montant des concours pour des investissements contribuant à cet objectif double à nouveau par rapport à l'année précédente (701,7 millions).

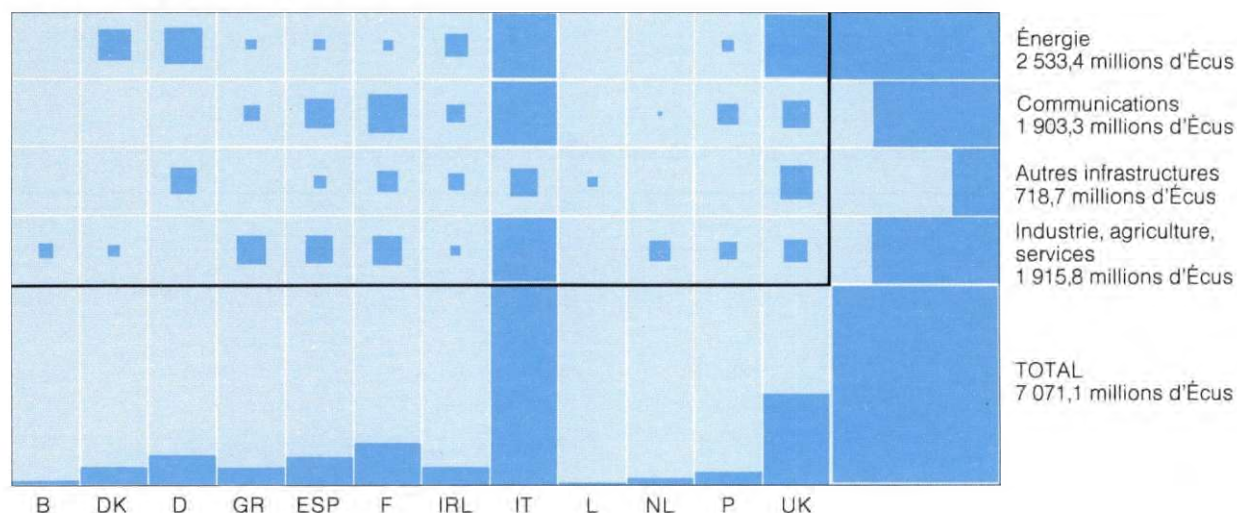
Les prêts financés relèvent de deux catégories principales. D'une part, de grands projets d'épuration des eaux usées ou visant à l'amélioration de la qualité de l'eau potable ont été financés en Italie, au Royaume-Uni, en Allemagne, en Irlande et en France (310,1 millions). Ils s'inscrivent souvent dans le cadre de programmes de longue durée intéressant plusieurs régions tels ceux en Italie concernant l'aménagement et l'assainissement du Pô, du Tibre et de l'Arno. Ils préfigurent les actions qui pourraient être entreprises en faveur du Rhin. D'autre part, la Banque est intervenue en faveur d'équipements visant à rendre moins polluantes des centrales électriques et des chaufferies en Allemagne, ainsi que des raffineries de pétrole implantées dans l'agglomération d'Athènes et à proximité de Cagliari en Sardaigne (250,1 millions).

En outre, des prêts globaux destinés à des travaux de protection de l'environnement, exclusivement ou concurremment à d'autres objectifs, ont été conclus au Portugal, en Allemagne et en Italie ; des opérations de reboisement et de protection du patrimoine ont été financées en Italie (141,5 millions).

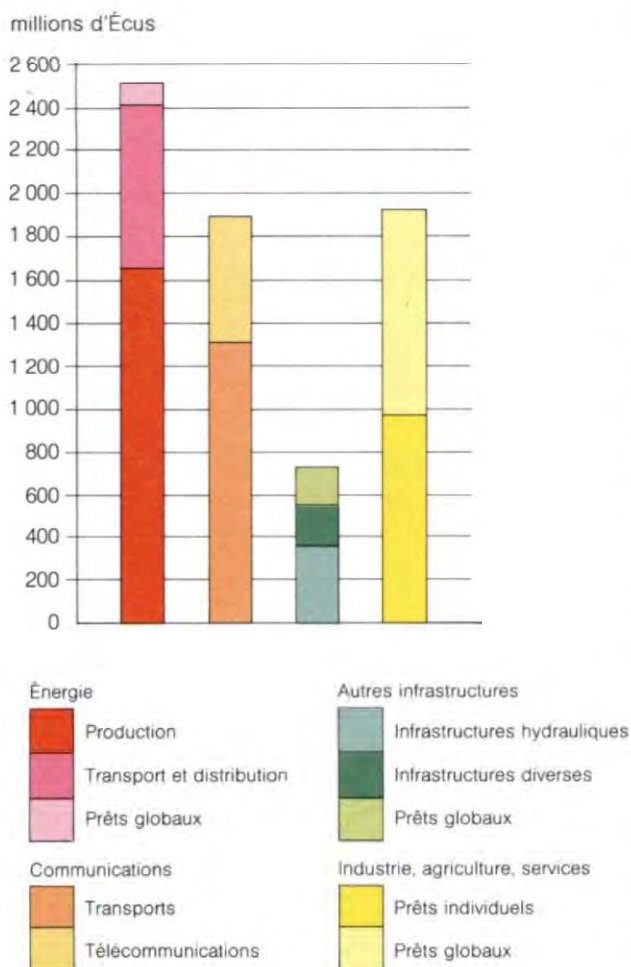
* * *

Un réseau d'**infrastructures communautaires de transports et de télécommunications** suffisamment dense et exempt de goulots d'étranglement est une condition de la réalisation d'un marché intérieur unifié surtout alors que viennent d'adhérer l'Espagne et le Portugal, pays encore mal reliés aux réseaux des autres États membres. Il a donné lieu dans le passé au financement de nombreuses liaisons autoroutières, de percées alpines, d'équipements aéroportuaires et portuaires. Les grands chantiers qui se préparent, tels le tunnel sous la Manche ou le TGV nord-européen, seront autant

Répartition par pays et par secteur



Répartition par secteur des financements dans la Communauté en 1986



d'occasions pour la Banque de poursuivre son activité dans ce domaine. Il en sera de même pour les télécommunications, notamment par satellites.

Les financements de projets répondant à ces orientations s'élèvent, en 1986, à 561,5 millions. Ils portent sur de nombreuses sections de routes et d'autoroutes, entre l'Italie et la Suisse, le Portugal et l'Espagne, la France d'une part, et, d'autre part, l'Italie, la Suisse ou le Luxembourg, sur des liaisons ferrées en Grèce, en Espagne et au Portugal, sur des ports et des aéroports dans le Nord de l'Italie, à Athènes et dans le sud-est de l'Angleterre, et enfin sur le renforcement de flottes aériennes assurant les liaisons entre l'Italie et les autres pays membres.

Enfin, d'importants projets de télécommunications contribueront à l'achat, au lancement et à l'exploitation par Eutelsat de satellites couvrant l'Europe ainsi qu'à des liaisons transocéaniques entre l'Europe, les États-Unis d'une part, le Moyen-Orient et Singapour d'autre part.

Analyse sectorielle

La ventilation par grands secteurs des prêts fait apparaître une très légère progression de ceux concernant l'industrie, l'agriculture et les services, et un accroissement soutenu des concours pour des équipements de base dans les domaines de l'infrastructure et de l'énergie (cf. tableau 13).

Dans l'**industrie, l'agriculture et les services**, les prêts s'élèvent à 1 915,8 millions, soit 27 % de l'activité totale de la Banque dans la Communauté. Les prêts individuels sur ressources propres, en vive croissance, doublent (960,6 millions) et concernent

Tableau 4: **Concours à l'industrie, à l'agriculture et aux services de 1982 à 1986**

	1982	1983	1984	1985	1986
Prêts individuels:					
montant (a) — millions d'Écus	470,8	431,6	506,2	509,0	960,6
Crédits sur prêts globaux en cours:					
montant (b) — millions d'Écus	438,0	1 010,9	1 381,1	1 582,5	1 023,6
nombre	1 183	3 172	4 563	5 747	3 569
Total (a + b = c)	908,8	1 442,5	1 887,3	2 091,5	1 984,2
Part des crédits sur prêts globaux dans l'ensemble des concours (b/c) (%)	48	70	73	76	52

une très large gamme d'investissements dans huit pays, notamment au travers de projets de technologie avancée. Les prêts globaux sur ressources propres marquent un palier et ceux sur ressources du NIC diminuent fortement.

Dans le secteur des **infrastructures** (2 621,9 millions et 37 % du total), la progression des prêts est particulièrement sensible dans le secteur des transports, notamment des routes et chemins de fer; un certain plafonnement est enregistré en matière de réseaux classiques de télécommunications, d'aménagements hydrauliques (y compris l'assainissement des eaux usées) et d'infrastructures composites. Les projets financés sont pour l'essentiel localisés dans des zones moins développées.

Les concours dans le secteur de l'**énergie** atteignent 2 533,4 millions (36 %). Le financement de centrales nucléaires et d'installations de traitement et de stockage du combustible nucléaire représente une part importante, quoiqu'en diminution, de ce total. Les autres prêts concernent des centrales hydro-électriques, géothermiques ou au charbon, l'exploitation de gisements d'hydrocarbures et le transport ou la distribution d'électricité, de gaz ou de chaleur.

* * *

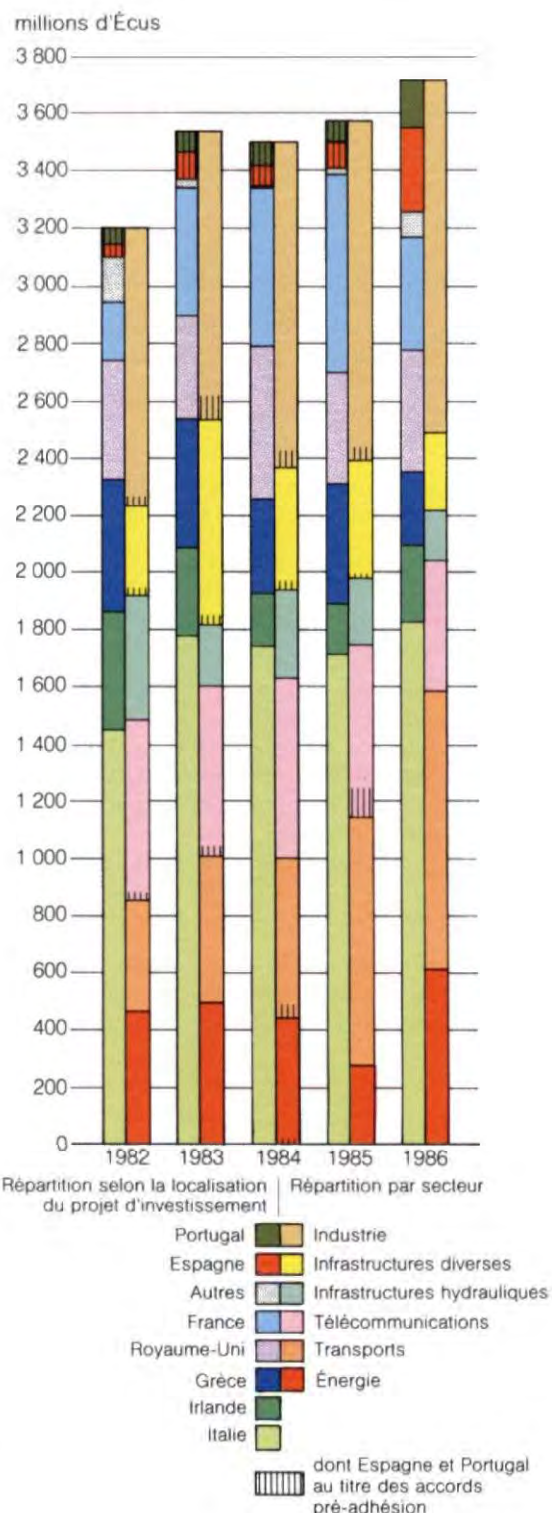
En 1986, la Banque a contribué à soutenir un volume total d'**investissement** de 23 milliards (dont 5,3 milliards pour des investissements industriels) à raison d'un tiers de leur coût total.

Selon les données prévisionnelles fournies lors de l'instruction des projets, l'ensemble de ces investissements devrait contribuer directement à la création de près de 30 000 **emplois** permanents dont 23 000 dans l'industrie. Les emplois créés par de petites et moyennes entreprises par le biais des prêts globaux en représentent la majeure partie (18 500).

Les prêts financés par la Banque ont également permis d'améliorer la productivité et de stabiliser l'emploi dans de nombreuses entreprises tandis que les travaux et fournitures nécessaires à la réalisation des investissements ont contribué, durant des périodes de construction parfois assez longues, au soutien de l'emploi dans la Communauté.

La durée moyenne des prêts signés en 1986 est de l'ordre de 13 ans pour les projets d'infrastructures et les équipements énergétiques; elle est de 9 à 10 ans pour les projets industriels.

Financements d'intérêt régional dans la Communauté de 1982 à 1986



Les prêts à l'industrie relèvent du secteur privé à raison de 73 % et en totalité pour les crédits sur des prêts globaux transitant par des instituts financiers publics ou mixtes. Les projets du secteur de l'énergie et les infrastructures émanent pour l'essentiel d'entreprises publiques et de collectivités locales.

* * *

Prêts globaux et crédits affectés

En 1986, 37 instituts intermédiaires de huit pays ont bénéficié de 87 nouveaux **prêts globaux** pour un total de 1 234,4 millions (17 % des prêts dans la Communauté contre 1 858,5 millions en 1985 et 28 %).

Les prêts sur **ressources propres** s'élèvent à 964,3 millions (1 229,4 millions en 1985); ils concernent:

— dans les zones moins favorisées, de petites et moyennes initiatives dans l'industrie, les services et le tourisme (595 millions), ainsi que dans les infrastructures (103,6 millions);

— en outre, dans ou hors zone d'aide régionale, des investissements industriels de petite et moyenne dimension contribuant à l'introduction ou au développement de technologies avancées (43,6 millions), des investissements dans l'industrie ou les infrastructures répondant aux objectifs communautaires dans le domaine de l'énergie et de la protection de l'environnement ou dans ces deux domaines à la fois (222,1 millions).

Sur **ressources NIC**, les prêts s'élèvent à 231,6 millions pour le financement des investissements productifs de petites et moyennes entreprises en

dehors des zones aidées et à 38,6 millions dans le domaine de l'énergie (contre un total de 629,1 millions en 1985).

Le nombre des **crédits consentis** en 1986 sur des prêts globaux en cours diminue fortement (3 930 crédits contre 6 465 en 1985) tandis que leur montant (1 267 millions contre 1 877,9 millions) a baissé au prorata des prêts globaux consentis durant l'exercice.

Cette diminution affecte les crédits pour les PME dans les différents pays (2 104 crédits pour 572,7 millions dans les zones aidées et 1 368 crédits pour 304,1 millions en dehors de ces zones), les infrastructures dans les zones d'aides régionales (249 équipements pour 91,2 millions) et les équipements énergétiques (180 crédits pour 218,8 millions). La progression des crédits pour les technologies avancées et la protection de l'environnement concerne des montants trop faibles pour compenser cette évolution (29 crédits au total pour 80,3 millions).

Au total, 3 569 crédits ont été affectés à des investissements dans l'industrie. Pour les seules PME, la ventilation des 3 472 crédits en fonction des effectifs employés fait ressortir une concentration en faveur des entreprises de petite taille: 78 % du nombre des crédits et 54 % de leur montant concernent des PME de moins de 50 salariés (la ventilation détaillée des crédits figure dans le tableau 14).

Le financement de grandes entreprises, qui sont essentielles pour le renouveau industriel de la Communauté, du fait notamment de leur capacité de recherche, de développement et d'exportation, trouve ainsi son complément nécessaire dans le soutien à l'investissement des PME dont les effets sur l'emploi, du fait de leur diversité et de leur dynamisme, sont plus élevés par rapport au capital investi.

Présentation des financements par pays

Italie

En Italie, le montant des prêts sur ressources propres progresse avec 2 912,5 millions contre 2 603,9 millions en 1985. Les concours sur ressources du NIC fléchissent de 374,1 millions en 1985 à 111,4 millions. Globalement, l'activité avec

3 024 millions de prêt retrouve son niveau de 1984 après le palier de 1985 (2 978 millions).

Les prêts se répartissent entre des infrastructures (1 077 millions), des projets industriels (1 030 millions dont une part importante sous forme de prêts globaux) et des investissements du secteur de

l'énergie (916,9 millions). Ils portent pour 60 % sur des projets contribuant au développement régional et de façon croissante sur des investissements répondant aux objectifs communautaires dans les domaines des technologies avancées ou de la protection de l'environnement.

* * *

Les infrastructures financées concernent essentiellement l'amélioration des transports et des télécommunications, l'assainissement des eaux et la régularisation des fleuves. Dans le secteur de l'énergie, les prêts pour des centrales hydro-électriques ou géothermiques et pour l'exploitation des ressources en hydrocarbures ont fortement progressé.

En dépit de la forte diminution des prêts globaux sur ressources du NIC, le montant des financements industriels a dépassé celui de 1985 par suite de l'accroissement marqué des prêts sur ressources propres, notamment pour des projets individuels contribuant à la diffusion de technologies avancées.

Les prêts globaux, conclus avec 19 instituts de crédit, totalisent 673,4 millions soit 22,3 % du total des concours en Italie (20,1 % pour les prêts sur ressources propres), reflétant ainsi la collaboration étroite instaurée de longue date avec les institutions italiennes de crédit à moyen et long terme.

Ces prêts globaux sont principalement destinés au financement de petites et moyennes entreprises industrielles dans les zones aidées (423,9 millions sur ressources propres) et, sur les ressources du NIC, en dehors de ces zones (78,6 millions). Au total, 1 994 petites et moyennes entreprises ont bénéficié de 610,5 millions de crédits sur les prêts globaux en cours.

Un montant de 43,6 millions a été engagé pour le financement de 14 investissements contribuant à l'introduction de technologies avancées. Enfin, des prêts globaux ont été conclus pour financer des investissements industriels et des infrastructures répondant aux objectifs communautaires en matière d'énergie (97,1 millions) et, pour la première fois en Italie, de protection de l'environnement (20,3 millions).

* * *

Les prêts pour des projets de **développement régional** s'élèvent à 1 826,5 millions, dont 24,2 millions sur ressources du NIC, soit les trois cinquièmes de l'activité totale en Italie.

Ils portent à raison de quelque 90 % sur des investissements localisés dans le **Mezzogiorno** (1 622,6 millions). Cette concentration a été obtenue par un soutien renouvelé aux investissements industriels, le plus souvent à travers des fonds mis à la disposition des instituts intermédiaires, et par la poursuite de la réalisation d'infrastructures de transport et de télécommunication engagées par les autorités régionales ou retenues au titre du Fonds pour l'investissement et l'emploi (FIO).

Les prêts dans le Mezzogiorno continental et les îles se répartissent entre: la Campanie (273,3 millions), la Sicile (147,1 millions), le Latium (137,1 millions), la Sardaigne (93,5 millions), les Abruzzes (76,1 millions), les Pouilles (34,1 millions), la Basilicate (27,9 millions), les Marches (23,5 millions) et la Molise (16,3 millions). En Campanie et en Basilicate, ces montants comprennent les 24,4 millions de prêts consentis dans le cadre de l'aide à la reconstruction des zones sinistrées lors des séismes de fin 1980, désormais mise en œuvre à hauteur de 93 %.

La Banque a également accordé 474,3 millions de prêts multirégionaux portant sur les télécommunications et la distribution de gaz naturel et 257,9 millions de prêts globaux principalement pour des investissements de petites et moyennes initiatives industrielles, des services et du tourisme localisées dans la plupart des régions.

Enfin, divers projets financés ont un intérêt dépassant les régions méridionales: le renforcement de la flotte d'avions de transport inter-régionaux (42,7 millions), l'équipement en moyens aériens d'unités de la protection civile (9,7 millions) et un prêt global pour aider au financement de l'artisanat dans l'ensemble du pays (20,8 millions).

Les principales caractéristiques des autres interventions dans les différentes régions sont les suivantes:

En **Campanie**, une part importante des concours concerne des infrastructures intéressant l'agglomération napolitaine. S'inscrivant dans l'Opération Intégrée de Développement, les interventions portent sur la construction d'un nouveau quartier d'affaires dans le centre ville, sur l'amélioration des conditions de transport (création d'une première ligne de métro, extension du réseau ferré de banlieue, échangeur autoroutier), et sur la distribution d'électricité, d'eau et de gaz naturel.

D'autres concours portent sur la modernisation d'usines de fibres synthétiques et de matériel ferro-

viaire à Naples, de machines à écrire à Pozzuoli, de composants électronique pour les télécommunications à Pagani, de câbles de communication par fibres optiques à Battipaglia, de crèmes glacées à Caivano.

En outre, un nouveau prêt permettra la poursuite des travaux entrepris pour la préservation des sites de Pompeï, Herculaneum et Stabies. Enfin, la Banque a continué à financer la reconstruction de routes et d'aires industrielles dans les zones sinistrées lors des séismes de fin 1980.

En **Sicile**, les prêts se concentrent sur le secteur des hydrocarbures: mise en valeur du plus important champ pétrolier du pays situé dans le canal de Sicile et d'un gisement de gaz dans la province de Catane, modernisation d'une raffinerie de pétrole à Augusta. La Banque a également financé un centre de recherches avancées en physique nucléaire ayant des applications industrielles et médicales.

Dans le **Latium**, les interventions portent surtout sur le contournement autoroutier de Rome qui éliminera les discontinuités existantes entre les liaisons vers le nord (Florence—Milan), l'est (Pescara—L'Aquila) et le sud (Naples—Reggio Calabria) et, dans le secteur industriel, sur une usine de caisses enregistreuse à Pomezia et une fabrique de tissus à Frosinone.

En **Sardaigne**, les concours intéressent une centrale hydro-électrique près de Sassari, le renforcement du réseau électrique, l'amélioration de l'approvisionnement en eau, la modernisation d'une raffinerie permettant de produire de l'essence sans plomb, la rationalisation d'une usine textile à Villa Cidro, le développement de la pisciculture dans des lagunes à proximité d'Oristano et le reboisement de 1 800 ha.

Dans les **Abruzzes**, la majeure partie des concours concerne l'industrie: à Atezza, une usine de véhicules utilitaires réalisée en coopération avec des entreprises françaises et à San Salvo, une fabrique de vitrages pour l'automobile et le bâtiment. Les autres projets portent sur l'aménagement d'un port de plaisance à Pescara et le renforcement de l'alimentation en eau potable de communes des provinces de l'Aquila et Teramo.

En **Basilicate**, la Banque est intervenue pour le renforcement du réseau électrique et de la distribution d'eau potable à Potenza, ainsi que pour la reconstruction de certaines sections du réseau routier.

Dans les **Pouilles**, outre la poursuite des travaux de protection du port charbonnier de Brindisi, les prêts ont porté sur des investissements industriels: introduction de nouveaux procédés technologiques dans une papeterie à Foggia et développement d'une usine d'engins de travaux publics à Lecce.

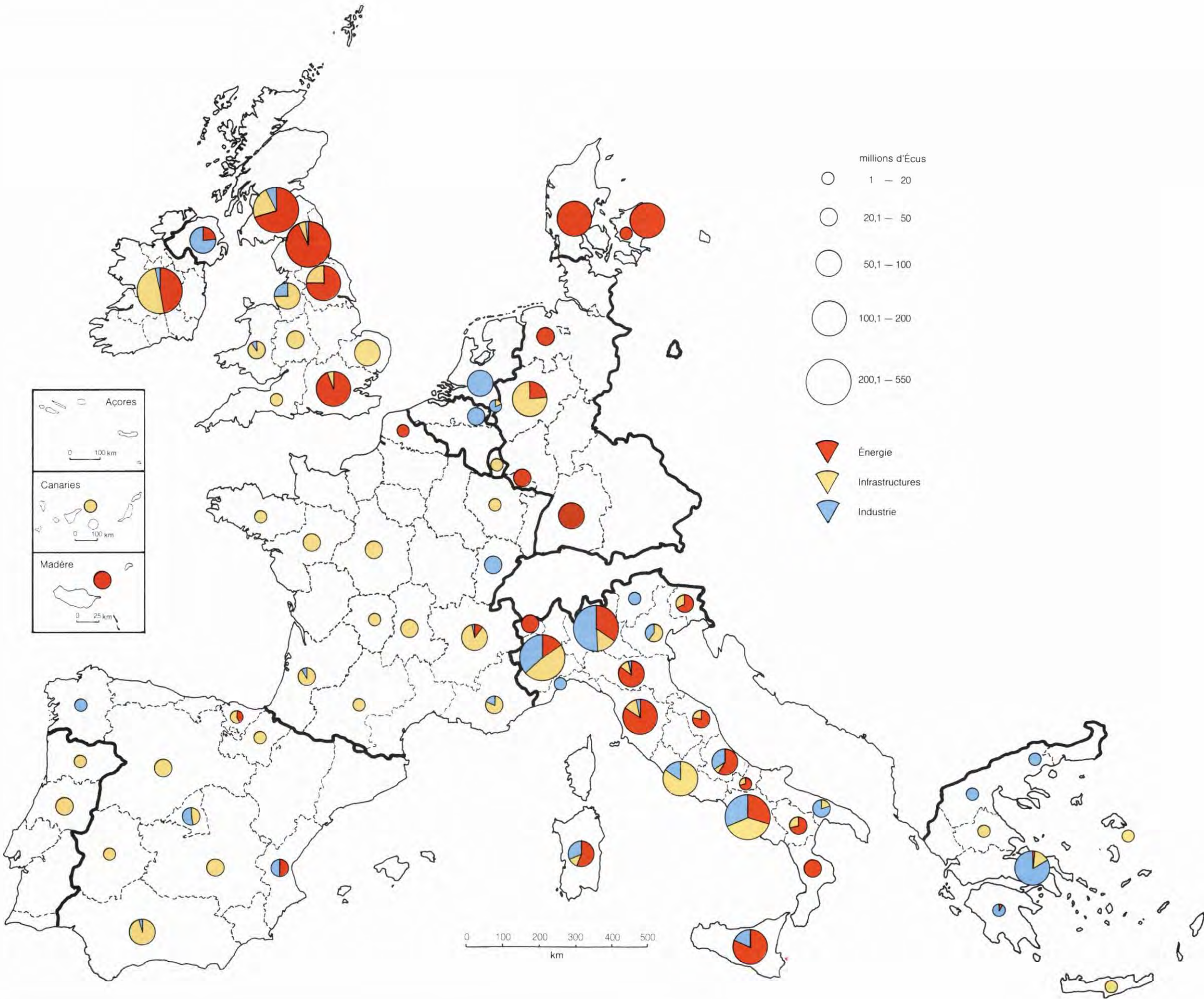
En **Molise**, la Banque a contribué au financement de l'exploitation d'un gisement de pétrole dans la province de Campobasso, du renforcement du réseau d'adduction d'eau, et de travaux de consolidation de terrains instables dans les zones montagneuses de l'intérieur.

Enfin, dans les zones moins favorisées du **Centre-Nord**, les concours d'intérêt régional s'élèvent à 170,6 millions dont 122,8 millions pour de petites et moyennes entreprises dans le cadre de prêts globaux. Les prêts individuels portent sur la modernisation d'une papeterie à Riva del Garda, sur l'aménagement du port de Trieste, sur la construction de routes d'exploitation forestière dans les provinces d'Udine et Pordenone ainsi que sur la réalisation d'ouvrages destinés à protéger certaines parties des provinces de Rovigo, Mantoue et Ferrara contre les inondations du Pô, à régulariser le débit du Cordevole en Vénétie, à collecter et à traiter les eaux usées sur l'île de Grado et le long du Metauro dans les Marches.

* *

Certains parmi les projets localisés dans les régions aidées, sont également financés au titre de leur contribution à la réalisation d'autres objectifs économiques; ils ne sont donc pas repris en détail ci-après.

Les prêts pour des investissements contribuant à la réalisation des **objectifs énergétiques communautaires** s'élèvent à 822,7 millions. Les projets réalisés dans le Nord s'élèvent à 537,8 millions: mise en valeur du potentiel hydro-électrique et géothermique, exploitation de gisements de gaz, développement du réseau de gazoducs, construction de réservoirs de stockage et mise en place de la distribution de gaz dans les agglomérations de Milan et Turin. En outre, des prêts ont porté sur l'interconnexion des réseaux à haute tension italien et français, sur l'installation d'un chauffage urbain à Reggio Emilia, ainsi que sur la mise en place d'équipements plus économes en énergie dans une fabrique de verre en Vénétie.



Les prêts pour des **infrastructures de transport d'intérêt communautaire** (232,8 millions) concernent l'autoroute des tunnels reliant le Piémont à la Suisse, la desserte ferroviaire de l'aéroport international de Milan et la rénovation de l'aérogare de Pise, l'achat d'avions MD 82 destinés aux vols européens, l'aménagement des ports de Livourne et Trieste pour la réception de navires porte-conteneurs et rouliers.

Les prêts pour des projets visant la **protection de l'environnement** s'élèvent à 143,3 millions dont 121 millions dans le Centre-Nord pour des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées dans le bassin du Pô, dans celui de Gorzone, et le long de l'Arno où sont également menés des travaux de lutte contre les inondations et pour l'amélioration de la qualité de l'eau potable dans les provinces de Novara et Alessandria.

Enfin, 304 millions de prêts portent sur des investissements de **technologies avancées** dans l'industrie ou fruit d'une **coopération industrielle** entre entreprises de plusieurs pays. La plupart sont localisés dans les régions non aidées du Centre-Nord (274,2 millions sur un total de 304 millions); ils concernent notamment la micro-électronique (usines d'ordinateurs à Scarmagno, de composants à Agrate), et des procédés avancés dans la métallurgie du cuivre à Lucques et Pistoia, dans la chimie à Alessandria et le caoutchouc à Settimo Torinese. Des centres de recherche ont également bénéficié de financements de la Banque pour l'élaboration de produits à usage médical près de Varèse, à Milan, à Nerviano et pour les télécommunications à Turin.

Royaume-Uni

Le montant des prêts au Royaume-Uni, s'établit à 1 371,5 millions, dont 16,3 millions sur ressources du NIC, soit une augmentation de 21 % par rapport à 1985. Cette évolution est imputable à la poursuite de la croissance des prêts pour le secteur de l'énergie (866,4 millions soit près des deux tiers du total) suivis par ceux pour les infrastructures (394,4 millions) et pour l'industrie (110,7 millions).

Dans le secteur de **l'énergie**, les prêts concernent le nucléaire avec la centrale de Torness Point et son raccordement au réseau, ainsi que les installations de stockage et de retraitement de Sellafield (660,8 millions), la mise en valeur des gisements d'hydrocarbures de Sean et Esmond en mer du Nord et la centrale thermique au charbon de Kilroot en Irlande du nord (205,7 millions).

Les **infrastructures** financées, nombreuses, de petite dimension et généralement localisées dans des zones assistées, visent l'amélioration des communications (158,4 millions), par routes (notamment en Écosse, près d'Edimbourg et dans les Highlands, dans le Centre, autour de Birmingham, Coventry, Nuneaton, Bewdley, au Pays de Galles vers Llandudno, Swansea, ainsi que dans les Cornouailles), par chemins de fer (sur des lignes intéressant Cambridge, Norwich et Glasgow), ainsi que le renforcement des infrastructures portuaires (à Felixstowe et Wisbech) et aéroportuaires dans l'Essex et surtout à Londres, sur l'emplacement des anciens docks; plusieurs de ces projets améliorent aussi les liaisons avec d'autres pays membres.

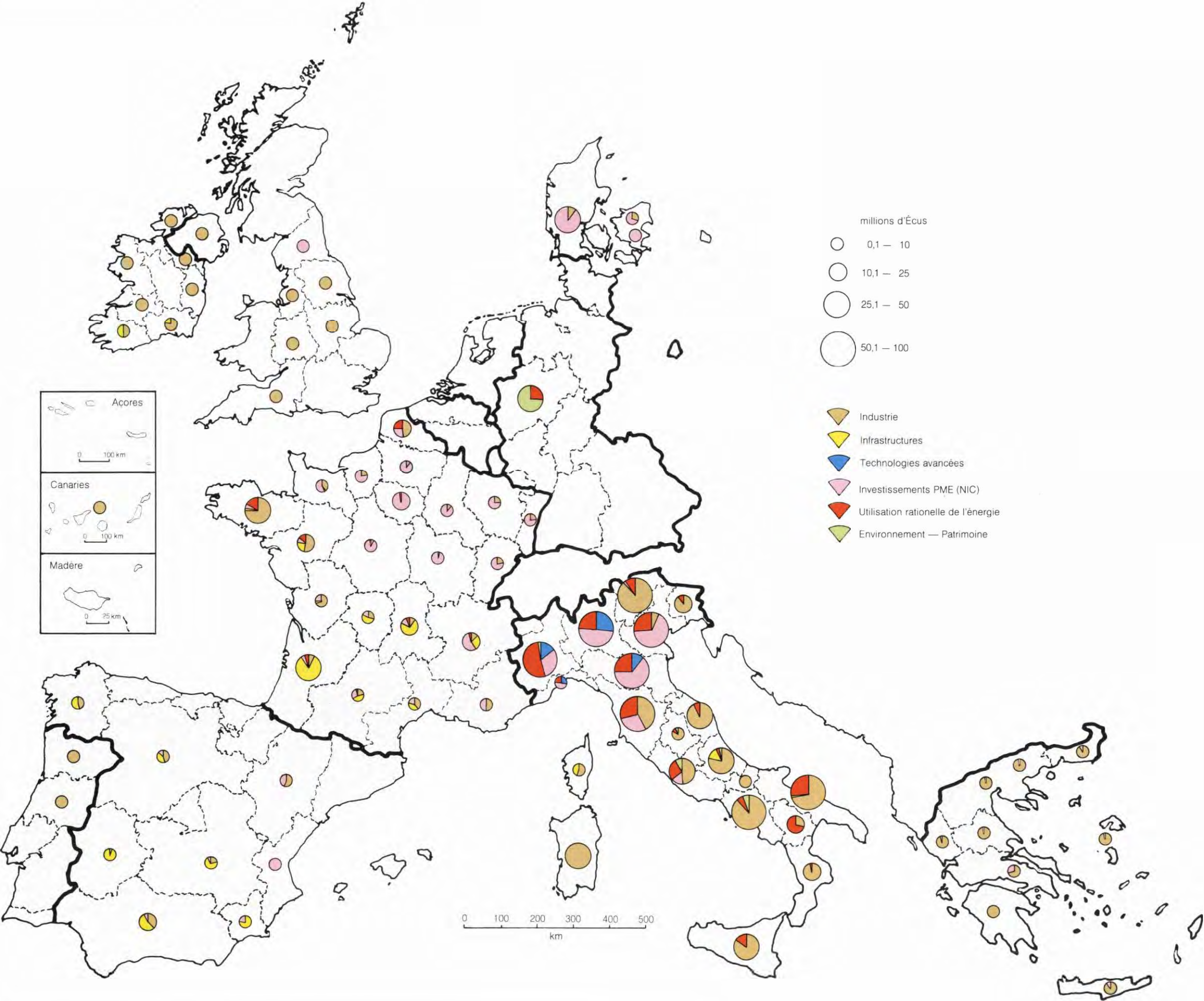
La Banque a également participé au financement d'un réseau câblé de communications utilisant une technologie de pointe à Glasgow, de nombreux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées (protection de l'environnement et amélioration de la qualité de l'eau potable) dans le Nord-Ouest, le Yorkshire, le Pays de Galles et en Écosse, et de divers projets composites pouvant inclure des zones industrielles, des aménagement routiers, des ouvrages d'assainissement et des équipements publics.

Dans le secteur **industriel**, les prêts concernent la construction aéronautique (nouvel avion court courrier en Irlande du Nord et ateliers de révision en Écosse), la métallurgie, (laminage d'aluminium dans le Northumberland et le Gwent, fabrication de câbles en cuivre dans le Merseyside), les matériaux de construction (carrière de granit en Écosse et fabrique de panneaux composites au Pays de Galles), le tourisme, (hôtels à Manchester et Dundee), et l'informatisation de la gestion d'une chaîne coopérative.

Sur les prêts globaux en cours, 25 crédits ont été accordés, pour un montant de 10,8 millions, à de petites et moyennes entreprises industrielles.

France

Le montant des prêts en France s'élève à 623,4 millions dont 58,4 millions sur ressources du NIC. La diminution enregistrée par rapport à 1985 (1 247,4 millions) reflète celle des prêts globaux en faveur des petites et moyennes initiatives (123,7 millions contre 678,7 millions en 1985) et des concours pour des projets du secteur de l'énergie (22,3 millions contre 191,6 millions en 1985).



Dans le secteur de la **production**, 180 millions de prêts ont été accordés. Ils portent sur un nombre accru de projets industriels mettant en œuvre des technologies avancées: généralisation de la robotique dans un atelier de peinture d'une usine automobile, production d'équipements de conception assistée par ordinateur pour le textile, fabrication de circuits intégrés et de matériel d'extrusion.

Les concours à des instituts intermédiaires se répartissent entre prêts sur ressources propres en faveur des PME localisées dans les régions aidées notamment dans l'ouest, le Languedoc-Roussillon et les zones littorales, et prêts sur ressources du NIC pour des investissements dans des zones plus développées. La réduction de l'activité de prêts globaux s'est répercutée sur le nombre des crédits accordés (1 078) et sur leur montant (165 millions). Les crédits ont concerné principalement les secteurs des ouvrages en métaux (29,8 millions), de l'imprimerie (16 millions), des services aux entreprises ainsi que de la pêche (17,4 millions).

Les concours portant sur des **infrastructures** de communication s'élèvent à 281,1 millions. Ils intéressent principalement le désenclavement du Massif Central (section Bourges—Clermont-Ferrand de l'A 71), une meilleure desserte de l'ouest et du sud-ouest (ligne du TGV-Atlantique entre Paris et Le Mans, section Le Mans—Angers de l'A 11, contournement autoroutier de Toulouse assurant la continuité de l'itinéraire Bordeaux—Narbonne, infrastructures routières diverses en Bretagne, dans les Pays de Loire et le Sud-Ouest), le renforcement du réseau routier lorrain notamment dans les Vosges et le bassin sidérurgique. Certains autres axes financés assurent des liaisons vers la Suisse et l'Italie (section Mâcon—Châtillon de l'A 40 et contournement-est de Lyon) ou le Luxembourg (contournement de Thionville).

Dans le domaine des télécommunications, un prêt aidera à la mise en place de câbles téléphoniques, en partie par fibres optiques, vers les États-Unis et vers le Moyen-Orient et l'Asie.

La construction d'une station de traitement des eaux usées de Marseille, avant leur rejet en mer, permettra en outre l'utilisation des boues résiduelles pour le reboisement. La Banque a également financé, dans le cadre d'un prêt global, la réalisation par les collectivités locales d'infrastructures de petite ou moyenne dimension contribuant au développement régional. Au cours de l'exercice, 214 aménagements principalement routiers ont bénéficié de 56,5 millions de crédits.

Enfin, deux opérations ont été financées dans le secteur de **l'énergie** (22,3 millions): une centrale hydro-électrique sur le Rhône en amont de Lyon et l'interconnexion par câbles sous-marins du réseau électrique à haute tension avec celui du Royaume-Uni.

Allemagne

En Allemagne, les prêts s'élèvent à 441,8 millions, niveau jamais atteint jusqu'à présent. Ils portent sur des projets répondant aux objectifs communautaires dans les domaines de la **protection de l'environnement** ou de l'énergie. La Banque a ainsi financé plusieurs centrales électriques ou de production combinée de chaleur et d'électricité (126,7 millions) qu'il fallait mettre en conformité avec les réglementations en vigueur en les dotant de dispositifs pour le traitement des gaz de combustion ou en les équipant de générateurs moins polluants. Ces divers investissements, de même que le réseau de chauffage urbain sarrois utilisant la chaleur d'origine industrielle contribuent à une utilisation plus rationnelle de l'énergie.

La Banque a renforcé sa collaboration avec des banques allemandes; elle a ainsi conclu un prêt global pour le financement d'infrastructures tendant à la réduction de pollutions ou à des économies d'énergie (31,4 millions ont été autorisés durant l'exercice en faveur de 11 équipements).

Enfin, un barrage-réservoir sur la Dhünn permettra d'améliorer la qualité de l'eau potable distribuée en Rhénanie du nord et de réduire les quantités prélevées dans le Rhin qui nécessitent de sévères procédés d'épuration.

Les autres concours (149,7 millions) concernent les centrales nucléaires d'Emsland et Neckarwestheim ainsi qu'un gazoduc pour le transport du gaz d'Union soviétique vers la Communauté.

Espagne

Les prêts en Espagne se sont élevés à 409,3 millions dont 69,2 millions sur ressources du NIC principalement pour des infrastructures de communication et des projets industriels. Leur montant enregistre ainsi une progression sensible par rapport à ceux accordés précédemment au titre de l'aide pré-adhésion.

Dans le domaine des **infrastructures**, les concours d'un montant total de 191,5 millions, portent sur l'amélioration de liaisons routières et ferroviaires d'intérêt régional, entre Madrid et l'Andalousie et surtout sur des axes qui assurent les communications vers la France et la Communauté: routes entre Madrid, Burgos et Saragosse, entre la frontière portugaise à Vilar Formoso et Burgos; voies ferrées vers la France à travers le Pays basque et la Catalogne. Ils contribuent également à l'équipement des ports de Cadix et de Ténériffe, ainsi qu'au financement de petites infrastructures d'intérêt régional réalisées par les collectivités locales; quelque 19 équipements ont ainsi été financés pour 29,2 millions.

Les prêts pour des projets des **secteurs de la production** intéressent d'une part les petites et moyennes entreprises dans le cadre de trois prêts globaux (98,5 millions) et d'autre part des investissements industriels relevant du secteur privé (62,7 millions).

Ces derniers concernent trois usines d'appareillage de télécommunication, dans la banlieue madrilène, à La Corogne et à Algesiras et des projets liés au secteur automobile localisés dans des zones d'ancienne industrialisation: deux usines de production, près de Madrid et à Vigo et une fabrique de vitrages pour voitures près de Valence.

Sur les prêts globaux en cours, 116 investissements ont été financés pour un montant total de 65,8 millions (62 pour 45,3 millions sur des prêts globaux conclus dans le cadre de l'aide pré-adhésion); 11 d'entre eux (3,9 millions) ont été octroyés sur un prêt global NIC.

Dans le secteur de **l'énergie** enfin, deux prêts totalisant 27,3 millions ont été consentis pour un important complexe hydro-électrique, au sud-ouest de Valence et pour un réseau de conduites desservant le Pays basque.

Irlande

Les prêts en Irlande s'élèvent à 262,1 millions dont 47,8 millions sur ressources du NIC, montant sensiblement supérieur à celui des années précédentes. Les infrastructures et équipements nécessaires à son développement en constituent l'essentiel: centrale au charbon de Moneypoint et son raccordement au réseau électrique notamment pour l'alimentation de Dublin (117 millions), amélioration du réseau routier, notamment autour de Cork, ainsi que divers ouvrages d'adduction d'eau et de traitement des eaux usées (87,9 millions).

La Banque a d'autre part continué de financer des programmes d'aménagements forestiers et de construction d'usines clés en main (42,2 millions).

Enfin, trois prêts globaux (15 millions) permettront de financer les investissements de petites et moyennes entreprises industrielles.

Danemark

Les prêts au Danemark s'élèvent à 258,2 millions dont 59,9 millions sur les ressources du NIC, principalement pour des réseaux de distribution de gaz et de chaleur.

La distribution de gaz naturel, en provenance du secteur danois de la mer du Nord, dans de nombreuses communes du Jutland du sud et du Sjælland, a fait l'objet de 73,2 millions de prêts, améliorant l'autonomie énergétique d'un pays membre de la Communauté.

Les prêts pour le chauffage urbain contribueront quant à eux à une utilisation rationnelle de l'énergie et également à une réduction de la pollution. Ils permettront d'étendre ce système de chauffage à des habitations, des bureaux et des entreprises de l'agglomération de Copenhague, et notamment de Gentofte, des villes de Fredericia, Aarhus, et de nombreuses communes du détroit de Lillebælt (154,7 millions).

Enfin, au cours de l'exercice, des prêts globaux d'un montant de 30,3 millions ont été destinés au financement de petites et moyennes entreprises et 168 d'entre elles ont bénéficié de 49,8 millions de crédits sur des prêts globaux en cours.

Grèce

Les prêts en Grèce s'élèvent à 253 millions pour des infrastructures de communication (50,2 millions), la production et la distribution d'électricité (24,5 millions), la modernisation de raffineries (113,2 millions), des prêts globaux (56,5 millions) et la construction de centres d'enseignement technique et professionnel qui contribueront à la formation de cadres dont l'économie a besoin (8,6 millions).

Les infrastructures financées concernent: des routes, dans les îles de Crète, de Rhodes et d'Eubée, ainsi que dans le centre et le nord du pays, la modernisation de l'aéroport international d'Athènes et le renforcement du réseau ferré. Les prêts pour les petites centrales hydro-électriques de

Stratos et Ghiona et pour une nouvelle ligne à haute tension entre la Macédoine et Athènes permettront d'améliorer la disponibilité en électricité dans plusieurs zones du pays.

La Banque a également financé la modernisation de deux raffineries proches d'Athènes afin, entre autres, de réduire la pollution de l'air et de l'eau dans l'agglomération et permettre la production d'essence sans plomb ou à faible teneur en plomb.

Deux prêts globaux contribueront au financement d'investissements de petite et moyenne dimension d'une part dans l'industrie et le tourisme, d'autre part dans l'agriculture et l'agro-industrie. Sur les prêts globaux en cours, 151 crédits totalisant 29 millions ont été consentis pour des investissements agro-industriels ou artisanaux.

En milieu d'année, la Communauté et les autorités grecques ont conclu, dans le cadre du Programme intégré méditerranéen, un contrat programme assorti d'une déclaration d'intention de la Banque relative à ses interventions en Crète.

Portugal

Les prêts au Portugal ont atteint 190,3 millions dont 29,9 millions sur ressources du NIC. Ils se répartissent entre des projets d'infrastructures de communication (96,4 millions), des prêts globaux (64,8 millions) et le renforcement de la production et de la distribution d'électricité dans l'île de Madère (29,1 millions).

Les infrastructures financées concernent: l'amélioration des liaisons autoroutières et ferroviaires entre Porto et Lisbonne, des sections d'autoroutes autour de Porto, des aménagements routiers dans le Nord et l'Est, notamment sur l'axe allant d'Aveiro et de Coimbra vers Vilar Formoso à la frontière espagnole. Le renforcement du réseau et l'utilisation des techniques numériques permettra en outre l'amélioration des liaisons téléphoniques et télex.

Les trois prêts globaux conclus avec des instituts intermédiaires permettront le financement d'un nombre accru d'investissements de petites et moyennes entreprises afin de moderniser leurs équipements, mais aussi de réduire leur consommation d'énergie et dans certains cas, de renforcer leurs équipements anti-pollution; 60 crédits ont été affectés sur les prêts globaux en cours pour 10,5

millions, dont 58 crédits pour 9 millions sur des prêts globaux conclus dans le cadre de l'aide pré-adhésion.

Pays-Bas

Aux Pays-Bas, les prêts s'élèvent à 98,2 millions. Une part importante (80,1 millions) concerne le financement à Eindhoven d'installations de recherche et de développement dans le domaine des semi-conducteurs à capacité de stockage très élevée, les mega-chips. Ce projet de technologie avancée est en outre le fruit d'une coopération entre sociétés européennes. Les autres concours sont localisés dans le Limbourg et portent sur la construction d'une usine d'édulcorants artificiels et sur l'achat et l'installation d'un simulateur de vol pour la formation des pilotes.

Belgique

En Belgique, la Banque a accordé un prêt de 46,1 millions pour l'agrandissement et l'automatisation d'une fabrique de lecteurs de disques compacts destinés au grand public. Cette usine développe des techniques très avancées (lecture opto-électronique à faisceau laser et traitement numérique des données). Elle est localisée à Hasselt, dans le Limbourg, zone particulièrement touchée par la fermeture de charbonnages.

Luxembourg

L'extension des bâtiments de la Cour de Justice des Communautés européennes, rendue nécessaire par l'accroissement de son activité juridictionnelle et par l'élargissement de la Communauté, a fait l'objet d'un prêt de 18,2 millions.

Autre

Enfin, un prêt de 75 millions a été consenti à l'Organisation européenne de télécommunications par satellites — Eutelsat, pour l'achat et l'exploitation de satellites assurant des transmissions numériques à haut débit entre les pays européens. Il a été autorisé par le Conseil des gouverneurs selon la procédure de l'article 18 des statuts de la Banque, en raison de son intérêt pour la Communauté.

Liste des prêts dans la Communauté (¹)

A. Prêts sur ressources propres de la Banque

Contrats signés en 1986

Le montant total des prêts sur les ressources propres de la Banque pour des investissements dans la Communauté s'élève à 6 678,1 millions. Ces opérations relèvent de la responsabilité financière de la Banque et sont comptabilisées dans son bilan. Les objectifs économiques auxquels elles répondent font référence aux têtes de rubrique figurant dans le tableau 12.

				Modernisation des entreprises	
				Environnement-Patrimoine	
				Infrastructures communautaires	
				Objectifs énergétiques	
				Développement régional	
		millions d'Écus			
BELGIQUE		46,1			
2 000 millions de francs belges					
1. Agrandissement et automatisation d'une usine de lecteurs de disques compacts à Hasselt (Limbourg)					
N.V. Philips industrie					
2 000 millions FB		46,1	●		●
DANEMARK		198,3			
1 581 millions de couronnes danoises					
2.-4. Réseau de distribution de gaz naturel destiné à alimenter 43 des 53 communes des comtés de Vejle, de Ribe et de Sønderjylland (Jutland du Sud)					
Naturgas Syd I/S — NGS par l'intermédiaire de Kongeriget Danmarks Hypotekbank og Finansforvaltning					
200 millions DKr		25,1	●		
162 millions DKr		20,2	●		
150 millions DKr		18,8	●		
5. Réseau de transport et de distribution de gaz naturel dans les comtés de Vestsjælland et Storstrøm (Sjælland)					
Naturgas Sjælland I/S par l'intermédiaire de Kongeriget Danmarks Hypotekbank og Finansforvaltning					
72 millions DKr		9,0	●		
6.-7. Réseau de chauffage urbain dans cinq communes du détroit de Lillebaelt					
Trekantområdets Varmetransmissionsselskab I/S					
100 millions DKr		12,5	●		
100 millions DKr		12,5	●		
8. Réseau de chauffage urbain dans l'agglomération de Copenhague					
Centralkommunernes Transmissionsselskab I/S					
275 millions DKr		34,5	●		
9.-10. Réseau de chauffage urbain (68 km) que desservira des bâtiments publics et industriels et des immeubles d'habitation dans la commune de Gentofte (Copenhague)					
Gentofte Kommune					
50 millions DKr		6,3	●		
50 millions DKr		6,3	●		
11. Conduites d'eau chaude pour différents réseaux de chauffage urbain à l'ouest de Copenhague					
Vestegnens Kraftvarmeselskab I/S					
250 millions DKr		31,4	●		
12. Extension du réseau de chauffage urbain d'Aarhus (Jutland du Nord)					
Aarhus Kommune					
100 millions DKr		12,5	●		
13. Raccordement du réseau local de chauffage urbain de Fredericia au réseau régional de transport de chaleur (Vejle)					
Fredericia Fjernvarmecentral a.m.b.a.					
32 millions DKr		4,1	●		
14. Prêt global à l'État danois, Conseil de Développement régional pour le financement de petites et moyennes initiatives de l'industrie et du tourisme dans les zones d'aide régionale					
40 millions DKr		5,0	●		

(¹) Les ouvertures de crédit sont en règle générale libellées en contre-valeur d'une monnaie nationale.

Modernisation des entreprises					
Environnement-Patrimoine					
Infrastructures communautaires					
Objectifs énergétiques					
Développement régional					
millions d'Écus					
441,8					
	22,9	●			
deuxième unité					
	45,8	●			
	14,0	●			
en, dans la banlieue					
	47,8	●		●	
étustes et polluantes					
	23,0			●	
	23,3			●	
nt au gaz et/ou au centrale à Cologne					
stdeutsche Landes-					
	18,6	●		●	
entrale électrique au					
	4,7			●	
	9,3			●	
la chaleur d'installa-					
tschappij C. Floris-					
	9,2	●	●		
	9,2	●	●		
	7,4	●	●		
Waidhaus (frontière					
e MEGAL Finance					
	67,0	●			
e et de traitement, alie					
entrale	69,8			●	
financement d'infra- t à l'amélioration de					
	69,8	●		●	
253,0					
Ouest) et de Ghiona					
	2,9	●	●		
ardia (Macédoine de					
	21,6	●	●		

		Modernisation des entreprises	Environnement-Patrimoine	Infrastructures communautaires	Objectifs énergétiques	Développement régional
	millions d'Écus					
32. Doublement de la voie et améliorations de la ligne de chemins de fer Athènes—Thessalonique—Idomeni Organismos Sidirodromon Ellados 2 500 millions Dr	18,0	●		●		
33. Amélioration de routes nationales et régionales (290 km) dans les îles de Crète, d'Eubée et de Rhodes État grec (Ministère de l'Environnement, de l'Urbanisme et des Travaux Publics) 3 000 millions Dr	21,8	●				
34. Amélioration et renforcement de quelque 210 km de routes nationales et régionales État grec (Ministère de l'Environnement, de l'Urbanisme et des Travaux Publics) 1 000 millions Dr	7,2	●				
35. Modernisation et extension de l'aéroport d'Athènes État grec (Ministères de l'Environnement, de l'Urbanisme et des Travaux Publics) 450 millions Dr	3,2	●		●		
36. Modernisation d'une raffinerie de pétrole à Aghii Theodori (au sud-ouest d'Athènes); construction de deux unités produisant de l'essence à faible teneur en plomb et sans plomb Motor Oil (Hellas) Corinth Refineries 1 650 millions Dr	12,6	●				●
37. Modernisation d'une raffinerie de pétrole située à Aspropyrgos, près d'Elefsis (Nord-Ouest d'Athènes) Hellenic Aspropyrgos Refineries S.A. 14 000 millions Dr	100,6	●	●			●
38. Construction et équipement d'instituts de technologie à Kavala (Macédoine) et au Pirée (Grèce du Centre) et d'un lycée technique à Thessalonique (Macédoine) État grec (Ministère de l'Économie Nationale) 1 200 millions Dr	8,6	●				
39. Prêt global à la Banque Hellénique de Développement Industriel S.A. pour le financement de petites et moyennes initiatives de l'industrie et du tourisme 1 000 millions Dr	7,6	●				
40. Prêt global à la Banque Agricole de Grèce pour le financement de petites et moyennes initiatives agro-industrielles et d'investissements dans des exploitations agricoles, ainsi que dans de petites entreprises industrielles en milieu rural 6 800 millions Dr	48,9	●				
ESPAGNE	340,0					
46 713 millions de pesetas						
41. Complexe hydro-électrique comportant des barrages et deux centrales, sur le Júcar à 50 km au sud-ouest de Valence Hidroeléctrica Española S.A. par l'intermédiaire du Banco de Crédito Industrial et de l'Instituto de Crédito Oficial 2 750 millions Ptas	20,0		●			
42. Réseau de gazoducs desservant le Pays basque Sociedad de Gas de Euskadi 1 000 millions Ptas	7,3		●			
43.—44. Amélioration du réseau ferré principal entre Madrid et l'Andalousie et du réseau régional andalou — RENFE 5 500 millions Ptas	40,0	●				
— Ministère des Finances et Ministère des Transports, du Tourisme et des Télécommunications 3 500 millions Ptas	25,4	●				
45.—46. Amélioration sur quelque 220 km des principales lignes de chemins de fer vers la France via Irún et Port Bou — Ministère des Finances et Ministère des Transports, du Tourisme et des Télécommunications 4 000 millions Ptas	29,1	●		●		
— RENFE 4 000 millions Ptas	29,1	●		●		

		Modernisation des entreprises	Environnement-Patrimoine	Infrastructures communautaires	Objectifs énergétiques	Développement régional
		millions d'Écus				
47.	Élargissement et aménagement de 10 sections (180 km) de la route nationale IV, reliant Madrid à l'Andalousie Royaume d'Espagne (Ministère des Finances et Ministère des Travaux Publics et de l'Urbanisme) 3 000 millions Ptas	21,8	●			
48.	Élargissement, construction et aménagement de 12 sections (215 km) des routes nationales I et II reliant Madrid à Burgos et Saragosse et N620, axe reliant le Portugal (Vilar Formoso) à Burgos puis au nord de l'Espagne et à la France Royaume d'Espagne (Ministère des Finances et Ministère des Travaux Publics et de l'Urbanisme) 4 000 millions Ptas	29,1	●	●		
49.	Extension de la zone portuaire à proximité de Cadix (Andalousie) par la construction d'un quai pour marchandises en vrac et des équipements nécessaires; digues de protection et aménagements pour un bassin du port de Santa Cruz de Ténériffe aux Canaries Royaume d'Espagne (Ministère des Finances et Ministère des Travaux Publics et de l'Urbanisme) 2 338 millions Ptas	17,0	●			
50.	Usine de vitrage pour automobiles à Sagunto (Valence) SIV Española S.A. 2 750 millions Ptas	20,0	●			●
51.	Modernisation et rationalisation d'une usine automobile à Vigo (Galice) Citroën Hispania S.A. 2 000 millions Ptas	14,5	●			●
52.	Modernisation et rationalisation d'une usine automobile à Villaverde, près de Madrid Automóviles Talbot S.A. 2 500 millions Ptas	18,2				●
53.	Extension d'usines de matériels de télécommunication et installations de recherche et développement à Algesiras (Andalousie), La Corogne (Galice) et dans la banlieue de Madrid Telettra Española S.A. 1 375 millions Ptas	10,0	●			●
54.	Prêt global au Banco de Crédito Local de España par l'intermédiaire de l' Instituto de Crédito Oficial pour le financement de petits projets d'infrastructures réalisés par des collectivités locales dans les zones moins développées 4 000 millions Ptas	29,3	●			
55.	Prêt global au Banco de Crédito Industrial par l'intermédiaire de l' Instituto de Crédito Oficial pour le financement de petites et moyennes entreprises de l'industrie et des services dans les zones moins développées 4 000 millions Ptas	29,3	●			
FRANCE		565,0				
3 854 millions de francs français						
56.	Centrale hydro-électrique de 45 MW à Sault-Brenaz, à 60 km en amont de Lyon (Rhône-Alpes) Compagnie Nationale du Rhône 50 millions FF	7,3		●		
57.	Interconnexion des réseaux électriques à haute tension français et britannique par quatre paires de câbles sous-marins à travers la Manche entre Bonningues-lès-Calais (Nord-Pas-de-Calais) et Sellindge (Sud-Est) Électricité de France 100 millions FF	15,0		●		
58.	Ligne du TGV-Atlantique; construction de voies électrifiées (273 km) sur les trajets Paris—Le Mans et Paris—Tours desservant respectivement la Bretagne et le Sud-Ouest; mise en service de 95 rames à grande vitesse Société Nationale des Chemins de Fer Français 300 millions FF	43,8	●			
59.	Section Bourges—Clermont-Ferrand (182 km) de l'autoroute A 71, Orléans—Clermont-Ferrand (Auvergne) Société des Autoroutes Paris-Rhin-Rhône par l'intermédiaire de la CNA 400 millions FF	58,4	●			

		<div>Modernisation des entreprises</div> <div>Environnement-Patrimoine</div> <div>Infrastructures communautaires</div> <div>Objectifs énergétiques</div> <div>Développement régional</div>				
		millions d'Écus				
60.	Section Le Mans—Angers (81,5 km) de l'autoroute A 11, Paris—Nantes (Pays de la Loire) Société des Autoroutes du Sud de la France par l'intermédiaire de la CNA 156 millions FF	22,8	●			
61.	Section Mâcon—Châtillon (96 km) de l'autoroute A 40 assurant la liaison avec le tunnel du Mont-Blanc (Rhône-Alpes) Société des Autoroutes Paris-Rhin-Rhône par l'intermédiaire de la CNA 400 millions FF	58,4		●		
62.	Contournement autoroutier à l'est de Lyon; A 46 section Rillieux—Neyron (Rhône-Alpes) Communauté urbaine de Lyon par l'intermédiaire de la CAECL 20 millions FF	3,0	●		●	
63.	Contournement autoroutier à l'est de Toulouse assurant la liaison entre l'A 61 et l'A 62 (Midi-Pyrénées) Région Midi-Pyrénées, Département de Haute-Garonne et Ville de Toulouse par l'intermédiaire de la CAECL 30 millions FF	4,4	●			
64.	Amélioration sur neuf tronçons du réseau routier et autoroutier (84,4 km) principalement dans le grand Sud-Ouest ainsi que près de Marseille et dans le bassin sidérurgique lorrain Fonds Spécial de Grands Travaux 500 millions FF	73,0	●			
65.	Amélioration des infrastructures routières sur plus de 100 km, notamment sur les axes Rennes—Nantes et St Brieuc—Quimper Région et départements de Bretagne, Région des Pays de la Loire et département de Loire-Atlantique par l'intermédiaire de la CAECL 88 millions FF	12,9	●			
66.	Aménagement sur neuf tronçons du réseau routier et autoroutier en Lorraine Région Lorraine, Départements de Meurthe-et-Moselle et des Vosges par l'intermédiaire de la CAECL 30 millions FF	4,4	●		●	
67.	Mise en place de deux câbles téléphoniques sous-marins transocéaniques: l'un, en fibres optiques, d'une longueur de 6 679 km, permettra 7 560 communications simultanées entre les États-Unis et l'Europe; l'autre de 13 473 km reliera la France à Singapour et renforcera les possibilités de liaisons entre l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie Administration des Postes et Télécommunications par l'intermédiaire de la CNT 340 millions FF	50,9				●
68.	Station d'épuration à Marseille pour le traitement des eaux usées d'une grande partie de l'agglomération; usine de traitement des boues résiduelles (Provence-Côte d'Azur) Ville de Marseille par l'intermédiaire de la CAECL 110 millions FF	16,0	●		●	
69.	Extension et modernisation des ateliers de fabrication d'extrudeuses pour l'industrie alimentaire et l'industrie chimique à Firminy (Loire) Clextal S.A. 10 millions FF	1,5	●			
70.	Application généralisée de l'informatique et de la robotique dans un atelier de peinture de carrosseries d'une usine d'automobiles à Sochaux (Franche-Comté) Automobiles Peugeot S.A. 300 millions FF	43,8				●
71.	Renforcement des capacités de production, de recherche et de développement d'une entreprise d'équipements assurant la conception et la fabrication assistées par ordinateur, Cestas (Aquitaine) Lectra-Systèmes S.A. 16 millions FF	2,3	●			●
72.	Usine de circuits intégrés à fonctions spécialisées près d'Aix-en-Provence (Provence-Côte d'Azur) ES2 — European Silicon Structures S.A. France 60 millions FF	8,8	●			●
73.	Prêt global à la CAECL pour le financement d'équipements de petite ou moyenne dimension réalisés par des collectivités locales ou des établissements publics dans les zones d'aide régionale 500 millions FF	73,0	●			

Modernisation des entreprises

Environnement-Patrimoine

Infrastructures communautaires

Objectifs énergétiques

Développement régional

millions d'Écus

74.—78. Prêts globaux à des **Sociétés de Développement Régional (SDR)** pour le financement de petites et moyennes initiatives de l'industrie, du tourisme et des services dans les zones d'aide régionale

— SDR de Bretagne

20 millions FF

2,9

40 millions FF

5,8

— SDR de l'Ouest — Sodero

20 millions FF

2,9

40 millions FF

5,8

— SDR du Languedoc-Roussillon — Sodler

75 millions FF

11,0

79. Prêt global au **CEPME** pour le financement de petites et moyennes initiatives de l'industrie, du tourisme et des services dans des zones d'aide régionale

99 millions FF

14,5

80. Prêt global à la **Caisse Centrale de Crédit Coopératif** pour le financement d'initiatives de petite ou moyenne dimension du secteur de la pêche maritime dans les zones littorales d'aide régionale

150 millions FF

22,4

IRLANDE

214,3

159,8 millions de livres irlandaises

81.—82. Extension de la centrale électrique au charbon de Moneypoint; troisième unité de 300 MW

Electricity Supply Board

15 millions £irl.

21,0

20 millions £irl.

26,2

83. Extension et renforcement du réseau électrique haute tension et en particulier installation de lignes à 400 kV entre la centrale de Moneypoint et Dublin

Electricity Supply Board

16,8 millions £irl.

22,0

84.—89. Amélioration de divers tronçons du réseau routier national

État irlandais (Ministère des Finances)

5 millions £irl.

7,0

18,5 millions £irl.

24,2

10 millions £irl.

13,1

5 millions £irl.

6,6

3,5 millions £irl.

4,6

7,5 millions £irl.

9,8

90. Route de contournement à Athlone et pont sur le Shannon

État irlandais (Ministère des Finances)

3 millions £irl.

3,9

91.—93. Ouvrages d'adduction d'eau et installations de traitement des eaux usées

État irlandais (Ministère des Finances)

4 millions £irl.

5,6

4 millions £irl.

5,2

6 millions £irl.

7,9

94. Construction d'usines «clés en main» et sur mesure

Shannon Free Airport Development Company Ltd et Udaras na Gaeltachta par l'intermédiaire de l'État irlandais (Ministère des Finances)

3 millions £irl.

4,2

95.—96. Aménagements forestiers et boisement sur plus de 13 000 ha

État irlandais (Ministère des Finances)

24 millions £irl.

33,4

3,5 millions £irl.

4,6

97.—99. Prêts globaux à l'**Industrial Credit Corporation plc** pour le financement de petites et moyennes initiatives industrielles et du tourisme

3 millions £irl.

4,2

3 millions £irl.

4,2

5 millions £irl.

6,6

		Modernisation des entreprises	Environnement-Patrimoine	Infrastructures communautaires	Objectifs énergétiques	Développement régional
	millions d'Écus					
ITALIE	2 912,5					
4 279,9 milliards de liras italiennes						
100. Centrales hydro-électriques d'une puissance totale d'environ 70 MW, dans le Frioul, en Emilie-Romagne et en Lombardie ENEL 35 milliards Lit	23,5	●				
101. Modernisation et remise en état d'une centrale hydro-électrique d'une puissance de 23,4 MW à Coghinas, dans la province de Sassari (Sardaigne) ENEL 20 milliards Lit	13,6	●	●			
102.—103. Modernisation et remise en état de huit centrales hydro-électriques d'une puissance totale d'environ 224 MW dans le Piémont, en Emilie-Romagne et en Lombardie ENEL 80 milliards Lit 40 milliards Lit	54,2 27,7	●	●			
104. Centrale hydro-électrique de 18,6 MW sur le Braulio (Lombardie) Commune de Milan par l'intermédiaire de l' IMI 7,5 milliards Lit	5,0	●				
105.—106. Sept centrales géothermiques en Toscane d'une puissance totale de 140 MW ENEL 100 milliards Lit 60 milliards Lit	67,8 41,5	●	●			
107.—108. Réseau de chauffage de Reggio Emilia et centrale de cogénération électricité-chaaleur utilisant divers combustibles (Emilie-Romagne) Azienda Gas Acqua Consorziale par l'intermédiaire de la BNL-SAFOP 10,5 milliards Lit 4,5 milliards Lit	7,3 3,1	●	●			
109.—112. Mise en valeur du gisement pétrolier de Vega, le plus important d'Italie, dans le Canal de Sicile au large de la province de Raguse Società Energia Montedison, Canada N.W. Italia et Petromarine Italia par l'intermédiaire de MEDIOBANCA 56 milliards Lit 24 milliards Lit 28 milliards Lit 12 milliards Lit	37,9 16,2 19,0 8,1	●	●	●	●	●
113. Mise en valeur des gisements de gaz Eleonora et Pennina, au large des provinces de Teramo (Abruzzes) et Ascoli (Marches) et Bronte dans la province de Catane (Sicile); centre de contrôle à Chieti (Abruzzes) AGIP S.p.A. par l'intermédiaire de l' ENI 130 milliards Lit	89,9	●	●			
114. Extension et mise en valeur de trois gisements de gaz naturel, au large des Marches (Barbara) et de l'Emilie-Romagne (Armida et Antares) AGIP S.p.A. 80 milliards Lit	54,2	●				
115.—116. Mise en valeur du gisement de Torrente Tona, dans la province de Campobasso (Molise) AGIP S.p.A. par l'intermédiaire de l' ENI 11,9 milliards Lit 5,1 milliards Lit	8,1 3,5	●	●	●	●	
117. Interconnexion des réseaux électriques à haute tension italien et français, section de 138 km Rondissone (Val d'Aoste)—Col du Petit Saint-Bernard (frontière française) ENEL 35 milliards Lit	24,4	●				
118. Gazoduc reliant le réservoir souterrain de Minerbio (Emilie-Romagne) à Alessandria (Piémont); conversion en réservoir de stockage gazier d'un gisement en partie épuisé à Settala (Lombardie) SNAM S.p.A. 80 milliards Lit	54,2	●				

		<div>Modernisation des entreprises</div> <div>Environnement-Patrimoine</div> <div>Infrastructures communautaires</div> <div>Objectifs énergétiques</div> <div>Développement régional</div>				
		millions d'Écus				
119.	Renforcement du réseau de transport et de distribution électrique en Campanie, en Calabre, en Basilicate et en Sardaigne ENEL 200 milliards Lit	135,4	●			
120.	Création et extension de réseaux de distribution de gaz naturel dans plusieurs zones du Mezzogiorno Italgas Sud S.p.A. par l'intermédiaire du Banco di Napoli 50 milliards Lit	33,9	●	●		
121.—122.	Conversion au gaz naturel et extension du réseau de distribution de la ville de Naples et des communes avoisinantes (Campanie) Napoletana Gas S.p.A. par l'intermédiaire de l' ENI 14 milliards Lit 6 milliards Lit	9,5 4,1	● ●	● ●		
123.—126.	Conversion au gaz naturel et extension du réseau de distribution de la zone de Milan (Lombardie) Commune de Milan, Azienda Energetica Municipale par l'intermédiaire de la BNL 21 milliards Lit 9 milliards Lit 14 milliards Lit 6 milliards Lit	14,5 6,2 9,7 4,2		● ● ● ●		
127.—130.	Réseaux de distribution de gaz naturel dans 47 communes et extension des réseaux dans 59 autres communes principalement dans la province de Turin (Piémont) ITALGAS S.p.A. 17,5 milliards Lit 7,5 milliards Lit 17,5 milliards Lit 7,5 milliards Lit	12,1 5,2 12,1 5,2		● ● ● ●		
131.**	Doublement de la ligne de chemins de fer Milan—Saronno devant permettre ultérieurement une desserte cadencée de l'aéroport international de Malpensa (Lombardie) Ferrovie Nord Milano Esercizio S.p.A. par l'intermédiaire du Ministère des Transports 30 milliards Lit	20,3			●	
132.—133.	Élargissement à trois voies de l'autoroute A 2 Rome—Naples (176 km) AUTOSTRADA 40 milliards Lit 60 milliards Lit	27,1 41,5	● ●			
134.—135.	Achèvement du contournement routier de Rome (46,9 km) qui reliera les autoroutes A 1 vers Milan et A 2 vers Naples (Latium) AUTOSTRADA par l'intermédiaire de l' IRI 60 milliards Lit 40 milliards Lit	40,7 27,7	● ●			
136.—138.	Autoroute des Tunnels; cinq nouveaux tronçons (54 km) en direction de la frontière suisse (Piémont) AUTOSTRADA par l'intermédiaire de CREDIOP 59,5 milliards Lit 25,5 milliards Lit 100 milliards Lit	39,9 17,1 67,8			● ● ●	
139.**	Extension de l'échangeur du Vomero de l'autoroute urbaine de Naples (Campanie) Région Campanie 10 milliards Lit	6,9	●			
140.*	Remise en état de six viaducs de l'autoroute Naples—Avellino—Bari (A 16) endommagés lors des séismes de novembre 1980 (Campanie) AUTOSTRADA 5 milliards Lit	3,4	●			
141.*	Remise en état de douze viaducs de l'autoroute Naples—Avellino—Bari endommagés lors des séismes de novembre 1980 (Campanie) AUTOSTRADA 8 milliards Lit	5,5	●			

* Reconstruction des zones sinistrées en 1980.

** Projet financé dans le cadre du Fonds pour l'investissement et l'emploi (FIO).

		Modernisation des entreprises	Environnement-Patrimoine	Infrastructures communautaires	Objectifs énergétiques	Développement régional
	millions d'Écus					
158.** Renforcement du réseau d'adduction d'eau de plusieurs communes de Molise Région Molise 2 milliards Lit	1,4	●				
159.** Rationalisation et renforcement de l'alimentation en eau potable de 67 communes des provinces de L'Aquila et Teramo (Abruzzes) Région Abruzzes 4 milliards Lit	2,7	●				
160.** Renforcement et rationalisation de l'approvisionnement en eau de Cagliari (Sardaigne) Commune de Cagliari et Région Sardaigne 10 milliards Lit	6,7	●				
161.** Amélioration de l'alimentation en eau potable de 28 communes (44 000 habitants) dans les provinces de Novara et Alessandria (Piémont) Région Piémont 3,6 milliards Lit	2,4		●			
162.** Ouvrages destinés à la protection de la vallée du Pô contre les inondations dans les provinces de Rovigo (Vénétie), de Mantoue (Lombardie) et Ferrare (Emilie-Romagne) État italien (Ministère des Travaux Publics) 30 milliards Lit	20,1	●	●			
163.—164.** Ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées visant à diminuer la pollution du Pô et de ses affluents dans une zone où vivent quelque 3,5 millions d'habitants — Région Lombardie 15 milliards Lit — Région Piémont 10 milliards Lit	10,2		●			
	6,9		●			
165.** Ouvrages de protection contre l'érosion et de régularisation du débit du Cordevole, principal affluent de la Piave (Vénétie) Région Vénétie 4 milliards Lit	2,7	●	●			
166.** Réseaux de collecte et stations de traitement des eaux usées domestiques et industrielles se déversant dans le bassin de Gorzone (Vénétie) Région Vénétie 8 milliards Lit	5,5		●			
167.** Ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées sur l'île de Grado visant à réduire la pollution et à améliorer l'approvisionnement en eau Région Frioul-Vénétie-Julienne 4 milliards Lit	2,7	●	●			
168. Construction des grands collecteurs d'amenée de la station d'épuration de Rome-Sud et extension de la station de Rome-Ostie (Latium) Commune de Rome par l'intermédiaire de l'Istituto Bancario San Paolo di Torino 27 milliards Lit	18,7		●			
169.** Ouvrages de régularisation de l'Arno, de protection de la vallée, principalement Florence et Pise, contre les inondations, d'approvisionnement hydraulique, de collecte et d'épuration des eaux usées Région Toscane 30 milliards Lit	20,3		●			
170.** Ouvrages destinés à lutter contre l'érosion et à prévenir les glissements de terrain dans les zones montagneuses de la province d'Isernia (Molise) État italien (Ministère des Travaux Publics) et Région Molise 5 milliards Lit	3,5	●				
171.* Aménagement et équipement d'aires industrielles à Conza, Morra de Sanctis, Porrara et Oliveto Citra (Campanie), communes sinistrées lors des séismes de novembre 1980 État italien 3 milliards Lit	2,0	●				
172.** Ouvrages d'approvisionnement en eau, d'assainissement des eaux usées et évacuation des déchets solides le long du Metauro, dans la province de Pesaro et Urbino (Marches) Région Marches 10 milliards Lit	6,8	●	●			
173.** Routes d'exploitation forestière dans 8 300 ha de forêts dans les Préalpes Juliennes et la vallée de Natisone Région Frioul-Vénétie-Julienne 2 milliards Lit	1,4	●	●			

* Reconstruction des zones sinistrées en 1980.

** Projet financé dans le cadre du Fonds pour l'investissement et l'emploi (FIO).

		Modernisation des entreprises			
		Environnement-Patrimoine			
		Infrastructures communautaires			
		Objectifs énergétiques			
		Développement régional			
		millions d'Écus			
174.**	Reboisement de quelque 1 800 ha, aménagements divers et routes d'exploitation forestière dans la province de Cagliari				
Région Sardaigne					
3 milliards Lit		2,0	●	●	
175.—176.	Mise en place de deux fours d'une technologie avancée dans des usines de produits laminés en cuivre et alliages à Lucques et Pistoia (Toscane)				
La Metalli Industriale S.p.A. par l'intermédiaire de CENTROBANCA					
3,5 milliards Lit		2,4		●	
1,5 milliards Lit		1,0		●	
177.—178.	Rationalisation et modernisation d'installations de fabrication de bouteilles et récipients en verre dans une usine à Lonigo (Vénétie)				
Vetriere Italiana — VETR. I. S.p.A. par l'intermédiaire de l' IMI					
14 milliards Lit		9,4	●		
6 milliards Lit		4,0	●		
179.	Modernisation des lignes de production de vitrages pour l'automobile et le bâtiment dans une usine à San Salvo (Abruzzes)				
Società Italiana Vetro S.p.A. par l'intermédiaire de l' EFIM					
10 milliards Lit		6,8	●		
180.—181.	Production d'essence à faible teneur en plomb, ou sans plomb, et réduction de la pollution dans une raffinerie de pétrole près de Cagliari (Sardaigne)				
SARAS S.p.A. — Raffinerie Sarde , par l'intermédiaire du Banco di Napoli — Sezione di Credito Industriale					
10,5 milliards Lit		7,1	●	●	
4,5 milliards Lit		3,0	●	●	
182.—185.	Modernisation d'une raffinerie de pétrole à Augusta (Sicile)				
Esso Italiana S.p.A. par l'intermédiaire d' IRFIS et Banca Commerciale Italiana					
10,5 milliards Lit		7,3	●	●	
4,5 milliards Lit		3,1	●	●	
10,5 milliards Lit		7,3	●	●	
4,5 milliards Lit		3,1	●	●	
186.—187.	Nouvelles installations de fabrication de produits chimiques fluorés à haute performance dans une usine de Spinetta (Piémont)				
AUSIMONT S.p.A. et MONTEFLUOS S.p.A. par l'intermédiaire de l' IMI					
7 milliards Lit		4,7		●	
3 milliards Lit		2,0		●	
188.—189.	Productions injectables d'anticancéreux et d'antibiotiques dans une usine à Nerviano (Lombardie); développement de processus de fabrication incorporant des technologies d'avant-garde				
Farmitalia Carlo Erba S.p.A. par l'intermédiaire de l' IMI					
10,5 milliards Lit		7,1		●	
4,5 milliards Lit		3,0		●	
190.—191.	Production de caisses enregistreuses électroniques dans une usine de Pomezia (Latium)				
I.E.S. Industrie Elettroniche registratori di cassa SWEDA S.p.A. , par l'intermédiaire de l' IMI					
8,4 milliards Lit		5,6	●		
3,6 milliards Lit		2,4	●		
192.—193.	Modernisation d'une usine pour la production de machines à écrire et de caisses enregistreuses électroniques à Pozzuoli (Campanie)				
Ing. C. Olivetti & Co S.p.A. par l'intermédiaire de l' ISVEIMER					
14 milliards Lit		9,5	●		
6 milliards Lit		4,1	●		
194.—195.	Renforcement d'une usine d'engins de terrassement à Lecce (Pouilles)				
Fiat Allis Europe S.p.A. par l'intermédiaire du Banco di Napoli					
12,3 milliards Lit		8,3	●		
5,2 milliards Lit		3,6	●		
196.—197.	Modernisation et extension d'une usine de matériel de transport ferroviaire à Naples (Campanie)				
Ansaldo Trasporti S.p.A. par l'intermédiaire de l' ISVEIMER					
8,4 milliards Lit		5,7	●		
3,6 milliards Lit		2,4	●		

** Projet financé dans le cadre du Fonds pour l'investissement et l'emploi (FIO).

		Modernisation des entreprises	Environnement-Patrimoine	Infrastructures communautaires	Objectifs énergétiques	Développement régional
		millions d'Écus				
198.—199. Modernisation d'une usine de véhicules utilitaires pour Fiat et PSA à Atezza (Abruzzes)						
SEVEL S.p.A. — Società Europea Veicoli Leggeri — par l'intermédiaire de CREDIOP						
19,6 milliards Lit		13,6	●			●
8,4 milliards Lit		5,8	●			●
200.—201. Automatisation et renforcement d'une usine de micro-ordinateurs à usage professionnel à Scarmagno (Piémont)						
Ing. C. Olivetti & Co S.p.A. par l'intermédiaire de l' IMI						
89,6 milliards Lit		60,1				●
38,4 milliards Lit		25,8				●
202. Extension d'un centre de recherche et développement pour les télécommunications et l'électronique à Turin (Piémont)						
Centro Studi e Laboratori Telecomunicazioni S.p.A. par l'intermédiaire de l' IRI						
15 milliards Lit		10,2				●
203. Renforcement d'une usine de «systèmes de fabrication intégrés» et de machines-outils à commande numérique à Piacenza (Emilie-Romagne)						
Mandelli S.p.A., Mandelli Industriale S.p.A. et Plasma S.p.A. par l'intermédiaire de l' IMI						
3 milliards Lit		2,0				●
204.—205. Renouvellement et conversion des lignes de fabrication de circuits imprimés pour les télécommunications dans une usine à Pagani (Campanie)						
Fabbrica Apparecchiature Telefoniche e Materiale Elettrico S.p.A. par l'intermédiaire de l' ISVEIMER						
17,5 milliards Lit		12,1	●			
7,5 milliards Lit		5,2	●			
206.—208. Extension et modernisation d'une usine de composants électroniques (circuits linéaires ICs et MOS) à Agrate (Lombardie)						
SGS Microelettronica S.p.A. par l'intermédiaire de l' IRI						
14 milliards Lit		9,7				●
6 milliards Lit		4,2				●
80 milliards Lit		55,4				●
209.—210. Agrandissement d'une usine de câbles de communication par fibres optiques à Battipaglia (Campanie)						
Fibre Ottiche Sud S.p.A. par l'intermédiaire de l' ISVEIMER						
7 milliards Lit		4,8	●			●
3 milliards Lit		2,1	●			●
211.—212. Modernisation et augmentation de la capacité de production d'une usine de crèmes glacées à Caivano (Campanie) et renforcement de son réseau de distribution						
SAGIT S.p.A. par l'intermédiaire de l' ISVEIMER						
10,5 milliards Lit		7,3	●			
4,5 milliards Lit		3,1	●			
213.—214. Amélioration de la productivité et mise au point de nouvelles qualités de fibres dans une usine de fibres synthétiques de la province de Naples (Campanie)						
Società Italiana Poliestere S.p.A. par l'intermédiaire de INTERBANCA						
17,5 milliards Lit		11,8	●			
7,5 milliards Lit		5,1	●			
215.—216. Modernisation et extension d'une fabrique de tissus à Frosinone (Latium)						
Klopman International S.p.A. par l'intermédiaire de l' IMI						
13,7 milliards Lit		9,2	●			
5,8 milliards Lit		4,0	●			
217.—222. Modernisation, avec introduction de nouvelles technologies, d'usines de fibres synthétiques à						
— Castellaccio (Latium) et Naples (Campanie)						
SNIA Fibre S.p.A. par l'intermédiaire de l' ISVEIMER						
12,6 milliards Lit		8,7	●			
5,4 milliards Lit		3,7	●			
— Villacidro (Sardaigne)						
SNIA Fibre S.p.A. par l'intermédiaire du CIS						
6,3 milliards Lit		4,4	●			
2,7 milliards Lit		1,9	●			
— Cesano Maderno (Lombardie)						
Introduction de technologies avancées dans une usine de fibres synthétiques						
SNIA Fibre S.p.A. par l'intermédiaire de MEDIOBANCA						
16,1 milliards Lit		11,1				●
6,9 milliards Lit		4,8				●

		Modernisation des entreprises			
		Environnement-Patrimoine			
		Infrastructures communautaires			
		Objectifs énergétiques			
		Développement régional			
		millions d'Écus			
223.—224.	Modernisation et extension d'une papeterie à Riva del Garda (Trentin-Haut-Adige)				
Cartiere del Garda par l'intermédiaire de l' IMI					
10,5 milliards Lit		7,0	●		
4,5 milliards Lit		3,0	●		
225.—226.	Restructuration et modernisation d'une papeterie à Foggia (Pouilles)				
Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato par l'intermédiaire de CENTROBANCA					
15,9 milliards Lit		10,8	●		
6,8 milliards Lit		4,6	●		
227.—228.	Investissements nécessaires à la production de films radiographiques de haute performance et à la mise au point d'un système de radiographie numérique dans une usine à Ferrania (Ligurie)				
3M Italia S.p.A. par l'intermédiaire de MEDIOBANCA					
4,2 milliards Lit		2,8		●	
1,8 milliards Lit		1,2		●	
229.—230.	Rationalisation d'une usine à Settimo Torinese et installation d'équipements hautement automatisés pour la fabrication de pneumatiques à carcasses radiales pour camions (Piémont)				
Pirelli Pneumatici S.p.A. par l'intermédiaire du CREDIOP					
14 milliards Lit		9,5		●	
6 milliards Lit		4,1		●	
231.	Centre de recherche de biotechnologies et de génie génétique pour la mise au point de nouveaux médicaments à Gerenzano près de Varèse (Lombardie)				
Gruppo Lepetit S.p.A. par l'intermédiaire de l' IMI					
2 milliards Lit		1,4		●	
232.—233.**	Modernisation et extension des laboratoires de recherche sur les médicaments et mise au point d'équipements à usage diagnostique et thérapeutique dans un institut de recherches et de thérapie du cancer à Milan (Lombardie)				
Istituto Nazionale per lo Studio e la Cura dei Tumori par l'intermédiaire du Ministère des Travaux Publics					
6 milliards Lit		4,1		●	
6 milliards Lit		4,2		●	
234.**	Laboratoires de recherche à Catane (Sicile) et à Milan (Lombardie) dans les domaines de la physique nucléaire, de la supraconductivité et de la cryogénie ayant des applications dans les domaines industriel et médical				
Istituto Nazionale di Fisica Nucleare par l'intermédiaire de l' État italien					
5 milliards Lit		3,5	●		●
235.**	Développement de la pisciculture dans des lagunes sur la côte occidentale de la Sardaigne, près d'Oristano				
Région Sardaigne					
8 milliards Lit		5,4	●		
236.**	Restauration et protection des sites archéologiques de Pompéi, Herculaneum et Stabies (Campanie)				
État italien (Ministère des Biens Culturels et de l'Environnement)					
5 milliards Lit		3,4	●	●	
237.	Prêt global à ARTIGIANCASSA pour le financement d'initiatives promues par des entreprises artisanales dans les zones aidées du pays				
30 milliards Lit		20,8	●		
238.—240.	Prêts globaux à la BNL — Sezione Speciale per il Credito Industriale pour le financement de petites et moyennes initiatives de l'industrie et des services dans le Mezzogiorno				
25 milliards Lit		16,9	●		
10,5 milliards Lit		7,3	●		
4,5 milliards Lit		3,1	●		
241.—243.	Prêts globaux à la BNL — SACAT pour le financement de petites initiatives hôtelières et touristiques dans le Mezzogiorno				
15 milliards Lit		10,1	●		
14 milliards Lit		9,7	●		
6 milliards Lit		4,1	●		
244.	Prêt global au Banco di Napoli — Sezione di Credito Industriale pour le financement de petites et moyennes initiatives de l'industrie et des services dans le Mezzogiorno				
35 milliards Lit		24,2	●		

** Projet financé dans le cadre du Fonds pour l'investissement et l'emploi (FIO).

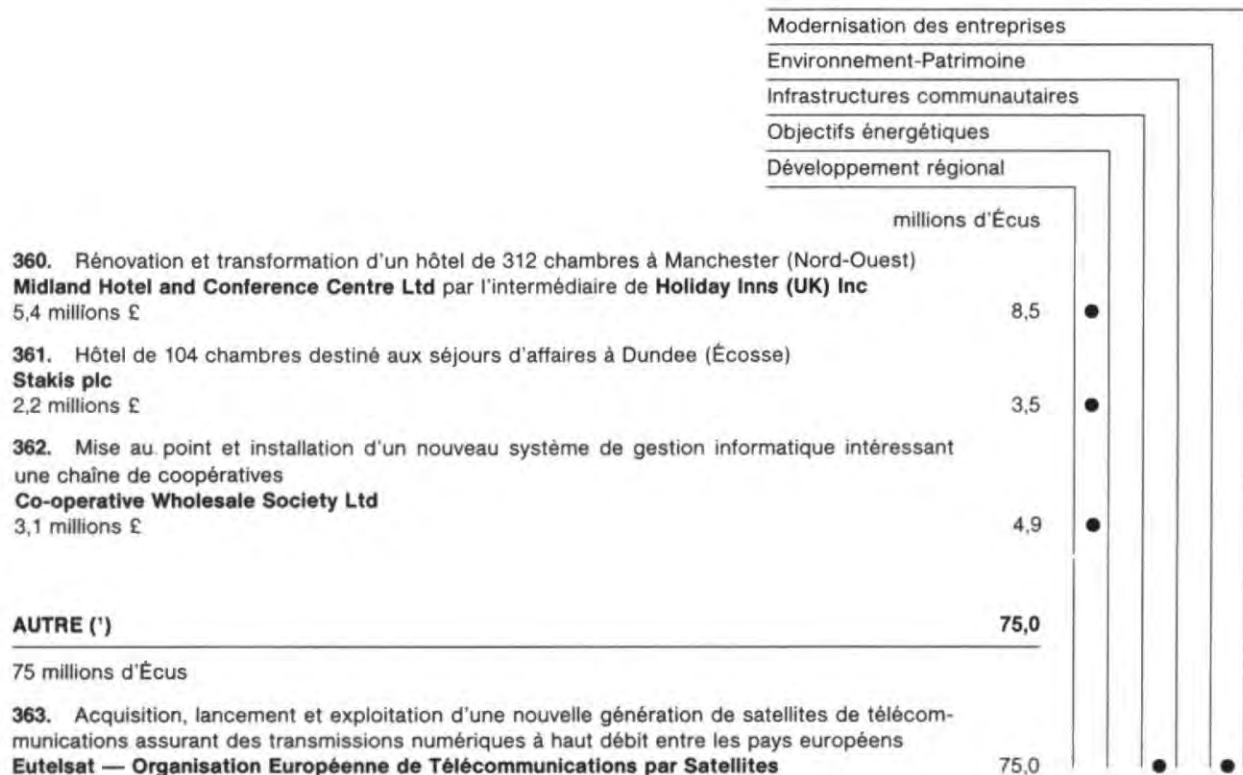
		Modernisation des entreprises	Environnement-Patrimoine	Infrastructures communautaires	Objectifs énergétiques	Développement régional
		millions d'Écus				
271.—276. Prêts globaux à la BNL pour le financement d'investissements de petites et moyennes dimensions répondant aux objectifs énergétiques communautaires						
— dans le Mezzogiorno						
14 milliards Lit	9,5	•	•			
6 milliards Lit	4,1	•	•			
— dans le Centre-Nord						
21 milliards Lit	14,2			•		
9 milliards Lit	6,1			•		
17,5 milliards Lit	12,1			•		
7,5 milliards Lit	5,2			•		
277.—278. Prêts globaux à la CENTROBANCA pour le financement d'investissements industriels ou d'infrastructures de petite ou moyenne dimension contribuant aux objectifs énergétiques communautaires						
10,5 milliards Lit	7,1			•		
4,5 milliards Lit	3,1			•		
279. Prêt global à l'INTERBANCA pour le financement dans le Centre-Nord d'investissements industriels ou d'infrastructures de petite ou moyenne dimension répondant aux objectifs énergétiques communautaires						
20 milliards Lit	13,8			•		
280. Prêt global à l'Istituto Bancario San Paolo di Torino pour le financement d'investissements industriels et d'infrastructures répondant aux objectifs énergétiques communautaires						
15 milliards Lit	10,2			•		
281.—282. Prêts globaux au Mediocredito Centrale pour le financement par les Mediocrediti régionaux d'investissements répondant aux objectifs énergétiques communautaires dans les régions du Centre-Nord						
6 milliards Lit	4,1			•		
1,4 milliard Lit	1,0			•		
283. Prêt global au Mediocredito Lombardo pour le financement dans le Centre-Nord de petites et moyennes infrastructures dans le secteur de l'énergie						
10 milliards Lit	6,7			•		
284.—288. Prêts globaux à l'IMI pour le financement, dans le Centre-Nord, d'initiatives industrielles de dimension modeste relevant du domaine des technologies avancées						
27,1 milliards Lit	18,2					•
21 milliards Lit	14,2					•
5,5 milliards Lit	3,8					•
2,3 milliards Lit	1,6					•
8,4 milliards Lit	5,8					•
289.—290. Prêts globaux aux sections spécialisées de la BNL (Sezione Speciale per il Credito Industriale, SAFOP, Coopercredito et SACAT) pour le financement de projets de petite ou moyenne dimension visant à protéger ou à améliorer l'environnement						
— dans le Mezzogiorno						
10 milliards Lit	6,8	•				•
— dans le Centre-Nord						
20 milliards Lit	13,5					•
LUXEMBOURG		18,2				
800 millions de francs luxembourgeois						
291. Agrandissement du bâtiment de la Cour de Justice des Communautés européennes Hochtief — Luxembourg par l'intermédiaire de la Caisse d'Épargne de l'État						
800 millions Flux	18,2			•		
PAYS-BAS		98,2				
242,7 millions de florins hollandais						
292. Achat et installation d'un simulateur de vol pour Fokker F-27 à l'aéroport de Maastricht (Limbourg)						
V.o.f. Friendship Simulation co.						
7,7 millions de Hfl	3,3	•				
293. Construction d'une usine pour la production d'aspartame (édulcorant artificiel) à Geleen (Limbourg)						
Holland Sweetener Company v.o.f.						
35 millions Hfl	14,8	•				•

		Modernisation des entreprises	Environnement-Patrimoine	Infrastructures communautaires	Objectifs énergétiques	Développement régional
		millions d'Écus				
294.	Installations pour les recherches et le développement de technologies nécessaires pour la production de circuits mémoires à semi-conducteurs d'une capacité de stockage supérieure à un mégabit à Eindhoven (Noord-Brabant) Philips Finance Company b.v. 200 millions Hfl	80,1				
PORTUGAL		160,4				
23 734 millions d'Escudos						
295.	Centrales électriques de Vitória et Calheta; réseau de transport d'électricité (Madère) Empresa de Electricidade da Madeira E.P. 4 400 millions Esc	29,1	•	•		
296.	Amélioration de la ligne de chemins de fer Lisbonne—Porto pour accroître la vitesse, la sécurité et le confort du transport voyageur; renforcement du parc de matériel roulant pour marchandises République portugaise (Caminhos de Ferro Portugueses E.P.) 6 902 millions Esc	45,6	•			
297.	Sections d'autoroutes autour de Porto: A 3 Porto—Maia (8,5 km) et Maia—Famalicão—Cruz (27 km) et A4 Águas Santas—Campo (12 km) BRISA — Auto-Estradas de Portugal SARL par l'intermédiaire de la République portugaise 2 195 millions Esc	15,0	•			
298.	Construction du tronçon Mealhada—Albergaria (38 km) de l'autoroute Lisbonne—Porto BRISA — Auto-Estradas de Portugal SARL par l'intermédiaire de la République portugaise 1 514 millions Esc	10,0	•			
299.	Améliorations sur cinq itinéraires routiers dans le nord et l'est: section Campo—Paredes; contournements de Vila do Conde—Povoa de Varzim (Porto), Oliveira de Azeméis (Aveiro), Fail (Viseu) et Castelo Branco République portugaise (Junta Autónoma de Estradas) 1 463 millions Esc	10,0	•			
300.	Nouveaux tronçons routiers (99 km) sur les itinéraires prioritaires reliant le port d'Aveiro et Coimbra à Vilar Formoso (frontière espagnole) République portugaise (Junta Autónoma de Estradas) 1 665 millions Esc	11,0	•			
301.	Nouvelles liaisons téléphoniques et centre de commutation télex à Lisbonne utilisant la technologie de transmission numérique Correios e Telecomunicações de Portugal, E.P. 680 millions Esc	4,8	•			
302.	Prêt global au Banco Português de Investimento pour le financement de petites et moyennes initiatives dans l'industrie, le tourisme et les services ainsi que des projets d'économie d'énergie ou d'amélioration de l'environnement 2 115 millions Esc	15,0	•	•		•
303.	Prêt global à la République portugaise pour le financement de petites et moyennes initiatives dans l'industrie, le tourisme et les services ainsi que des projets d'économie d'énergie ou d'amélioration de l'environnement 2 800 millions Esc	19,9	•	•		•
ROYAUME-UNI		1 355,3				
863,8 millions de livres						
304.—308.	Centrale nucléaire de Torness Point (Écosse); première et deuxième unités de 611 MW chacune South of Scotland Electricity Board 29 millions £ 80 millions £ 40 millions £ 28 millions £ 25 millions £	45,0 128,1 63,4 42,9 34,0	• • • • •			
309.—310.	Construction d'une usine de retraitement de combustibles nucléaires à Sellafield (Nord) British Nuclear Fuels plc 50 millions £ 50 millions £	78,8 84,5	• •			

			Modernisation des entreprises	Environnement-Patrimoine	Infrastructures communautaires	Objectifs énergétiques	Développement régional
		millions d'Écus					
311.	Conversion à un système mixte charbon/fuel de la centrale de Kilroot (600 MW), modernisation et extension du réseau de transport et de distribution d'électricité						
	Northern Ireland Electricity Service						
	10 millions £	14,0	●	●			
312.	Mise en valeur du gisement de gaz naturel «Esmond» dans le secteur britannique de la mer du Nord						
	Hamilton Oil Great Britain plc						
	60 millions £	97,5		●			
313.	Mise en valeur du gisement de gaz de Sean dans le sud du secteur britannique de la mer du Nord à environ 100 km des côtes anglaises						
	Britoil (P.L.) Ltd						
	60 millions £	94,1		●			
314.	Lignes électriques reliant la centrale nucléaire de Torness Point au réseau britannique à haute tension (Écosse)						
	South of Scotland Electricity Board						
	20 millions £	30,7		●			
315.	Intallations de vitrification et de stockage de déchets radioactifs à Sellafield (Nord)						
	British Nuclear Fuels plc						
	100 millions £	153,3		●			
316.	Modernisation et électrification des principales lignes de chemins de fer de l'Anglia (vers Cambridge et Norwich)						
	British Railways Board						
	25 millions £	38,8			●		
317.	Amélioration de routes d'accès et voies de contournement dans les Cornouailles (Sud-Ouest)						
	Cornwall County Council						
	2,8 millions £	4,5	●				
318.	Rocade d'Edimbourg; tronçon de Sighthill (Écosse)						
	Lothian Regional Council						
	6 millions £	9,8	●				
319.	Aménagements de routes et de ponts dans les Highlands (Écosse)						
	Highland Regional Council						
	7 millions £	11,0	●				
320.	Améliorations de divers tronçons de grandes routes urbaines (18 km au total) notamment à Birmingham, Coventry et Wolverhampton (Ouest des Midlands)						
	West Midlands County Council						
	15 millions £	24,4	●				
321.	Route de dégagement à Nuneaton (Ouest des Midlands)						
	Warwickshire County Council						
	1,4 million £	2,3	●				
322.	Voie de contournement de Bewdley et accès à la zone industrielle de Hartlebury Trading Estate dans la zone de Kidderminster (Ouest des Midlands)						
	Hereford and Worcester County Council						
	2,4 millions £	3,8	●				
323.	Amélioration du réseau routier dans le Comté de Dyfed (Pays de Galles)						
	Dyfed County Council						
	0,29 million £	0,5	●				
324.	Voie rapide reliant Llandudno à l'A 55, travaux d'amélioration du réseau routier dans le Comté de Gwynedd (Pays de Galles)						
	Gwynedd County Council						
	2,2 millions £	3,5	●				
325.	Amélioration des conditions de circulation sur trois des principales voies d'accès à Swansea (Pays de Galles)						
	West Glamorgan County Council						
	3 millions £	4,7	●				

		<div>Modernisation des entreprises</div> <div>Environnement-Patrimoine</div> <div>Infrastructures communautaires</div> <div>Objectifs énergétiques</div> <div>Développement régional</div>				
		millions d'Écus				
326.	Amélioration du réseau routier dans le Comté de Durham (Nord)					
	Durham County Council					
	1,85 million £	3,0	●			
327.	Voie de contournement à Middlesbrough (Nord)					
	Cleveland County Council					
	5 millions £	8,1	●			
328.—329.	Terminal pour porte-conteneurs à Felixstowe (Est de l'Anglia)					
	Felixstowe Dock and Railway Company					
	5 millions £	8,1		●		
	5 millions £	7,8		●		
330.	Aménagements du quai du port de Wisbech (Est de l'Anglia)					
	Fenland District Council					
	0,15 million £	0,2		●		
331.	Terminal pour passagers à l'aéroport de Southend dans l'Essex (Sud-Est)					
	Southend-on-Sea Borough Council					
	0,35 million £	0,6		●		
332.	Construction d'un nouvel aéroport, pour avions à décollage et atterrissage courts, sur l'emplacement des anciens docks du port de Londres (Sud-Est)					
	London City Airport Ltd					
	4 millions £	5,6		●		
333.	Mise en place dans le centre et le nord-ouest de Glasgow d'un réseau câblé de communications à large bande (Écosse)					
	Clyde Cablevision Ltd					
	6 millions £	8,4	●			●
334.—335.	Ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées dans les bassins de la Wiske, la Don et la Calder; amélioration de l'approvisionnement en eau de quatre villes du sud du Yorkshire					
	Yorkshire Water Authority					
	10 millions £	16,3			●	
	10 millions £	15,8			●	
336.—337.	Réseaux de collecte et de traitement des eaux usées; ouvrages d'adduction d'eau (Nord-Ouest)					
	North-West Water Authority					
	10 millions £	16,3	●		●	
	14 millions £	22,8	●		●	
338.	Ouvrages de collecte des eaux usées de Newcastle-upon-Tyne (Nord)					
	Northumbrian Water Authority					
	6 millions £	8,3	●		●	
339.	Amélioration des réseaux d'adduction, de distribution d'eau et d'assainissement dans l'ensemble du Pays de Galles					
	Welsh Water Authority					
	17 millions £	26,7	●		●	
340.	Ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées et émissaires marins améliorant l'environnement dans les comtés d'Avon, du Somerset et du Dorset (Sud-Ouest)					
	Wessex Water Authority					
	10 millions £	14,0			●	
341.	Amélioration des réseaux d'assainissement et d'installations de traitement des eaux usées dans l'est du Lothian (Écosse)					
	Lothian Regional Council					
	5 millions £	7,8			●	
342.	Améliorations sur 10 tronçons routiers (13,5 km), accès à un nouveau parc technologique et construction d'un centre pour l'innovation dans le Comté de Clwyd (Pays de Galles)					
	Clwyd County Council					
	3,5 millions £	5,5	●			
343.	Aménagements routiers, construction d'un terminal et d'installations diverses pour l'aéroport de Liverpool; restauration d'entrepôts destinés au musée maritime de Liverpool					
	Merseyside County Council					
	8,5 millions £	13,8	●			

		Modernisation des entreprises	Environnement-Patrimoine	Infrastructures communautaires	Objectifs énergétiques	Développement régional
		millions d'Écus				
344.—345.	Routes, zones industrielles et ouvrages de protection côtière dans le Lancashire (Nord-Ouest) Lancashire County Council, Blackpool et Blackburn Borough Councils par l'intermédiaire du Lancashire County Council 3 millions £ 3 millions £	4,9 4,7	●			
346.	Aménagements routiers, agrandissement d'un collège technique et travaux visant à réaliser des économies d'énergie dans les bâtiments publics dans le Staffordshire (Ouest des Midlands) Staffordshire County Council 5 millions £	7,9	●	●		
347.	Construction ou agrandissement de parcs d'activités artisanales, industrielles et scientifiques, parc de stationnement et aménagements routiers dans l'agglomération de Birmingham (Ouest des Midlands) City of Birmingham Metropolitan District Council 7 millions £	11,1	●			
348.	Aménagements routiers, adduction d'eau, ouvrages d'assainissement dans le centre de l'Écosse Central Regional Council 7,5 millions £	12,2	●			
349.	Aménagements routiers, ouvrages et réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement dans la région de Strathclyde (Écosse) Strathclyde Regional Council 17 millions £	27,6	●			
350.	Aménagements routiers, ouvrages et réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement dans les districts de Dunfermline et de Kirkcaldy (Écosse) Fife Regional Council 5 millions £	7,9	●			
351.	Aménagements routiers, réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement dans l'est de l'Écosse Tayside Regional Council 6 millions £	9,5	●			
352.	Mise en exploitation d'une carrière de granit, installations de stockage et de chargement pour navires à Glensanda, Argyll (Écosse); aménagement d'un dépôt à Purfleet (dans l'estuaire de la Tamise) Foster Yeoman Ltd 10 millions £	15,7	●			
353.	Modernisation d'installations de production et de laminage de l'aluminium dans le nord-est de l'Angleterre et au Pays de Galles British Alcan Aluminium Ltd 3,4 millions £	5,4	●			
354.	Modernisation des équipements d'émaillage de fils en cuivre dans une usine de câbles à Huyton (Nord-Ouest) BICC Connollys Ltd par l'intermédiaire de BICC Finance N.V. 3 millions £	4,7	●			
355.	Fabrication de panneaux composites à Flint (Pays de Galles) Huurre Oy, Tampere 2,3 millions £	3,5	●			
356.	Reconstruction d'un four pour la fabrication de récipients en verre à Wigan, près de Manchester (Nord-Ouest) Co-operative Wholesale Society Ltd 2,5 millions £	3,5	●			
357.—358.	Ateliers de révision de moteurs et de composants de gros avions à réaction (Écosse) Caledonian Airmotive Ltd 5 millions £ 5 millions £	7,0 7,0	● ●			
359.	Construction d'un nouvel avion à réaction court courrier de 90 à 110 places à Belfast (Irlande du Nord) Short Bros Plc 30 millions £	47,1	●			●



Abréviations utilisées (également pour la liste des prêts sur les ressources du nouvel instrument communautaire)

Espagne	RENFE	Red Nacional de los Ferrocarriles Españoles	CREDIOP	Consorzio di Credito per le Opere Pubbliche
France	CAECL	Caisse d'Aide à l'Équipement des Collectivités Locales	EFIBANCA	Ente Finanziario Interbancario
	CEPME	Crédit d'Équipement des Petites et Moyennes entreprises	EFIM	Ente Partecipazione e Finanziamento Industria Manifatturiera
	CNA	Caisse Nationale des Autoroutes	ENEL	Ente Nazionale per l'Energia elettrica
	CNT	Caisse Nationale des Télécommunications	ENI	Ente Nazionale Idrocarburi
Italie	AGIP	Azienda Generale Industria Petroli	IMI	Istituto Mobiliare Italiano
	ANAS	Azienda Nazionale Autonoma delle Strade	INTERBANCA	Banca per Finanziamenti a Medio e Lungo Termine
	ARTIGIANCASSA	Cassa per il credito alle imprese artigiane	IRFIS	Istituto Regionale per il Finanziamento alle Industrie in Sicilia
	AUTOSTRADA	Autostrade-Concessioni e Costruzioni Autostrade S.p.A.	IRI	Istituto per la Ricostruzione Industriale
	BNL	Banca Nazionale del Lavoro	ISVEIMER	Istituto per lo Sviluppo Economico dell'Italia Meridionale
	BNL/SACAT	Sezione Autonoma per l'Esercizio del Credito Alberghiero e Turistico della BNL	ITALGAS	Società Italiana per il Gas
	BNL/SAFOP	Sezione Autonoma per il Finanziamento di Opere Pubbliche e di Impianti di Pubblica Utilità della BNL	MEDIOBANCA	Banca di Credito Finanziario
	CENTROBANCA	Banca Centrale di Credito Popolare	MEDIOCREDITO CENTRALE	Istituto Centrale per il Credito a Medio Termine
	CIS	Credito Industriale Sardo	SIP	Società Italiana per l'Esercizio delle Telecomunicazioni
			SNAM	Società Nazionale Metanodotti
			SNIA	Società Nazionale Industria Applicazioni (Fibre)
			VENEFONDIARIO	Istituto di Credito Fondiario delle Venezie

(1) Prêt assimilé à des prêts pour des projets dans la Communauté (cf. p. 8 et p. 98).

B. Prêts sur les ressources du nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts (NIC)

Contrats signés en 1986

Le montant total des prêts sur les ressources du NIC, signés conjointement par la Commission des Communautés européennes et la Banque pour des investissements dans la Communauté, s'élève à 393 millions. Ces opérations sont effectuées par la Banque sur mandat, au nom, pour le compte et aux risques de la Communauté économique européenne et sont comptabilisées hors bilan dans la section spéciale; pour ces prêts, la responsabilité de la Banque se limite à la bonne exécution, selon les usages bancaires, du mandat qui lui est confié. Les objectifs économiques auxquels répondent ces prêts font référence aux têtes de rubriques figurant dans le tableau 12.

			Investissements des PME	
			Objectifs énergétiques	
			Développement régional	
		millions d'Écus		
DANEMARK		59,9		
475 millions de couronnes danoises				
364. Réseau de chauffage urbain dans l'agglomération de Copenhague Centralkommunernes Transmissionsselskab I/S				
275 millions DKr		34,6		●
365. Prêt global au Finansieringsinstituttet for Industri og Håndværk A/S pour le financement d'investissements productifs de petites et moyennes entreprises industrielles				
200 millions DKr		25,3		●
ESPAGNE		69,2		
9 500 millions de pesetas				
366. Prêt global au Banco de Crédito Agrícola par l'intermédiaire de l' Instituto de Crédito Oficial pour le financement de petites et moyennes entreprises agro-industrielles sur l'ensemble du territoire espagnol				
2 700 millions Ptas		19,8		●
367. Prêt global au Banco de Crédito Industrial par l'intermédiaire de l' Instituto de Crédito Oficial pour le financement d'investissements productifs de petites et moyennes entreprises de l'industrie et des services dans les zones moins développées				
6 800 millions Ptas		49,4		●
FRANCE		58,4		
400 millions de francs français				
368. Prêt global au CEPME pour le financement d'investissements productifs de petites et moyennes entreprises				
400 millions FF		58,4		●
IRLANDE		47,8		
36,5 millions de livres irlandaises				
369.—370. Centrale électrique au charbon (2 ^{ème} et 3 ^{ème} groupes de 300 MW chacun) à Moneypoint (Mid-West) Electricity Supply Board				
20 millions £Irl.		26,2		● ●
16,5 millions £Irl.		21,6		● ●
ITALIE		111,4		
162,5 milliards de liras italiennes				
371. Aménagement des infrastructures de base d'un nouveau quartier d'affaires à Naples (Campanie) MEDEDIL — Società Edilizia Mediterranea p.A. par l'intermédiaire de l' ISVEIMER				
35 milliards Lit		24,2		●
372.—373. Prêts globaux à la BNL — Sezione Speciale per il Credito Industriale pour le financement d'investissements productifs de petites et moyennes entreprises dans le Centre-Nord en dehors des zones peu développées				
17,5 milliards Lit		11,9		●
7,5 milliards Lit		5,0		●

Investissements des PME

Objectifs énergétiques

Développement régional

millions d'Écus

374. Prêt global au Banco di Sicilia pour le financement d'investissements productifs de petites et moyennes entreprises dans le Centre-Nord en dehors des zones peu développées 10 milliards Lit	6,9	●	
375. Prêt global à EFIBANCA pour le financement d'investissements productifs de petites et moyennes entreprises dans le Centre-Nord en dehors des zones peu développées 20 milliards Lit	13,6	●	
376.—377. Prêts globaux à l' IMI pour le financement d'investissements productifs de petites et moyennes entreprises dans le Centre-Nord en dehors des zones peu développées 24,5 milliards Lit	17,0	●	
10,5 milliards Lit	7,3	●	
378. Prêt global à l' Istituto Bancario San Paolo di Torino — Sezione di Credito Agrario , pour le financement d'investissements productifs de petites et moyennes entreprises agro-industrielles dans le Centre-Nord en dehors des zones peu développées 15 milliards Lit	10,2	●	
379. Prêt global à l' Istituto Federale di Credito Agrario du Piémont, de Ligurie et du Val d'Aoste pour des investissements productifs de petites et moyennes entreprises agro-industrielles 10 milliards Lit	6,8	●	
380. Prêt global au VENEFONDIARIO pour le financement dans le Centre-Nord de petits et moyens investissements visant l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les secteurs des infrastructures, de l'industrie et du bâtiment 12,5 milliards Lit	8,6	●	
PORTUGAL	29,9		
4 530 millions d'escudos			
381. Prêt global au Banco de Fomento Nacional pour le financement d'investissements productifs de petites et moyennes entreprises de l'industrie, du tourisme et des services et d'investissements visant des économies d'énergie ou la protection de l'environnement 4 530 millions Esc	29,9	●	●
ROYAUME-UNI	16,3		
10 millions de livres			
382. Électrification du réseau ferré au sud-ouest de Glasgow en direction d'Ayr et matériel roulant (Écosse) Strathclyde Regional Council 10 millions £	16,3	●	

Financements à l'extérieur de la Communauté

Le montant des financements à l'extérieur de la Communauté s'élève à 381,8 millions sur les ressources propres de la Banque et à 91,9 millions sur les ressources budgétaires, soit au total 473,7 millions.

La Banque est intervenue dans neuf pays méditerranéens dans le cadre de protocoles financiers entre les pays concernés et la Communauté (231,1 millions sur ressources propres et 32,9 millions sur ressources budgétaires, soit 264 millions).

Dans les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, les prêts ont été consentis au titre des deuxième et troisième Conventions de Lomé et dans les pays et territoires d'outre-mer au titre des décisions du Conseil des Communautés. Ils atteignent 150,7 millions sur ressources propres et 59 millions de capitaux à risques sur ressources budgétaires, soit 209,7 millions.

Financements dans les pays du bassin méditerranéen

La Banque a poursuivi et, pour l'essentiel, achevé la mise en œuvre des montants prévus par la deuxième génération de protocoles financiers qui venait à expiration fin octobre 1986 pour les pays du Maghreb, du Machrek, ainsi qu'en Israël. Elle a en outre consenti un prêt en Turquie dans le cadre de la réactivation du protocole complémentaire de 1973.

Maghreb

En Tunisie, six concours d'un montant total de 63,5 millions (dont 13 millions à conditions spéciales sur ressources budgétaires) ont été consentis par l'intermédiaire de la Banque Nationale de Développement Agricole. Ils portent principalement sur le développement de l'arboriculture et de l'élevage,

Les deuxième protocoles financiers Maghreb-Machrek-Israël

Les deuxième protocoles financiers conclus avec les pays du Maghreb, du Machrek et Israël prévoyaient au total l'octroi de 600 millions de prêts sur ressources BEI, 155 millions de prêts à conditions spéciales octroyés soit par la Banque, soit par la Commission et 260 millions d'aides non remboursables sur le budget de la Communauté. Dans la plupart des pays, les prêts sur ressources propres sont assortis d'une bonification d'intérêt dont le montant est imputé sur les aides non remboursables. À la fin de 1986, les 34 projets financés avaient atteint 545,2 millions, soit la presque totalité des concours sur ressources BEI prévus à cet effet.

Les concours concernent en premier lieu des investissements dans l'énergie (138,5 millions) et des infrastructures (routes, alimentation en eau, réseaux d'assainissement et ports pour un total de 171,5 millions). Ces financements contribueront au renforcement des bases nécessaires au développement industriel et agricole de ces pays. En général, les projets financés sont, de par leur nature, de grande dimension et réalisés par les pouvoirs publics.

Les concours à l'industrie se sont élevés à 263 millions dont 28 millions sur ressources budgétaires. Ils portent d'une part sur trois projets individuels (55 millions pour des matériaux de construction en Égypte) et d'autre part

sur des investissements de moindre dimension par le biais de banques de développement locales notamment sous forme de prêts globaux.

Pendant la durée d'application des protocoles, la BEI a consenti 17 prêts globaux d'un montant de 143,5 millions en faveur de 7 banques de développement de la région, lesquelles en ont déjà rétrocédé 117,7 millions à 544 petites et moyennes entreprises. La technique des prêts globaux, appliquée uniquement dans le secteur de l'industrie dans le cadre des premiers protocoles, a été étendue aux investissements dans des exploitations agricoles qui revêtent une très grande importance. Sept opérations de ce type ont ainsi été réalisées avec des banques locales au Maroc, en Tunisie et en Jordanie. En outre, des prêts ont été consentis par leur intermédiaire pour des investissements plus importants en Tunisie dans les secteurs de l'élevage ou des produits alimentaires (55,5 millions).

Ces banques sont donc, en quelque sorte, les antennes de la BEI et doivent être en mesure d'effectuer une analyse sérieuse des emprunteurs potentiels et de leurs propositions. Une attention particulière est apportée au degré de compétitivité internationale des initiatives financées. L'expérience montre que le recours à ces banques est un bon moyen d'atteindre le secteur privé et d'encourager des opérations viables.

ainsi que sur une laiterie à Bou Salem ; deux prêts globaux contribueront au financement d'investissements agricoles et agro-industriels (242 crédits pour 10,4 millions ont été affectés sur les prêts globaux en cours). En **Algérie**, la Banque a accordé un prêt de 60 millions pour l'aménagement en autoroute de la route nationale 1 entre la sortie d'Alger et Blida.

Machrek

Les prêts en **Égypte** (62,5 millions) ont porté sur la construction, au sud du Caire, d'une usine de ciment blanc pour le marché local et sur l'adjonction à la centrale de Shoubrah El Kheima d'un quatrième groupe générateur fonctionnant au gaz naturel égyptien. En **Syrie**, un prêt de 16 millions contribue au renforcement du réseau de collecte et de traitement des eaux usées d'Alep, dans le nord du pays. En **Jordanie**, 9,1 millions ont été accordés pour un réseau d'assainissement intéressant la ville de

Zarqa, au nord-est d'Amman et pour une zone industrielle proche de la capitale.

Autres pays

En **Israël**, un prêt global de 20 millions a permis le financement de 16 petites et moyennes entreprises industrielles. Dans l'île de **Malte**, la rénovation et l'extension des télécommunications intérieures et internationales nécessaires au développement du commerce et du tourisme ont bénéficié d'un prêt de 13 millions dans le cadre du 1^{er} protocole financier. À **Chypre**, un prêt de 1,2 million, sur ressources budgétaires, contribuera à la poursuite de l'installation, dans les deux secteurs de Nicosie, d'un réseau d'assainissement des eaux usées. Enfin, en **Turquie**, 18,7 millions ont été accordés pour la centrale hydro-électrique d'Özlüce, en Anatolie orientale, alimentée par un barrage sur le Péri.

Tableau 5: **Montants de l'aide financière de la Communauté prévue dans les conventions, protocoles financiers et décisions en vigueur ou négociés au 12 mai 1987**

(Millions d'Écus)

		Interventions sur ressources budgétaires					Total
Type d'accord	Période d'application	Prêts sur ressources de la BEI	Prêts à conditions spéciales	Opérations sur capitaux à risques	Aides non remboursables (2)		
Bassin méditerranéen							
Yougoslavie	protocole financier	en négociation					
Turquie	4ème protocole financier	non encore signé	225	325 (3)	50	600	
Maghreb							
Machrek							
Israël	3èmes protocoles financiers	en négociation					
Malte	2ème protocole financier	1. 10. 1986— 31. 10. 1988	16	3 (3)	10,5	29,5	
Chypre	2ème protocole financier	1. 5. 1984— 31. 12. 1988	28 (1)	6 (3)	10	44	
Liban	aide exceptionnelle		50				
États ACP—PTOM							
ACP	Convention de Lomé III	1986—1990	1 100 (1)	600 (2)	600 (3)	4 860	7 160
PTOM	Décision du Conseil	1986—1990	20 (1)	25 (2)	15 (3)	55	115
Total ACP—PTOM (4)			1 120	625	615	4 915	7 275

(1) Prêts bénéficiant de bonifications d'intérêt sur les ressources du Fonds européen de développement pour les projets dans les États ACP et les PTOM et sur celles du budget général des Communautés pour les projets dans les pays du bassin méditerranéen. Les montants nécessaires pour les bonifications d'intérêt sont imputés sur les aides non remboursables.

(2) Financements octroyés par la Commission des Communautés européennes.

(3) Financements octroyés par la Banque.

(4) Non compris le Fonds de stabilisation des recettes d'exportation des ACP (925 millions) et des PTOM (5 millions) et la facilité spéciale pour les produits miniers des ACP (415 millions); financements octroyés par la Commission.

Financements dans les États ACP et les PTOM

L'activité de la Banque s'est trouvée largement influencée par la situation économique toujours délicate de la plupart de ces pays, par l'entrée en vigueur tardive, le 1^{er} mai 1986, de la Convention de Lomé III et par les difficultés inhérentes au démarrage d'une nouvelle Convention. Le montant encore disponible au titre de Lomé II sur capitaux à risques a été engagé en début d'exercice.

L'ensemble des financements intéresse 18 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et un PTOM, l'île de Montserrat.

Plus de 60 % du montant des concours (y compris les études de faisabilité) concernent des investissements industriels (125,4 millions): principalement les industries extractives (50,5 millions), le secteur

manufacturier (47,4 millions) et les entreprises de petite dimension à travers des prêts à des banques de développement (27,5 millions). Le montant affecté sur les prêts globaux en cours atteint, en 1986, 41,1 millions pour 85 crédits en faveur de petites et moyennes entreprises surtout dans les secteurs du tourisme (7,6 millions), des produits alimentaires (6,6 millions), ainsi que du textile et de la transformation des matières plastiques.

Les autres prêts portent sur des équipements énergétiques (52,3 millions soit 25 % du total) et des infrastructures de télécommunication ou d'approvisionnement en eau (32 millions).

Plus de 40 % des financements concernent des opérations ayant pour objectif la réhabilitation et

Bilan de la 2^{ème} Convention de Lomé

La période 1981—1985 au cours de laquelle a été mise en œuvre la 2^{ème} Convention de Lomé s'est caractérisée pour les pays ACP par de nombreux facteurs défavorables. Le fléchissement des cours des matières premières exportées s'est poursuivi et, partant, la détérioration des termes de l'échange et la baisse de la croissance économique. De surcroît, bon nombre de pays ACP ont été affectés par de mauvaises conditions climatiques (sécheresses successives dans plusieurs régions d'Afrique, cyclones dans le Pacifique). Cet environnement s'est avéré peu propice au montage et au financement de nouveaux projets dans les secteurs productifs et particulièrement dans les secteurs industriel et minier. Toutefois, malgré ces difficultés, la Banque a pu engager pendant la période d'application de la 2^{ème} Convention de Lomé de l'ordre de 82 % de son plafond d'intervention sur ses ressources propres, fixé à 685 millions, et la totalité de l'enveloppe de 284 millions de concours sur capitaux à risques, sur ressources budgétaires.

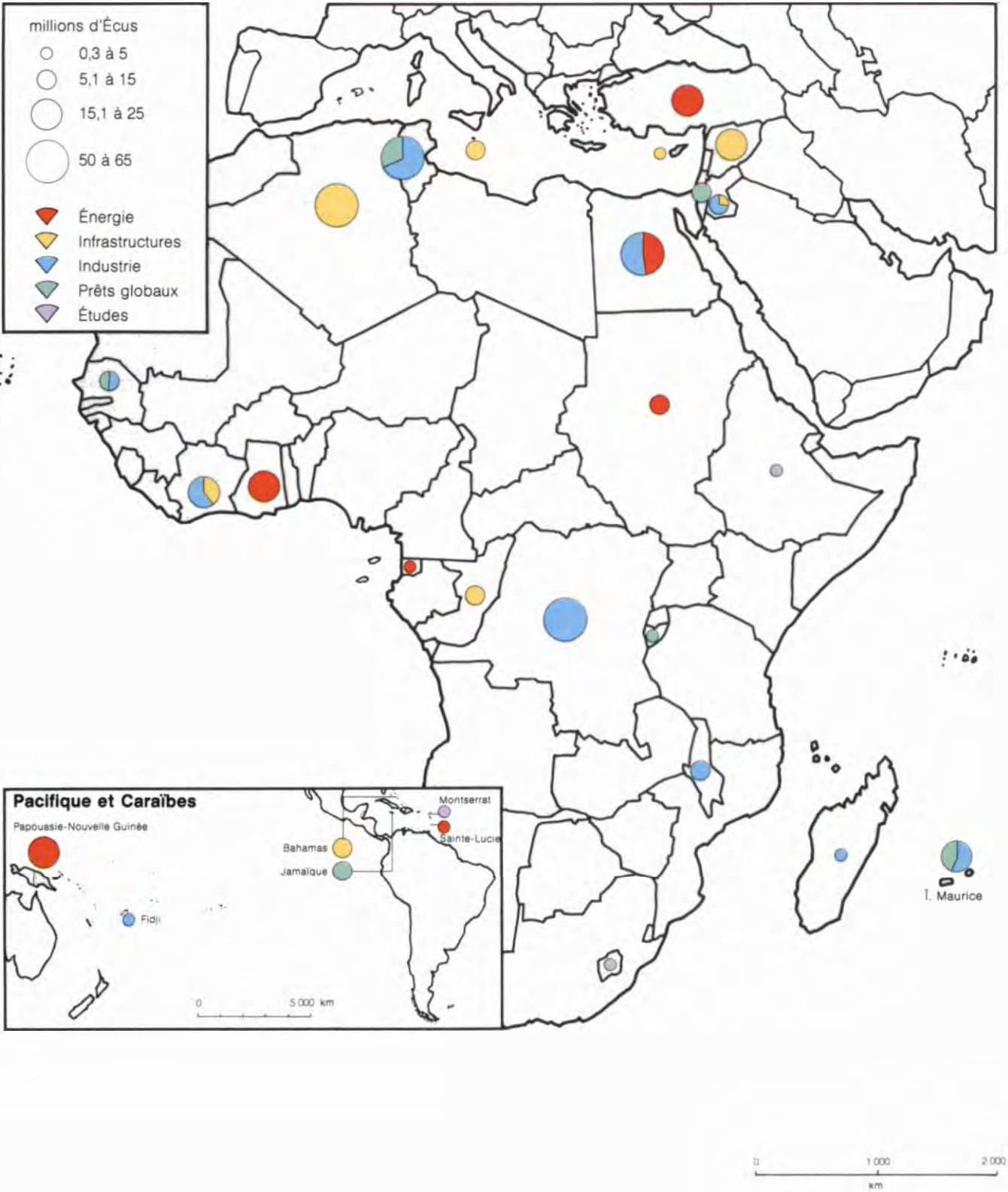
La dégradation de la situation économique et financière des États ACP explique également l'importance croissante du financement de remise en état, de rénovation et de modernisation d'investissements existants (environ le quart des concours de Lomé II). L'appareil industriel ne fonctionne dans la plupart des États ACP qu'à environ la moitié de sa capacité de production nominale. Il s'agit donc essentiellement de préserver et de réhabiliter des entreprises qui peuvent, sous certaines conditions, redevenir viables. Ces opérations, dont certaines ont été faites par l'intermédiaire de banques de développement, constituent une affectation de ressources particulièrement justifiée et efficace pour le développement économique des pays ACP.

Une autre caractéristique notable des opérations de la Banque au titre de Lomé II réside dans la place des

projets d'infrastructure (15 % de l'ensemble des interventions). Les projets financés concernent les télécommunications, des adductions d'eau urbaine et les infrastructures portuaires, investissements qui accompagnent le développement industriel.

Les prêts globaux à des banques de développement constituent environ 22 % des financements. L'un des objectifs de ces interventions est de faciliter la participation des promoteurs des pays ACP (privés ou publics) à la mise en œuvre et au financement des investissements productifs.

Tirant les enseignements du passé, la 3^{ème} Convention de Lomé reprend pour la Banque pratiquement les mêmes domaines d'intervention. Elle met l'accent sur les financements de projets, mais aussi sur leur réhabilitation et sur l'aide aux programmes d'action liés aux secteurs de l'industrie, de l'agro-industrie — y compris des cultures industrielles, du tourisme et des mines ainsi que la production d'énergie — des transports et des télécommunications. La mise en œuvre de la Convention de Lomé II a également permis aux rédacteurs de la Convention de Lomé III d'insister sur la nécessité de restaurer la capacité de production d'entreprises économiquement viables ainsi que sur la maintenance des équipements. À cet effet, plus que par le passé, la coopération portera sur l'assistance au démarrage ou à la réhabilitation d'investissements. Les opérations de cette nature concerneront aussi bien des projets spécifiques que des programmes sectoriels. Les interventions au titre de Lomé III continueront d'être assurées au moyen de prêts de la Banque sur ses ressources propres, bonifiés sur ressources budgétaires de la Communauté dans le cadre d'un plafond de 1 100 millions, et sous forme de capitaux à risques sur ressources budgétaires (600 millions).



l'aide au démarrage d'entreprises ou la remise en état d'infrastructures.

En 1986, la Banque est intervenue dans 13 pays d'**Afrique** pour un montant de 164,4 millions dont 55,7 millions sur capitaux à risques. Les concours concernent principalement des pays d'*Afrique centrale et occidentale*. Au **Zaïre**, en particulier, un prêt de 50 millions a été consenti pour la réhabilitation des capacités d'exploitation des mines de cuivre et de cobalt. En **Côte-d'Ivoire**, les concours (24,2 millions) se sont répartis entre le renforcement du réseau de télécommunications, une usine d'égrenage de coton et une fabrique de cartons d'emballage. Au **Sénégal**, ce sont également des projets industriels qui ont été financés (13,5 millions sur capitaux à risques): la restructuration d'un complexe chimique traitant les phosphates et le financement de petites et moyennes entreprises intervenant aussi dans le tourisme et la pêche.

Au **Congo**, un prêt de 10 millions sur capitaux à risques contribuera à l'amélioration de la distribution d'eau à Pointe-Noire. Les autres interventions tendent à améliorer les disponibilités en énergie: renforcement du réseau électrique à haute tension

dans le centre et le nord du **Ghana** (17 millions) et centrale hydro-électrique sur le Riaba en **Guinée Équatoriale** (4 millions sur capitaux à risques).

En *Afrique Australe*, à part une étude préalable à la mise en valeur des ressources hydrauliques du **Lesotho** (3,5 millions sur capitaux à risques), les prêts portent sur des investissements industriels: à **Maurice** (18,5 millions dont 3,5 millions sur capitaux à risques), une fabrique de tissus en coton et polyester travaillant en coopération avec une firme malgache, et un prêt global à la Banque de développement; dans le nord-ouest de **Madagascar** la réhabilitation d'une usine textile (3,3 millions sur capitaux à risques); au **Malawi** (8 millions dont 5,5 millions sur capitaux à risques), d'une part, la construction d'une scierie et d'une usine de contre-plaqué dans le Nord et, d'autre part, la remise en état d'une cimenterie dans le Sud.

Enfin, dans l'*est de l'Afrique*, la Banque a contribué au financement sur capitaux à risques d'un nouveau groupe dans une centrale hydro-électrique au **Soudan**, sur le Nil bleu (9 millions) et d'une étude préalable à l'exploitation d'une mine d'or en **Éthiopie** (0,5 million).

Tableau 6: **Financements dans les pays du bassin méditerranéen et les ACP—PTOM en 1986**

(Millions d'Écus)

	Total	Ressources propres	Ressources budgétaires	Énergie	Infra-structures	Secteurs	
						Industrie, Agriculture, Service	Prêts globaux
						Prêts individuels	
Algérie	60,0	60,0	—	—	60,0	—	—
Tunisie	63,5	50,5	13,0	—	—	43,5	20,0
Égypte	62,5	62,5	—	30,0	—	32,5	—
Jordanie	9,1	9,1	—	—	2,6	6,5	—
Syrie	16,0	16,0	—	—	16,0	—	—
Chypre	1,2	—	1,2	—	1,2	—	—
Israël	20,0	20,0	—	—	—	—	20,0
Malte	13,0	13,0	—	—	13,0	—	—
Turquie	18,7	—	18,7	18,7	—	—	—
Total Méditerranée	264,0	231,1	32,9	48,7	92,8	82,5	40,0
Afrique	164,4	108,7	55,7	30,0	20,0	96,9	17,5
Caraïbes	23,5	21,5	2,0	5,0	8,5	—	10,0
Pacifique	21,5	20,5	1,0	17,0	—	4,5	—
PTOM	0,3	—	0,3	—	—	0,3	—
Total ACP—PTOM	209,7	150,7	59,0	52,0	28,5	101,7	27,5
Total	473,7	381,8	91,9	100,7	121,3	184,2	67,5

Dans les **Caraïbes**, les prêts concernent des investissements de petites et moyennes entreprises à la **Jamaïque** (10 millions), la remise en état du réseau d'adduction d'eau et d'assainissement d'une île des **Bahamas** (8,5 millions), la construction d'une centrale électrique et la mise en place d'une ligne électrique à **Sainte-Lucie** (5 millions dont 2 sur capitaux à risques) et, à **Montserrat**, une étude préalable à l'installation d'éoliennes (260 000 Écus).

Enfin, dans le **Pacifique**, la Banque a contribué au financement d'un barrage et de l'extension d'une centrale électrique au centre de la **Papouasie-Nouvelle Guinée** (17 millions) et de scieries à Vanua Levu et Viti Levu à **Fidji** (4,5 millions dont 1 million sur capitaux à risques).

La répartition des financements selon le degré de développement des différents pays montre que près de 55 % des prêts sur ressources propres ont été octroyés dans les états ACP dont le revenu par habitant est supérieur à quelque 400 US\$ et dont la capacité d'endettement est plus élevée. Les concours sur capitaux à risques concernent à raison de 66 % des projets situés dans les ACP les plus défavorisés dont le PIB par habitant est inférieur ou égal à 400 US\$.

La plupart des projets d'investissement dans les États ACP ont fait l'objet de co-financements, notamment avec les institutions financières bilatérales des pays membres, le Fonds européen de développement, la Banque mondiale et d'autres institutions d'aide au développement.

Installation de collecte et de traitement des eaux usées en Jordanie (cf. liste des financements, n° 393, p. 73); une partie de l'eau traitée est réutilisée à des fins d'irrigation dans la région.



Liste des financements à l'extérieur de la Communauté ⁽¹⁾

A. Prêts sur ressources propres de la Banque

Contrats signés en 1986

Le montant total des contrats de prêts sur les ressources propres de la Banque pour des investissements à l'extérieur de la Communauté s'élève à 381,8 millions, dont 231,1 millions dans les pays du bassin méditerranéen et 150,7 millions dans les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ainsi que dans les pays et territoires d'outre-mer. Ces opérations sont comptabilisées dans le bilan.

Tous les prêts dans les pays ACP et les PTOM ont fait l'objet d'une bonification d'intérêt sur les ressources du Fonds européen de développement.

millions d'Écus			
ÉGYPTE	62,5	ISRAËL	
38,8 millions de livres égyptiennes		390. Prêt global à l' Industrial Development Bank of Israël pour le financement de petites et moyennes entreprises industrielles	20,0
383. Centrale thermique de Shoubrah El Kheima, 4 ^{ème} groupe générateur (320 MW) Compagnie Égyptienne d'Électricité	30,0	SYRIE	
18,6 millions de £E		391. Réseau de collecte des eaux usées et station d'épuration à Alep, principale ville du nord Gouvernement de la République arabe syrienne (Ministère du Logement et des Services Publics)	16,0
384. Usine de ciment blanc, près de Salamut, à 220 km au sud du Caire Helwan Portland Cement Company	32,5	MALTE	
20,2 millions de £E		392. Modernisation et extension du réseau de téléphone et de télex Telemalta Corporation	13,0
ALGÉRIE		JORDANIE	9,1
385. Aménagement de la RN1 en autoroute entre Boufarik (sortie Sud d'Alger) et Blida (18 km) République Algérienne Démocratique et Populaire (Ministère des Travaux Publics) par la Banque Algérienne de Développement	60,0	2,9 millions de dinars jordaniens	
271,9 millions de dinars algériens		393. Réseau de collecte des eaux usées (77 km) et station d'épuration à Zarqa, 25 km au nord-est d'Amman Jordan Water Authority par l'intermédiaire du Royaume Hachémite de Jordanie	2,6
TUNISIE	50,5	394. Extension, à Sahab, dans la banlieue sud d'Amman, d'une zone industrielle destinée à accueillir de petites et moyennes initiatives industrielles Jordan Industrial Estates Corporation par l'intermédiaire du Royaume Hachémite de Jordanie	6,5
36,1 millions de dinars tunisiens			
386. Laiterie à Bou Salem (130 km à l'ouest de Tunis) pour la production de lait de longue conservation (UHT), de fromage et de beurre Société Laitière du Nord-Ouest (LAINO) par l'intermédiaire de la Banque Nationale de Développement Agricole	2,5		
1,7 millions DT			
387. Prêt global à la Banque Nationale de Développement Agricole pour le financement d'investissements de petite ou moyenne dimension dans les secteurs agricoles et agro-industriels	14,0		
9,7 millions de DT			
388. Développement de l'élevage et de l'arboriculture dans cinq complexes agricoles Sociétés de mise en valeur concernées par l'intermédiaire de la Banque Nationale de Développement Agricole	14,0		
10,8 millions de DT			
389. Développement de l'élevage et de l'arboriculture dans cinq fermes exploitant plus de 23 000 ha Office des Terres Domaniales par l'intermédiaire de la Banque Nationale de Développement Agricole	20,0		
13,9 millions de DT			
		États ACP et PTOM — Afrique	
		millions d'Écus	
		ZAÏRE	
		395. Réhabilitation des installations de production dans des usines de traitement de cuivre et de cobalt Générale des Carrières et des Mines — Exploitation — GECAMINES	50,0
		2 743,3 millions de zaïres	
		CÔTE D'IVOIRE	24,2
		8 120,5 millions de francs CFA	
		396. Extension d'une usine pour cartonnages à Yopougon, près d'Abidjan Société Nouvelle Abidjanaise de Carton Ondulé	4,5
		1 540,3 millions de francs CFA	

(1) Les ouvertures de crédit sont libellées en Écus pour les financements effectués dans le cadre de la coopération financière. Les montants en monnaie nationale figurant dans cette liste sont donnés à titre indicatif; ils sont établis sur la base des contre-valeurs en Écus utilisées par la Banque lors de la signature des contrats (cf. page 8).

(1) Les ouvertures de crédit sont libellées en Écus pour les financements effectués dans le cadre de la coopération financière. Les montants en monnaie nationale figurant dans cette liste sont donnés à titre indicatif; ils sont établis sur la base des contre-valeurs en Écus utilisées par la Banque lors de la signature des contrats (cf. page 8).

397. Construction d'une usine d'égrenage de coton et de magasins de stockage à Séguéla République de Côte-d'Ivoire — Compagnie Ivoirienne pour le Développement des Textiles 3 240 millions de francs CFA	9,7
398. Réhabilitation et renforcement du réseau national et international de télécommunications République de Côte-d'Ivoire — Office National des Télécommunications 3 340,2 millions de francs CFA	10,0
GHANA	
399. Renforcement du réseau électrique dans le nord du pays et modernisation du réseau de distribution d'électricité Volta River Authority 1 575,3 millions de cedis	17,0
MAURICE	
201,1 millions de roupies	15,0
400. Prêt global pour le financement de petites et moyennes entreprises industrielles, agro-industrielles et touristiques et de bâtiments industriels dans les zones rurales Development Bank of Mauritius 78,7 millions de roupies	6,0
401. Création d'une usine de tissage de coton et de polyester SOCOTA Textile Mills par l'intermédiaire de Development Bank of Mauritius 122,4 millions de roupies	9,0
MALAWI	
402. Réhabilitation et modernisation d'une cimenterie dans le sud du Malawi Portland Cement Company Ltd par l'intermédiaire de la Malawi Development Corporation 5,1 millions de kwachas du Malawi	2,5

États ACP et PTOM — Caraïbes

millions d'Écus

JAMAÏQUE

403. Prêt global à la National Development Bank pour le financement de petites et moyennes entreprises de l'industrie, de l'agro-industrie, des mines et du tourisme 53,6 millions de dollars de la Jamaïque	10,0
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------

BAHAMAS

404. Amélioration des réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement dans l'île de New Providence; installations pour la production et le transport d'eau potable sur l'île d'Andros Water and Sewerage Corporation 8,8 millions de dollars des Bahamas	8,5
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

SAINTE LUCIE

405. Construction d'une centrale diesel de 5 MW et mise en place d'une ligne aérienne de transport d'électricité St Lucia Electricity Services Ltd 8,3 millions de dollars de Caraïbes	3,0
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

États ACP et PTOM — Pacifique

millions d'Écus

PAPOUASIE-NOUVELLE GUINÉE

406. Construction d'un barrage-réservoir et installation de deux génératrices de 15 MW à la centrale de Ramu dans le nord-est de l'île Papouasie-Nouvelle Guinée pour la Commission de l'Électricité 18 millions de kinas	17,0
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------

FIDJI

407. Modernisation et restructuration d'une scierie et d'unités de fabrication de bois de placage et de contre-plaqué; construction d'une nouvelle scierie Fidji Forest Industries Ltd 4,2 millions de dollars de Fidji	3,5
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

B. Financements sur ressources budgétaires de la Communauté

Contrats signés en 1986

Le montant total des opérations sur ressources budgétaires de la Communauté conclues en 1986 s'élève à 91,9 millions dont 32,9 millions de prêts à conditions spéciales dans les pays du bassin méditerranéen et 59 millions de concours sous forme de capitaux à risques dans les États ACP et les PTOM. Ces financements sont accordés par la Banque sur mandat, au nom, pour le compte et aux risques de la Communauté économique européenne et sont comptabilisés hors bilan dans la section spéciale (page 94) ; pour ces opérations, la responsabilité de la Banque est limitée à la bonne exécution du mandat qui lui est confié.

millions d'Écus

TURQUIE

408. Centrale hydro-électrique d'Özlüce en Anatolie orientale
République de Turquie (Ministère de l'Énergie et des Ressources Naturelles)
13,5 milliards de livres turques 18,7

TUNISIE 13,0

9,6 millions de dinars tunisiens

409. Prêt global à la **Banque Nationale de Développement Agricole** pour le financement d'investissements de petite ou moyenne dimension dans les secteurs agricoles et agro-industriels
4,2 millions de DT 6,0

410. Développement de l'élevage et de l'arboriculture dans cinq complexes agricoles
Sociétés de mise en valeur concernées par l'intermédiaire de la Banque Nationale de Développement Agricole
5,4 millions de DT 7,0

CHYPRE

411. Réseau d'assainissement desservant quelque 18 000 habitants du centre de Nicosie
République de Chypre (Sewage Board of Nicosia)
0,6 million de livres chypriotes 1,2

États ACP et PTOM — Afrique

millions d'Écus

SÉNÉGAL 13,5

4 627 millions de francs CFA

412. Prêt global pour le financement d'études et de prises de participation
Prêt conditionnel à la **Société Financière Sénégalaise pour le Développement de l'Industrie et du Tourisme**
514,1 millions de francs CFA 1,5

413. Prêt global pour le financement de petites et moyennes entreprises des secteurs industriels, agro-industriels, du tourisme et de la pêche
Prêt conditionnel à la **Société Financière Sénégalaise pour le Développement de l'Industrie et du Tourisme**
1 713,7 millions de francs CFA 5,0

414. Restructuration d'un complexe produisant de l'acide sulfurique et phosphorique à Darou Khoudoss et des engrais à M'bao, à proximité de Dakar
Prêt conditionnel à la **République du Sénégal**
2 399,2 millions de francs CFA 7,0

CONGO

415. Remise en état des installations d'alimentation en eau de Brazzaville et Pointe-Noire
Prêt conditionnel à la **Société Nationale de Distribution d'Eau** par l'intermédiaire de la **République Populaire du Congo**
3 427,5 millions de francs CFA 10,0

SOUDAN

416. Adjonction d'un 7^{ème} groupe de 40 MW dans le complexe hydro-électrique de Roseires
Prêt conditionnel à la **National Electricity Corporation** par l'intermédiaire du **Gouvernement du Soudan**
21,1 millions de livres du Soudan 9,0

MALAWI 5,5

9 millions de kwachas du Malawi

417. Réhabilitation et modernisation d'une cimenterie dans le sud
Prêt conditionnel à la **Malawi Development Corporation**
3,1 millions de kwachas 1,5

418. Construction d'une scierie et d'une fabrique de panneaux à Chikangawa dans la forêt de Vipha, dans le Nord
Prêt conditionnel à l'**État du Malawi** pour lui permettre d'acquérir des actions de Vipha Plywood and Allied Industries Ltd par l'intermédiaire de Vipha Pulp and Paper Corporation Ltd
5,9 millions de kwachas 4,0

GUINÉE ÉQUATORIALE

419. Centrale hydro-électrique sur la rivière Riaba
Prêt conditionnel à la **République de Guinée Équatoriale (Société Nationale d'Électricité)**
1 371 millions de francs CFA 4,0

MAURICE 3,5

46,6 millions de roupies

420. Création d'une usine de tissage de coton et de polyester
Prêt conditionnel à la **SOCOTA Textile Mills** par l'intermédiaire de **Development Bank of Mauritius**
20,4 millions de roupies 1,5

421. Prêt global permettant de mettre des ressources à la disposition d'entreprises travaillant pour l'exportation
Prêt conditionnel à la **Development Bank of Mauritius**
26,2 millions de roupies 2,0

LESOTHO

422. Financement d'études d'ingénierie pour la mise en valeur des ressources en eau des hauts plateaux
Prêt conditionnel au **Gouvernement du Lesotho** pour la **Lesotho Highlands Development Authority**
8 millions de malotis 3,5

MADAGASCAR

423. Réhabilitation d'une usine textile à Mahajanga, nord-ouest de l'île
Prêt conditionnel à la **Société Textile de Majunga** par l'intermédiaire de la **République Démocratique de Madagascar**
2 500,9 millions de francs malgaches 3,3

BURUNDI

424. Prêt global pour le financement d'études, de prises de participations et de prêts aux entreprises
Prêt conditionnel à la **Banque Nationale pour le Développement Économique**
360,3 millions de francs du Burundi 3,0

ÉTHIOPIE

425. Étude préalable à la mise en exploitation d'une mine d'or dans les gisements de Lega Dembi
Prêt conditionnel à l'**Agricultural and Industrial Development Bank** pour l'**Ethiopian Mineral Resources and Development Corporation**
1 million de birrs 0,5

États ACP et PTOM — Caraïbes

millions d'Écus

SAINTE-LUCIE

426. Construction d'une centrale diesel de 5 MW et mise en place d'une ligne aérienne de transport d'électricité
St Lucia Electricity Services Ltd
5,6 millions de dollars des Caraïbes 2,0

MONTSERRAT

427. Étude préalable à l'installation d'une éolienne pour la production d'électricité sur l'île de Montserrat
Prêt conditionnel au **Montserrat Electricity Services Ltd (Ministère de l'Énergie)**
0,7 million de dollars des Caraïbes 0,3

États ACP et PTOM — Pacifique

millions d'Écus

FIDJI

428. Modernisation et restructuration d'une scierie et d'unités de fabrication de bois de placage et de contre-plaqué; construction d'une nouvelle scierie
Prêt conditionnel à la **Native Land Trust Board**
1,2 million de dollars de Fidji 1,0

Production de cuivre dans une usine zairoise de la Gécamines (cf. liste des financements n° 395, p. 73).



Ressources

Le présent chapitre porte sur l'évolution des marchés des capitaux et sur les ressources mises en œuvre par la Banque pour les opérations de prêts sur ressources propres qui sont comptabilisées dans son bilan et engagent sa responsabilité financière. Il ne concerne pas les ressources gérées par la Banque

sur mandat et pour compte de tiers qui sont comptabilisées hors bilan dans la section spéciale (cf. page 94). Ces dernières regroupent notamment les prêts sur les ressources du NIC et les financements accordés dans les États ACP et méditerranéens sur les ressources budgétaires de la Communauté.

Évolution des marchés des capitaux

La poursuite, au cours des premiers mois de 1986, de la baisse générale des taux d'intérêt nominaux amorcée en 1985, a relancé la demande d'emprunt qui a rencontré un accueil favorable de la part des investisseurs compte tenu des conditions offertes. L'activité primaire a donc été très vive pour les titres à taux fixe durant cette période où plusieurs émissions assorties d'échéances exceptionnellement longues ont été lancées.

Les investisseurs, qui escomptaient une nouvelle baisse des taux d'intérêt, ont vu dans un premier temps leur attente confirmée par la diminution du taux d'escompte dans un certain nombre de pays, et en particulier aux États-Unis malgré la dépréciation du Dollar. En milieu d'année, toutefois, le recul du Dollar et la crainte d'un resserrement de la politique monétaire pouvant résulter d'une reprise économique plus vive que prévue aux États-Unis ont provoqué chez les investisseurs non américains, détenteurs de titre libellés en Dollars, un climat d'incertitude. Celui-ci a gagné les autres marchés qui, comme ceux en Dollars, subissaient déjà l'intense activité d'émission du début de l'année. Le mouvement de baisse des taux s'est interrompu avant l'été et une remontée temporaire a même été enregistrée sur certains marchés. Les investisseurs sont devenus plus sélectifs, manifestant une nette préférence pour les titres à taux fixe de premier rang assortis d'échéances courtes. En raison de l'incertitude quant à l'orientation éventuelle des taux, ils se sont aussi tournés pour leurs placements à long terme vers les émissions à taux variable.

Les émetteurs, par suite de la baisse du coût des emprunts à taux fixe, malgré une légère pause en milieu d'année, ont eu avantage à refinancer leurs émissions antérieures plus onéreuses. Cette pratique est également devenue intéressante pour les obligations à taux variable (FRN ou floating rate notes) libellées en Dollars. La demande de ces derniers titres s'est en effet accrue au point que d'importantes émissions à longue échéance ont été lancées avec succès et que l'écart de taux par rapport aux traditionnels taux de référence interban-

caires ⁽¹⁾ s'est réduit, devenant même négatif. Diverses institutions financières ont profité de conditions temporairement très favorables pour procéder à des émissions perpétuelles de FRN que les autorités monétaires de leurs pays étaient disposées à considérer comme une source de fonds propres. Plus avant dans l'année, les investisseurs ont réagi à la poursuite de la baisse systématique des rendements d'emprunt et davantage encore aux émissions perpétuelles de FRN. De ce fait, les émissions d'euro-papier commercial et les swaps de taux d'intérêt, sources moins onéreuses de fonds à taux variable, ont retrouvé une position de premier plan.

Ces tensions sur les FRN subsistaient encore à la fin de l'année. Néanmoins, du fait de la baisse générale des taux d'inflation, les taux d'intérêt réels sont restés à des niveaux historiquement très élevés sur la plupart des grands marchés. Ce facteur, conjugué à la chute du prix du pétrole et à l'accord entre les États-Unis et le Japon visant à stabiliser le taux de change entre le Dollar et le Yen, a contribué à faire renaître chez les opérateurs l'attente d'une nouvelle baisse des taux sur les marchés des titres à taux fixe, où sont apparus des signes d'une reprise de l'activité d'émission. Toutefois, si l'on ne tient pas compte de la croissance des émissions nouvelles destinées à des refinancements et des émissions d'obligations convertibles en actions ou assorties de bons de souscription d'actions, l'expansion des émissions nouvelles sur le marché obligataire international et sur les marchés nationaux d'obligations étrangères a probablement été, dans l'ensemble, inférieure à celle enregistrée les années précédentes. Le recul du Dollar sur les marchés des changes ainsi que le climat d'incertitude et de tension qui en est résulté, notamment pour le système monétaire européen, n'y sont sans doute pas étrangers.

(1) LIBOR ou taux interbancaire offert à Londres, LIMEAN ou taux interbancaire moyen à Londres, LIBID ou taux interbancaire demandé à Londres.

Sur le **marché des obligations internationales en Deutschemark**, l'activité primaire s'est fortement accrue, mais à un rythme un peu moindre que durant l'année précédente. Le processus de réduction des taux d'intérêt s'est poursuivi, entrecoupé de remontées temporaires.

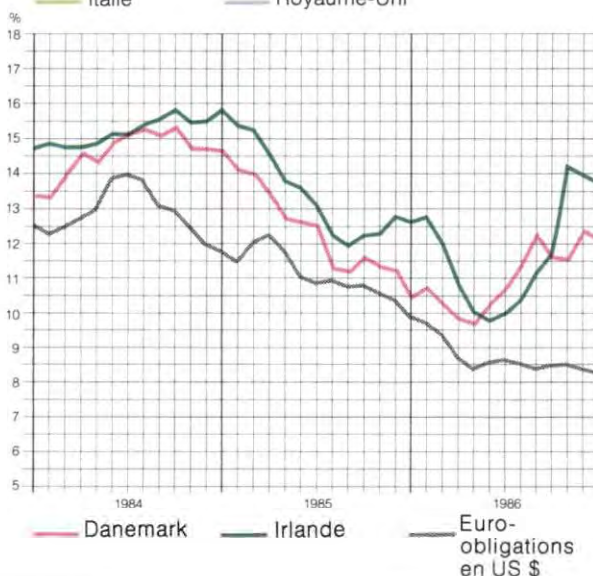
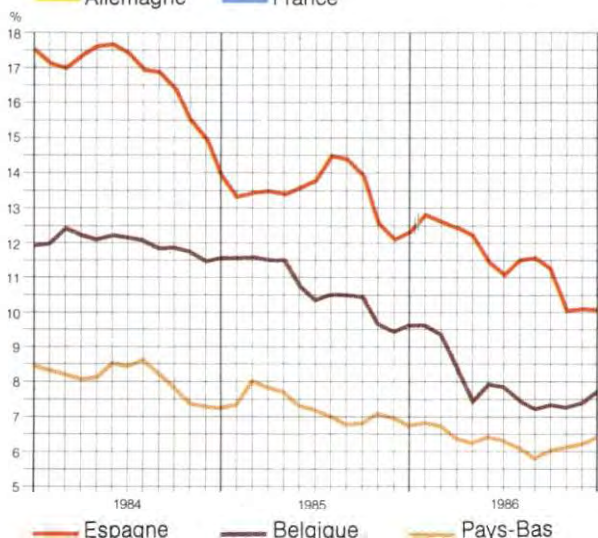
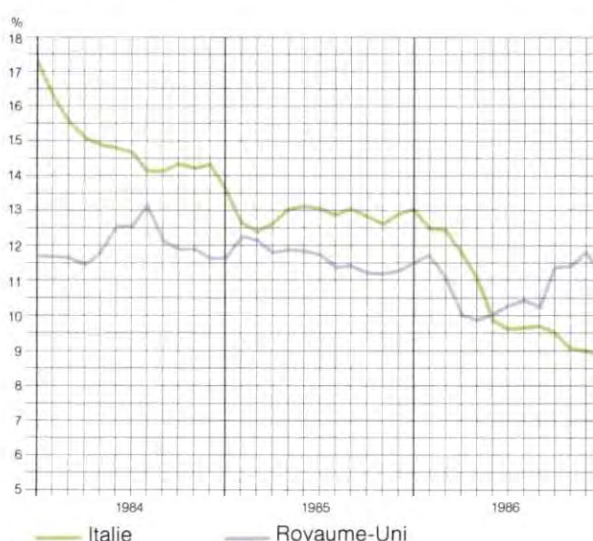
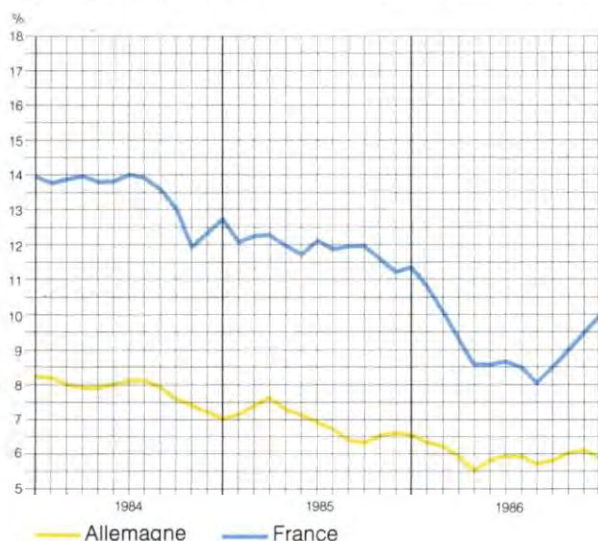
La politique monétaire de la banque centrale visait en 1986 à consolider les progrès déjà enregistrés en matière de stabilisation du niveau des prix allemands tout en veillant à une expansion suffisante de la masse monétaire pour la poursuite de la croissance économique en termes réels. De ce fait, la banque fédérale a permis en 1986 une expansion de la

masse monétaire plus forte qu'initialement prévue pour cette période; ce faisant, elle a, autant que possible, tenu compte de l'évolution du taux de change du Deutschemark par rapport au Dollar des États-Unis et aux autres monnaies du SME.

Durant les premiers mois de 1986, les émissions d'obligations en Deutschemark à coupon zéro ont été assez nombreuses, alors qu'au second semestre cette activité a pratiquement cessé. Des obligations à taux variables ont été également émises, essentiellement au premier semestre. Ces dernières représentent globalement un segment du marché sensiblement plus important que celui des

Taux de rendement brut des obligations

cotées en bourse sur les différents marchés financiers de la Communauté et dont les émissions présentent des caractéristiques comparables à celles des emprunts de la Banque. Aux fins de comparaison pour le Royaume-Uni et l'Irlande, les rendements capitalisés sur une base semestrielle ont été ramenés à une base annuelle.



émissions à coupon zéro. La croissance du marché des émissions internationales en Deutschemark a été toutefois due en premier lieu aux émissions d'obligations convertibles ou assorties d'options d'achat d'actions.

Dans l'ensemble, le rôle du Deutschemark sur les marchés des émissions internationales s'est développé.

Aux **Pays-Bas**, les taux d'intérêt à long terme ont suivi pratiquement la même évolution qu'en Allemagne et sont même descendus temporairement au-dessous de ces derniers. L'activité d'émission sur le marché obligataire en Florins a été sensiblement plus élevée qu'en 1985, soutenue par les mesures de libéralisation entrées en vigueur au début de l'année, qui ont à la fois facilité l'accès des non-résidents à ce marché et considérablement élargi l'éventail des instruments financiers autorisés.

En **France**, les taux d'intérêt ont baissé jusqu'à la fin de l'été compte tenu de l'évolution favorable des prix et des comptes extérieurs. Par la suite, la situation extérieure et intérieure a exercé sur les taux une certaine pression à la hausse. L'activité primaire, sujette à des tensions temporaires, a progressé. Le marché de l'eurofranc, ouvert depuis peu, a connu un flux régulier d'émissions, parmi lesquelles la première émission de FRN et plusieurs émissions d'obligations convertibles.

L'activité primaire sur les marchés de l'**euro-sterling** et des obligations étrangères (marché bulldog) a été fortement affectée par la chute marquée des prix du pétrole qui a contribué à détourner les investisseurs des titres libellés en Livres sterling. Ainsi, sur le marché bulldog, l'activité d'émission a été relativement soutenue au cours du premier semestre mais s'est presque tarie au cours du second. Aucune émission en eurosterling n'a vu le jour au cours du troisième trimestre. Seules les émissions de FRN, lancées presque exclusivement par des sociétés de prêts hypothécaires (building societies), ont donc permis de maintenir le marché animé durant toute l'année et ont fait progresser notablement les résultats globaux. La révolution technique et institutionnelle, largement annoncée, qui a eu lieu le 26 octobre 1986 sur le marché de Londres (le «Big Bang») n'a pas eu jusqu'à la fin de l'année une forte incidence pour les emprunteurs étrangers.

Les **marchés italiens** de l'eurolire et des obligations étrangères ont continué d'offrir aux emprunteurs des possibilités attrayantes mais limitées et n'ont pas dans l'ensemble subi de tensions majeures. Une forte diminution du taux d'inflation a contribué à relancer la demande de titres à taux fixe. En

Espagne, la faiblesse de la demande de crédit émanant du secteur privé, l'affaiblissement des tensions inflationnistes et pour la deuxième année consécutive l'existence d'un fort excédent des comptes extérieurs, ont entraîné une amélioration des conditions d'emprunt sur le marché obligataire intérieur.

En **Belgique**, grâce aux progrès enregistrés sur le front de l'inflation, les conditions sur le marché obligataire se sont également nettement améliorées au cours du printemps. Par la suite, le regain de l'incertitude diminuant l'incidence positive des nouvelles mesures de stabilisation économique adoptées, les taux d'intérêt ont enregistré des fluctuations et les conditions sur le marché obligataire sont devenues vulnérables. Au **Luxembourg**, la baisse prolongée du premier semestre a été suivie par une période de stabilité durant laquelle les taux d'intérêt ont eu un comportement plus calme.

Au **Danemark**, la détérioration des comptes extérieurs a inversé, au cours du printemps, la tendance à une amélioration des conditions sur le marché obligataire. Plus tard dans l'année, un resserrement des mesures budgétaires a provoqué un relâchement temporaire des tensions à la hausse des rendements obligataires. En **Irlande**, les taux d'intérêt, orientés dans un premier temps à la baisse, sont brutalement remontés en raison essentiellement des incertitudes causées par la rapide dépréciation de la Livre sterling et, dans une moindre mesure, du Dollar, et ce en dépit d'un ajustement en baisse de 8 % de la Livre irlandaise par rapport aux autres monnaies du SME, décidé en août. Vers la fin de l'année, les conditions sur le marché obligataire se sont à nouveau détendues et les rendements ont commencé à diminuer, avec la stabilisation de la Livre sterling et l'annonce par le gouvernement d'une politique tendant à assurer une réduction des besoins de financement du secteur public en 1987 et le maintien d'un taux de change stable au sein du SME. En **Grèce**, les conditions du crédit ont été resserrées, alors qu'au **Portugal** les autorités ont favorisé une baisse des taux d'intérêt.

Le total des **émissions en Écus** (6,6 milliards d'Écus) a été très inférieur à celui de l'année précédente (9,4 milliards d'Écus). Le marché a souffert des affaiblissements successifs de certaines monnaies entrant dans la composition de l'Écu.

Le ralentissement de l'activité d'émission a été particulièrement sensible au premier trimestre de 1986, le marché ayant largement anticipé le réaligement général des monnaies au sein du SME intervenu le 6 avril. L'activité d'émission a connu ensuite une reprise que la dévaluation de la Livre irlandaise n'a

pas affecté; mais elle s'est toutefois progressivement ralentie au cours des mois suivants, devenant presque nulle en novembre. Attirés notamment par les possibilités de swap, les emprunteurs ont eu tendance à se présenter sur ce marché avec des taux nominaux très faibles que les investisseurs n'ont accueilli qu'avec réticence car ils pouvaient obtenir des rendements assez voisins sur d'autres monnaies. Décembre a été marqué par une reprise partielle de l'activité d'émission surtout en raison du regain d'intérêt des investisseurs japonais et, dans une moindre mesure, suisses. Dans l'ensemble, les problèmes apparus en 1986 sur le marché de l'Écu ont été dus à des difficultés techniques passagères et ne sont pas le reflet d'une faiblesse structurelle.

La part du **Dollar US** dans le total des nouvelles émissions internationales d'obligations a fortement baissé l'année dernière. Cela s'explique par les effets très sensibles de la dépréciation du Dollar par rapport à toutes les grandes monnaies et par le recul des émissions d'obligations à taux variable, essentiellement libellées en Dollars, mais aussi par la stagnation des émissions étrangères sur le marché «yankee» des capitaux américains. L'une des causes de cette stagnation a sans doute été le volume important d'obligations émises pendant toute l'année par des emprunteurs américains désireux de refinancer des emprunts antérieurs plus onéreux, et partant, le peu de ressources disponibles pour des emprunts étrangers. Vers la fin de l'année, les investisseurs ont marqué un certain regain d'intérêt pour les émissions étrangères.

La diminution de la part du Dollar sur les marchés obligataires aurait été encore plus nette si elle n'avait pas été freinée par un certain nombre de facteurs particuliers tels que l'émission, surtout en août et septembre, d'obligations assorties de coupons supérieurs aux taux du marché (et vendues au-dessus du pair), destinées spécialement aux investisseurs japonais. Le lancement d'émissions garanties par des prêts hypothécaires (mort-

gage backed securities) presque exclusivement sur le marché du Dollar a également contribué à limiter la chute de la part de cette monnaie, d'autant plus que les investisseurs se sont familiarisés avec cette nouvelle formule parfois complexe.

L'activité sur les marchés en **Yen** a fortement progressé l'année dernière et la part de cette monnaie a augmenté en conséquence. Cependant, alors qu'en 1985 les émissions dans cette monnaie s'étaient réparties presque également entre les obligations étrangères (Samouraï) et les obligations en euroyen, ces dernières l'ont largement emporté en 1986. Cette évolution s'explique notamment par le fait que les émissions en euroyen sont soumises à des procédures d'enregistrement plus simples, que leur marché secondaire bénéficie de liquidités plus abondantes et que le marché de l'euroyen a fait l'objet de mesures de libéralisation bien plus poussées que celui des obligations étrangères, sur lequel le volume des émissions nouvelles a d'ailleurs baissé.

Les émissions d'obligations liées à des actions, offertes en particulier par des emprunteurs japonais et américains, ont été l'un des facteurs qui ont entraîné l'expansion extrêmement forte du marché des obligations étrangères en **Suisse**. Il faut noter à cet égard l'importance prise par les obligations en double monnaie, surtout au premier semestre, ainsi que par la nouvelle formule des émissions d'obligations «non datées». Bien qu'il y ait eu un certain nombre d'émissions perpétuelles classiques, la plupart des obligations non datées étaient assorties d'un taux d'intérêt généralement révisable tous les dix ans et comportaient des options de remboursement anticipé. Toutefois, la partie de loin la plus importante de l'activité d'émission a porté sur des obligations classiques dont le marché a d'ailleurs été parfois saturé. Néanmoins, la solidité du Franc suisse a continué d'exercer un attrait puissant sur les non-résidents bien que le niveau des taux d'intérêt à long terme soit resté pratiquement inchangé.

Activité de la Banque sur les marchés des capitaux en 1986

La relative liquidité qui a prévalu sur le marché des capitaux, tout au moins pendant la première moitié de l'année 1986, et la tendance à la baisse des taux d'intérêt qui l'a accompagnée, ont permis à la Banque d'augmenter sans trop de difficulté le volume de ses emprunts sur l'ensemble des marchés. Le montant total de ses appels aux différents compartiments du marché a atteint 6 785,5

millions d'Écus, soit une augmentation de plus de 18 % par rapport à l'année précédente (5 709,2 millions) et de plus de 50 % au regard de l'année 1984 (4 360,9 millions).

La collecte des fonds a conduit (après remboursements et ajustements pour variation des taux de conversion) à une augmentation de 3 438,7 millions

d'Écus, ce qui, compte tenu de l'excédent du compte de profits et pertes (576,5 millions) et de l'apport des États membres au capital de la Banque, a permis de porter l'encours des ressources de la Banque figurant au bilan du 31 décembre 1986 à 35 860,5 millions contre 31 561,5 millions au 31 décembre 1985.

À l'exception d'une certaine tension apparente sur certains marchés à la fin de l'année 1986 et d'une inégale répartition de ses appels liée à la demande de sa clientèle, la Banque n'a pas rencontré de problèmes majeurs lors de la collecte de ses ressources. Sa présence sur certains marchés, le Dollar et le Yen en particulier, a été conditionnée non seulement par la demande de sa clientèle mais plus encore par ses possibilités de **remboursement anticipé** dont se trouvaient assortis les emprunts qu'elle avait précédemment émis à des taux supérieurs. Le total des émissions remboursées par anticipation a représenté, en 1986, 1 089,7 millions d'Écus contre 509,6 millions en 1985. L'essentiel du financement de ces conversions (758,2 millions soit 70 % environ du total) s'est effectué soit par l'émission d'obligations nouvelles (436,1 millions) lorsque les durées restantes de l'emprunt remboursé par anticipation étaient assez longues, soit par des opérations interbancaires à durée plus courte négociées avec des banques (322,1 millions). En raison de la baisse sensible des taux d'intérêt intervenue sur le Dollar en 1986, et de l'acceptation par les investisseurs de l'utilisation contractuelle par l'émetteur des clauses de remboursement, ce sont les émissions en Dollars qui ont représenté, en 1986, l'essentiel des remboursements par anticipation (696,7 millions). La Banque a également procédé au remboursement anticipé de ses emprunts en Yen, et, pour des montants moindres, en Francs suisses, en Francs luxembourgeois, en Euro et en Florins. Elle a en outre renégocié des placements privés, notamment en Yen.

Comme en 1985, et avec toute la prudence qui s'imposait, la Banque a utilisé la **technique des «swaps»** (d'intérêts, de devises, ou les deux opérations combinées). Ces swaps lui ont permis d'obtenir des ressources en Dollars à taux variables à des conditions avantageuses, ainsi que des monnaies à taux fixe nécessaires aux décaissements de ses prêts, — Écus et Francs français — dont les conditions de marché ne lui permettaient pas une collecte compatible avec la demande de sa clientèle. Cette technique lui a permis, comme antérieurement, tout à la fois de solliciter les marchés des capitaux dans les monnaies qui n'étaient pas proposées à sa clientèle (émissions en Dollars canadiens) et de profiter de la liquidité de certains marchés (émissions publiques ou emprunts privés en Yen) ou de la demande particulière pour des émissions d'émetteurs de première catégorie (émissions en Dollars).

La collecte des ressources à taux variable a représenté en 1986 la contre-valeur de 540,7 millions d'Écus (contre 899,2 millions en 1985) et a uniquement concerné le Dollar. Après une absence de plusieurs années — puisque son seul emprunt en Dollar à taux variable remonte à 1971 — la Banque est revenue sur le marché des titres à taux flottant pour la contre-valeur de 291,4 millions d'Écus en profitant des conditions relativement avantageuses qui y prévalaient au début du quatrième trimestre. Le complément des ressources à taux variable a été réalisé au moyen des opérations de swaps précédemment indiquées.

Si l'activité de la Banque en taux variable a fléchi notamment en raison d'une demande plus faible de sa clientèle, celle en **taux fixe** a représenté 6 244,8 millions d'Écus — si l'on y inclut les opérations interbancaires et les attributions de certificats de participation à des taux d'intérêt fixe (5 903,8 millions d'emprunts, 321 millions d'opérations interbancaires et 20 millions de certificats de participa-

Tableau 7: **Ressources collectées de 1982 à 1986** ⁽¹⁾

(Millions d'Écus)

Exercice	Ressources collectées	Emprunts à long et moyen terme					Opérations à court terme		Participation de tiers au financement des prêts
		Nombre	Total	Emprunts privés	Opérations interbancaires	Emprunts publics	Papier commercial	Certificats de dépôt en Écus	
1982	3 205,2	91	3 145,7	1 213,7	105,7	1 826,3			59,5
1983	3 619,4	81	3 508,4	1 130,9	62,1	2 315,4			11,0
1984	4 360,9	104	4 049,7	822,2	—	3 227,5	189,1	100,0	22,1
1985	5 709,1	75	5 324,5	1 095,5	—	4 229,0	374,0	—	10,6
1986	6 785,5	77	6 765,5	1 009,7	321,0	5 434,8	—	—	20,0

⁽¹⁾ On peut noter qu'en 1986, la Commission des Communautés européennes a signé des emprunts s'élevant à 477,4 millions au titre du NIC, 638,5 millions au titre d'EURATOM et 1 598,8 millions au titre de la CECA, soit au total 2 714,7 millions (taux de change au 31. 12. 1986).

Ressources

tion) — soit une progression de 30 % par rapport à 1985 (4 810 millions). À l'exception de certains marchés, où les conditions ne lui ont pas permis de venir à des taux favorables (marché «Yankee» des États-Unis utilisé par les émetteurs étrangers) ou qui se sont trouvés momentanément perturbés au cours de l'année 1986 (Écus et Francs français en fin d'année), la présence de la Banque a continué de s'affirmer sur les principaux marchés des capitaux à

l'intérieur et en dehors de la Communauté. Ne se départissant pas de son attitude prudente face aux innovations du marché, la Banque n'a cependant pas hésité à utiliser des formules nouvelles toutes les fois que cela lui permettait de pallier certains des risques qu'elle encourt. Ce fut notamment le cas d'une émission en Eurosterling assortie d'un contrat de détermination différée de taux d'intérêt (delayed rate setting). Celui-ci lui a permis de se prémunir

Tableau 8: **Ressources collectées en 1986 par monnaie**

	Avant swaps		Swaps Millions d'Écus	Après swaps	
	Millions d'Écus	%		Millions d'Écus	%
EMPRUNTS À TAUX FIXE À MOYEN ET LONG TERME					
Communauté					
Écus	827,0	12,2	+ 70	897,0	13,2
DM	859,4	12,7		859,4	12,7
Lire	594,1	8,7		594,1	8,7
Hfl	515,0	7,6		515,0	7,6
FF	218,8	3,2	+ 194	412,8	6,1
£	304,1	4,5		304,1	4,5
FB	262,6	3,9		262,6	3,9
Flux	56,5	0,8		56,5	0,8
	3 637,5	53,6	+ 264	3 901,5	57,5
Pays tiers					
US\$	1 117,4	16,5	— 194	923,4	13,6
Yen	686,9	10,1	— 172,8	514,0	7,6
FS	510,5	7,5		510,5	7,5
\$Can	146,4	2,2	— 146,4		
Sch. autr.	54,4	0,8		54,4	0,8
	2 515,6	37,1	— 513,3	2 002,3	29,5
Total	6 153,1	90,7	— 249,2	5 903,8	87,0
EMPRUNTS À TAUX VARIABLE À COURT, MOYEN ET LONG TERME					
Pays tiers					
US\$ — émissions de notes à taux variable	291,4	4,3		291,4	4,3
— autres ressources			+ 249,2	249,2	3,7
Total	291,4	4,3	+ 249,2	540,6	8,0
OPÉRATIONS INTERBANCAIRES					
US\$	296,2	4,3		296,2	4,3
Flux	24,8	0,4		24,8	0,4
Total	321,0	4,7		321,0	4,7
CERTIFICATS DE PARTICIPATIONS					
DM	20,0	0,3		20,0	0,3
Total général	6 785,5	100,0		6 785,5	100,0

contre les risques de variation des taux d'intérêt liés à la révision fréquente des taux des prêts de la Banque en fonction de l'évolution du marché. Par ailleurs, la Banque a toujours fait dépendre sa collecte sur les différents marchés des capitaux de la recherche des conditions d'emprunt les meilleures pour les monnaies, les durées ou les montants correspondant aux demandes de sa clientèle.

L'importance des **monnaies communautaires** dans la collecte des ressources de la Banque, déjà marquée en 1985, n'a fait que se confirmer en 1986 avec 3 946,3 millions d'Écus, soit 58,2 % du total des ressources à taux fixe (contre 2 942,1 millions en 1985 soit 51,5 % des ressources) essentiellement sous forme d'émissions publiques ou de placements privés (3 901,5 millions).

L'**Écu**, avec 897 millions, reste en 1986 toujours à la première place des ressources communautaires à taux fixe collectées par la Banque. Sur un marché rendu difficile en raison de la chute des taux de rendement à l'émission et de la baisse des cours de l'Écu liée aux variations de certaines monnaies composantes, la Banque a néanmoins maintenu sa présence sur les marchés traditionnels tout en intervenant sur de nouveaux. La BEI est venue sur le marché international de l'Écu au début de l'année 1986 avec une émission de 180 millions dont le succès a permis entre autres de relancer une demande jusqu'alors très faible. Par la suite, elle a sollicité les marchés aussi bien des pays communautaires (France et Allemagne) que du Japon. Sur le marché français, la Banque a poursuivi son action commencée en 1985 en lançant une deuxième émission cotée sur la place de Paris, de 300 millions d'Écus dont 250 millions ont été placés par le réseau intérieur des banques françaises. Elle est également intervenue sur le marché allemand avec une émission internationale dont un pourcentage substantiel s'est placé auprès de la clientèle allemande. Profitant de l'attrait que, pour des raisons de diversification de leur portefeuille, présentait l'Écu auprès des investisseurs japonais, la Banque a placé en grande partie auprès de ceux-ci une émission internationale de 125 millions. Le complément des ressources à taux fixe pour la Banque lui a été fourni par des emprunts privés de 122 millions et une opération de swap pour l'équivalent de 70 millions.

Le **Deutschemark**, dont l'importance dans les ressources collectées à taux fixe par la Banque a fortement cru en 1986 (contre-valeur de 879,4 millions d'Écus contre 617,1 millions en 1985) repré-

sente la deuxième monnaie communautaire empruntée après l'Écu. À l'exception d'une attribution de certificats de participation en début d'année, la totalité de la collecte des ressources a été réalisée par l'intermédiaire d'émissions à taux fixe, le différentiel de taux d'intérêt existant au détriment du secteur des placements privés sous forme de «Schuldscheindarlehen» n'ayant pas permis de solliciter ce marché en 1986. Pour répondre à la demande de sa clientèle dans cette monnaie, la présence de la Banque a été constante tout au long de l'année avec, lorsque le marché et la demande de la clientèle l'ont permis, un allongement des durées; la Banque a notamment lancé au cours de l'année deux emprunts obligataires assortis d'une durée exceptionnelle de 30 ans et de faibles taux d'intérêt.

Tenant compte d'une forte demande de la clientèle liée à l'importance de l'activité de prêts de la Banque en Italie et à la liquidité qui a prévalu sur le marché des capitaux italien, la **Lire** est devenue — avec 594,1 millions d'Écus contre 342 millions en 1985 — la troisième monnaie communautaire empruntée. La Banque a eu principalement recours au marché intérieur des capitaux sur lequel elle a lancé quatre émissions publiques — dont une en début d'année et les trois autres pendant les quatre derniers mois lorsque les taux se sont fortement détendus. Comme l'année précédente, la Banque a aussi été présente sur le marché de l'Eurolire pour un montant de 101,5 millions. Par ailleurs elle a réalisé un placement privé sur le marché domestique.

Le total de la collecte des fonds sur le marché des capitaux à taux fixe en **Florins** a atteint 515 millions d'Écus, en augmentation par rapport à 1985 (424,3 millions). Le recours de la Banque a été équilibré entre le secteur des placements privés (268,1 millions) et celui des émissions publiques (245,9 millions).

En **France**, l'exonération de la retenue à la source sur ses obligations, a facilité la venue de la Banque sur le marché des capitaux où une seule émission a été lancée pour 218,8 millions d'Écus à la fin du troisième trimestre. Le complément des ressources a été réalisé par l'intermédiaire de deux opérations de swap qui ont permis de porter le montant total des Francs français collectés à la contre-valeur de 412,8 millions.

La présence de la Banque, pour des montants moindres à taux fixe, a continué de se manifester sur différents autres marchés des capitaux de pays

membres de la Communauté. La collecte des fonds en **Livre sterling** a fortement augmenté en 1986, pour atteindre 304,1 millions d'Écus contre 217,7 millions en 1985. Pour sa collecte en Livres sterling, la Banque a utilisé, en fonction des durées et des taux qui lui étaient favorables et qui correspondaient à ses besoins, le marché intérieur composé des émissions étrangères et celui de l'Eurosterling. Sur le marché intérieur, la Banque, profitant de la libéralisation dont s'est accompagnée le «Big Bang», a été le premier émetteur à employer avec succès la technique des opérations de prise ferme avec conditions fixées d'avance (bought deal).

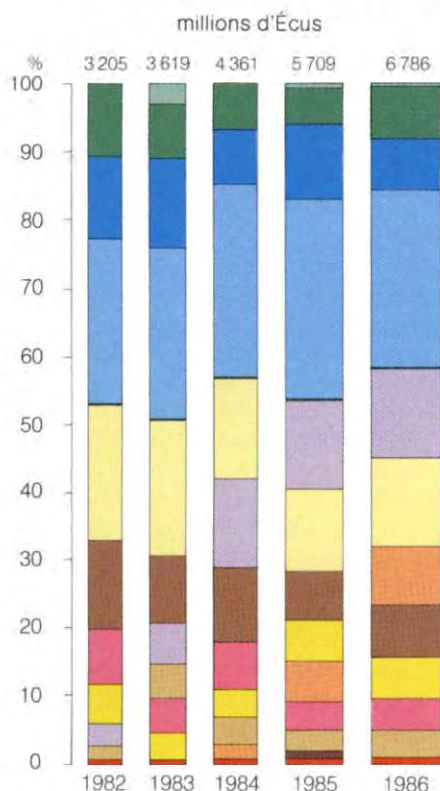
La part relative du **Franc belge** dans les ressources à taux fixe de la Banque a été sensiblement la même que l'année précédente; sur ce marché, la Banque a réalisé une émission publique, des emprunts privés et des crédits bancaires pour un montant total de 262,6 millions d'Écus. Avec un

montant de 81,4 millions, la collecte en **Francs luxembourgeois** a plus que doublé par rapport à l'année précédente, en raison notamment de l'importance des remboursements par anticipation financés par des opérations interbancaires.

Parmi les **monnaies non-communautaires**, la part du **Dollar** dans les ressources utilisées par la Banque à taux fixe a crû en 1986, du fait notamment de la négociation d'opérations interbancaires qui ont financé les remboursements par anticipation. Sur ces bases, le montant total des ressources collectées a atteint 1 219,6 millions, contre 984,4 millions d'Écus en 1985. Par ailleurs, le Dollar a été utilisé à deux reprises dans des opérations de swap de devises qui ont permis à la Banque d'obtenir des devises momentanément indisponibles.

Bien que les conditions plus avantageuses prévalant lui aient fait privilégier l'euromarché, la Banque a essayé d'étendre sa présence à d'autres marchés

Ressources collectées de 1982 à 1986



Encours des emprunts à long et moyen terme au 31 décembre 1986

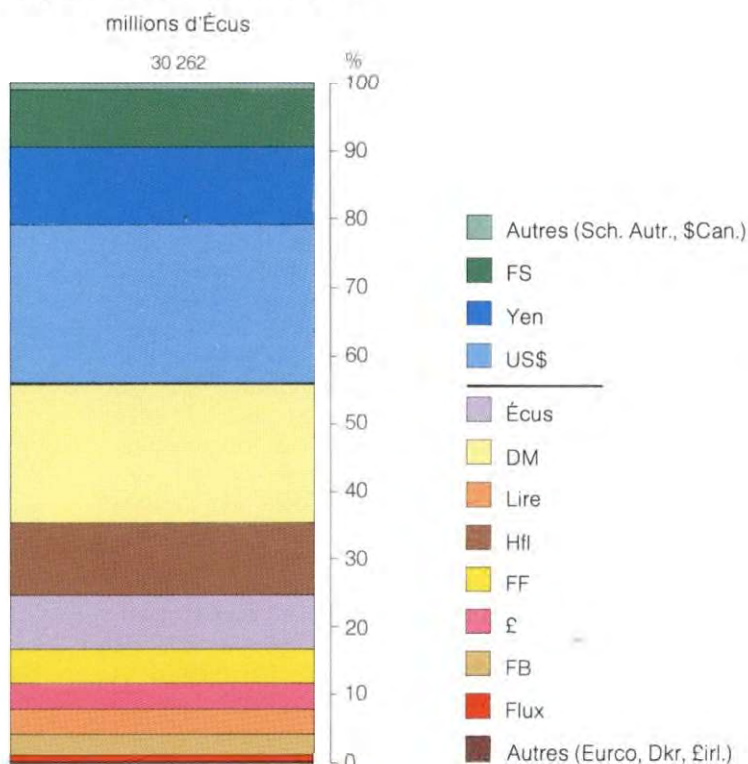


Tableau 9: Ressources collectées

I. Opérations à long et moyen terme à taux fixe et à taux variable

EMPRUNTS PUBLICS

Émis au cours du mois de	Lieu d'émission	Monnaie de souscription	Montant en monnaie nationale (en millions)	Montant en Écu (en millions)	Durée de l'emprunt (années)	Taux nominal (%)
Janvier	Luxembourg	Flux	1 000,000	22,399	7	8,625
Janvier	Japon	Yen	30 000,000	168,344	12	6,60
Janvier	Allemagne	DM	300,000	137,371	10	6,375
Janvier	Luxembourg	US\$	200,000	225,244	10	9,5625
Février	Luxembourg	Écu	180,000	180,000	7	8,625
Mars	Royaume-Uni	£	25,000	40,628	10	10,50
Mars	Italie	Lit	150 000,000	100,675	8	12,75
Mars	Luxembourg	Yen	25 000,000	140,286	10	6,125
Mars	États-Unis d'Amérique	US\$	200,000	225,244	12	8,25
Mars	Allemagne	DM	300,000	137,371	10	5,625
Mars	Pays-Bas	Hfl	300,000	121,885	10	6,50
Avril	Allemagne	DM	150,000	69,081	12	5,50
Avril	Suisse	FS	200,000	110,072	10	4,875
Mai	France	Écu	300,000	300,000	12	6,50
Mai	Allemagne	DM	150,000	69,081	30	5,75
Mai	Luxembourg	\$Can	100,000	76,389	10	9,00
Juin	Luxembourg	Lit	150 000,000	101,525	8	10,50
Juin	Royaume-Uni	£	100,000	158,209	15	9,00
Juin	Allemagne	DM	300,000	138,162	10	6,125
Juin	Luxembourg	US\$	250,000	266,884	10	7,75
Juillet	Belgique	FB	4 000,000	91,075	8	7,25
Septembre	Allemagne	DM	200,000	93,115	30	6,00
Septembre	Pays-Bas	Hfl	300,000	123,986	15	6,00
Septembre	Suisse	FS	150,000	85,473	12	4,875
Septembre	France	FF	1 500,000	218,822	10	7,20
Septembre	Italie	Lit	200 000,000	135,511	10	9,00
Octobre	Luxembourg	US\$	150,000	145,689	7	7,75
Octobre	Allemagne	DM	300,000	143,500	10	6,125
Octobre	Italie	Lit	150 000,000	103,785	9	9,00
Octobre	Japon	Yen	40 000,000	251,458	10	6,10
Octobre	Luxembourg	Écu	125,000	125,000	7	7,75
Novembre	Luxembourg	US\$	300,000	291,378	10	variable
Novembre	Suisse	FS	175,000	103,124	15	5,125
Novembre	Luxembourg	\$Can	100,000	69,985	5	9,50
Novembre	Autriche	Sch	800,000	54,363	10	7,00
Décembre	Luxembourg	Écu	100,000	100,000	5	7,375
Décembre	Luxembourg	US\$	100,000	97,126	7	7,625
Décembre	Italie	Lit	200 000,000	138,381	9	9,00
Décembre	Allemagne	DM	150,000	71,750	10	6,125
Décembre	Royaume-Uni	£	75,000	105,260	8	11,50
Décembre	Luxembourg	US\$	100,000	97,126	7	7,625
(41 emprunts)				5 434,757		

EMPRUNTS PRIVÉS

Nombre d'opérations	Monnaie de souscription	Montant en monnaie nationale (en millions)	Montant en Écu (en millions)	Durée de l'emprunt (années)	Taux nominal (%)
10	Hfl	646,000	269,120	8—15	6,45—7,125
5	FB	7 500,000	171,514	6—12	7,75—9,83
5	Flux	1 500,000	34,139	5—6	6,75—8,625
2	US\$	53,350	60,084	1—10	5,925—7,50
3	FS	375,000	211,806	5—7	4,625—4,875
2	Yen	20 800,000	126,843	8—10	6,30—7,20
3	Écu	122,000	122,000	9—15	7,54—8,875
1	Lit	21 000,000	14,213	8	10,85
36			1 009,719		

II. Opérations interbancaires

	US\$	296,234	
	Flux	24,799	
		321,033	
III. Participation de tiers au financement de prêts BEI		DM	19,990
Total			6 785,499

toutes les fois que cela lui était possible. Le secteur de l'eurodollar a été sollicité sous forme de quatre émissions publiques pour un montant total de 606,9 millions d'Écus. Comme par le passé, ces emprunts ont été lancés par appels d'offres auprès d'un petit nombre de banques ou négociés par l'intermédiaire d'un syndicat bancaire. Profitant de l'ambiance favorable de New-York à la fin du premier trimestre de 1986, la Banque, après une absence de deux ans, est revenue sur le marché intérieur américain utilisé par les émetteurs étrangers avec une émission d'une contre-valeur de 225,2 millions d'Écus d'une durée supérieure à celle qui pouvait être trouvée sur le marché de l'Eurodollar. En adaptant les conditions de son émission aux souhaits des souscripteurs japonais, notamment par le paiement d'un intérêt semestriel, la Banque a pu, au début de l'année 1986, lancer dans des conditions intéressantes, une émission publique d'un montant de 225,2 millions placée au Japon. Par ailleurs, le montant des opérations interbancaires d'une durée inférieure à cinq ans a atteint 296,2 millions d'Écus et celui des emprunts privés 60,1 millions.

En 1986, la Banque a profité de l'expansion des marchés à taux fixe en **Yen**, qu'il s'agisse du marché intérieur japonais ou celui de l'Euroyen, en y empruntant un montant total de 686,9 millions d'Écus, dont 514 correspondent à des ressources à

taux fixe et 172,8 millions à des opérations à taux variable en Dollars par l'intermédiaire de swaps. Par ailleurs, une partie des ressources à taux fixe a permis à la Banque le financement de remboursements par anticipation d'émissions précédentes pour un montant total de 217,8 millions.

Sur le marché **suisse** en expansion, où la libéralisation initiée en 1985 s'est poursuivie, la Banque a pu lever la contre-valeur de 510,5 millions d'Écus (contre 354,8 millions en 1985). L'action de la Banque s'est répartie entre le secteur des émissions publiques (298,7 millions) et celui des emprunts privés (211,8 millions). Faisant appel aux syndicats traditionnels de ses banques, la Banque a toutefois, dans le cadre d'appels d'offres, élargi le cercle des établissements financiers participant à ses emprunts.

L'euromarché du **Dollar canadien** a été sollicité par la Banque à deux reprises pour 146,4 millions d'Écus (contre 80,1 millions l'année précédente) pour des émissions publiques dont le produit a été échangé contre des monnaies à taux fixe ou variable.

Par ailleurs, la Banque, après une absence de 3 ans, est revenue sur le marché des capitaux **autrichien** avec une émission publique d'un montant de 54,4 millions d'Écus.

Resultats de gestion

Les résultats de gestion de la Banque en 1986 sont liés, d'une part, à l'augmentation de l'écart entre les charges sur emprunts et les intérêts sur prêts, influencés comme par le passé par l'utilisation de ses fonds propres et, d'autre part, à la diminution des produits d'investissement consécutive à la baisse des taux.

Le montant des intérêts et commissions sur prêts perçus en 1986 a atteint 3 197 millions contre 2 937,2 millions en 1985, alors que les intérêts et charges sur emprunts se sont élevés à 2 713,6 millions en 1986 contre 2 582,6 millions d'Écus en 1985. Les commissions de gestion sont restées stables (15 millions contre 15,6 millions).

La légère diminution des revenus au titre des intérêts et commissions sur placement, qui s'élèvent à 196,4 millions d'Écus en 1986 contre 199,5 millions en 1985, résulte de la baisse des taux à court et long terme sur la plupart des marchés en 1986.

Le solde entre les produits et les frais financiers s'est réduit de 38 millions en 1985 à 22,1 millions en 1986. Cette diminution provient de l'effet conjugué d'une détente des taux qui a limité pendant la majeure partie de 1986 les possibilités de rachat par la Banque de ses propres obligations, et d'une dété-

rioration de certains marchés à la fin du quatrième trimestre ayant généré une moins-value comptable du portefeuille dans les livres de la Banque.

Compte tenu des différences de change et après imputation de l'annuité d'amortissement sur frais d'émission et primes de remboursement pour 69,1 millions d'Écus, des amortissements sur immeubles et matériel de 4,9 millions et de la moins-value ressortant de l'évaluation des avoirs de la Banque non soumis à l'article 7 des statuts pour 2,3 millions, le solde du compte de profits et pertes atteint 576,5 millions contre 515,8 millions.

Le Conseil d'administration a recommandé au Conseil des gouverneurs de diminuer la provision pour variation du taux de conversion de l'Écu d'un montant de 2 314 120 Écus représentant la moins-value nette ressortant au 31 décembre 1986 de l'évaluation des avoirs de la Banque non soumis à l'ajustement de l'article 7 des statuts et d'affecter l'excédent de gestion de l'exercice 1986 de 578 765 599 Écus à la réserve supplémentaire.

Le total du bilan atteint 40 720,9 millions au 31 décembre 1986, contre 35 092,1 millions au 31 décembre 1985, soit une augmentation de 16 %.

Administration

Conseil d'administration

Sir Malcolm WILCOX, administrateur depuis septembre 1981, est décédé le 23 mai 1986. Le Conseil a vivement ressenti la perte de Sir Malcolm Wilcox qui avait apporté à la Banque le concours éminent de son expérience et de sa compétence; pour le remplacer, le Conseil des gouverneurs a nommé M. Alexander James Otway RITCHIE.

M. Paul ARLMAN, M. Karl BREDAHL, M. José María GARCÍA ALONSO, M. Julián GARCÍA VARGAS, M. Pierre MATHIJSEN, M. Ian PLENDERLEITH et M. Jean-Claude TRICHET ont été amenés à quitter le Conseil en 1986 et M. David DELL, M. José Antonio GIRÃO et M. Jean SAINT-GEOURS en 1987. Pour les remplacer, le Conseil des gouverneurs a nommé, pour la période restant à couvrir du mandat de leurs prédécesseurs, comme administrateurs, M. Jos de VRIES, M. Erling JØRGENSEN, M^{lle} Elizabeth LLEWELLYN-SMITH, M. Pedro MARTÍNEZ MÉNDEZ, M. Miguel MUÑIZ DE LAS CUEVAS, M. Luis MORENO et, comme suppléants, M. Alastair CLARK et M. Kaj BARLEBO-LARSEN. M. Denis SAMUEL-LAJEUNESSE, nommé administrateur titulaire pour succéder à M. Jean-Claude TRICHET, a été remplacé par M^{me} Ariane OBOLENSKY.

Le Conseil d'administration tient à remercier MM. Arlman, Bredahl, Dell, García Alonso, García Vargas, Girão, Mathijsen, Plenderleith, Saint-Geours et Trichet de leur précieuse contribution à l'activité de la Banque.

Comité de vérification

Lors de la séance annuelle du 16 juin 1986, le Conseil des gouverneurs a décidé de renouveler le mandat du membre sortant du Comité de vérification, M. Albert HANSEN, pour les exercices 1986, 1987 et 1988.

La présidence est passée à M. Constantinos THANOPOULOS jusqu'à l'approbation, à la séance annuelle de 1987, du bilan au 31 décembre 1986 et du compte de profits et pertes de l'exercice 1986.

Organisation et structure

En 1986, le Comité de direction a poursuivi la réorganisation de la structure de la Banque entamée en 1985 pour tenir compte des besoins de la Banque et de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal.

La direction des Financements à l'extérieur de la Communauté a été restructurée et toutes les phases d'instruction, de suivi et d'administration de projets ont été concentrées dans les divisions géographiques regroupées en trois départements, un pour les pays du bassin méditerranéen et les autres pour les pays signataires de la Convention de Lomé. Afin d'assurer la cohérence dans les analyses financières et les rapports de fin de travaux, une division d'appui au contrôle des projets a été créée auprès du directeur.

Pour des raisons d'efficacité et afin de mieux répondre aux exigences opérationnelles, le Corps des conseillers techniques a été regroupé sur une base sectorielle. Enfin, la réorganisation de la direction des Études est devenue effective.

Ces changements figurent aux pages 6 et 7.

Contrôles

Dans une situation économique plus complexe, les organes de la Banque continuent d'être attentifs, à tous les stades de son activité financière, à la régularité de ses opérations, à leur rentabilité et à leur conformité à la mission confiée par le Traité de Rome et par les conventions et protocoles conclus avec les pays extérieurs à la Communauté. Les procédures de suivi des projets (voir encadré p. 89) doivent être replacées dans le contexte général des structures de contrôle de la Banque.

Les contrôles s'exercent à plusieurs niveaux y compris à ceux relevant, aux termes des statuts, des responsabilités du *Conseil d'administration* et du *Comité de vérification*. Ce dernier vérifie que les formalités et les procédures prescrites ont été effectuées selon les statuts, et ceci sur la base de rapports élaborés par l'auditeur externe ainsi que par l'*audit interne* dont il reçoit tous les rapports.

Le Comité de vérification marque son accord sur le programme annuel de travail de l'audit interne, élaboré en étroite collaboration avec les auditeurs externes. Il porte tout particulièrement sur l'évaluation des systèmes de contrôles et des procédures en vigueur en matière budgétaire et suit les développements de l'informatisation.

Instruction et suivi des projets

Des premiers contacts jusqu'à la signature du contrat de prêt

La Banque contribue au financement de projets déterminés en accordant des prêts directement ou par l'entremise d'un intermédiaire financier. Cette caractéristique de l'activité de la Banque reflète sa mission de «banque d'investissement» au service de la Communauté et des pays associés voulue par ses fondateurs.

L'évaluation des projets intervient après des contacts entre les promoteurs ou les intermédiaires et la Banque. Une fois l'identification des investissements effectuée s'engage le processus d'instruction mené par une équipe rassemblant le plus souvent un ingénieur, un économiste, un analyste financier et un juriste.

Au cours d'échanges avec le promoteur, notamment sur place, sont rassemblées les informations nécessaires à une évaluation du projet :

- l'évaluation technico-commerciale a pour objet de vérifier la viabilité de l'investissement au plan technique, les estimations de coût et de délais et, pour les projets industriels, la cohérence du projet avec les perspectives de marché, et les réglementations en matière de protection de l'environnement ou d'appels à la concurrence;

- l'évaluation économique porte sur la rentabilité économique du projet et sur la cohérence de l'investissement avec les critères d'intervention de la Banque et les orientations des politiques communautaires;

- l'évaluation financière concerne la situation financière du promoteur, les perspectives de cash-flow et les garanties offertes. Les conditions du prêt (montant, durée, période de franchise, monnaies de versement) sont déterminées avec le promoteur de façon à répondre au mieux à ses besoins spécifiques en prenant en compte les disponibilités de la Banque dans les différentes monnaies et, le cas échéant, l'insertion du prêt de la Banque dans un montage financier plus large.

Au terme de l'instruction, le Conseil d'administration, après avis de la Commission et de l'État membre concerné, décide du octroi du prêt sur proposition du Comité de direction.

Lorsque des relations suivies se sont établies entre un promoteur, ou un intermédiaire, et la Banque, l'examen des demandes peut se trouver simplifié; de même la procédure de prêt global a-t-elle été établie pour répondre aux besoins des petits investissements et en particulier des PME.

De la signature du contrat au remboursement final

Après la signature du contrat, les versements sont effectués, après les vérifications d'usage, en une ou plusieurs tranches, notamment en fonction de l'avancement des travaux.

Un suivi régulier pendant le déroulement des projets permet de vérifier l'exécution des travaux, l'évolution de leur coût et, le cas échéant, des passations de marchés.

Un rapport d'évaluation est établi après achèvement de chaque projet individuel; il porte essentiellement sur les aspects techniques (y compris ceux relatifs à l'environnement), financiers et commerciaux du projet et permet d'établir une comparaison chiffrée entre les données prévisionnelles retenues lors de l'instruction et les réalisations.

Pendant toute la vie des prêts, la situation financière et les risques bancaires inhérents aux promoteurs et garants font l'objet d'un suivi régulier.

Pour les prêts globaux, les vérifications comportent notamment un examen périodique, sur place et sur pièces, de la situation financière des intermédiaires, des conditions d'utilisation des sommes versées et de leur emploi par les initiatives financées.

Ainsi, l'activité de suivi de l'exécution des projets se déroule-t-elle dans un esprit constructif, en contact avec les promoteurs et, le cas échéant, les intermédiaires et les co-financiers.

Dans les pays membres, le département Administration des financements vérifie l'exécution des projets financés, tant sur ressources propres que sur celles du NIC et de l'Euratom. Des rapports d'évaluation, et des comptes rendus d'affectation sur prêts globaux, sont effectués pour chaque opération.

À l'extérieur de la Communauté, chaque projet fait l'objet d'un rapport de fin de travaux. Pour approfondir l'analyse de l'impact des investissements financés et des enseignements opérationnels à en tirer, une première série d'études d'évaluation ex-post a commencé d'être établie, le cas échéant avec l'appui de consultants extérieurs, parfois en collaboration avec d'autres bailleurs de fonds.

Personnel

De nombreux changements sont intervenus dans l'encadrement de la Banque, du fait du départ de plusieurs membres du personnel dans le cadre, d'une part, d'un programme spécial de retraite anticipée et, d'autre part, de retraite normale.

Dans les directions des Financements dans la Communauté — PM2, M. Dennis KIRBY a été remplacé par M. Christopher LETHBRIDGE comme directeur du département Royaume-Uni, Portugal, Irlande, Mer du Nord. Ce dernier a été remplacé à la tête du département Danemark, Allemagne, Espagne par M. José Oliva MARIN.

À la Direction des Financements à l'extérieur de la Communauté, M. Thomas OURSIN et M. Rex SPELLER ont été nommés respectivement directeurs des départements ACP I et ACP II. M. Robert CORNEZ, directeur du département de l'Administration des financements a pris sa retraite.

À la direction des Finances et de la trésorerie, M. Wolfgang THILL est parti à la retraite et a été remplacé par M. Ulrich DAMM.

M. Herbert CHRISTIE est devenu directeur des Études en remplacement de M. Henri LEROUX, qui a pris sa retraite. M. Luigi GENAZZINI a été promu directeur du département des études économiques à l'extérieur de la Communauté. M. Michel DELEAU a été engagé en tant que directeur du département des études économiques dans la Communauté et M. Alfred STEINHERR en tant que directeur «ad personam» du département des études financières pour assister et, dès son départ en retraite, remplacer M. Desmond McCLELAND.

À la direction de l'Administration Générale, M. Hans HITZLBERGER et M. Jean EQUINET ont pris leur retraite et ont été remplacés respectivement par M. Ronald STURGES en tant que chef du personnel et par M. Roger ADAMS en tant que directeur du département Services de management.

Le Corps des conseillers techniques a vu le départ de M. Walter LÖWENSTEIN-LOM qui a pris sa retraite. M. Filippo BARILLI a été nommé chef de Corps adjoint.

Au 31 décembre 1986, les services de la Banque comptaient 678 personnes, dont 313 femmes et 365 hommes, soit une augmentation de 5 personnes durant l'année. A cette même date, 46 agents bénéficiaient des dispositions en vigueur à la Banque en matière de travail à temps partiel.

Au cours des cinq dernières années, le personnel, cadres et employés, s'est réparti comme suit:

Années	Cadres		Employés, secrétaires, techniciens	
	H	F	H	F
1982	209	16	104	232
1983	223	22	108	243
1984	240	26	111	261
1985	259	34	106	274
1986	259	38	106	275
Total 1986	297 (43,8 %)		381 (56,2 %)	

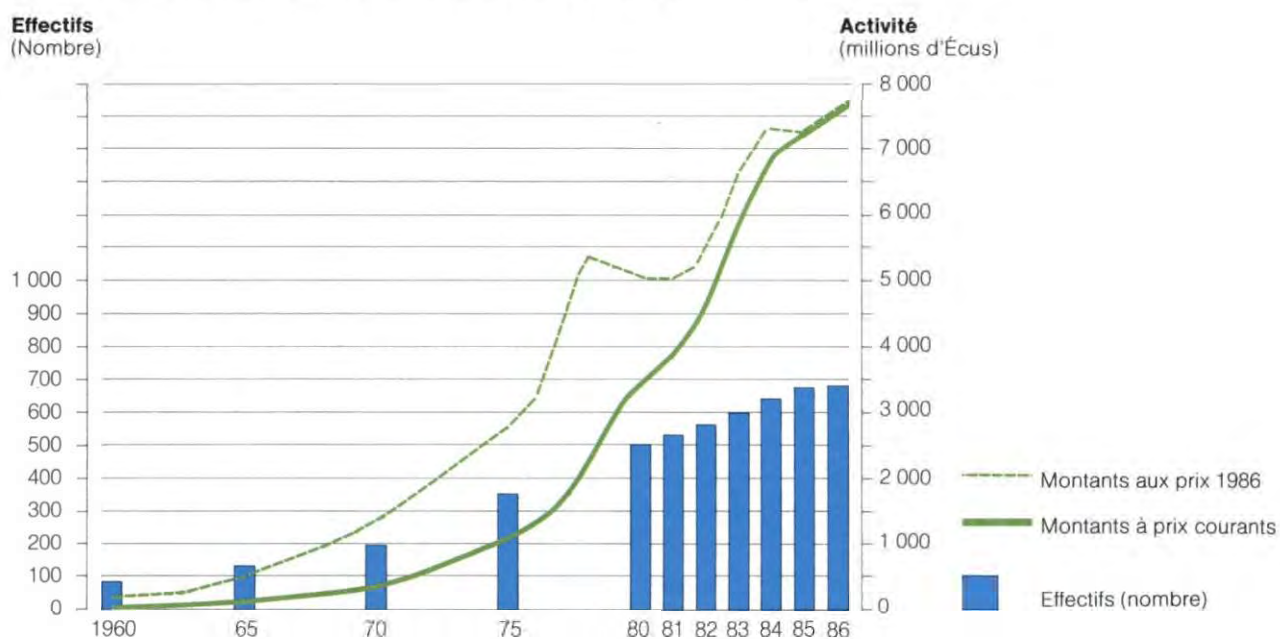
En 1986, 3 404 journées ont été consacrées à des activités de formation continue. De plus, 2 agents féminins non-cadres sont partis en congé de formation d'une année.

Début 1986, une révision partielle des procédures d'appréciation du personnel a été entreprise, complétée en fin d'année. Parallèlement ont débuté les premières études sur la part du mérite dans le système de rémunération, lesquelles se poursuivront durant 1987.

Les représentants élus du personnel ont été consultés sur les questions intéressant les agents de la Banque et ont participé activement à la mise au point de la politique appliquée dans ces domaines.

Le recrutement se poursuit dans les deux nouveaux pays membres de façon à assurer aux ressortissants espagnols et portugais une participation adéquate au sein du personnel de la Banque.

Évolution des effectifs et de l'activité totale de la Banque (1960—1986)



Le Conseil d'administration exprime sa satisfaction à l'ensemble du personnel de la Banque pour la qualité du travail accompli durant l'année, le dévouement dont il a fait preuve et sa capacité d'adaptation à un environnement en constante évolution.

Luxembourg, le 12 mai 1987

Le Président du Conseil d'administration
Ernst-Günther BRÖDER

Bilan au 31 décembre 1986

En Écus — voir les notes sur les états financiers, Annexe E

Actif	31. 12. 1986	31. 12. 1985
À verser par les États membres en compte capital (Annexe A)	1 203 762 091	270 000 000
À recevoir en compte de réserves et de provisions (Note N)	154 123 642	—
Caisse et Banques		
À vue ou à un an au plus	1 599 240 761	1 362 821 758
À plus d'un an	973 284	78 033
	1 600 214 045	1 362 899 791
Portefeuille (Note B)		
À un an au plus	251 800 316	161 304 848
À plus d'un an	599 546 399	704 400 598
	851 346 715	865 705 446
Produits d'emprunts à recevoir	458 899 455	91 270 285
Créances sur États membres pour ajustement du capital (Annexe D)	12 903 290	13 121 193
Prêts (Annexe B)		
Total en cours	36 344 373 008	32 531 641 659
moins: partie non décaissée des prêts accordés	2 240 235 350	2 305 176 694
	34 104 137 658	30 226 464 965
Garanties		
Créances au titre de prêts sur mandat	14 780 117	23 055 507
Créances au titre de prêts accordés par des tiers: 1986: 410 478 536; 1985: 512 253 660		
Créances au titre de participations des tiers au financement des prêts de la Banque: 1986: 190 196 341; 1985: 223 900 583		
Terrains et immeubles (Note C)	41 106 263	42 235 457
Intérêts et commissions à recevoir	917 155 716	850 455 142
À recevoir au titre de bonifications d'intérêt versées d'avance dans le cadre du SME (Note H)	256 010 991	275 594 058
Frais d'émission à amortir	371 290 530	324 303 678
Primes de remboursement à amortir	6 991 517	9 224 135
	378 282 047	333 527 813
Dépôts spéciaux pour service d'emprunts (Note D)	648 366 877	690 911 979
Divers (Note G)	79 846 691	46 814 611
	40 720 935 598	35 092 056 247

Passif	31. 12. 1986	31. 12. 1985
Capital (Annexe A)		
Souscrit	28 800 000 000	14 400 000 000
Non appelé	26 204 061 724	12 934 285 000
	2 595 938 276	1 465 715 000
Fonds de réserve (Note N)	2 880 000 000	1 440 000 000
Réserve supplémentaire (Note N)	332 206 336	1 000 598 914
Provision pour variation du taux de conversion de l'Écu (Note N)	15 725 159	14 669 916
Fonds de pension du personnel (Note E)	77 823 730	64 376 775
Dettes envers États membres pour ajustement du capital (Annexe D)	2 780 888	9 047 354
Emprunts à court terme (Annexe C)	562 688 033	659 383 128
Emprunts à moyen et long terme (Annexe C)		
Obligations et bons de caisse	24 476 585 704	21 403 488 331
Autres	5 785 441 716	5 320 838 116
	30 262 027 420	26 724 326 447
Primes de remboursement sur obligations	9 074 707	11 430 363
	30 271 102 127	26 735 756 810
Créditeurs divers (Note F)	625 476 893	282 837 705
Garanties		
Sur prêts sur mandat	14 780 117	23 055 507
Sur prêts accordés par des tiers: 1986: 410 478 536; 1985: 512 253 660		
Sur participations des tiers au financement des prêts de la Banque: 1986: 190 196 341; 1985: 223 900 583		
Bonifications d'intérêt reçues d'avance (Note H)	820 331 636	923 047 187
Bonifications d'intérêt reçues d'avance pour compte de tiers (Note H)	108 290 204	126 886 507
	928 621 840	1 049 933 694
Intérêts et commissions à payer et intérêts reçus d'avance	1 163 071 796	1 118 365 480
Coupons et obligations échus — non encore payés (Note D)	648 366 877	690 911 979
Divers (Note G)	25 902 047	21 614 056
Solde du compte de profits et pertes (Note N)	576 451 479	515 789 929
	40 720 935 598	35 092 056 247

Comptes d'ordre

Section spéciale

Fonds en gestion fiduciaire		
— pour le compte des États membres	284 311 245	295 986 908
— pour le compte des Communautés européennes	8 002 808 640	7 275 996 775
Titres reçus en garantie de prêts sur mandat	14 780 117	17 560 649
Titres reçus en dépôt	56 054 859	78 835 310

Situation de la section spéciale ⁽¹⁾ au 31 décembre 1986

En Écus — voir les notes sur les états financiers, Annexe E

Actif	31. 12. 1986	31. 12. 1985
Pays de la Communauté		
<i>Sur ressources de la Communauté européenne de l'énergie atomique</i>		
Prêts en cours		
— à verser	132 663 166	—
— versés	2 398 218 069	1 988 341 853
Total ⁽²⁾	2 530 881 235	1 988 341 853
<i>Sur ressources de la Communauté économique européenne (nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts)</i>		
Prêts en cours		
— à verser	206 855 052	382 395 392
— versés	4 993 510 883	4 757 896 039
Total ⁽³⁾	5 200 365 935	5 140 291 431
Turquie		
<i>Sur ressources des États membres</i>		
Prêts en cours		
— à verser	18 433 873	—
— versés	284 311 245	295 986 908
Total ⁽⁴⁾	302 745 118	295 986 908
Pays du bassin méditerranéen		
<i>Sur ressources de la Communauté économique européenne</i>		
Prêts en cours		
— à verser	41 078 663	79 444 129
— versés	262 121 337	209 555 871
	303 200 000	289 000 000
Opérations sur capitaux à risques		
— montants à verser	3 000 000	3 000 000
— montants versés	5 000 000	5 000 000
	8 000 000	8 000 000
Total ⁽⁵⁾	311 200 000	297 000 000
Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et pays et territoires d'outre-mer		
<i>Sur ressources de la Communauté économique européenne</i>		
Conventions de Yaoundé I et II		
Prets versés	100 751 997	104 806 250
Contribution à la formation de capitaux à risques		
Montants versés	1 236 357	1 267 760
Total ⁽⁶⁾	101 988 354	106 074 010
Conventions de Lomé I, II et III		
Opérations sur capitaux à risques		
— montants à verser	177 277 519	161 410 158
— montants versés	241 969 997	209 129 002
Total ⁽⁷⁾	419 247 516	370 539 160
Total général	8 866 428 158	8 198 233 362

Pour mémoire:

Total des montants versés et non encore remboursés sur les prêts à conditions spéciales accordés par la Commission et pour lesquels la Banque a accepté un mandat de recouvrement de la CEE:

a) dans le cadre des Conventions de Lomé I et II au 31. 12. 1986: 701 323 070, au 31. 12. 1985: 598 273 563.

b) dans le cadre des protocoles signés avec les pays du bassin méditerranéen au 31. 12. 1986: 93 939 289, au 31. 12. 1985: 76 767 195.

⁽¹⁾ La section spéciale a été créée par le Conseil des gouverneurs le 27 mai 1963; son but a été redéfini par décision du 4 août 1977 comme étant celui de comptabiliser les opérations que la Banque effectue pour compte et sur mandat des tiers.

⁽²⁾ Montant initial des contrats signés dans le cadre des décisions du Conseil des Communautés européennes (77/271/EURATOM) du 29 mars 1977, (82/170/EURATOM) du 15 mars 1982 et (85/537/EURATOM) du 5 décembre 1985 à concu-

rence d'un montant total de trois milliards pour le financement de centrales nucléaires de puissance dans les pays de la Communauté, sur mandat pour compte et risque de la Communauté européenne de l'énergie atomique:

	2 562 985 528
À ajouter: ajustements de change	+ 148 489 948
À déduire: remboursements	— 180 594 241
	<u>2 530 881 235</u>

Passif

Fonds en gestion fiduciaire

Sur mandat des Communautés européennes

Communauté européenne de l'énergie atomique

Communauté économique européenne:

— Nouvel instrument communautaire

— Protocoles financiers avec les pays du bassin méditerranéen

— Conventions de Yaoundé I et II

— Conventions de Lomé I, II et III

Sur mandat des États membres

Total

Fonds à verser

Sur prêts de la Communauté européenne de l'énergie atomique

Sur prêts nouvel instrument communautaire

Sur prêts à la Turquie, deuxième protocole complémentaire

Sur prêts et opérations sur capitaux à risques dans les pays du bassin méditerranéen

Sur opérations sur capitaux à risques Conventions de Lomé I, II et III

Total

Total général

31. 12. 1986

31. 12. 1985

2 398 218 069

1 988 341 853

4 993 510 883

4 757 896 039

267 121 337

214 555 871

101 988 354

106 074 010

241 969 997

209 129 002

8 002 808 640

7 275 996 775

284 311 245

295 986 908

8 287 119 885

7 571 983 683

132 663 166

—

206 855 052

382 395 392

18 433 873

—

44 078 663

82 444 129

177 277 519

161 410 158

579 308 273

626 249 679

8 866 428 158

8 198 233 362

(3) Montant initial des contrats signés dans le cadre des décisions du Conseil des Communautés européennes (78/870/CEE) du 16 octobre 1978 (nouvel instrument communautaire), (82/169/CEE) du 15 mars 1982 et (83/200/CEE) du 19 avril 1983 pour la promotion des investissements dans la Communauté ainsi que (81/19/CEE) du 20 janvier 1981 pour la reconstruction des zones sinistrées par le tremblement de terre du 23 novembre 1980 en Campanie et Basilicate (Italie) et (81/1013/CEE) du 14 décembre 1981 pour la reconstruction des zones sinistrées par les séismes survenus en Grèce en février/mars 1981, sur mandat pour compte et risque de la Communauté économique européenne:

À ajouter: ajustements de change + 112 209 086

À déduire: annulations 83 873 427

remboursements 287 555 914 — 371 429 341

5 200 365 935

(4) Montant initial des prêts signés pour le financement des projets situés en Turquie, sur mandat pour compte et risque des États membres: 400 215 000

À ajouter: ajustements de change + 10 483 980

À déduire: annulations 215 000

remboursements 107 738 862 — 107 953 862

302 745 118

(5) Montant initial des contrats signés pour le financement des projets situés dans les pays du Maghreb, Machrek, ainsi qu'à Malte, Chypre, en Turquie et en Grèce (10 000 000 accordés avant son adhésion à la CEE le 1^{er} janvier 1981) sur mandat pour compte et risque de la Communauté économique européenne: 311 200 000

(6) Montant initial des contrats signés pour le financement des projets dans les États africains, malgache et mauricien associés

et dans les pays, territoires et départements d'outre-mer (EAMMA-PTDOM) sur mandat pour compte et risque de la Communauté économique européenne:

— prêts à conditions spéciales 139 483 056

— contribution à la formation de capitaux à risques 2 502 615 141 985 671

À ajouter:

— intérêts capitalisés 1 178 272

— ajustements de change 7 748 300 + 8 926 572

À déduire:

— annulations 1 573 609

— remboursements 47 350 280 — 48 923 889

101 988 354

(7) Montant initial des contrats signés pour le financement des projets dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ainsi que dans les pays et territoires d'outre-mer (ACP/PTOM) sur mandat pour compte et risque de la Communauté économique européenne:

— prêts conditionnels et subordonnés 428 235 000

— prises de participation 11 232 498

— souscription d'obligations convertibles 2 499 606 441 967 104

À ajouter:

— intérêts capitalisés + 60 371

À déduire:

— annulations 10 514 107

— remboursements 9 980 681

— ajustements de change 2 285 171 — 22 779 959

419 247 516

Compte de profits et pertes pour l'exercice clos le 31 décembre 1986

En Écus — voir les notes sur les états financiers, Annexe E

Revenus	1986	1985
Intérêts et commissions sur prêts	3 196 964 589	2 937 209 467
Intérêts et commissions sur placements	196 412 611	199 484 300
Commissions de gestion (Note I)	15 033 435	15 565 292
Produits financiers et autres recettes (Note L)	38 920 996	39 350 295
Différences de change	760 591	—
	3 448 092 222	3 191 609 354
Dépenses		
Dépenses et charges administratives (Note K)	65 021 642	55 770 557
Intérêts et charges sur emprunts	2 713 603 269	2 582 625 671
Amortissements sur frais d'émission et sur primes de remboursement	69 062 946	59 916 231
Frais financiers (Note L)	16 772 462	1 368 962
Amortissements		
— sur achats nets installations et matériel	3 185 304	2 931 193
— sur immeubles	1 681 000	1 667 000
Différences de change	—	219 234
	2 869 326 623	2 704 498 848
Excédent de gestion	578 765 599	487 110 506
Moins-value nette ressortant de l'évaluation des avoirs de la Banque non soumis à l'ajustement de l'art. 7 des statuts (Note J)	— 2 314 120	— 10 213 093
Produit exceptionnel (Note M)	—	+ 38 892 516
Solde (Note N)	576 451 479	515 789 929

Tableau de l'évolution de la situation financière pour l'exercice clos le 31 décembre 1986

En Écus — voir les notes sur les états financiers, Annexe E

	1986	1985
Origine des fonds		
Solde du compte de profits et pertes	576 451 479	515 789 929
Postes n'entraînant pas de mouvements de fonds:		
Amortissements sur immeubles, sur achats nets installations et matériel	4 866 304	4 598 193
Amortissements sur frais d'émission et primes de remboursement	69 062 946	59 916 231
Augmentation des intérêts et commissions à payer et intérêts reçus d'avance	44 706 316	43 559 049
Augmentation des intérêts et commissions à recevoir	— 66 700 574	— 83 350 025
	628 386 471	540 513 377
Autres ressources:		
Produits d'emprunts	6 301 189 196	5 875 566 869
Remboursements de prêts	2 269 880 430	1 851 850 634
Capital, réserves et provisions versés par les États membres	299 210 279	135 000 000
Ajustements de change sur prêts	944 269 262	2 015 164 031
Augmentation (diminution) du total des postes: Crédoiteurs divers, Divers au passif, Fonds de pension du personnel et bonifications d'intérêt nettes	258 645 347	— 268 959 700
Total	10 701 580 985	10 149 135 211
Emploi des fonds		
Les liquidités ont été employées pour:		
Versements nets de prêts	7 091 822 385	6 397 737 379
Remboursements d'emprunts	2 397 449 493	1 788 216 394
Frais d'émission et primes de remboursement sur emprunts	113 817 180	71 345 058
Terrains, immeubles et installations	3 737 110	2 931 193
Ajustements de change sur emprunts	832 718 651	1 807 593 508
Augmentation nette au titre d'ajustement du capital des États membres	6 048 563	3 335 973
Augmentation (diminution) du poste Divers à l'actif	33 032 080	— 8 955 906
Augmentation des postes Caisse et Banques et Portefeuille	222 955 523	86 931 612
Total	10 701 580 985	10 149 135 211

Annexe A — État des souscriptions au capital

Au 31 décembre 1986

En milliers d'Écus — voir les notes sur les états financiers, Annexe E

Pays membres	Capital souscrit (1)	Capital non appelé (2)	versé au 31. 12. 1986	À verser (1)	Capital libéré Total
Allemagne	5 508 725	5 011 195,625	291 093,750	206 435,625	497 529,375
France	5 508 725	5 011 195,625	291 093,750	206 435,625	497 529,375
Italie	5 508 725	5 011 195,625	241 312,500	256 216,875	497 529,375
Royaume-Uni	5 508 725	5 011 195,625	291 093,750	206 435,625	497 529,375
Espagne	2 024 928	1 843 594,060	46 848,236	134 485,704	181 333,940
Belgique	1 526 980	1 390 237,750	76 654,687	60 087,563	136 742,250
Pays-Bas	1 526 980	1 390 237,750	76 654,687	60 087,563	136 742,250
Danemark	773 154	703 917,450	38 812,500	30 424,050	69 236,550
Grèce	414 190	377 098,250	20 793,125	16 298,625	37 091,750
Portugal	266 922	243 018,914	6 175,450	17 727,636	23 903,086
Irlande	193 288	175 978,900	9 703,125	7 605,975	17 309,100
Luxembourg	38 658	35 196,150	1 940,625	1 521,225	3 461,850
Total	28 800 000	26 204 061,724	1 392 176,185	1 203 762,091	2 595 938,276

(1) À dater du 1^{er} janvier 1986, le capital souscrit de la Banque a été porté de 14 400 000 000 Écus à 28 800 000 000 Écus. Ce doublement résulte à la fois de l'augmentation de la contribution des dix anciens États membres, y compris l'alignement de la quote-part du capital souscrit par l'Italie sur celle de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni (décision du Conseil des gouverneurs du 11 juin 1985), et de la contribution des deux nouveaux États membres — Espagne et Portugal (article 2 du Protocole n° 1 de l'Acte d'adhésion signé le 12 juin 1985).

a) Les dix États membres verseront 7,5% de leur quote-part de l'augmentation du capital, soit en totalité 906 111 250 Écus, répartis en douze tranches égales de 75 675 937,50 entre le 30 avril et le 31 octobre des années 1988 à 1993.

b) Au titre de l'alignement de sa quote-part, l'Italie versera un montant complémentaire de 16 875 000 Écus en quatre tranches égales de 4 218 750 entre le 30 avril et le 31 octobre des années 1986 et 1987.

c) À la suite de leur adhésion, le Royaume d'Espagne et la République portugaise verseront un montant de 103 379 526 Écus correspondant à leur quote-part du capital versé par les États membres à la date du 1^{er} janvier 1986 en cinq tranches égales de 20 675 905,2 entre le 30 avril 1986 et le 30 avril 1988, ainsi qu'un montant de 78 513 750 Écus en douze tranches égales de 6 542 812,50 entre le 30 avril et le 31 octobre des années 1988 à 1993.

d) Pour la partie restant encore à verser au titre de l'augmentation du capital décidée le 15 juin 1981, les douze États membres verseront le montant de 293 343 750 Écus en quatre tranches égales de 73 335 937,50 entre le 30 avril et le 31 octobre des années 1986 et 1987.

Au 31 décembre, le montant à verser d'Écu 1 203 762 091 représente: les douze tranches égales de 75 675 937,50 à verser au titre du a) ci-dessus; les deux tranches égales de 4 218 750 au titre du b) ci-dessus; les trois tranches égales de 20 675 905,20 et les douze tranches égales de 6 542 812,50 au titre du c) ci-dessus; les deux tranches égales de 73 335 937,50 au titre du d) ci-dessus.

(2) Le Conseil d'administration peut en exiger le versement, pour autant que ce versement soit rendu nécessaire, pour faire face aux obligations de la Banque à l'égard de ses bailleurs de fonds.

Annexe B — Décomposition des prêts en cours

Au 31 décembre 1986

En Écus — voir les notes sur les états financiers, Annexe E

Localisation des projets	Nombre	Total en cours (1) (2) (3)	Montants non encore décaissés	Montants décaissés	% du total en cours
1. Prêts pour investissements dans la Communauté et prêts assimilés:					
Allemagne	45	942 937 327	109 821 300	833 116 027	2,59
France	222	4 576 917 786	154 908 415	4 422 009 371	12,59
Italie	879	14 917 633 825	470 677 435	14 446 956 390	41,05
Royaume-Uni	346	5 628 278 219	28 900 933	5 599 377 286	15,49
Espagne	43	843 026 665	48 455 200	794 571 465	2,32
Belgique	22	631 289 184	46 261 493	585 027 691	1,74
Pays-Bas	9	179 826 936	12 793 832	167 033 104	0,49
Danemark	104	1 349 431 738	—	1 349 431 738	3,71
Grèce	123	1 842 761 621	32 983 619	1 809 778 002	5,07
Portugal	45	722 185 439	288 065 120	434 120 319	1,99
Irlande	150	2 144 987 179	114 404 807	2 030 582 372	5,90
Luxembourg	3	35 688 301	—	35 688 301	0,10
Prêts assimilés (*)	8	270 661 568	—	270 661 568	0,74
Sous-total	1 999	34 085 625 788	1 307 272 154	32 778 353 634	93,78
2. Prêts pour investissements à l'extérieur de la Communauté:					
<i>Pays du bassin méditerranéen</i>					
Yougoslavie	6	288 991 381	105 692 496	183 298 885	0,79
Égypte	10	225 202 501	98 179 907	127 022 594	0,61
Algérie	4	152 467 948	108 716 242	43 751 706	0,41
Maroc	8	142 041 472	27 099 725	114 941 747	0,39
Tunisie	14	114 268 693	60 202 090	54 066 603	0,31
Syrie	5	96 243 817	60 095 000	36 148 817	0,26
Turquie	9	82 907 933	—	82 907 933	0,23
Jordanie	12	49 293 598	16 450 000	32 843 598	0,14
Chypre	3	45 392 840	22 342 118	23 050 722	0,12
Liban	7	28 814 688	—	28 814 688	0,08
Malte	2	14 507 080	13 000 000	1 507 080	0,04
<i>Pays ACP/PTOM</i>					
Côte-d'Ivoire	21	113 155 936	50 012 828	63 143 108	0,31
Cameroun	13	109 569 525	37 546 485	72 023 040	0,30
Kenya	11	76 839 223	25 516 794	51 322 429	0,21
Nigéria	3	72 517 535	30 577 000	41 940 535	0,20
Papouasie-Nouvelle Guinée	4	63 306 963	36 362 550	26 944 413	0,17
Zaire	2	55 894 148	50 000 000	5 894 148	0,15
Îles Fidji	6	51 749 337	13 485 180	38 264 157	0,14
Trinité et Tobago	5	38 354 547	19 107 594	19 246 953	0,11
Zimbabwe	2	34 567 756	15 099 366	19 468 390	0,10
Zambie	4	32 891 867	—	32 891 867	0,09
Botswana	5	32 466 352	16 077 237	16 389 115	0,09
Sénégal	4	30 193 574	—	30 193 574	0,08
Gabon	4	29 222 481	3 829 178	25 393 303	0,08
Ghana	3	28 280 089	17 000 000	11 280 089	0,08
Congo	3	28 149 256	23 073 285	5 075 971	0,08
Île Maurice	7	28 063 628	15 368 000	12 695 628	0,08
Mauritanie	1	22 427 804	—	22 427 804	0,06
Togo	4	18 925 442	—	18 925 442	0,05
Malawi	6	17 495 826	9 170 000	8 325 826	0,05
Jamaïque	2	14 003 190	11 934 765	2 068 425	0,04
Bénin	1	13 500 000	13 500 000	—	0,04
Swaziland	3	13 292 119	—	13 292 119	0,04
Barbade	4	13 182 721	5 097 408	8 085 313	0,04
Niger	3	11 746 289	—	11 746 289	0,03
Guinée	2	10 491 139	1 414 018	9 077 121	0,03
Bahamas	1	8 500 000	8 500 000	—	0,02
Nouvelle-Calédonie	2	7 943 814	—	7 943 814	0,02
Libéria	3	7 854 959	1 201 000	6 653 959	0,02
Antilles Néerlandaises	1	7 100 000	7 100 000	—	0,02
Burkina Faso	1	6 532 568	—	6 532 568	0,02
Afrique de l'Ouest	1	4 307 194	—	4 307 194	0,01
Polynésie Française	1	4 000 000	4 000 000	—	0,01
Sainte Lucie	1	3 000 000	3 000 000	—	0,01
Afrique Centrale	1	2 600 000	2 600 000	—	0,01
Îles Caimans	1	2 351 734	—	2 351 734	0,01
Belize	1	1 671 065	106 000	1 565 065	0,01
Région Caraïbes	1	1 072 311	—	1 072 311	0,01
Montserrat	1	857 322	506 930	350 392	0,01
Tanzanie	1	537 555	—	537 555	0,01
Sous-total	220	2 258 747 220	932 963 196	1 325 784 024	6,22
Total général	2 219	36 344 373 008	2 240 235 350	34 104 137 658	100,00

(*) Prêts assimilés à des prêts dans la Communauté; opérations effectuées en vertu de l'article 18.1 al. 2. des statuts et concernant des investissements sur le plateau continental de Norvège, en Autriche et en Tunisie, ainsi que l'achat et l'exploitation de satellites en orbite géostationnaire.

(1) Monnaies remboursables sur prêts en cours:

Monnaie:	Montant:
Monnaies des États membres	20 708 189 555
Autres monnaies	13 395 948 103
Partie décaissée sur prêts en cours	34 104 137 658
À ajouter: partie non décaissée sur prêts en cours:	
Prêts à verser à un taux d'intérêt et un assortiment de devises fixes, déterminés dans le contrat de financement	401 430 505
Prêts à verser à un taux d'intérêt fixe, déterminé dans le contrat de financement, la Banque disposant du choix des devises à décaisser	1 070 431 498
Prêts à verser à taux ouvert, la Banque disposant du choix des taux d'intérêt et des assortiments de devises à verser	768 373 347
	<u>2 240 235 350</u>
	<u>36 344 373 008</u>

Echéancier des prêts en cours en milliers d'Écus

Période	au 31. 12. 1986	Période	au 31. 12. 1985
année 1987	2 319 383	année 1986	2 042 774
année 1988	2 634 024	année 1987	2 396 715
année 1989	3 115 378	année 1988	2 680 373
année 1990	3 446 759	année 1989	2 969 886
année 1991	3 516 182	année 1990	3 135 069
années 1992 à 1996	15 031 900	années 1991 à 1995	13 511 053
années 1997 à 2001	5 474 675	années 1996 à 2000	5 054 661
années 2002 à 2006	713 438	années 2001 à 2005	696 264
années 2007 à 2013	92 634	années 2006 à 2009	44 846
Total	<u>36 344 373</u>	Total	<u>32 531 641</u>

(2) Ventilation des prêts en cours suivant les garanties principales dont ils sont assortis au 31 décembre 1986 (a)**A. Prêts pour investissements dans la Communauté et prêts assimilés (b)**

Prêts accordés aux États membres ou bénéficiant de leur garantie	24 983 211 147 (c-d)
Prêts accordés à des institutions publiques d'États membres ou garantis par celles-ci	5 761 717 531 (c)
Prêts accordés à/ou garantis par des institutions financières (banques, instituts de crédit à long terme, compagnies d'assurances)	1 279 887 396 (c)
Prêts garantis par des sociétés (autres que des institutions financières) sous contrôle majoritaire d'États membres ou d'institutions publiques dans la Communauté	268 398 308 (c)
Prêts garantis par des sûretés réelles sur immeubles	231 091 781
Prêts garantis par des sociétés (autres que des banques) du secteur privé	834 554 210
Prêts garantis par des sûretés réelles sur d'autres biens; autres sûretés	726 765 415
Sous-total	<u>34 085 625 788</u>

B. Prêts pour investissements à l'extérieur de la Communauté

1. Prêts accordés en application de la seconde Convention de Yaoundé	
Prêts accordés aux États EAMMA signataires de cette Convention ou bénéficiant de leur garantie	19 310 800
Prêts bénéficiant d'autres garanties	870 720
	<u>20 181 520 (e)</u>
2. Prêts accordés en application de la première Convention de Lomé	
Prêts accordés aux États ACP signataires de cette Convention ou bénéficiant de leur garantie	265 045 824
Prêts bénéficiant d'autres garanties	8 145 405
	<u>273 191 229 (f)</u>

3. Prêts accordés en application de la seconde Convention de Lomé

Prêts accordés aux États ACP signataires de cette Convention ou bénéficiant de leur garantie	519 585 963
Prêts bénéficiant d'autres garanties	16 909 055
Prêts accordés pour le développement du potentiel minier et énergétique (article 59)	38 047 503
	<u>574 542 521 (f)</u>

4. Prêts accordés en application de la troisième Convention de Lomé

Prêts accordés aux États ACP signataires de cette Convention ou bénéficiant de leur garantie	142 700 000
Prêts bénéficiant d'autres garanties	8 000 000
	<u>150 700 000 (f)</u>

5. Prêts accordés en application des accords financiers de la CEE avec des pays du bassin méditerranéen

Prêts bénéficiant de la garantie des six États membres fondateurs de la BEI	241 301
Prêts accordés aux pays du bassin méditerranéen signataires de ces accords ou bénéficiant de leur garantie ou de leur contre-garantie	1 239 890 649 (c)
	<u>1 240 131 950</u>
Sous-total	<u>2 258 747 220</u>
Total des prêts en cours	<u>36 344 373 008</u>

(a) Pour une partie des prêts, il y a concours de plusieurs types de garanties ou de sûretés.

(b) Prêts assimilés: opérations effectuées en vertu de l'article 18.1 al. 2, des statuts et concernant des investissements sur le plateau continental de Norvège, en Autriche et en Tunisie, ainsi que l'achat et l'exploitation de satellites en orbite géostationnaire.

(c) Le montant du cautionnement global donné par la CEE atteint Ecu 2 034 585 700 au 31 décembre 1986 comparé à Ecu 1 879 042 400 au 31 décembre 1985.

Le cautionnement est donné pour la couverture de tout risque découlant des engagements financiers dans les pays du bassin méditerranéen ainsi que d'engagements financiers en Grèce, en Espagne et au Portugal relatifs aux prêts accordés avant leur entrée dans la CEE, dont le montant total s'élève à Ecu 1 218 054 770 au 31 décembre 1986.

(d) Le montant des prêts bénéficiant de la garantie de la CEE s'élève à Ecu 62 813 998 au 31 décembre 1986.

(e) Les prêts accordés en application de la seconde Convention de Yaoundé bénéficient de la garantie des six États membres fondateurs de la BEI.

(f) Les montants du cautionnement donné par les États membres pour la couverture de tout risque découlant des engagements financiers au titre des Conventions de Lomé s'élèvent respectivement à:
— Ecu 114 842 500 pour la première Convention;
— Ecu 451 122 700 pour la seconde Convention;
— Ecu 113 025 000 pour la troisième Convention.

(3) Montant originel des prêts sur la base des parités appliquées au jour de la signature

	46 071 409 750
À ajouter:	
ajustements de change	+ 2 090 623 531
	<u>48 162 033 281</u>
À déduire:	
résiliations et annulations	429 929 266
remboursements du principal à la Banque	11 197 534 666
participations sur prêts attribuées à des tiers	190 196 341
	<u>- 11 817 660 273</u>
Prêts en cours	<u>36 344 373 008</u>

L'encours total des prêts et des garanties accordés par la Banque qui, en vertu de l'article 18, alinéa 5 des statuts, ne doit pas excéder 250 % du montant du capital souscrit, soit 72 000 000 000 au niveau du capital actuel, s'établissait au 31 décembre 1986 à:

prêts	36 344 373 008
garanties:	
au titre de prêts sur mandat	14 780 117
au titre de prêts accordés par des tiers	410 478 536
au titre de participations des tiers au financement des prêts de la Banque	190 196 341
	<u>615 454 994</u>
Total des prêts et des garanties en cours	<u>36 959 828 002</u>

Annexe C — État résumé des emprunts

Au 31 décembre 1986

En Écus — voir les notes sur les états financiers, Annexe E

Emprunts à court terme		Principal non amorti		Taux d'intérêt (moyens pondérés)
Payables en	au 31. 12. 1985	au 31. 12. 1986		
Écu	100 000 000	100 000 000		7,50
US\$ valeur nominale	563 109 355	467 119 154		6,04
Moins:				
Montant des escomptes non amortis	— 3 726 227	— 4 431 121		
Total	659 383 128	562 688 033		

Emprunts à moyen et long terme		Opérations de l'exercice			Principal non amorti au 31. 12. 1986		
Payables en	Principal non amorti au 31. 12. 1985	Emprunts	Remboursements	Ajustements de change	Montant (1)	Taux d'intérêt (moyens pondérés)	Échéances
EURCO (2)	73 274 260	—	25 385 813	573 367 +	48 461 814	8,00	1987/1989
Écu	1 592 948 000	827 000 000	35 349 000	—	2 384 599 000	9,45	1987/2001
DM	5 172 461 604	859 432 715	177 391 720	293 408 388 +	6 147 910 987	7,76	1987/2016
FF	1 333 905 516	218 821 573	74 713 715	32 437 081 —	1 445 576 293	12,46	1987/1997
£	1 116 045 947	304 097 220	79 791 971	188 681 356 —	1 151 669 840	11,34	1987/2004
Lit	491 801 616	594 090 972	24 049 874	22 639 215 +	1 084 481 929	11,28	1987/1996
FB	718 895 733	262 588 999	50 140 909	26 676 185 +	958 020 008	10,63	1987/2000
Hfl	2 754 646 610	514 993 056	159 644 527	147 528 905 +	3 257 524 044	8,85	1987/2004
Dkr	31 419 983	—	—	378 865 +	31 798 848	12,00	1987/1995
£irl.	21 006 785	—	—	1 394 533 —	19 612 252	11,50	1987/1995
Flux	248 230 486	81 335 086	50 741 698	9 077 589 +	287 901 463	9,65	1987/1995
US\$	7 812 070 061	1 705 008 813 (3)	1 187 947 063	1 351 026 686 —	6 978 105 125	10,52	1987/2000
FS	2 233 514 289	510 476 462	253 697 477	140 870 229 +	2 631 163 503	5,87	1987/2001
Yen	2 907 119 249	686 931 654 (3)	249 178 869	127 696 749 +	3 472 568 783	7,47	1987/2001
Sch. aut.	92 026 602	54 362 599	28 878 092	4 837 106 +	122 348 215	7,62	1987/1996
Can\$	124 959 706	146 374 312 (3)	—	31 048 702 —	240 285 316	10,48	1991/1996
Total	26 724 326 447	6 765 513 461	2 396 910 728	830 901 760 —	30 262 027 420		
Primes de remboursement	11 430 363	—	538 765	1 816 891 —	9 074 707		
Total général	26 735 756 810	6 765 513 461	2 397 449 493	832 718 651 —	30 271 102 127		

(1) Le tableau suivant indique les montants en milliers d'Écus requis en capital pour le remboursement des emprunts à moyen et long terme:

Période	au 31. 12. 1986	Période	au 31. 12. 1985
année 1987	1 930 314	année 1986	1 525 839
année 1988	2 074 124	année 1987	2 022 956
année 1989	2 123 466	année 1988	2 146 291
année 1990	3 032 730	année 1989	2 255 025
année 1991	3 119 819	année 1990	3 154 209
années 1992 à 1996	15 024 368	années 1991 à 1995	13 519 973
années 1997 à 2001	2 669 973	années 1996 à 2000	1 645 811
années 2002 à 2006	127 723	années 2001 à 2005	265 653
année 2016	168 585		
Total	30 271 102	Total	26 735 757

(2) L'Eurco est composé invariablement par la somme des montants fixes de toutes les monnaies de 9 États membres de la Communauté économique européenne, à savoir: 1 EURCO = 0,9 DM + 1,2 FF + 0,075 £ + 80 Lit + 0,35 Hfl + 4,5 FB + 0,2 Dkr + 0,005 £irl. + 0,5 Flux.

(3) Au cours de l'année 1986, certains emprunts émis à taux fixe en Yen et en Can\$ ont été échangés en US\$ à taux variable et des emprunts émis à taux fixe US\$ et Can\$ ont été échangés respectivement en FF et en Écus à taux fixe.

Annexe D — Créances sur les États membres et dettes envers ces États pour ajustement du capital

Au 31 décembre 1986

En Écus — voir les notes sur les états financiers, Annexe E

L'application des taux de conversion indiqués dans la note A de l'annexe E ci-après conduit à un ajustement des montants versés par les États membres dans leur monnaie nationale à titre de capital, conformément à l'article 7 des statuts.

Les montants à recevoir par la Banque ou à payer par elle sont les suivants:

Créances sur:		
la France	4 845 230	
l'Italie	140 840	
le Royaume-Uni	4 987 537	
l'Espagne	1 387 183	
la Grèce	1 319 887	
le Portugal	198 711	
l'Irlande	23 902	
	12 903 290	
Dettes envers:		
l'Allemagne	1 900 805	
la Belgique	191 171	
les Pays-Bas	523 644	
le Danemark	160 396	
le Luxembourg	4 872	
	2 780 888	

Conformément à la décision du Conseil des gouverneurs du 30 décembre 1977, le règlement du montant dû ou à recevoir par la Banque sera effectué le 31 octobre de chaque année, dans la mesure où la différence, entre le taux de conversion comptable

et le taux de conversion retenu pour déterminer l'ajustement, excédera 1,5 %. Lorsque la différence est inférieure à 1,5 % vers le haut ou vers le bas, les montants à ajuster seront reportés à nouveau dans les comptes d'ajustement non productifs d'intérêt.

Annexe E — Notes sur les états financiers

Au 31 décembre 1986 — en Écus

Note A — Résumé des principes comptables essentiels

1. Bases de conversion

Conformément à l'article 4 (1) de ses statuts, la Banque emploie, comme unité de mesure des comptes de capital des États membres et pour la présentation de ses états financiers, l'Écu utilisé par les Communautés européennes.

La valeur de l'Écu est égale à la somme des montants suivants des monnaies nationales des États membres:

DM	0,719	FB	3,71
£	0,0878	Flux	0,14
FF	1,31	DKr	0,219
Lit	140,0	£irl.	0,00871
Hfl	0,256	Dr	1,15

Les taux de conversion entre les monnaies des États membres et l'Écu, établis sur la base des taux du marché, sont publiés journellement dans le Journal officiel des Communautés européennes.

La Banque fait également usage de ces taux de conversion pour calculer les taux applicables aux autres monnaies utilisées pour ses opérations.

La Banque effectue ses opérations aussi bien dans les monnaies de ses États membres et l'Écu, que dans des devises non communautaires.

Ses ressources proviennent de son capital, de ses emprunts et de ses revenus nets cumulés dans les différentes monnaies et sont détenues, investies ou prêtées dans ces mêmes monnaies. La Banque convertit parfois le produit de ses emprunts dans d'autres monnaies mais en concluant simultanément des contrats de change à terme, afin de recouvrer les montants concernés, dans la monnaie d'origine.

Les taux de conversion retenus pour l'établissement des bilans étaient les suivants au 31 décembre 1986 et au 31 décembre 1985:

1 Écu =	1986	1985
Deutschemark	2,0761	2,18386
Francs français	6,87503	6,70474
Livre Sterling	0,724942	0,615334
Lires italiennes	1 446,19	1 489,94
Pesetas espagnoles	141,151	136,519
Francs belges	43,2325	44,645
Florins néerlandais	2,34488	2,46133
Couronnes danoises	7,86192	7,95672
Drachmes	148,526	131,200
Escudos portugais	156,382	140,736
Livre irlandaise	0,764828	0,714055
Francs luxembourgeois	43,2325	44,645
Dollar des États-Unis	1,07038	0,887927
Francs suisses	1,73562	1,84023
Livres libanaises	98,475	16,0715
Yen japonais	171,046	178,207
Schillings autrichiens	14,6128	15,3523
Dollar canadien	1,47766	1,24088
Francs CFA	343,752	335,237

Les profits ou pertes résultant de la conversion des actifs et passifs de la Banque en Écus sont crédités ou débités au compte de profits et pertes. Sont exclus de cette évaluation les montants à recevoir ou à payer par les États membres résultant des ajustements relatifs au capital versé conformément à l'article 7 des statuts.

2. Portefeuille

Les bons de trésor nationaux, les bons de caisse et les obligations sont normalement évalués à leur valeur d'achat, au nominal si cette valeur d'achat est supérieure à la valeur nominale du titre ou encore à la valeur boursière, chaque fois que cette dernière valeur est inférieure à la valeur d'achat.

3. Prêts

Les prêts sont présentés dans les actifs de la Banque pour leurs montants décaissés nets.

4. Immobilisations

Les terrains et immeubles sont repris à leur valeur d'achat, déduction faite d'une dépréciation initiale sur l'immeuble du Kirchberg et du cumul des amortissements. La valeur estimée des immeubles de Luxembourg-Kirchberg et de Lisbonne fait l'objet d'un amortissement linéaire calculé respectivement sur une période de 30 et de 25 années. Les installations et le matériel de bureau sont amortis dans l'année d'acquisition.

5. Frais d'émission et primes de remboursement

Les frais d'émission et primes de remboursement sont amortis sur toute la durée de l'emprunt et basés sur les montants en cours.

6. Bonifications d'intérêt reçues d'avance

Certains prêts sont assortis de bonifications d'intérêt qui ont été reçues d'avance à leur valeur actualisée. Ces bonifications sont imputées au compte de profits et pertes aux échéances des intérêts auxquels elles s'appliquent.

7. Fonds de pension

La Banque a constitué un fonds de pension pour son personnel. Toutes les contributions versées par la Banque et par son personnel sont investies dans les actifs de la Banque. Une évaluation actuarielle est effectuée tous les 3 ans.

8. Imposition

Le protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes, annexé au traité du 8 avril 1965 instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes, stipule que les avoirs, revenus et autres biens de la Banque sont exonérés de tous impôts directs.

Note B — Portefeuille

Le portefeuille comprend:	1986	1985
des bons de trésor nationaux,		
des bons de caisse et des obligations à leur valeur d'achat limitée éventuellement au nominal ou à la valeur boursière		
(valeur boursière		
1986: 603 208 225		
1985: 723 980 677)	590 257 476	699 818 643

des obligations propres à leur valeur de rachat non encore susceptibles d'être annulées	12 679 401	5 597 156
des effets bancaires à leur valeur nominale	248 409 838	160 289 647
	<u>851 346 715</u>	<u>865 705 446</u>
La répartition, selon les échéances, est la suivante:		
à 3 mois au plus	235 174 667	158 907 709
à plus de 3 mois et à 6 mois au plus	13 269 867	1 569 949
à plus de 6 mois et à 12 mois au plus	3 355 782	827 190
à plus de 12 mois	599 546 399	704 400 598
	<u>851 346 715</u>	<u>865 705 446</u>

Note C — Terrains et immeubles

Le poste «Terrains et immeubles» repris à l'actif pour 41 106 263 se décompose comme suit:

Terrains	773 757
Valeur nette de l'immeuble de Luxembourg-Kirchberg	39 998 000
Valeur nette de l'immeuble de Lisbonne	334 506

Note D — Dépôts spéciaux pour service d'emprunts

Cette rubrique, qui trouve sa contrepartie au passif dans le poste «Coupons et obligations échus — non encore payés», représente le montant des coupons et obligations échus non encore présentés à l'encaissement.

Note E — Fonds de pension du personnel

Le solde qui figure dans le bilan au 31 décembre 1986 de 77 823 730 (31. 12. 1985: 64 376 775) reflète le résultat de l'évaluation actuarielle des droits acquis suivant le règlement du Fonds de pension augmenté des contributions salariales et patronales, des rémunérations et diminué des retraits intervenus depuis cette évaluation.

Les charges du régime de pension du personnel supportées par la Banque, y compris les intérêts pour l'exercice clos le 31 décembre 1986 s'élèvent à 13 244 630 contre 12 081 400 pour l'année 1985.

Note F — Créditeurs divers

Cette rubrique comprend:	1986	1985
les emprunts bancaires à court terme	361 992 044	75 025 560
les comptes de la Communauté économique européenne:		
pour les opérations dans le cadre de la section spéciale et divers montants y afférents à régulariser	230 380 045	184 780 227
les comptes de dépôts	26 067 843	16 826 968
les montants à régulariser ou à payer	7 036 961	6 204 950
	<u>625 476 893</u>	<u>282 837 705</u>

Note G — Comptes divers

Ces comptes comptabilisent:	1986	1985
à l'actif du bilan		
les prêts à la construction et avances accordés au personnel	29 733 746	26 005 946

montants nets opérations swaps	26 536 645	1 308 143
les comptes de débiteurs divers	23 576 300	19 500 522
	<u>79 846 691</u>	<u>46 814 611</u>
au passif du bilan		
les dépenses à régler, autres charges administratives prévues ou à règlement différé à la clôture de l'exercice et divers	25 902 047	21 614 056

Note H — Bonifications d'intérêt reçues d'avance

a) «Les bonifications d'intérêt reçues d'avance» comprennent les montants des bonifications d'intérêt relatives aux prêts accordés pour des projets à l'extérieur de la Communauté au titre des conventions signées avec les États ACP et des protocoles conclus avec les pays du bassin méditerranéen, ainsi que les bonifications d'intérêt afférentes à certaines opérations de prêts sur ressources propres de la Banque dans la Communauté, mises à sa disposition dans le cadre du système monétaire européen conformément au règlement (CEE) n° 1736/79 du Conseil des Communautés européennes du 3 août 1979.

b) «Les bonifications d'intérêt reçues d'avance pour compte de tiers» représentent les montants reçus à titre de bonifications d'intérêt sur les prêts accordés sur ressources de la CEE dans le cadre des décisions du Conseil des Communautés européennes (78/870) du 16 octobre 1978 (nouvel instrument communautaire), (82/169) du 15 mars 1982 et (83/200) du 19 avril 1983, ainsi qu'en application du règlement (CEE) n° 1736/79 du Conseil des Communautés européennes du 3 août 1979, modifié par le règlement (CEE) n° 2790/82 du Conseil des Communautés européennes du 18 octobre 1982.

c) Une partie des montants reçus dans le cadre du SME a fait l'objet d'une avance à long terme. Ces montants trouvent leur contrepartie à l'actif dans la rubrique «À recevoir au titre de bonifications d'intérêt versées d'avance dans le cadre du SME».

Note I — Commissions de gestion

Ce poste représente la rémunération pour la gestion des opérations sur mandat pour compte et risque des États membres ou des Communautés européennes, gérées dans le cadre de la section spéciale.

Note J — Moins-value nette ressortant de l'évaluation des avoirs de la Banque non soumis à l'ajustement de l'art. 7 des statuts

L'application des taux de conversion retenus pour l'établissement du bilan (voir note A) au 31 décembre 1986 fait apparaître une moins-value nette des avoirs de la Banque de 2 314 120 (en 1985 moins-value de 10 213 093). Sont exclus de la base d'évaluation de cette moins-value, les avoirs exprimés en monnaie nationale de chacun des États membres correspondant à la quote-part de capital versé par chacun des États membres en sa monnaie nationale, qui doit faire l'objet d'ajustements périodiques conformément à l'article 7 des statuts (voir annexe D).

Note K — Dépenses et charges administratives

Frais du personnel	1986	1985
Traitements et émoluments	40 405 832	35 578 303
Dépenses sociales	11 211 127	9 687 397
Autres frais du personnel	3 319 099	2 243 295
	54 936 058	47 508 995
Frais généraux et charges administratives	10 085 584	8 261 562
	<u>65 021 642</u>	<u>55 770 557</u>

L'effectif du personnel employé par la Banque était de 678 au 31 décembre 1986 (673 au 31 décembre 1985).

Note L — Produits financiers et autres recettes, frais financiers

Les produits financiers et autres recettes comprennent:

	1986	1985
— profits comptables nets sur opérations du portefeuille	33 689 402	39 229 635
— autres recettes	5 231 594	120 660
	<u>38 920 996</u>	<u>39 350 295</u>

Les frais financiers comprennent:

— augmentation de la moins-value non réalisée sur le portefeuille	16 430 228	1 235 813
— autres frais	342 234	133 149
	<u>16 772 462</u>	<u>1 368 962</u>

Note M — Produit exceptionnel

Le produit exceptionnel de 38 892 516 repris au compte de profits et pertes au 31 décembre 1985 représente une extourne des provisions constituées pour des charges à règlement différé.

Note N — Réserves et provision et affectation de l'excédent de gestion

Le Conseil des gouverneurs a décidé le 16 juin 1986:

- de transférer le solde de la réserve supplémentaire au 1^{er} janvier 1986 au fonds de réserve;
- de diminuer la provision pour variation du taux de conversion de l'Écu d'un montant de 10 213 093 représentant la moins-value nette ressortant au 31 décembre 1985 de l'évaluation des avoirs de la Banque non soumis à l'ajustement de l'article 7 des statuts;
- d'affecter l'excédent de gestion de l'exercice 1985 augmenté du montant correspondant au produit exceptionnel, soit 526 003 022, comme suit:

228 391 014 au fonds de réserve, qui atteint ainsi 10 % du capital souscrit;

10 000 000 à la provision pour variation du taux de conversion de l'Écu;

le solde de 287 612 008 à la réserve supplémentaire.

Le fonds de réserve ayant atteint 10 % du capital souscrit, le montant de 44 594 328 (contribution des deux nouveaux États membres au solde du compte de profits et pertes de l'exercice 1985) a été imputé à la réserve supplémentaire.

État des mouvements des comptes de réserves et de provision pour l'exercice clos le 31 décembre 1986

	Situation des comptes au 31. 12. 1985	Participation de l'Espagne et du Portugal aux réserves et provisions au 31. 12. 1985	Affectation du solde du compte de profits et pertes de l'exercice 1985 et contribution des deux nouveaux États membres y afférente	Situation des comptes au 31. 12. 1986
Fonds de réserve	1 440 000 000	124 499 975	+ 1 315 500 025	2 880 000 000
Réserve supplémentaire	1 000 598 914	86 510 097	— 754 902 675	332 206 336
Provision pour variation du taux de conversion de l'Écu	14 669 916	1 268 336	— 213 093	15 725 159
	<u>2 455 268 830</u>	<u>212 278 408</u>	<u>560 384 257</u>	<u>3 227 931 495</u>

À la suite de leur adhésion, le Royaume d'Espagne et la République portugaise verseront un montant de 256 872 736 Écus correspondant à leur participation aux réserves et provisions au 31. 12. 1985 et à leur contribution au solde du compte de profits et pertes de l'exercice 1985 en cinq tranches égales de 51 374 547,20 Écus entre le 30 avril 1986 et le 30 avril 1988.

Le solde restant à verser au 31 décembre 1986 s'élève à 154 123 642 Écus.

Le Comité de direction a décidé de proposer au Conseil d'administration de recommander au Conseil des gouverneurs de diminuer la provision pour variation du taux de conversion de l'Écu d'un montant de 2 314 120 représentant la moins-value nette ressortant au 31 décembre 1986 de l'évaluation des avoirs de la Banque non soumis à l'ajustement de l'article 7 des statuts et d'affecter l'excédent de gestion de l'exercice 1986 de 578 765 599 à la réserve supplémentaire.

Rapport de Price Waterhouse

Monsieur le Président
Banque européenne d'investissement
Luxembourg

À notre avis, les états financiers ci-annexés constituent une présentation fidèle et régulière de la situation financière de la Banque européenne d'investissement aux 31 décembre 1986 et 1985 et des résultats de ses opérations et de l'évolution de sa situation financière des exercices 1986 et 1985 selon les principes comptables généralement admis, appliqués sur une base constante. Nos examens de ces états financiers ont été effectués selon les normes de révision généralement admises et ont donc comporté les sondages de la comptabilité et les autres opérations de contrôle que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Les états financiers couverts par notre avis sont les suivants:

Bilan

Situation de la section spéciale

Compte de profits et pertes

Tableau de l'évolution de la situation financière

État des souscriptions au capital

Annexe A

Décomposition des prêts en cours

Annexe B

État résumé des emprunts

Annexe C

Créances sur les États membres et dettes envers ces États pour ajustement du capital

Annexe D

Notes sur les états financiers

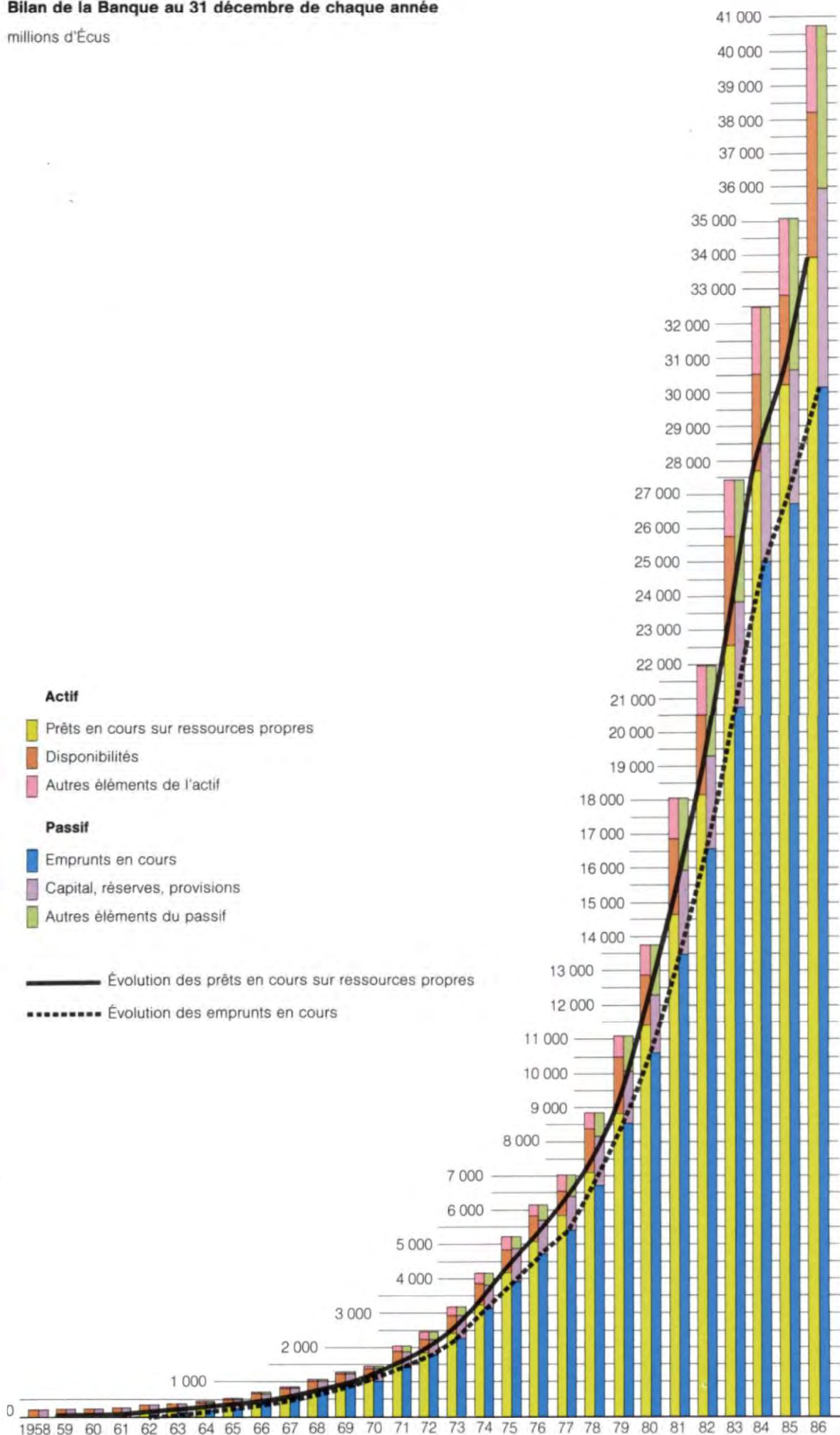
Annexe E

Luxembourg, le 20 février 1987

PRICE WATERHOUSE

Bilan de la Banque au 31 décembre de chaque année

millions d'Écus



Déclaration du Comité de Vérification

Le Comité constitué en vertu de l'article 14 des statuts et de l'article 25 du règlement intérieur de la Banque européenne d'investissement pour vérifier la régularité de ses opérations et de ses livres,

— ayant pris connaissance des livres, pièces comptables et documents dont il a jugé l'examen nécessaire dans l'exercice de son mandat,

— ayant pris connaissance des rapports établis par Price Waterhouse, en date du 20 février 1987,

vu le rapport annuel 1986, le bilan de la Banque et la situation de la section spéciale au 31 décembre 1986 ainsi que le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date, tels qu'ils ont été établis par le Conseil d'administration en sa séance du 12 mai 1987,

vu les articles 22, 23 et 24 du règlement intérieur,

certifie par la présente:

que les opérations de la Banque pendant l'exercice 1986 ont été réalisées dans le respect des formalités et des procédures prescrites par les statuts et le règlement intérieur,

que le bilan, le compte de profits et pertes et la situation de la section spéciale sont conformes aux écritures comptables et qu'ils reflètent exactement, à l'actif comme au passif, la situation de la Banque.

Luxembourg, le 14 mai 1987

Le Comité de Vérification

C. THANOPOULOS

J. BREDSDORFF

A. HANSEN



Le développement d'infrastructures communautaires de transport est essentiel pour la réalisation d'un marché intérieur unifié. Les grands chantiers qui se préparent, tels le tunnel sous la Manche ou le TGV nord-européen seront autant d'occasions pour la Banque de poursuivre son activité dans ce domaine. (Photos de haut en bas : aménagement sur le réseau autoroutier en Lorraine; équipement ferroviaire en Espagne; construction d'un tunnel destiné au TGV Ouest-Atlantique).

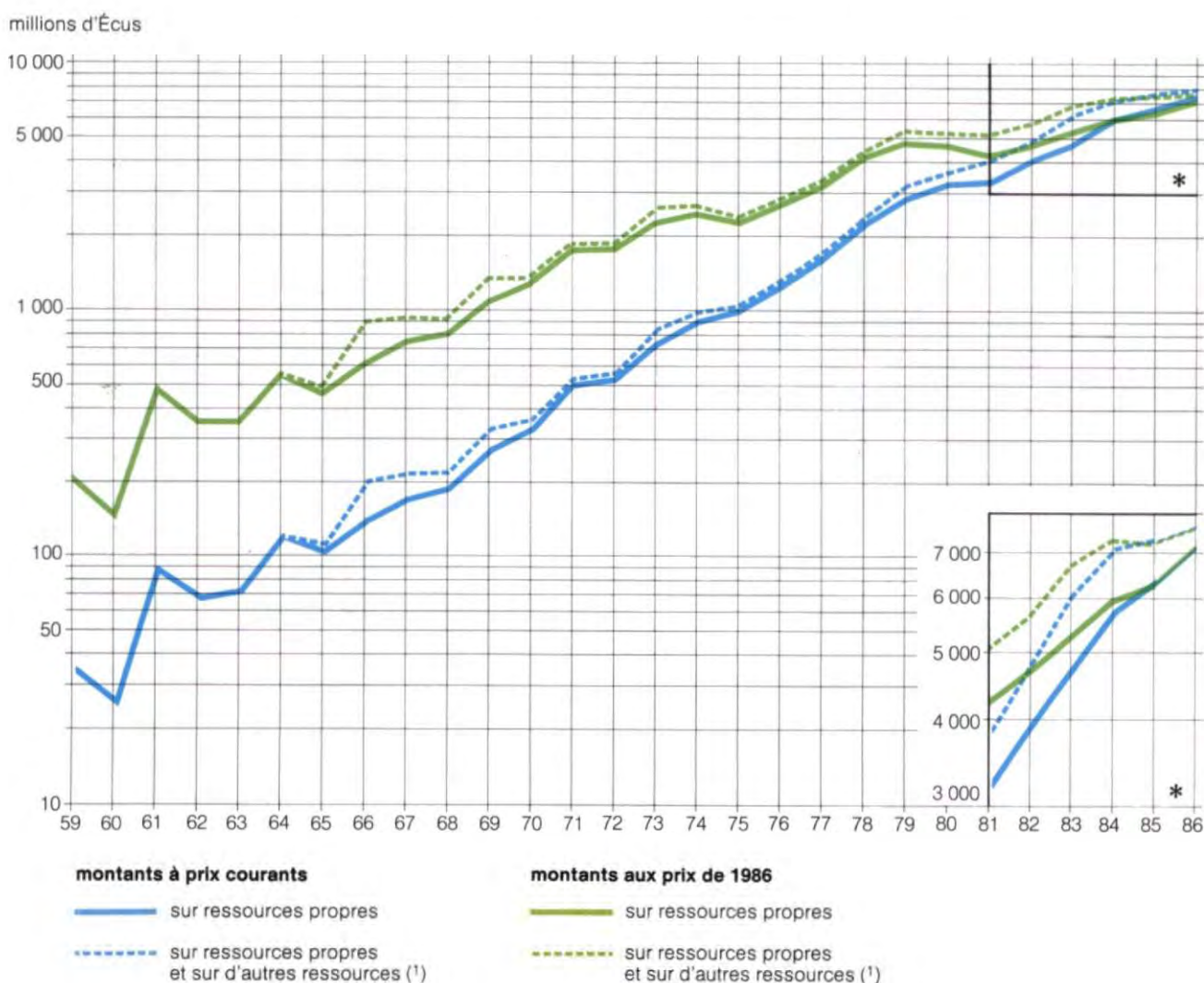


Évolution des financements de 1959 à 1986

À la veille du premier élargissement de la Communauté, en 1972, les financements de la Banque étaient d'environ 500 millions. Fin 1986, après l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, ils atteignent plus

de 7,5 milliards. Cet accroissement rapide aux prix courants l'est également à prix constants, même s'il s'est quelque peu ralenti depuis une dizaine d'années ainsi que le montre le graphique ci-dessous.

Financements dans les pays membres et à l'extérieur de la Communauté de 1959 à 1986



(1) À l'extérieur de la Communauté et à partir de 1979 également dans la Communauté au titre du NIC.

Financements dans la Communauté

De 1982 à fin 1986, les prêts et les garanties de la Banque sur ses ressources propres pour des investissements dans la Communauté se sont élevés à 25 015 millions et 4 449 millions sur les ressources du NIC, soit au total 29 464 millions.

Le tableau 10 présente la ventilation de ces concours par pays, secteurs et objectifs (cf. aussi les tableaux 12 à 14).

Si l'on considère les évolutions, les cinq années écoulées ont été caractérisées:

— par une diversification progressive de l'activité de la Banque dans tous les pays membres, et de ce fait une diminution de la part relative des prêts en Italie (qui représente néanmoins 46,5 % du total);

— par une progression particulièrement forte des investissements tendant à la protection de l'environnement (63 millions en 1982 et 702 millions en 1986, cf. encadré page 32) et ceux visant à développer et diffuser les technologies avancées (41 millions en 1982 et 574 millions en 1986) par une moindre croissance des prêts pour le développement régional, qui continuent toutefois de bénéficier de plus de la moitié des concours, et de ceux contribuant aux objectifs énergétiques communautaires (plus du tiers du total des prêts);

— par un accroissement des concours à l'industrie, à l'agriculture et aux services particulièrement net pour ce qui est des prêts individuels sur ressources propres, lesquels représentent 11 % du total.

Tableau 10: **Financement de 1982 à 1986**

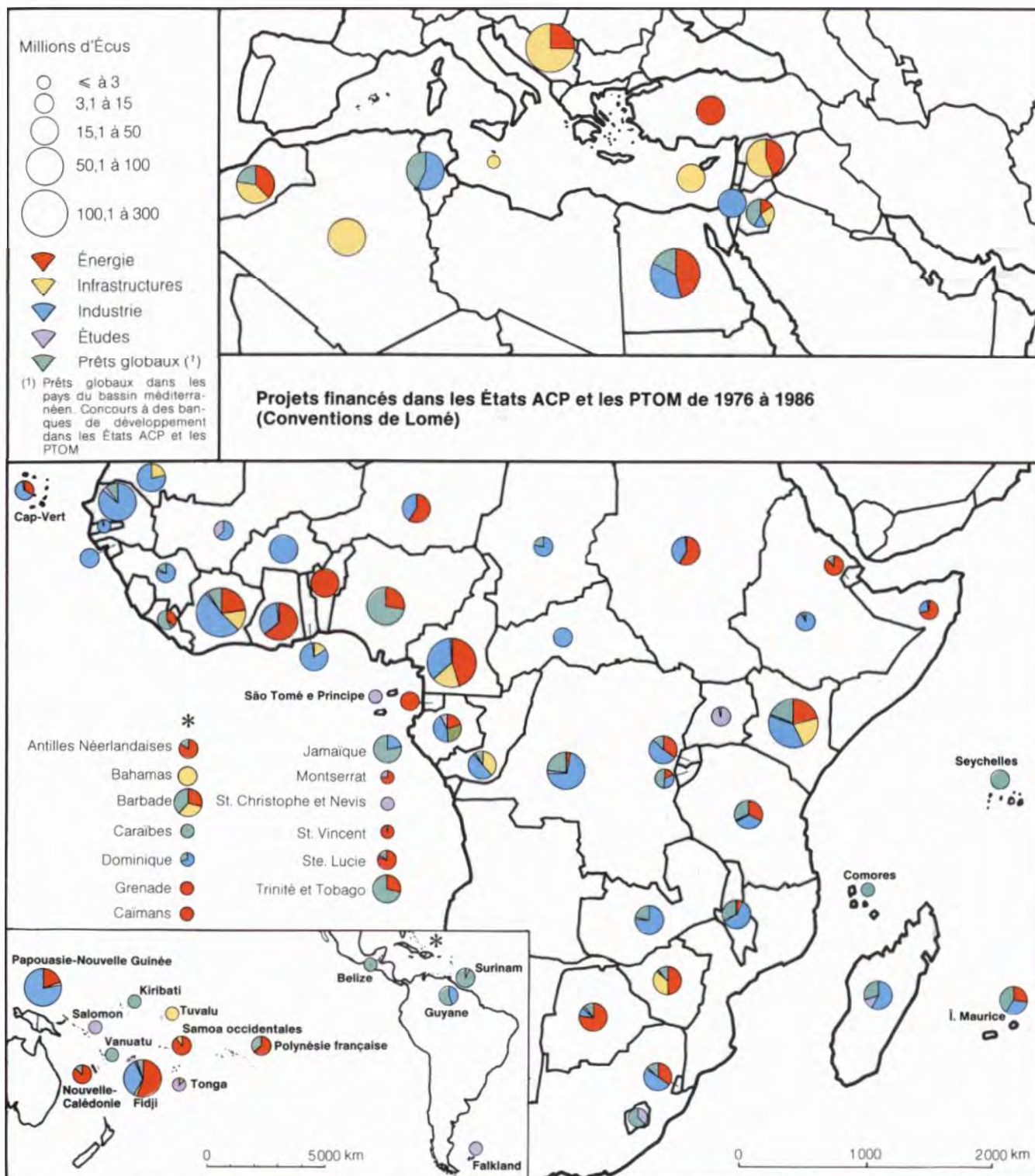
Répartition par pays, secteurs et objectifs

	Total	Secteurs				Objectifs			
		Industrie, agriculture, services	Énergie	Infra-structures	Développement régional	Objectifs énergétiques	Technologie avancées et modernisation des entreprises	Environnement	Infrastructures communautaires
Belgique	217,0	51,6	165,4	—	51,6	165,4	46,1	—	—
Danemark	1 555,1	153,3	1 155,5	246,3	197,5	1 246,1	109,7	5,3	129,9
Allemagne	840,5	22,9	677,9	139,7	50,4	687,5	20,9	266,4	—
Grèce	1 929,7	523,1	396,3	1 010,2	1 909,0	533,5	20,7	231,6	41,1
Espagne (1)	409,3	161,2	27,3	220,8	294,6	27,3	131,9	—	218,8
France	4 427,0	1 524,9	1 072,9	1 829,2	2 253,7	1 151,5	1 241,2	16,1	525,3
Irlande	1 323,1	193,5	294,5	835,1	1 323,1	253,2	65,6	32,6	—
Italie	13 686,7	5 236,1	3 464,2	4 986,3	8 510,1	3 534,1	2 131,4	531,2	565,0
Luxembourg	34,7	—	—	34,7	—	—	—	—	34,7
Pays-Bas	167,3	95,0	—	72,3	22,1	—	95,0	—	69,1
Portugal (1)	190,3	64,8	29,1	96,4	160,4	93,9	29,9	34,8	—
Royaume-Uni	4 608,8	535,6	2 589,3	1 484,0	2 087,0	2 582,1	150,5	323,7	113,8
Autres	75,0	—	—	75,0	—	—	75,0	—	75,0
Total	29 464,4	8 562,0	9 872,4	11 030,0	16 859,5	10 274,7	4 117,9	1 441,6	1 772,5

(1) Financements accordés en Espagne et au Portugal y compris au titre de l'aide pré-adhésion

	(Millions d'Écus)								
Espagne	919,3	330,2	122,3	466,8	584,6	132,3	156,9	—	368,8
Portugal	535,3	154,8	134,1	246,4	415,4	233,9	29,9	64,8	—

Projets financés dans les pays du bassin méditerranéen de 1981 à 1986



Financements à l'extérieur de la Communauté

Dans les pays du bassin méditerranéen, les interventions de la Banque au cours des dernières années se sont pour l'essentiel inscrites dans le cadre des deuxièmes protocoles financiers (cf. tableau 15). Les concours en Espagne et au Portugal avant leur adhésion à la Communauté ont été décrits dans le rapport annuel 1985, page 109 à 111.

Dans les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ainsi que dans les pays et territoires d'outre-mer, la Banque est intervenue au titre des Conventions de Lomé et des décisions du Conseil concernant les pays et territoire d'outre-mer (PTOM) (cf. tableau 16). Au total, les financements ont atteint 1 606,6 millions, soit 1 298,3 millions en Afrique, 117,3 millions dans les Caraïbes, 161,1 dans le Pacifique et 29,9 millions dans les PTOM. Les concours à l'industrie s'élèvent à 1 025,7 millions, ceux pour l'énergie à 430,5 millions et ceux pour les infrastructures à 150,4 millions.

Financements dans les États ACP

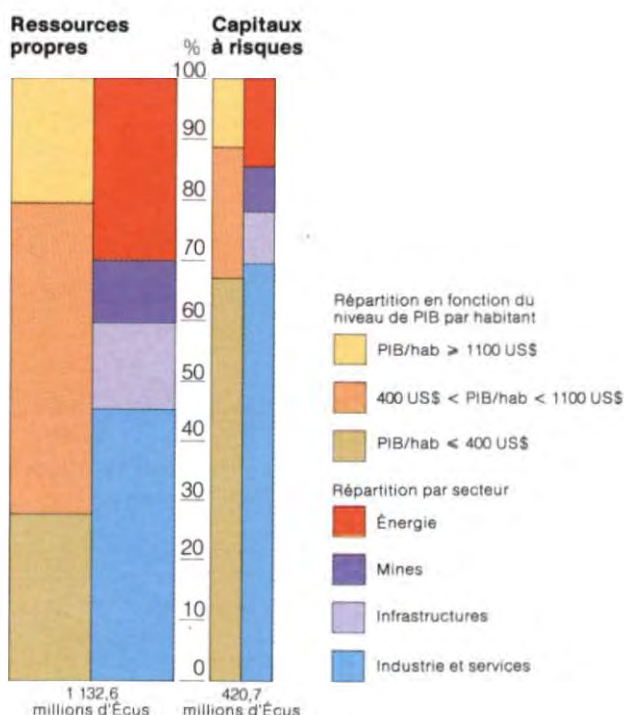


Tableau 11: Financements de 1959 à 1986

(Millions d'écus)

Années	Total des financements	Dans la Communauté			À l'extérieur de la Communauté	
		Prêts sur ressources propres	Prêts sur mandat et garanties	Prêts sur ressources du NIC	Prêts sur ressources propres	Opérations sur ressources budgétaires
1959—1981	20 998,9	16 603,1	524,4	1 014,4	1 923,4	933,6
moyenne annuelle	913,0	721,9	22,8	44,1	83,6	40,6
1982	4 688,6	3 446,0	—	791,1	410,2	41,3
1983	5 923,4	4 145,9	97,6	1 199,6	427,2	53,1
1984	6 897,1	5 007,0	—	1 181,8	620,7	87,6
1985	7 184,6	5 640,7	—	883,7	584,3	75,9
1986	7 544,8	6 678,1	—	393,0	381,8	91,9
Total	53 237,4	41 520,7	622,1	5 463,6	4 347,7	1 283,3

Tableau 12: Répartition par objectifs économiques ⁽¹⁾ des financements dans la Communauté en 1986 et de 1982 à 1986 ⁽²⁾

	1986				1982—1986			
	Total		Ressources		Total		Ressources	
	Millions d'Écus	%	propres Millions d'Écus	NIC Millions d'Écus	Millions d'Écus	%	propres Millions d'Écus	NIC Millions d'Écus
Montant des financements	7 071,1		6 678,1	393,0	29 464,4		25 015,3	4 449,1
Développement régional	3 685,1	100,0	3 596,8	88,3	16 859,5	100,0	15 466,6	1 392,9
Belgique	46,1	1,2	46,1	—	51,6	0,3	51,6	—
Danemark	5,0	0,1	5,0	—	197,5	1,2	148,9	48,6
Allemagne	25,7	0,7	25,7	—	50,4	0,3	50,4	—
Grèce	253,0	6,9	253,0	—	1 909,0	11,3	1 628,1	280,9
Espagne	294,6	8,0	294,6	—	294,6	1,7	294,6	—
France	389,6	10,6	389,6	—	2 253,7	13,4	2 165,6	88,1
Irlande	262,1	7,1	214,3	47,8	1 323,1	7,8	1 044,9	278,2
Italie	1 826,5	49,6	1 802,2	24,2	8 510,1	50,5	7 880,0	630,1
Pays-Bas	18,1	0,5	18,1	—	22,1	0,1	22,1	—
Portugal	160,4	4,3	160,4	—	160,4	1,0	160,4	—
Royaume-Uni	403,9	11,0	387,7	16,3	2 087,0	12,4	2 020,0	67,0
Objectifs énergétiques	2 600,1	100,0	2 479,1	121,0	10 274,7	100,0	9 416,3	858,4
Ressources internes	1 400,9	53,9	1 400,9	—	5 978,3	58,2	5 612,2	366,1
<i>hydro-électricité</i>	155,8	6,0	155,8	—	516,5	5,0	516,5	—
<i>nucléaire</i>	743,4	28,6	743,4	—	3 333,2	32,5	3 333,2	—
<i>hydrocarbures</i>	501,8	19,3	501,8	—	1 839,6	17,9	1 596,8	242,8
<i>houille, lignite, tourbe</i>	—	—	—	—	289,0	2,8	165,7	123,3
Diversification des importations	402,0	15,4	354,2	47,8	1 266,0	12,3	1 057,3	208,7
<i>gaz naturel</i>	245,1	9,4	245,1	—	1 004,4	9,8	890,3	114,1
<i>charbon</i>	156,9	6,0	109,1	47,8	261,6	2,5	167,0	94,6
Utilisation rationnelle de l'énergie	797,1	30,7	724,0	73,1	3 030,4	29,5	2 746,8	283,6
Modernisation des entreprises	1 005,5	100,0	744,0	261,5	4 117,9	100,0	1 674,5	2 443,4
Technologies avancées	573,9	57,1	573,9	—	1 363,7	33,1	1 305,3	58,4
Modernisation, conversion	52,7	5,2	52,7	—	207,7	5,0	188,3	19,4
Coopération industrielle	117,3	11,7	117,3	—	180,9	4,4	180,9	—
Investissements PME	261,5	26,0	—	261,5	2 365,6	57,5	—	2 365,6
Environnement-patrimoine	701,7	100,0	701,7	—	1 441,6	100,0	1 299,3	142,3
Pollution de l'air	250,1	35,6	250,1	—	250,1	17,4	250,1	—
Pollution de l'eau et des sols	310,1	44,2	310,1	—	1 006,7	69,8	864,4	142,3
Autres actions	138,1	19,7	138,1	—	174,9	12,1	174,9	—
Sauvegarde du patrimoine	3,4	0,5	3,4	—	9,9	0,7	9,9	—
Infrastructures communautaires	561,5	100,0	561,5	—	1 772,5	100,0	1 544,6	227,9
Transports	468,3	83,4	468,3	—	1 442,1	81,4	1 290,1	152,0
<i>chemins de fer</i>	135,3	24,1	135,3	—	135,3	7,7	135,3	—
<i>routes</i>	219,7	39,1	219,7	—	1 046,2	59,0	894,2	152,0
<i>transports maritimes</i>	26,3	4,7	26,3	—	55,5	3,1	55,5	—
<i>transports aériens</i>	87,0	15,5	87,0	—	205,1	11,6	205,1	—
Télécommunications	75,0	13,4	75,0	—	284,3	16,0	208,4	75,9
Autres	18,2	3,2	18,2	—	46,1	2,6	46,1	—

(1) Certains prêts répondant simultanément à plusieurs objectifs, le total des différentes rubriques n'est pas cumulable.

(2) Pour les financements en Espagne et au Portugal, de 1982 à 1986, voir tableau 10.

Tableau 13: Répartition par secteur finance des fonds de la Communauté en 1982 et de 1982 à 1

	Total		1986		Total		1982—1986	
			Ressources				Ressources	
	Millions d'Écus	%	propres	NIC	Millions d'Écus	%	propres	NIC
			Millions d'Écus	Millions d'Écus			Millions d'Écus	Millions d'Écus
Énergie	2 533,4	35,8	2 442,4	91,1	9 872,4	33,5	9 125,5	746,9
Production	1 669,7	23,6	1 621,8	47,8	5 759,8	19,6	5 495,6	264,2
Énergie nucléaire	712,8	10,1	712,8	—	3 249,4	11,0	3 249,4	—
Centrales thermiques classiques	152,1	2,2	104,3	47,8	500,6	1,7	326,0	174,6
Centrales hydro-électriques	154,2	2,2	154,2	—	673,5	2,3	626,9	46,6
Énergies géothermique et alternatives	109,3	1,5	109,3	—	175,1	0,6	175,1	—
Centrales de production de chaleur	112,8	1,6	112,8	—	112,8	0,4	112,8	—
Exploitation d'hydrocarbures	428,5	6,1	428,5	—	972,5	3,3	972,5	—
Extraction de combustibles solides	—	—	—	—	75,9	0,3	32,9	43,0
Transport et stockage	234,8	3,3	234,8	—	1 776,4	6,0	1 517,2	259,2
Électricité	113,6	1,6	113,6	—	659,9	2,2	659,9	—
Gaz naturel et pétrole	121,2	1,7	121,2	—	1 116,5	3,8	857,3	259,2
Distribution	523,2	7,4	488,7	34,6	1 304,7	4,4	1 172,3	132,4
Électricité	135,4	1,9	135,4	—	135,4	0,5	135,4	—
Gaz naturel	197,1	2,8	197,1	—	748,2	2,5	650,4	97,8
Chaleur	190,8	2,7	156,2	34,6	421,1	1,4	386,5	34,6
Prêts globaux	105,8	1,5	97,1	8,7	1 031,6	3,5	940,5	91,1
Infrastructures	2 621,9	37,1	2 581,4	40,5	11 030,0	37,4	9 709,3	1 320,7
Communications	1 903,3	26,9	1 887,0	16,3	7 064,2	24,0	6 477,5	586,7
Transports	1 323,7	18,7	1 307,5	16,3	4 026,6	13,7	3 729,8	296,8
Chemins de fer	297,1	4,2	297,1	—	711,4	2,4	581,7	129,7
Routes	820,6	11,6	804,4	16,3	2 647,6	9,0	2 480,5	167,1
Transports maritimes	53,0	0,7	53,0	—	154,6	0,5	154,6	—
Transports aériens	142,7	2,0	142,7	—	493,9	1,7	493,9	—
Transports urbains	10,4	0,1	10,4	—	10,4	—	10,4	—
Échanges inter-modaux	—	—	—	—	8,7	—	8,7	—
Télécommunications	579,6	8,2	579,6	—	3 037,6	10,3	2 747,7	289,9
Réseaux classiques	496,1	7,0	496,1	—	2 736,9	9,3	2 505,4	231,5
Satellites et stations	83,4	1,2	83,4	—	300,7	1,0	242,3	58,4
Eau (captage, distribution, épuration)	359,7	5,1	359,7	—	1 769,4	6,0	1 562,9	206,5
Infrastructures diverses	185,5	2,6	161,2	24,2	1 494,9	5,1	998,8	496,1
Logements	—	—	—	—	226,9	0,8	127,0	99,9
Bâtiments publics	18,2	0,3	18,2	—	203,1	0,7	37,4	165,7
Aménagements agricoles et forestiers	41,4	0,6	41,4	—	261,1	0,9	213,8	47,3
Infrastructures composites	125,9	1,8	101,6	24,2	803,9	2,7	620,6	183,3
Prêts globaux	173,5	2,5	173,5	—	701,4	2,3	670,0	31,4
Industrie, Agriculture, Services	1 915,8	27,1	1 654,3	261,5	8 562,0	29,1	6 180,6	2 381,4
Industrie	904,6	12,8	904,6	—	2 744,6	9,3	2 728,7	15,9
Industries extractives	15,7	0,2	15,7	—	15,7	0,1	15,7	—
Production et 1 ^{ère} transformation des métaux	8,8	0,1	8,8	—	47,5	0,2	47,5	—
Matériaux de construction	—	—	—	—	165,0	0,6	158,2	6,8
Verre et céramique	43,7	0,6	43,7	—	107,0	0,4	107,0	—
Industrie chimique (1)	232,8	3,3	232,8	—	503,7	1,7	503,7	—
Ouvrages en métaux et mécanique	128,7	1,8	128,7	—	320,6	1,1	320,6	—
Construction de matériel de transport	165,1	2,3	165,1	—	774,6	2,6	769,2	5,4
Construction électrique, électronique	243,2	3,4	243,2	—	452,2	1,5	452,2	—
Produits alimentaires	10,4	0,1	10,4	—	129,0	0,4	129,0	—
Textiles et cuirs	13,2	0,2	13,2	—	59,2	0,2	59,2	—
Pâte à papier, papier, imprimerie	25,4	0,4	25,4	—	82,8	0,3	82,8	—
Transformation du caoutchouc et matières plastiques	13,5	0,2	13,5	—	40,8	0,1	40,8	—
Industries manufacturières diverses	—	—	—	—	3,2	—	3,2	—
Génie civil et bâtiments	4,2	0,1	4,2	—	43,3	0,1	39,6	3,7
Agriculture, pisciculture	5,4	0,1	5,4	—	5,4	—	5,4	—
Services	50,6	0,7	50,6	—	128,2	0,4	128,2	—
Tourisme	11,9	0,2	11,9	—	27,8	0,1	27,8	—
Recherche — développement	21,8	0,3	21,8	—	25,5	0,1	25,5	—
Autres	16,9	0,2	16,9	—	74,9	0,2	74,9	—
Prêts globaux	955,2	13,5	693,7	261,5	5 683,8	19,2	3 318,3	2 365,5
Total	7 071,1	100,0	6 678,1	393,0	29 464,4	100,0	25 015,3	4 449,1

(1) Y compris raffinage de pétrole.

Tableau 14: Crédits sur prêts globaux dans la Communauté en 1986 et de 1982 à 1986 (1)

Tableau 14.1: Présentation synthétique

	1986						1982—1986					
	Ressources						Ressources					
	Total		propres		NIC		Total		propres		NIC	
	Nombre	Millions d'Écus	Nombre	Millions d'Écus	Nombre	Millions d'Écus	Nombre	Millions d'Écus	Nombre	Millions d'Écus	Nombre	Millions d'Écus
Développement régional	2 353	663,9	2 353	663,9	—	—	11 102	3 320,7	11 099	3 292,2	3	28,5
Objectifs énergétiques	180	218,8	164	198,5	16	20,2	1 142	979,2	915	900,2	227	79,0
Technologies avancées	14	43,6	14	43,6	—	—	26	88,6	26	88,6	—	—
Investissements PME	1 368	304,1	—	—	1 368	304,1	8 223	2 117,9	—	—	8 223	2 117,9
Environnement	15	36,7	15	36,7	—	—	15	36,7	15	36,7	—	—
Total	3 930	1 267,0	2 546	942,7	1 384	324,3	20 508	6 543,1	12 055	4 317,7	8 453	2 225,4
dont: industrie	3 569	1 023,6	2 204	720,4	1 365	303,2	18 214	5 436,2	9 960	3 301,5	8 254	2 134,7
infrastructures	361	243,4	342	222,3	19	21,1	2 294	1 106,9	2 095	1 016,2	199	90,7

Tableau 14.2: Répartition des crédits répondant aux objectifs en matière d'énergie, de modernisation des entreprises et de protection de l'environnement

	1986				1982—1986			
	Ressources propres		Ressources NIC		Ressources propres		Ressources NIC	
	Nombre	Millions d'Écus	Nombre	Millions d'Écus	Nombre	Millions d'Écus	Nombre	Millions d'Écus
OBJECTIFS ÉNERGÉTIQUES								
Danemark	—	—	—	—	4	8,6	—	—
Allemagne	2	8,1	—	—	2	8,1	—	—
Grèce	—	—	—	—	9	6,8	—	—
France	15	13,7	—	—	258	177,0	167	36,4
Irlande	—	—	—	—	7	1,4	—	—
Italie	147	176,7	16	20,2	635	698,4	60	42,6
Total Objectifs énergétiques	164	198,5	16	20,2	915	900,2	227	79,0
dont: industrie	80	90,8	—	—	507	426,8	34	17,7
infrastructures	84	107,7	16	20,2	408	467,4	193	61,3
MODERNISATION DES ENTREPRISES								
Technologies avancées								
France	—	—	—	—	8	29,2	—	—
Italie	14	43,6	—	—	18	59,4	—	—
Investissements PME								
Danemark	—	—	131	45,3	—	—	381	111,0
Grèce	—	—	30	3,0	—	—	47	19,1
Espagne	—	—	11	3,9	—	—	11	3,9
France	—	—	631	81,6	—	—	5 065	807,4
Italie	—	—	564	169,9	—	—	2 480	1 136,4
Royaume-Uni	—	—	1	0,4	—	—	239	40,1
Total Modernisation des entreprises	14	43,6	1 368	304,1	26	88,6	8 223	2 117,9
ENVIRONNEMENT								
Allemagne	9	23,3	—	—	9	23,3	—	—
Italie	6	13,4	—	—	6	13,4	—	—
Total Environnement	15	36,7	—	—	15	36,7	—	—
dont: industrie	6	13,4	—	—	6	13,4	—	—
infrastructures	9	23,3	—	—	9	23,3	—	—

(1) Les crédits affectés en Espagne et au Portugal de 1982 à 1986 dans le cadre de l'aide pré-adhésion, ont été au nombre de: 517 en Espagne (268,9 millions d'Écus), 241 au Portugal (102,9 millions d'Écus).

Tableau 14.3: Répartition des crédits sur le secteur privé en réponse à l'objectif de développement régional

	1986				1982-1986			
	Industrie		Infrastructures		Industrie		Infrastructures	
	Nombre	Millions d'Écus	Nombre	Millions d'Écus	Nombre	Millions d'Écus	Nombre	Millions d'Écus
Belgique	—	—	—	—	5	5,5	—	—
Hainaut	—	—	—	—	3	3,9	—	—
Liège	—	—	—	—	1	0,7	—	—
Limburg	—	—	—	—	1	0,9	—	—
Danemark	37	4,5	—	—	131	29,6	—	—
Ost for Storebælt	1	0,3	—	—	14	2,4	—	—
Vest for Storebælt	36	4,2	—	—	117	27,2	—	—
Grèce	121	26,0	—	—	395	223,3	6	56,3
Crète	7	2,2	—	—	27	18,6	—	—
Épire	16	2,9	—	—	22	6,6	—	—
Grèce centrale (est)	23	5,7	—	—	82	35,5	4	48,1
Îles Egée (est)	10	0,8	—	—	19	9,5	—	—
Macédoine centrale et occidentale	23	7,3	—	—	75	42,7	—	—
Macédoine orientale	7	1,2	—	—	29	13,0	—	—
Péloponnèse-Grèce centrale (ouest)	20	2,7	—	—	68	26,9	—	—
Thessalie	8	2,2	—	—	38	26,6	1	4,0
Thrace	7	1,1	—	—	21	7,8	—	—
Ensemble du pays	—	—	—	—	14	36,1	1	4,2
Espagne ⁽¹⁾	43	16,6	19	29,2	43	16,6	19	29,2
Andalucia	16	7,4	7	10,8	16	7,4	7	10,8
Aragon	1	0,4	—	—	1	0,4	—	—
Canarias	2	0,5	—	—	2	0,5	—	—
Castilla La Mancha	5	1,5	3	5,1	5	1,5	3	5,1
Castilla Leon	9	2,4	3	2,2	9	2,4	3	2,2
Extremadura	1	0,2	2	4,4	1	0,2	2	4,4
Galicie	9	4,2	3	4,9	9	4,2	3	4,9
Murcia	—	—	1	1,8	—	—	1	1,8
France	432	69,8	214	56,5	2 942	498,7	1 637	450,2
Alsace	9	0,8	—	—	18	2,5	—	—
Aquitaine	19	2,0	39	23,0	289	43,3	213	76,9
Auvergne	16	1,6	54	11,3	222	33,9	225	50,6
Basse-Normandie	13	2,0	1	0,2	116	20,0	19	10,2
Bourgogne	2	0,1	—	—	2	0,1	—	—
Bretagne	88	21,9	1	0,2	468	97,4	178	55,8
Centre	7	0,8	—	—	26	3,9	3	4,4
Champagne-Ardenne	1	0,2	—	—	20	2,1	9	3,1
Corse	25	2,4	18	2,0	71	10,9	57	8,0
Franche-Comté	9	0,9	—	—	10	0,9	2	0,7
Haute-Normandie	6	1,4	—	—	34	7,5	34	13,4
Languedoc-Roussillon	29	3,3	31	3,6	203	32,3	128	36,8
Limousin	9	1,3	7	2,5	143	18,5	72	14,1
Lorraine	14	1,7	—	—	130	22,5	24	10,9
Midi-Pyrénées	15	1,6	25	3,5	242	36,4	375	69,2
Nord-Pas de Calais	23	5,7	—	—	209	48,1	100	31,8
Pays de la Loire	74	12,5	12	4,7	323	54,9	84	38,6
Picardie	6	0,6	—	—	45	9,6	21	3,8
Poitou-Charentes	20	3,7	1	0,2	220	37,3	4	2,6
Provence-Côte d'Azur	28	3,0	—	—	45	5,6	—	—
Rhône-Alpes	19	2,3	25	5,3	106	11,0	89	19,3
Irlande	15	3,3	2	0,7	654	77,9	2	0,7
Italie	1 430	440,6	14	4,8	5 050	1 825,9	17	11,6
Abruzzi	79	24,6	13	4,8	329	141,3	13	4,8
Basilicata	54	6,5	—	—	145	23,5	2	2,7
Calabria	120	18,1	—	—	329	74,9	—	—
Campania	201	76,9	—	—	801	359,7	—	—
Friuli-Venezia Giulia	11	12,0	—	—	69	41,6	—	—
Lazio	51	22,5	—	—	334	213,9	—	—
Marche	157	45,8	—	—	477	148,5	—	—
Molise	8	5,7	—	—	57	29,3	—	—
Puglia	176	38,8	1	0,02	554	152,1	1	0,02
Sardegna	134	43,2	—	—	549	132,8	—	—
Sicilia	179	39,2	—	—	516	119,5	1	4,1
Toscana	97	31,3	—	—	306	101,8	—	—
Trentino-Alto Adige	107	64,1	—	—	278	163,7	—	—
Umbria	39	7,7	—	—	245	97,9	—	—
Veneto	17	4,3	—	—	61	25,4	—	—
Portugal ⁽¹⁾	2	1,5	—	—	2	1,5	—	—
Nord	1	1,0	—	—	1	1,0	—	—
Centre	1	0,5	—	—	1	0,5	—	—
Royaume-Uni	24	10,4	—	—	199	93,7	—	—
Scotland	—	—	—	—	20	6,8	—	—
Northern	—	—	—	—	18	17,9	—	—
North-West	6	3,3	—	—	39	7,8	—	—
South-West	2	0,7	—	—	22	9,0	—	—
Yorkshire & Humberside	2	0,6	—	—	35	17,2	—	—
East Midlands	4	1,8	—	—	14	7,4	—	—
West Midlands	5	1,5	—	—	13	3,1	—	—
Wales	—	—	—	—	11	5,5	—	—
Northern Ireland	5	2,5	—	—	27	19,0	—	—
Total	2 104	572,7	249	91,2	9 421	2 772,7	1 681	548,0

(1) Crédits affectés sur les prêts globaux signés depuis l'adhésion.

Tableau 14.4: Répartition par secteur de l'ensemble des crédits

	1986		1982—1986				
	Total		Total		Ressources		
	Nombre	Millions d'Écus	Nombre	Millions d'Écus	%	propres Millions d'Écus	NIC Millions d'Écus
Énergie	92	115,4	416	475,0	7,3	467,1	7,9
Production	23	19,5	122	103,3	1,6	100,3	3,0
Électricité	17	9,9	94	55,3	0,8	52,3	3,0
Chaleur	1	0,4	12	24,1	0,4	24,1	—
Hydrocarbures	5	9,2	16	23,9	0,4	23,9	—
Transport et distribution	69	95,9	294	371,7	5,7	366,8	4,9
Électricité	6	9,0	29	20,9	0,3	20,9	—
Chaleur	5	8,8	33	104,2	1,6	103,8	0,4
Hydrocarbures	58	78,1	232	246,6	3,8	242,1	4,5
Infrastructures	269	128,0	1 878	631,8	9,7	549,1	82,7
Transports	187	41,6	1 586	430,6	6,6	426,4	4,2
Chemins de fer	—	—	7	8,2	0,1	8,2	—
Routes	180	40,0	1 544	400,1	6,1	395,9	4,2
Transports maritimes	7	1,6	32	19,8	0,3	19,8	—
Transports aériens	—	—	3	2,5	0,1	2,5	—
Eau (captage, distribution, épuration)	37	38,8	66	105,0	1,6	80,2	24,8
Infrastructures diverses	45	47,6	226	96,2	1,5	42,5	53,7
Logements	8	8,7	10	9,4	0,2	—	9,4
Bâtiments publics	6	5,2	180	46,6	0,7	2,4	44,2
Infrastructures composites	19	29,1	24	35,6	0,5	35,5	0,1
Aménagements agricoles et forestiers	12	4,6	12	4,6	0,1	4,6	—
Industrie, agriculture, services	3 569	1 023,6	18 214	5 436,2	83,0	3 301,5	2 134,7
Industrie	2 943	829,7	15 583	4 654,2	71,1	2 678,5	1 975,7
Industries extractives	87	11,6	379	73,7	1,1	56,1	17,6
Production et 1 ^{ère} transformation des métaux	29	21,2	162	107,6	1,6	78,6	29,0
Matériaux de construction	166	40,0	978	338,3	5,2	259,2	79,1
Industrie du bois	244	57,2	1 382	296,2	4,5	160,8	135,4
Verre et céramique	50	28,5	359	203,4	3,1	117,7	85,7
Industrie chimique (1)	109	80,4	729	394,4	6,0	257,1	137,3
Ouvrages en métaux et mécanique	551	143,7	3 429	855,6	13,1	416,2	439,4
Construction de matériel de transport	132	42,1	559	203,1	3,1	130,5	72,6
Construction électrique, électronique	123	56,5	736	264,4	4,0	164,2	100,2
Produits alimentaires	364	122,8	2 028	751,9	11,5	484,2	267,7
Textiles et cuirs	269	65,9	1 061	345,5	5,3	144,3	201,2
Pâte à papier, papier, imprimerie	210	55,9	1 263	323,5	5,0	138,1	185,4
Transformation du caoutchouc et matières plastiques	139	46,5	891	276,0	4,2	163,3	112,7
Industries manufacturières diverses	89	21,8	439	91,2	1,4	45,4	45,8
Génie civil et bâtiments	381	35,6	1 188	129,6	2,0	63,0	66,6
Agriculture, forêts, pêche	67	23,4	289	127,9	1,9	126,6	1,3
Services	559	170,5	2 342	654,1	10,0	496,3	157,8
Tourisme	225	90,0	1 118	373,6	5,7	336,0	37,6
Autres services	334	80,5	1 224	280,5	4,3	160,3	120,2
Total	3 930	1 267,0	20 508	6 543,1	100,0	4 317,7	2 225,4

(1) Y compris raffinage de pétrole.

Tableau 15: **Financements dans les pays du bassin méditerranéen (1)**Tableau 15.1: **Répartition selon la localisation**

	Total		Ressources propres	Ressources budgétaires
	Millions d'Écus	%	Millions d'Écus	Millions d'Écus
Protocoles financiers II (expirés fin 1986)				
Maghreb	272,5	30,5	253,0	19,5
Algérie	85,0	9,5	85,0	—
Maroc	90,0	10,1	90,0	—
Tunisie	97,5	10,9	78,0	19,5
Machrek	259,1	29,0	249,1	10,0
Égypte	153,0	17,1	150,0	3,0
Jordanie	42,1	4,7	35,1	7,0
Liban	—	—	—	—
Syrie	64,0	7,2	64,0	—
Israël	40,0	4,5	40,0	—
Protocoles financiers				
Malte	13,0	1,4	—	—
Chypre	31,4	3,5	26,5	4,9
Yougoslavie (1982—1986)	260,0	29,0	260,0	—
Turquie (protocole complémentaire)	18,7	2,1	—	18,7
Total	894,7	100,0	841,6	53,1

Tableau 15.2: **Répartition par secteur**

Secteurs	Financements		Crédits sur prêts globaux en cours	
	Millions d'Écus	%	Nombre	Millions d'Écus
Énergie	224,2	25,1		
Production	110,7	12,4		
Centrales thermiques classiques	58,0	6,5		
Centrales hydro-électriques	52,7	5,9		
Transport et distribution	113,5	12,7		
Lignes d'électricité	113,5	12,7		
Infrastructures	410,0	45,8	25	4,0
Transports	296,0	33,1	13	1,9
Chemins de fer	66,3	7,4		
Routes	186,7	20,9	13	1,9
Transports maritimes	43,0	4,8		
Télécommunications	13,0	1,0		
Infrastructures hydrauliques	97,0	10,8		
Aménagements agricoles	20,0	2,3		
Eau (captage, distribution, épuration)	77,0	8,7		
Infrastructures composites	—	—	12	2,1
Prêts globaux	4,0	0,5		
Industrie, agriculture, services	260,5	29,1	489	113,4
Industrie	69,5	7,8	78	72,5
Industries extractives	—	—	3	3,8
Production et 1 ^{ère} transformation des métaux	—	—	4	1,7
Matériaux de construction et bois	55,0	6,1	6	3,3
Verre et céramique	—	—	3	4,7
Industrie chimique	5,5	0,6	7	8,1
Ouvrages en métaux et mécanique	—	—	10	11,3
Construction électrique et électronique	—	—	3	2,6
Produits alimentaires	2,5	0,3	12	8,1
Textiles et cuirs	—	—	16	10,4
Pâte à papier, papier	—	—	3	2,2
Transformation du caoutchouc et matières plastiques	—	—	6	7,7
Autres industries	—	—	1	0,3
Lotissements industriels et bâtiments	6,5	0,8	4	8,3
Agriculture, forêts, pêche	47,5	5,3	407	39,9
Tourisme	—	—	2	0,4
Autres services	—	—	2	0,6
Prêts globaux	143,5	16,0		
Total	894,7	100,0	514	117,4

(1) Pour la durée des différents protocoles et les plafonds d'engagement, se reporter au tableau 9, page 64 du Rapport Annuel 1985.

Tableau 16: Financements dans les États ACP et les PTOM de 1976 à 1986 (Conventions de Lomé)

Tableau 16.1: Répartition selon la localisation

(millions d'Écus)

	Total			Ressources propres			Ressources budgétaires		
	Total	Lomé I + II	Lomé III	Total	Lomé I + II	Lomé III	Total	Lomé I + II	Lomé III
AFRIQUE	1 298,32	1 138,32	160,0	926,2	817,5	108,7	372,12	320,82	51,3
<i>Occidentale</i>	<i>519,1</i>	<i>464,4</i>	<i>54,7</i>	<i>394,8</i>	<i>353,8</i>	<i>41,2</i>	<i>124,3</i>	<i>110,8</i>	<i>13,5</i>
Côte-d'Ivoire	133,2	109,0	24,2	127,8	103,6	24,2	5,4	5,4	—
Nigéria	90,0	90,0	—	90,0	90,0	—	—	—	—
Sénégal	59,6	46,1	13,5	33,0	33,0	—	26,6	13,1	13,5
Ghana	51,3	34,3	17,0	33,0	16,0	17,0	18,3	18,3	—
Mauritanie	32,0	32,0	—	25,0	25,0	—	7,0	7,0	—
Togo	28,4	28,4	—	20,7	20,7	—	7,7	7,7	—
Burkina Faso	22,9	22,9	—	8,0	8,0	—	14,9	14,9	—
Bénin	18,3	18,3	—	13,5	13,5	—	4,8	4,8	—
Niger	16,9	16,9	—	16,0	16,0	—	0,9	0,9	—
Régional	16,8	16,8	—	5,0	5,0	—	11,8	11,8	—
Guinée	14,9	14,9	—	11,9	11,9	—	3,0	3,0	—
Libéria	13,4	13,4	—	10,9	10,9	—	2,5	2,5	—
Mali	9,8	9,8	—	—	—	—	9,8	9,8	—
Cap Vert	5,4	5,4	—	—	—	—	5,4	5,4	—
Guinée-Bissau	3,8	3,8	—	—	—	—	3,8	3,8	—
Gambie	2,4	2,4	—	—	—	—	2,4	2,4	—
<i>Centrale et équatoriale</i>	<i>327,14</i>	<i>260,14</i>	<i>67,0</i>	<i>241,0</i>	<i>191,0</i>	<i>50,0</i>	<i>86,14</i>	<i>69,14</i>	<i>17,0</i>
Cameroun	133,3	133,3	—	128,3	128,3	—	5,0	5,0	—
Zaïre	76,3	26,3	50,0	50,0	—	50,0	26,3	26,3	—
Congo	41,9	31,9	10,0	28,1	28,1	—	13,8	3,8	10,0
Gabon	34,5	34,5	—	32,0	32,0	—	2,5	2,5	—
Burundi	11,7	8,7	3,0	—	—	—	11,7	8,7	3,0
Tchad	9,5	9,5	—	—	—	—	9,5	9,5	—
Guinée équatoriale	6,0	2,0	4,0	—	—	—	6,0	2,0	4,0
Rwanda	5,7	5,7	—	—	—	—	5,7	5,7	—
Centrafrique	5,1	5,1	—	—	—	—	5,1	5,1	—
Régional	3,1	3,1	—	2,6	2,6	—	0,5	0,5	—
São Tomé e Príncipe	0,04	0,04	—	—	—	—	0,04	0,04	—
<i>Orientale</i>	<i>191,6</i>	<i>182,6</i>	<i>9,0</i>	<i>102,9</i>	<i>102,9</i>	<i>—</i>	<i>88,7</i>	<i>79,7</i>	<i>9,0</i>
Kenya	100,7	100,7	—	97,9	97,9	—	2,8	2,8	—
Soudan	25,7	16,7	9,0	—	—	—	25,7	16,7	9,0
Tanzanie	23,7	23,7	—	5,0	5,0	—	18,7	18,7	—
Éthiopie	13,0	13,0	—	—	—	—	13,0	13,0	—
Ouganda	10,3	10,3	—	—	—	—	10,3	10,3	—
Somalie	9,8	9,8	—	—	—	—	9,8	9,8	—
Seychelles	4,6	4,6	—	—	—	—	4,6	4,6	—
Djibouti	3,3	3,3	—	—	—	—	3,3	3,3	—
Régional	0,5	0,5	—	—	—	—	0,5	0,5	—
<i>Australe</i>	<i>260,48</i>	<i>231,18</i>	<i>29,3</i>	<i>187,5</i>	<i>170,0</i>	<i>17,5</i>	<i>72,98</i>	<i>61,18</i>	<i>11,8</i>
Zambie	47,4	47,4	—	42,0	42,0	—	5,4	5,4	—
Malawi	43,0	39,0	4,0	24,5	22,0	2,5	18,5	17,0	1,5
Zimbabwe	40,4	40,4	—	35,0	35,0	—	5,4	5,4	—
Botswana	37,3	37,3	—	35,5	35,5	—	1,8	1,8	—
Maurice	35,5	17,0	18,5	31,5	16,5	15,0	4,0	0,5	3,5
Madagascar	26,9	23,6	3,3	—	—	—	26,9	23,6	3,3
Swaziland	20,2	20,2	—	19,0	19,0	—	1,2	1,2	—
Lesotho	9,6	6,1	3,5	—	—	—	9,6	6,1	3,5
Comores	0,18	0,18	—	—	—	—	0,18	0,18	—
CARAÏBES	117,3	93,8	23,5	89,6	68,1	21,5	27,7	25,7	2,0
Trinité et Tobago	42,0	42,0	—	42,0	42,0	—	—	—	—
Jamaïque	19,0	9,0	10,0	14,0	4,0	10,0	5,0	5,0	—
Barbade	17,1	17,1	—	17,1	17,1	—	—	—	—
Bahamas	8,5	—	8,5	8,5	—	8,5	—	—	—
Guyane	7,2	7,2	—	—	—	—	7,2	7,2	—
Sainte-Lucie	6,2	1,2	5,0	3,0	—	3,0	3,2	1,2	2,0
Surinam	4,3	4,3	—	—	—	—	4,3	4,3	—
Régional	3,0	3,0	—	3,0	3,0	—	—	—	—
Saint-Vincent et Grenadines	3,0	3,0	—	—	—	—	3,0	3,0	—
Belize	2,6	2,6	—	2,0	2,0	—	0,6	0,6	—
Grenade	2,4	2,4	—	—	—	—	2,4	2,4	—
Dominique	1,0	1,0	—	—	—	—	1,0	1,0	—
Saint-Christophe et Nevis	1,0	1,0	—	—	—	—	1,0	1,0	—
PACIFIQUE	161,1	139,6	21,5	127,4	106,9	20,5	33,7	32,7	1,0
Papouasie-Nouvelle Guinée	87,6	70,6	17,0	71,9	54,9	17,0	15,7	15,7	—
Fidji	64,5	60,0	4,5	55,5	52,0	3,5	9,0	8,0	1,0
Samoa occidentales	3,3	3,3	—	—	—	—	3,3	3,3	—
Vanuatu	3,0	3,0	—	—	—	—	3,0	3,0	—
Tonga	2,3	2,3	—	—	—	—	2,3	2,3	—
Kiribati	0,2	0,2	—	—	—	—	0,2	0,2	—
Salomon	0,1	0,1	—	—	—	—	0,1	0,1	—
Tuvalu	0,1	0,1	—	—	—	—	0,1	0,1	—
États ACP Total	1 576,72	1 371,72	205,0	1 143,2	992,5	150,7	433,52	379,22	54,3
PTOM	29,88	29,88	—	22,0	22,0	—	7,88	7,88	—
Total général	1 606,6	1 401,6	205,0	1 165,2	1 014,5	150,7	441,4	387,1	54,3

Tableau 16.2: Répartition par secteur

Secteurs	Lomé III		Bilan Lomé I et II			
	Financements		Financements		Crédits sur prêts globaux en cours	
	Millions d'Écus	%	Millions d'Écus	%	Nombre	Millions d'Écus
Énergie	52,0	25,4	378,5	27,0	6	2,8
Production	32,0	15,6	309,5	22,1	5	2,2
Centrales thermiques classiques	2,0	1,0	98,1	7,0	3	1,8
Centrales hydro-électriques	30,0	14,6	169,9	12,1	2	0,4
Centrales géothermiques	—	—	9,0	0,6	—	—
Hydrocarbures	—	—	32,5	2,3	—	—
Transport d'électricité	20,0	9,8	69,0	4,9	—	—
Distribution d'électricité	—	—	—	—	1	0,6
Infrastructures	28,5	13,9	121,9	8,7	2	1,5
Communications	10,0	4,9	90,3	6,4	2	1,5
Transports	—	—	27,2	1,9	1	0,5
Chemins de fer	—	—	10,0	0,7	—	—
Transports maritimes	—	—	17,2	1,2	1	0,5
Télécommunications	10,0	4,9	63,1	4,5	1	1,0
Eau (captage, distribution, épuration)	18,5	9,0	31,6	2,3	—	—
Industrie, agriculture, services	124,5	60,7	901,2	64,3	475	206,0
Industrie	93,5	45,6	564,8	40,3	382	181,0
Industries extractives	50,0	24,4	149,7	10,7	12	7,6
Production et 1 ^{ère} transformation des métaux	—	—	31,5	2,2	9	4,0
Matériaux de construction	4,0	1,9	59,3	4,2	13	6,0
Industrie du bois	4,5	2,2	25,2	1,8	33	14,5
Verre et céramique	—	—	4,0	0,3	8	5,4
Industrie chimique (1)	7,0	3,4	54,5	3,9	19	12,3
Ouvrages en métaux et mécanique	—	—	0,5	—	30	10,8
Construction du matériel de transport	—	—	7,3	0,5	14	5,4
Construction électrique, électronique	—	—	—	—	7	3,7
Produits alimentaires	—	—	165,3	11,8	101	47,9
Textiles et cuirs	23,5	11,5	42,9	3,1	50	18,8
Pâte à papier, papier, imprimerie	4,5	2,2	—	—	35	18,6
Transformation du caoutchouc et matières plastiques	—	—	24,6	1,8	32	14,8
Industries manufacturières diverses	—	—	—	—	7	1,6
Génie civil et bâtiments	—	—	—	—	12	9,6
Agriculture, forêts, pêche	—	—	—	—	7	3,9
Services	3,5	1,7	39,5	2,8	86	21,1
Tourisme	—	—	19,3	1,4	61	17,5
Autres services	3,5	1,7	20,2	1,4	25	3,6
Prêts globaux	27,5	13,4	272,8	19,5	—	—
Banques de développement	—	—	24,1	1,7	—	—
Total	205,0	100,0	1 401,6	100,0	483	210,3

(1) Y compris raffinage de pétrole.

Pour toute demande d'information complémentaire, s'adresser à la

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT
100, bd Konrad Adenauer — L-2950 Luxembourg
Tél. 4379-1 — Télex 3530 bnkeu lu
Télécopieur 43 77 04

ou à ses bureaux extérieurs

Département Italie
Via Sardegna, 38 — I-00187 Rome
Tél. 4711-1 — Télex 611130 bankeu i
Télécopieur 474 58 77

Bureau de Liaison pour le Royaume-Uni
68, Pall Mall — London SW1Y 5ES
Tél. 4719-1 — Télex 919159 bankeu g
Télécopieur 930 99 29

Bureau de Liaison à Lisbonne
Avenida da Liberdade, 144-156, 8º, P-1200 Lisbon
Tél. 32 89 89 ou 32 88 48 — Télex 15576 bnkeu p
Télécopieur 37 04 87

Bureau de Représentation à Athènes
Ypsilantou 13-15, GR-10675 Athènes
Tél. 7249 811 — Télex 22 2126 bkeu gr
Télécopieur 7249 814

Bureau de Représentation à Bruxelles
Rue de la Loi 227 — B-1040 Bruxelles
Tél. 230 98 90 — Télex 21721 bankeu b
Télécopieur 230 58 27

qui tiennent également à disposition les publications suivantes:

Statuts et autres dispositions régissant la BEI
1986, 36 p.; (DA, DE, EN, FR, GR, IT, NL)

Rapports annuels

depuis 1958
(DE, EN, FR, IT, NL, depuis 1972 en danois, depuis 1980 en grec et depuis 1985 en espagnol et en portugais)

BEI-Informations

BEI-Informations (périodique)
(DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

Banque européenne d'investissement 1958—1983

1983, 116 p.; (DA, DE, EN, FR, GR, IT, NL)

Modalités des financements dans la Communauté européenne

1986, 16 p.; (DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

Possibilités de financement au titre de la troisième Convention de Lomé

1986, 20 p.; (DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

100 Questions et réponses

1986, 50 pages; (DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

Banque européenne d'investissement: données de base (dépliant)

1987; (DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

La Banque européenne d'investissement présente ses remerciements aux promoteurs d'investissement qui ont bien voulu autoriser les prises de vues illustrant ce rapport.

Auteurs des photos: p. 22: Philips; p. 26: B. Turbang; p. 72: A. Hörhager; p. 76: aaa photo, Paris (Loisel); p. 106 (de haut en bas): B. Turbang — RENFE — SNCF c.a.v. (Olivain).

Imprimé par: Saarbrücker Zeitung Verlag und Druckerei GmbH, Saarbrücken

Banque européenne d'investissement

Données générales et objectifs poursuivis

La Banque européenne d'investissement (BEI) a été créée par le Traité de Rome instituant la Communauté économique européenne, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1958. Ses statuts font partie intégrante du Traité.

Ses membres sont les douze États formant la CEE. Ils ont souscrit conjointement le capital de la Banque, qui s'élève, depuis le 1^{er} janvier 1986, à 28,8 milliards d'Écus dont 2 595,9 millions versés ou à verser.

Ses ressources proviennent pour l'essentiel d'emprunts sur les marchés des capitaux de la Communauté et des pays tiers, ainsi que sur les marchés internationaux.

Institution de droit public autonome au sein de la Communauté, la BEI contribue, aux termes de l'article 130 du Traité de Rome — sans poursuivre de but lucratif — au développement équilibré de la Communauté.

*
* *

Dans la Communauté — La BEI octroie, sur ses ressources propres, des prêts à long terme ou des garanties à des entreprises privées et publiques ainsi qu'à des collectivités, soit directement, soit via des instituts de financement. Ses financements s'appliquent à des investissements dans les secteurs de la production, dans les infrastructures et l'énergie

- contribuant au développement économique des régions moins favorisées;
- présentant un intérêt commun à plusieurs États membres ou à la Communauté dans son ensemble ainsi qu'à des investissements tendant à la modernisation, à la conversion d'entreprises ou à la création d'activités nouvelles appelées par l'établissement progressif du marché commun.

Entrent notamment dans ces dernières catégories:

- des infrastructures d'intérêt communautaire, ou d'intérêt commun, qui contribuent à l'intégration économique de l'Europe (investissements dans les transports et les télécommunications de nature à améliorer les relations intra-communautaires) ou qui concourent à la réalisation d'objectifs communautaires tels que la protection de l'environnement;
- des investissements dans le domaine de l'énergie qui concourent à la réalisation des objectifs de la Communauté: développement des ressources internes, utilisation rationnelle de l'énergie, diversification des importations;
- des investissements de modernisation ou de conversion d'entreprises, qu'il s'agisse de certaines opérations de modernisation ou de conversion, appelées par l'établissement progressif du marché commun ou rendues nécessaires par des difficultés structurelles, d'investissements spécifiques contribuant à renforcer la compétitivité de l'industrie communautaire par le développement ou l'introduction de technologies avancées, ou encore d'investissements résultant d'une coopération technique et économique étroite entre entreprises de pays membres différents.

Conformément à l'article 20 de ses statuts, la Banque attache la plus grande attention «à ce que ses fonds soient utilisés de la façon la plus rationnelle dans l'intérêt de la Communauté» et n'intervient que «lorsque l'exécution du projet contribue à l'accroissement de la productivité économique en général et favorise la réalisation du marché commun».

Pour le NIC, la Banque octroie, en outre, depuis 1979, des prêts sur les ressources du nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts, principalement pour des investissements de petites et moyennes entreprises, dans l'industrie et les services qui lui sont directement liés, en vue notamment de la diffusion de l'innovation et des technologies nouvelles, dont la réalisation contribue directement ou indirectement à la création d'emplois.

La Banque a reçu mandat d'octroyer ces prêts au nom, pour le compte et aux risques de la Communauté. Elle identifie les projets, puis après décision de la Commission sur l'éligibilité de chacun d'entre eux, instruit les demandes, décide de l'octroi des prêts et les administre, conformément aux procédures prévues par ses statuts et suivant ses critères habituels. La Commission effectue les emprunts et en transfère le produit à la Banque qui comptabilise ces prêts hors bilan dans sa section spéciale (cf. page 94).

En outre, la BEI instruit et administre, en qualité d'agent, les prêts de l'Euratom qui sont décidés par la Commission.

*
* *

À l'extérieur de la Communauté — D'après l'article 18 des statuts, § 1 alinéa 2, la BEI, sur autorisation spéciale de son Conseil des gouverneurs, peut accorder des financements à l'extérieur de la Communauté. Cette disposition est appliquée:

- cas par cas, pour autoriser le financement de certains investissements présentant un intérêt particulier pour la Communauté (par exemple communications par satellites, approvisionnement en énergie...)
- globalement, à concurrence d'un montant déterminé par pays ou groupe de pays dans le cadre des accords, conventions ou décisions organisant la coopération financière de la Communauté avec divers pays tiers.

Le champ d'activité de la BEI s'étend actuellement à 66 États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique signataires de la Convention de Lomé (États ACP) et à 12 pays du bassin méditerranéen (Turquie, Yougoslavie, Algérie, Maroc, Tunisie, Égypte, Jordanie, Liban, Syrie, Israël, Chypre et Malte). Dans la plupart de ces pays, la BEI accorde, outre des prêts sur ses ressources propres, des concours à des conditions spéciales sur ressources budgétaires qu'elle gère en qualité de mandataire de la Communauté; elle comptabilise ces dernières opérations hors bilan dans sa section spéciale.

Den europæiske Investeringsbank

Europäische Investitionsbank

Ευρωπαϊκή Τράπεζα Επενδύσεων

European Investment Bank

Banco Europeo de Inversiones

Banque européenne d'investissement

Banca europea per gli investimenti

Europese Investeringsbank

Banco Europeu de Investimento